

le cnam

équipe sécurité & défense

renseignement, criminologie, crises, cybermenaces

Revue De Recherche Sur Le  
**Renseignement**

**N°.2, 2023, automne**



**R**evue de  
recherches sur le  
enseignement

2023 02, Automne



La *Revue de recherches sur le renseignement*, fondée en 2022 par l'Équipe Sécurité & Défense, Renseignement, Criminologie, Cybermenaces, Crises (ESDR3C) du Conservatoire national des Arts et Métiers (CNAM, fondé en 1794), publie des articles de référence dans tous les domaines d'étude sur le renseignement, non seulement en histoire ou en sciences politiques, mais dans toutes les disciplines universitaires. Elle aborde toutes les spécificités du renseignement européen et mondial.

*The Intelligence Research Review, founded in 2022 by the Security & Defense, Intelligence, Criminology, Cyberthreats, Crisis Team (ESDR3C) of the Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM, est. 1794), publishes reference articles in all fields of intelligence studies, not only in history or political science, but in all academic disciplines. It addresses all the specificities of European and global intelligence.*

**Directeur de la publication/Director**

Philippe Baumard

**Rédacteur en chef/Editor in Chief**

Gérald Arboit (CNAM, ESDR3C)

**Comité de Rédaction/Editorial Board**

Alain Bauer, CNAM, PSDR3C ;  
Philippe Baumard, CNAM, ESDR3C ;  
Olivier Chopin, *Sciences Po, Paris* ;  
Lukas Grawe, *U. Bremen* ;  
Adrian Hänni, *Georgetown U.*

**Conseil scientifique/Scientific Council**

Christopher Andrew, *Cambridge* ; Natalie Archutowski, *U. Vancouver* ; Siegfried Beer, *U. Graz* ; Paul Charon, *Irsem* ; Amos David, *U. Lorraine* ; Matthew Hefler, *Stockholm School of Economics* ; Irene Flunser Pimentel, *U. nova, Lisboa* ; Tony Ingesson, *Lunds U.* ; Markus Pöhlmann, *ZMSBw, Potsdam* ; Floran Vadillo, *IEP Paris* ;

**Correspondance**

Tous les articles paraissant dans la *Revue de recherches sur le renseignement* sont soumis à une évaluation en double aveugle.

**Correspondence**

*All articles appearing in the Journal of Intelligence Research are subject to double-blind review.*

*Revue de recherches sur le renseignement*, CNAM ESDR3C.

Courriel : [esdr3c@lecnam.net](mailto:esdr3c@lecnam.net)



# Sommaire

Lukas Grawe, L'armée française dans les rapports de l'attaché militaire allemand en France, Detlof von Winterfeldt, 1909-1914.....	8
Gérald Sawicki, L'exploitation des lettres et carnets de notes des soldats allemands par les services de renseignement français (1914-1918).....	
Gérald Arboit, Un « obsédé du renseignement » : le docteur Henri Martin.....	35 50
Étienne Verhoeyen, Les achats d'armes de la cagoule en Belgique (1936-1937). Chronique d'un échec annoncé.....	64
Christian Rossé, Remonter aux sources de Lucie. Enquête sur le réseau de Rudolf Roessler.....	95
 <i>Carnet de recherche</i>	
Florian Bunoust-Becques, L'affirmation du rôle des forces sous-marines françaises dans la chaîne du renseignement militaire de 1890 à 1970.....	122
 <i>L'interview</i>	
Vincent Crouzet, Le Service Action, le renseignement, l'Afrique.....	127
 <i>L'actualité d'hier</i>	
Laurence Rullan, Secret de défense et archives publiques : le conflit exemplaire d'un système à mieux contrôler.....	131
 Comptes-rendus	
Gérald Arboit, David Omand, <i>How Spies Think : Ten Lessons in Intelligence</i> , Londres, Viking, 2020, 344 p. ....	147
Laurence Rullan, Étienne Augris, <i>Philippe Rondot maître espion</i> , Paris, Novice/Nouveau Monde Éditions, 2023, 329 p. ....	149
Résumé/Abstract/Resumen.....	152

# L'armée française dans les rapports de l'attaché militaire allemand en France, Detlofvon Winterfeldt, 1909-1914.

Dr. Lukas Grawe  
Université de Brême

D'un point de vue historique, le grand état-major général de l'armée royale prussienne est généralement associé à ses fonctions de déploiement militaire et de planification de la mobilisation. Mais au début du XX<sup>e</sup> siècle, il s'occupe également de l'observation des armées étrangères afin d'optimiser les préparatifs de guerre allemands<sup>1</sup>. Immédiatement avant la Première Guerre mondiale, l'état-major général de l'armée royale prussienne s'occupe alors de l'observation des armées étrangères. Pendant la guerre, quatre départements sont responsables du renseignement militaire<sup>2</sup>. Les attachés militaires constituent de loin la source d'information la plus importante. Leurs rapports étant qualifiés de « sources les plus fiables et les plus utiles » dans les mémorandums de l'état-major général<sup>3</sup>. Les attachés ont l'avantage d'être stationnés en permanence sur le lieu d'intérêt et peuvent donc prendre en compte les développements à plus long terme. En outre, ces longs séjours facilitent grandement le développement de contacts personnels. Souvent issus de l'état-major général et des services de renseignement militaire, les attachés

---

<sup>1</sup> Sur l'état-major prussien, cf. Wiegand Schmidt-Richberg, *Die Generalstäbe in Deutschland 1871-1945 : Aufgaben in der Armee und Stellung im Staate*, Stuttgart, 1962, p. 18-19 et Wiegand Schmidt-Richberg, „Die Regierungszeit Wilhelms II“, in *Handbuch zur deutschen Militärgeschichte*, 3, Militärgeschichtliches Forschungsamt, Munich, 1979, p. 9-156.

<sup>2</sup> Ainsi, le premier département de l'état-major général était chargé de l'observation des armées de Russie, de Scandinavie, d'Asie orientale, de Perse et de Turquie, tandis que le troisième département comprenait les armées de France et du Royaume-Uni. Le neuvième département s'occupait des armées du Benelux, de l'Espagne, du Portugal, de la Suisse et des États américains, et le dixième département se consacrait aux forces austro-hongroises et balkaniques. Cf. Bundesarchiv (BArch), Freiburg, PH 3/124, fol. 157, „Die Organisation des Großen Generalstabes“, sans date [1918], et PH 3/290 „Organisation des Generalstabes, april 1914“.

<sup>3</sup> BArch, RM 5/6669, fol. 36, Premier département, „Gesichtspunkte für Erkennen und Bewerten russischer Maßnahmen zur Erhöhung der Kriegsbereitschaft in Zeiten politischer Spannung“, sans date [1913].

constituent sous doute l'ossature de l'évaluation de l'ennemi allemand avant la Première Guerre Mondiale<sup>4</sup>. Ils servent de têtes de pont pour le recrutement de nouveaux militaires et représentent officiellement la politique militaire allemande dans leur pays d'accueil<sup>5</sup>. Outre les fonctions protocolaires, ils sont également chargés de conseiller l'ambassadeur allemand sur les questions militaires<sup>6</sup>.

Nommés par l'Empereur, de nombreux attachés militaires font également office d'aides de camp et ont donc l'occasion d'entrer en contact avec Guillaume II personnellement. En règle générale, les critères de sélection des attachés sont similaires avec les aides de camp, c'est-à-dire une apparence respectable et un comportement courtois. Les bonnes manières ainsi que le tact jouent un rôle important<sup>7</sup>. Ils doivent également avoir une expérience à l'étranger et maîtriser la langue étrangère correspondante<sup>8</sup>. Comme la vie dans les capitales européennes est associée à des obligations sociales coûteuses, les attachés disposent d'une richesse privée suffisante pour compenser un salaire faible<sup>9</sup>. Outre les exigences sociales, l'expertise militaire est le facteur décisif pour une nomination en tant qu'attaché militaire. Plusieurs années de travail dans les services de renseignement de l'état-major général ; ou une affectation antérieure dans une ambassade, sont la règle. Comme les attachés proviennent principalement de l'état-major général, ils ont également suivi avec succès le programme de formation de l'état-major général.

#### *L'académie de guerre et l'appropriation des connaissances scientifiques militaires.*

Cependant, il n'y a pas de formation spécifique. Les attachés militaires lisent fréquemment les rapports de leurs prédécesseurs pour se préparer à rédiger leurs propres déclarations<sup>10</sup>. Pour obtenir des informations sur l'armée de leur pays d'accueil, les officiers ont recours à différents moyens : conversations avec les militaires locaux, étude de la presse, observation des manœuvres annuelles des troupes, et bien que cela soit interdit, espionnage<sup>11</sup>.

---

<sup>4</sup> Les attachés de l'état-major général continuèrent à porter les uniformes de cette institution. BArch, RM 5/307, fol. 25, „Bericht des Korvetten-Kapitäns Grapow über seine Dienstleistung im grossen Generalstab“, 3 octobre 1899.

<sup>5</sup> Helmut Roewer, *Skrupellos : Die Machenschaften der Geheimdienste in Russland und Deutschland, 1914-1941*, Leipzig, 2004, p. 27 et BArch, N 195/2, Maximilian von Mutius, „Lebenserinnerungen 1865-1918“, 2, p. 107.

<sup>6</sup> BArch, N887/4, Arthur von Lüttwitz, „Aus einem bewegten Soldatenleben 1875-1918“, IV, p. 295.

<sup>7</sup> Matthew S. Seligmann, *Spies in Uniform. British military and naval intelligence on the eve of the First World War*, Oxford, New York, 2006, p. 52-54.

<sup>8</sup> Isabel V. Hull, *The Entourage of Kaiser Wilhelm II, 1888-1918*, Cambridge, 2004, p. 175-207.

<sup>9</sup> Matthew S. Seligmann, *op. cit.*, p. 64.

<sup>10</sup> Lukas Grawe, *Deutsche Feindaufklärung vor dem Ersten Weltkrieg : Informationen und Einschätzungen des deutschen Generalstabs zu den Armeen Frankreichs und Russland 1904 bis 1914*, Paderborn, 2017, p. 58.

<sup>11</sup> Matthew S. Seligmann, *op. cit.*, p. 75-116.



Les attachés transmettent leurs découvertes aux autorités militaires allemandes sous la forme de rapports. Entre une trentaine et une centaine de notifications par an sont effectuées par les officiers. L'élément le plus important dans leur travail consiste à rapporter des observations et des nouvelles dans le domaine du système militaire étranger. Cependant, ils doivent se limiter strictement aux questions militaires, avec l'instruction de ne pas mentionner les questions politiques. Historiquement, cette interdiction de commentaires politiques n'a pas empêché de nombreux officiers de rendre compte des derniers développements politiques dans leur pays d'accueil. Il y a donc une nouvelle instruction générale pour les attachés militaires, publiée en 1980, soulignant l'interdiction des rapports politiques<sup>12</sup>. Afin de faire respecter cette interdiction, les attachés doivent soumettre tous les rapports à leurs ambassadeurs, autorisés à supprimer les observations politiques. C'est par l'intermédiaire des ambassadeurs respectifs, du ministère des Affaires étrangères, et de l'empereur que les rapports sont finalement envoyés au ministère prussien de la Guerre, ainsi qu'à l'état-major général<sup>13</sup>.

Avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale ; le Reich allemand compte 17 attachés militaires, chargés d'observer les armées de 21 états<sup>14</sup>. L'attaché militaire allemand à Paris a joué un rôle clé dans les efforts déployés par l'état-major prussien pour étudier les armées des futurs ennemis potentiels dans une guerre européenne. Aux yeux des dirigeants militaires allemands, la France est alors un adversaire irréconciliable qui prévoit de se venger de la campagne perdue de 1870-71 et de la perte de l'Alsace - Lorraine<sup>15</sup>. Avant 1870, la grande importance de l'Allemagne pour la politique militaire de la Prusse et plus tard de l'Allemagne dans la période postnapoléonienne est clairement reconnue, le gouvernement prussien ayant créé un poste d'attaché militaire à Paris en 1830 à la demande des dirigeants

---

<sup>12</sup> Gerhard Ritter, *Die deutschen Militär-Attachés und das Auswärtige Amt*, Heidelberg, 1959, p. 33-36.

<sup>13</sup> Heinrich Otto Meisner, *Militärattachés und Militärbevollmächtigte in Preußen und im Deutschen Reich : Ein Beitrag zur Geschichte der Militärdiplomatie*, Berlin, 1957, p. 56 ; Donata Maria Krethlow-Benziger, *Glanz und Elend der Diplomatie. Kontinuität und Wandel im Alltag des deutschen Diplomaten auf seinen Auslandsposten im Spiegel der Memoiren 1871-1914*, Berne, New York, 2001, p. 98.

<sup>14</sup> Des diplomates militaires étaient attachés aux ambassades allemandes en Belgique, en Bulgarie, en Chine, en France, en Grèce, en Grande-Bretagne, en Italie, au Japon, dans les États nordiques (Danemark, Norvège, Suède, avec siège de l'attaché à Stockholm), dans l'Empire ottoman, en Autriche-Hongrie, en Roumanie, en Russie, en Suisse, en Serbie, en Espagne (également responsable du Portugal) et aux États-Unis d'Amérique (également responsable du Mexique). Jusqu'en 1914, l'ambassade de Paris disposait même d'un deuxième attaché militaire ou d'un attaché militaire adjoint, ce qui souligne l'importance de ce poste. Cf. Heinrich Otto Meisner, *op. cit.*, p. 36 et 51.

<sup>15</sup> Raymond Poidevin et Jacques Bariety, *Les relations franco-allemandes 1815-1975*, Paris, Armand Colin, 1977 ; Michael E. Nolan, *The Inverted Mirror. Mythologizing the Enemy in France and Germany, 1898-1914*, New York, Berghahn Books, 2005.

militaires, le premier poste permanent d'un diplomate militaire dans l'histoire<sup>16</sup>. De la fondation de l'Empire allemand au début de la Première Guerre mondiale, dix officiers ont occupé ce poste important dans la capitale française<sup>17</sup>. Dans de nombreux cas, les attachés militaires allemands à Paris ont été impliqués dans des crises et des intrigues politiques, ou encore dans des affaires d'espionnage spectaculaires, rendues publiques, dans la fourniture d'informations militaires confidentielles.

Ainsi, Ernst von Hoiningen-Huene (attaché de 1886 à 1891) fournit à Alfred von Waldersee, alors nommé chef de l'état-major général, des informations non seulement militaires mais aussipolitiques en provenance de France, bien que cela soit strictement interdit<sup>18</sup>. Karl von Villaume (1882 à 1886) et Georg von Hugo (1901 à 1905) rendent largement compte des préparatifs militaires de l'armée française lors de la crise boulangiste<sup>19</sup> et de la première crise marocaine<sup>20</sup>, tandis que le successeur de Huene, Maximilian von Schwartzkoppen (1891 à 1897), est impliqué dans l'affaire d'espionnage d'Alfred Dreyfus, qui conduit la France au bord d'une crise constitutionnelle. Schwartzkoppen doit être rappelé en raison de sa participation à l'affaire. Il avait acheté des documents secrets sur la mobilisation française à l'officier d'état-major français Walsin Esterhazy, à l'insu de son ambassadeur, mais pour le compte de l'état-major général<sup>21</sup>. Quant à Maximilian Von Mutius, qui

---

<sup>16</sup> Maureen O'Connor Witter, "Sanctioned Spying : The Development of the Military Attaché in the Nineteenth Century", Peter Jackson, Jennifer Siegel (eds), *Intelligence and Statecraft. The Use and Limits of Intelligence in International Society*, Westport, Praeger, 2005, p. 92-99 et Heinrich Otto Meisner, *op. cit.*, p. 10.

<sup>17</sup> Les officiers suivants ont été attachés militaires allemands à Paris depuis 1871 : Adolf von Bülow (1871-1882), Karl von Villaume (1882-1886), Ernst von Hoiningen gen. Huene (1886-1891), von Funcke (1891), Maximilian von Schwartzkoppen (1891-1897), Richard von Süßkind-Schwendi (1897-1899), Georg von Hugo (1901-1905), Maximilian von Mutius (1905-1909), Detlof von Winterfeldt (1909-1914) et Robert von Klüber (1914).

<sup>18</sup> Pour les intrigues politiques de Waldersee, cf. Heinrich Otto Meisner, *op. cit.*, et *Denkwürdigkeiten des General-Feldmarschalls Alfred Grafen von Waldersee*, Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1922 ; Gordon A. Craig, "Military Diplomats in the Prussian and German Service : The Attachés, 1816-1914", *Political Science Quarterly* 64, 1949, p. 69, 76-84. Pour Hoiningen-Huene, cf. Heinrich Otto Meisner, "Aus den Berichten des Pariser Militärattachés Freiherrn von Hoiningen gt. Huene an den Grafen Waldersee (1888-1891)", *Berliner Monatshefte* 15, 1937, p. 958-1000.

<sup>19</sup> Conrad Canis, "Bismarck, Waldersee und die Kriegsgefahr Ende 1887", Horst Bartel, Ernst Engelberg (dirs), *Die großpreussisch-militaristische Reichsgründung 1871. Voraussetzungen und Folgen*, 2, Berlin, 1971, p. 397-435 ; Konrad Canis, "Alfred von Waldersee : Außenpolitik und Präventivkriegsplanung in den achtziger Jahren", Gustav Seeber (dir), *Gestalten der Bismarckzeit*, Berlin, 1987, p. 404-25 ; Michael Schmid, *Der 'Eiserne Kanzler' und die Generäle : Deutsche Rüstungspolitik in der Ära Bismarck (1871-1890)*, Paderborn, 2003, p. 273-334.

<sup>20</sup> Cf. Lukas Grawe, *op. cit.*, p. 169-201.

<sup>21</sup> Cf. Maximilian von Schwartzkoppen, *Les Carnets de Schwartzkoppen (La vérité sur Dreyfus) Édités par Bernhard Schwefeger*, Paris, Éditions Rieder, 1930 ; Ernst-Otto Czempel, *Das deutsche Dreyfus-Geheimnis : Eine Studie über den Einfluß des monarchischen Regierungssystems auf die Frankreichpolitik des Wilhelminischen Reiches*, München, Bern, 1966 ; Gordon A. Craig, *op. cit.*, p. 88-89 et Adolf Hasenclever, "Militärattaché und Auswärtiges Amt um die Wende von altem und neuem Kurs", *Vergangenheit und Gegenwart* 22, 1932, p. 591-592. Sur l'affaire Dreyfus, cf. Jean-Denis Bredin, *L'Affaire*, Paris, Julliard, 1983.

occupe le poste à Paris de 1905 à 1909, il donne probablement à l'état-major prussien des informations sur l'évolution de la situation politique en France et certains éléments du plan de mobilisation français top secret<sup>22</sup>. C'est précisément en raison du caractère politiquement explosif du bureau de Paris, que le poste est attractif.

Après le tournant du siècle, les tensions en Europe et les différends entre l'Empire allemand et la France s'aggravent. L'avenir du Maroc, en particulier, a conduit les deux pays au bord de la guerre en 1905<sup>23</sup>. Bien que la crise se soit réglée pacifiquement, elle accroît la méfiance mutuelle et jette les bases d'une course aux armements qui s'accélère à l'approche de la Première Guerre mondiale<sup>24</sup>. Face à cette situation tendue, l'état-major prussien, est plus que jamais tributaire de rapports fiables et durables de ses attachés militaires à Paris. D'autant plus que la première crise marocaine révèle à bien des égards des lacunes de l'armée française, et que cette dernière s'en sert comme point de départ de vastes mesures de réorganisation et de renforcement. Mesures dont l'état-major prussien veut être informé en permanence<sup>25</sup>. Un officier expérimenté dans le renseignement militaire les questions institutionnelles est donc nécessaire pour le poste le plus important de la diplomatie militaire allemande.

Lorsque Maximilian von Mutius est rappelé de France en 1909, le major Detlof von Winterfeldt nommé par Guillaume II attaché militaire à Paris le 25 mars 1909<sup>26</sup>. Winterfeldt, né le 28 mai 1867, a commencé sa carrière militaire en 1886 dans le régiment de grenadiers n° 2 de l'empereur Franz Garde. Il fréquente l'Académie de guerre de Berlin de 1894 à 1897 et est intégré au grand état-major général en 1898 après une année de service au front.

---

<sup>22</sup> BArch, RH 61/398, fol. 114, Greiner, „Welche Nachrichten besaß der deutsche Generalstab über Mobilmachung und Aufmarsch des französischen Heeres“, sans date [après 1918].

<sup>23</sup> Jost Dülffer, Martin Kröger, Rolf-Harald Wippich, *Vermiedene Kriege : Deeskalation von Konflikten der Grossmächte zwischen Krimkrieg und Erstem Weltkrieg (1865-1914)* (München, 1997), p. 557-78 ; Heiner Raulff, *Zwischen Machtpolitik und Imperialismus. Die deutsche Frankreichpolitik 1904-1906*, Düsseldorf, 1976.

<sup>24</sup> Cf. David Stevenson, *Armaments and the Coming of War. Europe, 1904-1914*, Oxford, New York, 1996 ; David G. Herrmann, *The Arming of Europe and the Making of the First World War*, Princeton, Princeton University Press, 1996.

<sup>25</sup> Cf. David B. Ralston, *L'Armée de la République. The Place of the Military in the Political Evolution of France, 1871-1914*, Michigan, 1967, p. 319-371 ; Douglas Porch, "The French Army and the Spirit of the Offensive, 1900-14", Brian Bond, Ian Roy (dirs), *War and Society. A Yearbook of Military History*, Londres, 1976, p. 117-143 ; *Ibid.*, *The March to the Marne : The French Army 1871-1914*, Cambridge, 1981, p. 169-245 ; Elizabeth Greenhalgh, *The French Army and the First World War*, Cambridge, 2014, p. 7- 19.

<sup>26</sup> Maximilian von Mutius ne dit rien de son rôle dans l'obtention des plans, cf. 2 BArch, N 195/2, *op. cit.*. Avant son séjour à Paris, Mutius avait déjà été attaché à Bucarest. Il connaissait également le travail du troisième département (français) de l'état-major général par sa propre expérience. De 1910 à 1915, il est aide de camp du *Kaiser* et commande la compagnie de garde du *Stadtschloss* de Berlin. Pendant la Première Guerre mondiale, Mutius commande la 6<sup>e</sup> division. Il meurt en 1942. Cf. ses mémoires inédits, BArch, N 195/1 et 2, et Isabel V. Hull, *The Entourage of Kaiser Wilhelm*, p. 24 et 247. Pour ses rapports de France, cf. Lukas Grawe, *op. cit.*, p. 207-218, 276-298 et Mark Hewitson, "Images of the Enemy : German Depictions of the French Military, 1890-1914", *War in History* 11, 2004, p. 4-33.

Jusqu'en 1900, il officie dans le troisième département, chargé de l'observation des armées française et britannique. De 1901 à 1905, il est attaché militaire allemand à Bruxelles et déjà familiarisé avec les tâches et le travail d'un diplomate militaire et avec l'armée française avant d'être envoyé à Paris<sup>27</sup>. Il y avait servi à la demande expresse de ses supérieurs. Le 1<sup>er</sup> décembre 1903, le chef de l'état-major général, Alfred von Schlieffen, déclare :

« bonne performance en tant qu'officier d'état-major général. Caractère ferme, noble disposition, comportement plein de tact, manières appropriées. En tant qu'attaché militaire, très actif et enthousiaste, il remplit son poste de manière pleinement satisfaisante<sup>28</sup> »

Après son premier commandement à l'étranger et un service au front de deux ans, Winterfeldt retourna à l'état-major général et au troisième département en 1907, où il dirigea la section « française » de 1908 à 1909. L'expertise de Winterfeldt en matière de langue française est conséquente. Il obtient son diplôme de fin d'études secondaires au lycée français de Berlin, en ayant l'examen d'interprète avec la mention « particulièrement apte ». Il parle français comme un natif<sup>29</sup>.

Bien que les historiens aient souvent attribué aux dirigeants militaires allemands une grande responsabilité dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale<sup>30</sup>, le rôle de l'attaché militaire allemand à Paris n'a pas du tout été étudié. La suite de cet article donne un bref aperçu des rapports du dernier attaché militaire allemand de longue durée à Paris avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale. Nous allons étudier comment Winterfeldt évalue l'armée française, son impact et quelles évaluations sont transmises à l'état-major de Berlin. Nous allons également voir comment l'autorité militaire a traité les rapports entre ses officiers et quel effet concret les rapports ont eu sur les politiques militaires allemands avant la Grande Guerre. En examinant ces questions, nous aborderons l'hypothèse selon laquelle l'état-major général croyait en une future guerre froide.

---

<sup>27</sup> Bien que chargé de l'observation des armées belge et néerlandaise, Winterfeldt avait un œil sur l'armée française lors de son séjour à Bruxelles, cf. son rapport du 6 janvier 1905 [Politisches Archiv des Auswärtiges Amtes (PA-AA), Berlin, R 6746, Frankreich 95, 56].

<sup>28</sup> Geheimes Staatsarchiv Preußischer Kulturbesitz (GStA-PK), Berlin, VIII. HA, Slg. Priesdorff, n° 1298.

<sup>29</sup> *Ibid.*, [Anonyme], „Artikel Detlof von Winterfeldt“, Robert Volz (éd.), *Reichshandbuch der deutschen Gesellschaft : Das Handbuch der Persönlichkeiten in Wort und Bild*, 2, Berlin, 1931, p. 2045 ; Max von Baden, *Erinnerungen und Dokumente : Neu hrsg. Von Golo Mann und Andreas Burckhardt*, Stuttgart, 1968, p. 680. En outre, des extraits inédits d'une chronique familiale dactylographiée non publiée (archives privées de Michael von Winterfeldt, Seevetal, que je tiens à remercier de m'avoir donné l'occasion de les examiner) peuvent être utilisés, cf. Detlof von Winterfeldt, „Zur Familiengeschichte von Winterfeldt“, V, 1935, p. 1-6.

<sup>30</sup> Cf. Stig Förster, „Der deutsche Generalstab und die Illusion des kurzen Krieges, 1871-1914. Metakritik eines Mythos“, *Militär-geschichtliche Zeitschrift* 54, 1995, p. 61-95 ; Holger Afflerbach, *Falkenhayn : Politisches Denken und Handeln im Kaiserreich*, München, 1994, p. 147-171 ; Anscar Jansen, *Der Weg in den Ersten Weltkrieg : Das deutsche Militär in der Julikrise 1914*, Marburg, 2005, *passim*.

### *Les premières années de Winterfeldt à Paris*

De 1905 à 1911, les évaluations allemandes de l'armée sont largement caractérisées par une sous-estimation. Le troisième département de l'état-major général fait état de la situation extrêmement tendue des effectifs de l'armée française, qui conduit la Troisième République à enrôler plus de 80 % de tous les jeunes hommes, alors que le Reich allemand n'en avait enrôlé que 54 %<sup>31</sup>. Le soldat français, est selon les termes de l'état-major général :

« un soldat intelligent, habile qui aime sa patrie et que l'on peut facilement persuader d'accomplir de grandes choses mais qui manque de durabilité, de ténacité et surtout de discipline ».

Le prédécesseur de Winterfeldt, Mutius, avait identifié les causes de ces faiblesses. Selon lui, les Français manquent de sens de l'ordre, d'obéissance, de rigueur et d'organisation, et il y a un manque de rigueur dans la vie et de conscience professionnelle<sup>32</sup>. L'armée, malgré les aspirations individuelles reconnues, manque d'uniformité et d'élan. De plus, les conditions politiques et sociales développées en France y jouent un rôle décisif<sup>33</sup>. C'est avec l'affaire Dreyfus et l'affaire des fiches, au cours de laquelle la surveillance politique systématique du corps des officiers français est rendue publique, qu'une division dangereuse au sein des grades supérieurs du service militaire s'opère<sup>34</sup>. Dès 1905, le prédécesseur de Winterfeldt, Hugo, signale que les officiers

---

<sup>31</sup> PA- AA, R 995, Deutschland 121, n° 31, 1, , „Mitteilung der Leistungsfähigkeit anderer Staaten 1907“, Moltke aux Affaires étrangères, 23 février 1908 et „Die militärische Leistungsfähigkeit der wichtigsten Staaten Europa“, Moltke à Bülow, 29 janvier 1909.

<sup>32</sup> BArch, RM 5/1234, *Abteilung III*, „Die Taktik der französischen Armee“, sans date (vers 1907-1908), fol. 64.

<sup>33</sup> Rapport PA-AA, R 6750, Frankreich 95, 60, Rapport militaire n° 82 de Mutius, 15 mai 1909. En tant que représentant de la « race latine », le Français est considéré comme intelligent, compétent, débrouillard et patriote, mais aussi comme inconstant, désordonné et désobéissant. C'est pourquoi l'idée d'un déclin français est tenace. Fin 1914, le chef de l'état major général Moltke soulignait : « Les peuples romans ont déjà atteint le sommet de leur développement, ils ne peuvent pas introduire de nouveaux éléments fertilisants dans le développement global » [Helmuth von Moltke, *Erinnerungen - Briefe - Dokumente 1877-1916. Ein Bild vom Kriegsausbruch, erster Kriegsführung und Persönlichkeit des ersten militärischen Führers des Krieges*, hrsg. von Eliza von Moltke, Stuttgart, 1922, p. 14]. Pour l'image allemande de la France, cf. Fritz Fischer, „Das Bild Frankreichs in Deutschland in den Jahren vor dem Ersten Weltkrieg“, *Revue d'Allemagne*, 4, 1972, p. 505-519 ; Mark Hewitson, *National Identity and Political Thought in Germany : Wilhelmine Depictions of the French Third Republic, 1890-1914*, Oxford, New York, 2000 ; Michael Jeismann, *Das Vaterland der Feinde : Studien zum nationalen Feindbegriff und Selbstverständnis in Deutschland und Frankreich, 1792-1918*, Stuttgart, 1992 ; Hartmut Kaelble, „Wahrnehmung der Industrialisierung : Die französische Gesellschaft im Bild der Deutschen zwischen 1891 und 1914“, Werner Süss (dir.), *Übergänge : Zeitgeschichte zwischen Utopie und Machbarkeit. Beiträge zu Philosophie, Gesellschaft und Politik. Hellmuth G. Bütow zum 65. Geburtstag*, Berlin, 1989, p. 123-138 ; Michael E. Nolan, *op. cit.* ; Bernard Trouillet, *Das deutsch-französische Verhältnis im Spiegel von Kultur und Sprache*, Francfort-sur-le-Main, 1981, p. 63-76 et 140-152.

<sup>34</sup> Pour l'impact de l'affaire Dreyfus, cf. Douglas Porch, *op. cit.*, p. 54-73 et Anthony Clayton, *Paths of Glory : The French Army 1914-18*, Londres, New York, 2005, p. 28-30. Pour l'affaire des Fiches, cf. Douglas Porch, *op. cit.*, p. 92-104.

français recherchent, en vain, le même sens de camaraderie que celle des Allemands<sup>35</sup>. Dans l'ensemble, l'état-major prussien estime qu'il n'ya pas lieu de regarder avec révérence de l'autre côté du Rhin. En outre, la situation internationale est largement marquée par la détente, y compris entre le Reich allemand et la France. Le 9 février 1909, les gouvernements des deux pays signent même un accord qui règle les différends concernant le Maroc<sup>36</sup>. Comme il n'est pas urgent d'évaluer l'état de préparation de la France à la guerre, Winterfeldt suit sans problème les rapports de son prédécesseur. Il se consacre à savoir dans quelle mesure l'antimilitarisme généralisé et l'État démocratique nuisent au développement de l'armée française. Grâce à sa connaissance de la langue, Winterfeldt peut rapidement établir un vaste réseau de contacts et est déjà considéré comme un gentleman dans la société parisienne lui permettant alors d'obtenir plus facilement des informations<sup>37, 37</sup>.

Comme Mutius, Winterfeldt rend la politique française et son mode de gouvernement responsable du manque de discipline au sein de l'armée, ainsi que des grèves et des émeutes répétées.

« Partout l'ingérence des politiques dans les affaires militaires, contre laquelle tous les officiers intelligents et les patriotes intelligents se battent en vain, apparaît comme le véritable cancer de l'armée française, qui sape la discipline. Pendant des années, les troupes ont été gâtées de façon irresponsable [...]. Le surmenage, par exemple dans les manœuvres, est évité avec crainte ; pour des résultats médiocres, on fait des éloges surdimensionnés<sup>38</sup> ».

La nouvelle réglementation du service intérieur, introduite par le ministre français de la Guerre, Jean Brun, s'inscrit également dans ce contexte. Même la suppression du déjeuner collectif des officiers ne suffit pas à surmonter les profondes divisions qui existent déjà au sein du corps des officiers français. Winterfeldt considère cette innovation comme une concession exagérée à la démocratie<sup>39</sup>. La formation des troupes est affectée par de nombreux conflits internes et les officiers français ne sont pas en mesure de s'adapter à la situation. Il considère donc que la forme de gouvernement allemande est bien supérieure aux querelles françaises<sup>40</sup> et le fait qu'un monarque exerce le

<sup>35</sup> PA-AA, R 6746, Frankreich 95, 56, Rapport militaire n° 4 d'Hugo, 24 janvier 1905.

<sup>36</sup> Raymond Poidevin, Jacques Bariety, *op. cit.*, p. 244-247.

<sup>37</sup> Cf. T. Bentley Mott, *Twenty Years as Military Attaché*, New York, Londres, Toronto, 1937, p. 149 : « Winterfeldt, Bavarois de naissance, était un gentleman. Il était plus que cela. Il était plus proche que tout autre Allemand que j'ai connu d'être ce que nous entendons par cette belle expression anglaise "un officier et un gentleman". Mott se trompe toutefois lorsqu'il décrit Winterfeldt comme un Bavarois : l'officier est né à Berlin.

<sup>38</sup> PA-AA, R 6751, Frankreich 95, 61, Rapport militaire n° 11 de Winterfeldt, 27 mai 1910. Mutius, par exemple, soulignait en avril 1906 : « Le régime radical et ses ministres de la guerre, en méconnaissant les véritables besoins de l'armée, s'opposent souvent à leurs propres intérêts. Ainsi, par exemple, l'effort pour continuer à former le soldat pendant son service à sa vocation bourgeoise, qui est maintenant soutenu par la presse et l'opinion publique et bénéficié d'un appui particulier, est alarmant du point de vue militaire » [PA-AA, R 6748, Frankreich 95, 58, Rapport militaire n° 12 de Mutius, 29 avril 1906].

<sup>39</sup> *Ibid.*, Rapport militaire n° 13 de Winterfeldt, 14 juin 1910.

<sup>40</sup> *Ibid.*, R 6752, 52, Winterfeldt au ministère prussien de la Guerre, 22 oct. 1910.

commandement suprême sur l'armée allemande est pour lui un avantage majeur par rapport à la situation française. Ce point de vue permet de comprendre la socialisation et l'attitude des officiers de l'état-major prussien avant la Grande Guerre. Normalement issus de l'aristocratie et de la riche bourgeoisie, les officiers de l'état-major général se considèrent comme des élites loyales dotées d'un esprit de corps uniforme, marqué par une aversion pour les tendances démocratiques et socialistes<sup>41</sup>.

Outre les effets négatifs de la démocratie et de l'antimilitarisme, la promotion de l'aviation en France est au centre des préoccupations de Winterfeldt. Contrairement aux dirigeants militaires allemands, le ministère français de la Guerre a reconnu très tôt l'importance des avions dans la conduite de la guerre. C'est sous la Troisième République qu'ont été créées les premières associations d'aviation, qui ont soutenu financièrement les efforts de l'administration militaire. L'armée française est également la première à organiser l'aviation en branche propre et à promouvoir la formation des pilotes. Entre 1909 et 1912, la France s'assure un avantage militaire sur le Reich allemand, qui ne s'amenuise que difficilement<sup>42</sup>.

Dans l'un de ses premiers rapports, l'attaché militaire allemand avait parlé d'un intérêt croissant de l'administration militaire française pour le nouvel « appareil de vol » et avait fait état de l'activité très intense qui l'entourait<sup>43</sup>. Quelques mois plus tard, Winterfeldt fait état d'une commande de 30 nouveaux avions et admet que la France est imbattable dans ce domaine<sup>44</sup>. Il commence son rapport du 14 juin 1910 avec ces mots :

« Je crois qu'il est de mon devoir d'attirer l'attention sur le fait que les Français sont aujourd'hui extrêmement actifs dans le domaine de l'ingénierie aéronautique et qu'il semble qu'ils parviendront à des résultats pratiques qui leur donneront une avance significative sur nous<sup>45</sup>. »

L'aviation, selon lui, pourrait bientôt devenir un instrument de reconnaissance à part entière. Ce dont il finit de se convaincre pendant la semaine de vol à Reims, en observant les progrès de l'aviation militaire française<sup>46</sup>. Dans les mois qui suivent, Winterfeldt promet également de consacrer sa « plus grande attention » à l'aviation française. Il annonce pour l'année 1913 un achat de 400 appareils par la France et au vu des développements auxquels il assiste, l'attaché allemand s'oppose à l'opinion qui prévaut à Berlin, d'une aviation française qui ne fait pas de grands progrès<sup>47</sup>.

---

<sup>41</sup> Pour l'origine sociale et l'éducation des officiers de l'état-major général prussien, cf. Grawe, *op. cit.*, p. 34-37.

<sup>42</sup> Sur le développement de l'aviation française, cf. David G. Herrmann, *op. cit.*, p. 140-5 et David Stevenson, *op. cit.*, p. 176.

<sup>43</sup> PA-AA, R 6751, Frankreich 95, 61, Rapport militaire n° 48 de Winterfeldt, 31 décembre 1909.

<sup>44</sup> *Ibid.*, Rapport militaire n° 9 de Winterfeldt, 15 mai 1910.

<sup>45</sup> *Ibid.*, Rapport militaire n° 14 de Winterfeldt, 14 juin 1910.

<sup>46</sup> Detlof von Winterfeldt, *op. cit.*, p. 8.

<sup>47</sup> BAArch, PH 3/216, Winterfeldt au ministère prussien de la Guerre, 3 octobre 1912.

« Le chef de l'état-major général prussien Helmuth von Moltke doit admettre que l'aviation française est "excellamment organisée" et fonctionne "très bien"<sup>48</sup> ».

Jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale, l'état-major général suit de près les armements aériens français, comme en témoignent de nombreux mémorandums sur le sujet<sup>49</sup>. Avec des conseils permanents sur l'avance française en matière d'aviation, l'état-major général transmet son point de vue au ministère prussien de la Guerre<sup>50</sup>. À partir de 1911, l'armée allemande accorde également plus d'attention aux avions et tente fébrilement de rattraper son retard par rapport aux Français. Au moment où la guerre éclate, l'armée allemande dispose de 232 avions prêts à l'emploi, contre 165 pour l'armée française<sup>51</sup>.

### *Tensions franco-allemandes croissantes.*

Les frictions croissantes entre le Reich allemand et la France au sujet de l'avenir du Maroc augmentent à nouveau les tensions internationales, et donc l'importance de l'attaché militaire de Paris. Contrairement aux accords de 1909, le gouvernement français commence à prendre possession de l'ensemble de l'Afrique du Nord au printemps 1911, après avoir évalué la résistance allemande. Cette résistance ne tarde pas à se manifester. Le secrétaire allemand aux Affaires étrangères, Alfred von Kiderlen-Waechter, voit dans le défi français l'occasion de tester la cohésion de l'Entente.

Afin d'avoir une monnaie d'échange au Maroc, il envoie la canonnière *Panther* au large d'Agadir le 1er juillet, déclenchant ainsi une crise internationale qui s'aggrave rapidement<sup>52</sup>. À partir de ce moment, on demanda à Winterfeldt non seulement des rapports militaro-politiques, mais aussi son évaluation de l'état de préparation à la guerre de l'armée française. Le 7 août, au plus fort des tensions, Winterfeldt écrit :

« Je suis certes loin de sous-estimer l'armée française, et depuis que je suis à Paris, j'ai toujours insisté sur le fait qu'il ne fallait pas ignorer ses qualités efficaces à travers les faiblesses que j'ai souvent identifiées. Mais dans un moment où il serait possible de faire la part des choses de part et d'autre, je voudrais déclarer expressément, dans le plein sens de ma responsabilité, que l'armée française n'aurait aucune raison d'aller au combat avec une confiance particulière dans la victoire<sup>53</sup>. »

<sup>48</sup> *Ibid.*, Moltke au ministère prussien de la Guerre, 21 octobre 1912.

<sup>49</sup> Cf. les nombreux mémorandums entre 1911 et 1914 dans *Ibid.*, PH 3/218.

<sup>50</sup> Lukas Grawe, *op. cit.*, p. 288.

<sup>51</sup> Olaf Groehler, *Geschichte des Luftkriegs. 1910 bis 1970*, Berlin, 1975, p. 19.

<sup>52</sup> Pour la deuxième crise marocaine, cf. Konrad Canis, *Der Weg in den Abgrund : Deutsche Außenpolitik 1902-1914*, Paderborn, 2011, p. 403-456 et Jost Düllfer, Martin Kröger, Rolf-Harald Wippich, *op. cit.*, p. 615-639.

<sup>53</sup> PA-AA, R 6916, Frankreich 102, 6, Rapport militaire n° 38 de Winterfeldt, 7 août 1911 [Johannes Lepsius, Albrecht Mendelssohn Bartholdy und Friedrich Thimme, *Die Große Politik der Europäischen Kabinette 1871-1914. Sammlung der Diplomatischen Akten des Auswärtigen Amtes* (GP), 29, Berlin 1927, n° 10705].



Enfin, ce n'est que récemment que les experts constatent que la formation de l'armée française était déficiente. Le changement fréquent de ministre de la Guerre et le mélange des affaires politiques et militaires nuisent à la puissance militaire de la nation. De plus, une grande partie des troupes est détournée de ses tâches par les grèves. Finalement, Winterfeldt arrive à la conclusion suivante :

« Je ne peux qu'exprimer, comme je l'ai fait à maintes reprises, la ferme conviction qu'une lutte avec l'armée française ne se ferait pas sans un lourd sacrifice, mais pourrait être entreprise avec de joyeuses perspectives de succès<sup>54</sup>. »

Ce jugement se fonde également sur l'évaluation de Winterfeldt selon laquelle aucun accord militaire contraignant n'est conclu entre la France et la Grande-Bretagne. La mauvaise formation des troupes britanniques, en particulier, s'oppose à un engagement massif de la Grande-Bretagne sur le continent européen. La question se pose également de savoir si les Britanniques enverraient leurs meilleurs soldats en France, tout en laissant leur pays sans protection<sup>55</sup>.

L'évaluation trop optimiste de Winterfeldt se heurte à la résistance de l'attaché militaire allemand à Londres, Roland Ostertag. Ce dernier pense qu'un soutien britannique à la France est assuré, tandis que l'état-major général à Berlin calcule la participation britannique à une guerre européenne, estimant un soutien seulement mineur<sup>56</sup>. Bien qu'il soit peu probable que l'armée française puisse désormais souhaiter une guerre<sup>57</sup>, la crise continue de s'aggraver. Le diplomate militaire allemand à Paris estime que les Français se préparent déjà au cas extrême. « Plus l'incertitude est grande, meilleure est leur situation militaire<sup>58</sup>. » Le 19 août, Winterfeldt signale que l'administration de l'armée française aurait reporté les grandes manœuvres d'automne pour pouvoir mobiliser plus rapidement en cas de conflit armésans avoir à prélever les troupes sur les terrains d'entraînement. Parallèlement, l'opinion sur le maintien de la classe d'âge de 1908 est discutée dans divers journaux. Winterfeldt déclare :

« Ma ferme conviction est que notre armée est considérablement supérieure aux Français, non seulement dans de nombreux aspects individuels, mais surtout dans son ensemble, et n'est nullement ébranlée par le bravade français<sup>59</sup>. »

---

<sup>54</sup> *Ibid.*

<sup>55</sup> PA-AA, R6900, Frankreich 102, 52, Rapport militaire n° 7 de Winterfeldt, 7 février 1911, partiellement repris dans GP 29, n° 10520, note \*\*.

<sup>56</sup> Lukas Grawe, *op. cit.*, p. 311-314.

<sup>57</sup> En effet, les dirigeants militaires français étaient désireux d'éviter une guerre. Cf. David Stevenson, *op. cit.*, p. 190.

<sup>58</sup> GP 29, Nr. 10717, Lancken-Wakenitz à Langwerth von Simmern, 21 août 1911.

<sup>59</sup> Le 19 août, Winterfeldt dut signaler que l'administration de l'armée française aurait reporté les grandes manœuvres d'automne afin de pouvoir mobiliser plus rapidement en cas de conflit armé et de ne pas avoir à prélever des troupes sur les terrains d'entraînement. En même temps, l'« opinion sur le maintien de la classe d'âge de 1908 » était discutée dans divers journaux, une

Dans l'ensemble, il évalue la situation de manière très favorable pour l'armée allemande. Bien qu'il n'ait pas directement conseillé une attaque préventive, ses rapports montrent clairement qu'une victoire contre l'armée française est prévisible. Cela conforte également l'hypothèse selon laquelle aucun accord militaire n'était encore conclu entre la France et le Royaume Uni. À ce moment-là, l'armée russe n'est pas considérée comme prête pour la guerre. En effet, la retraite tsariste dans l'annexion de la Bosnie est récente et l'infériorité russe est fermement ancrée dans l'esprit des officiers de l'état-major général. Une guerre à ce moment-là semble offrir à l'Allemagne une occasion en or<sup>60</sup>.

Quelques jours plus tard, l'administration de l'armée française annule les manœuvres d'automne, comme Winterfeldt le signale à Berlin le 24 août. De plus, il sait de son collègue attaché espagnol que les troupes françaises se préparent à la mobilisation<sup>61</sup>. Dans les jours qui suivent, les observations de Winterfeldt provoquent des agitations au sein des autorités civiles et militaires allemandes. La *Reichsleitung* allemande convoque une réunion extraordinaire au cours de laquelle sont discutées les contremesures appropriées. En l'absence du chef d'état-major général Moltke, le ministre prussien de la Guerre Josias von Heeringen plaide pour une annulation des manœuvres allemandes afin de ne pas laisser d'avance à la Troisième République en cas de mobilisation. Il admet cependant que cette mesure enverrait un signal politique désastreux au gouvernement français. Finalement, les chanceliers Bethmann Hollweg et Kiderlen-Waechter maintiennent leur opinion, les manœuvres allemandes se déroulent comme prévu et le commandement de l'armée prend que quelques précautions<sup>62</sup>. Pendant ce temps, Winterfeldt fait de son mieux à Paris pour minimiser la menace que représente l'armée française pour les autorités militaires allemandes. Tout en admettant que le désir d'une guerre au sein du corps des officiers français afin d'effacer le « fossé de 1870/1871 » est largement répandu, il continue de considérer l'armée allemande comme bien meilleure que son homologue, parce que plus minutieuse et prudente. De plus, il considère que le corps d'officiers est supérieur en termes de loyauté à son chef de guerre et de cohésion interne. Il conclut que le commandement militaire français n'est pas à son meilleur niveau<sup>63</sup>.

Avec cette évaluation, Winterfeldt confirme les points de vue existants de l'état-major général. En effet, dès octobre 1909, l'autorité militaire berlinoise dresse un réquisitoire contre les capacités militaires de la France

---

possibilité à prendre en compte du côté allemand, estimait l'attaché militaire.

<sup>60</sup> Lukas Grawe, *op. cit.*, p. 233-276.

<sup>61</sup> PA-AA, R 6916, Frankreich 102, 6, Rapport militaire n° 40 de Winterfeldt, 24 août 1911 [GP 29, n° 10723].

<sup>62</sup> Pour la réunion extraordinaire, cf. PA-AA, R 6916, Frankreich 102 secr., 6, télégramme de Guillaume II aux Affaires étrangères, 28 août 1911, et protocole de la conférence, Heeringen à Kiderlen-Waechter, 31 août 1911 [GP 29, n°10726]. Cf. également les entrées du journal de Wandel, 30 et 31 août 1911, Gerhard Garnier, „Deutsche Rüstungspolitik vor dem Ersten Weltkrieg : General Franz Wandels Tagebuchaufzeichnungen aus dem preußischen Kriegsministerium“, *Militärgeschichtliche Mitteilungen*, 38, 1985, p. 137.

<sup>63</sup> PA-AA, R 6753, Frankreich 95, 63, Rapport militaire n° 42 de Winterfeldt, 30 août 1911.

dans un mémorandum traitant de la direction militaire française. Celle-ci souligne qu'en cas de guerre :

« Un certain nombre de phénomènes de la guerre de 1870-71 se reproduiraient probablement comme le manque d'initiative, le tâtonnement hésitant dans des situations difficiles, la coopération insuffisante des chefs<sup>64</sup>. »

En conséquence, une attitude presque belliqueuse se développe au sein de l'état-major général, comme l'attaché militaire austro-hongrois à Berlin, Karl von Bienerth, le rapporte à Vienne<sup>65</sup>. Le chef de l'état-major général est également favorable à une guerre contre la France, comme il l'écrit à sa femme en privé :

« Si nous sortons de cette affaire défait et si nous ne maintenons pas une demande énergique que nous sommes prêts à imposer par l'épée, je désespère de l'avenir du Reich allemand et je me retire. Mais avant cela, je demanderai que l'on me supprime l'armée et qu'on nous place sous le protectorat du Japon, ce qui nous permettra de gagner de l'argent sans être dérangés et sans être ambitieux<sup>66</sup>. »

Dans ses rapports avec Kiderlen-Waechter, Moltke s'abstient d'aborder la question de la guerre. La *Reichsleitung* souhaite désormais régler la crise de manière pacifique, d'autant plus que l'attitude de la Grande-Bretagne est préoccupante. Contrairement aux suppositions de Winterfeldt, les dirigeants militaires britanniques et français ont déjà conclu de premiers accords militaires<sup>67</sup>. En outre, le chancelier britannique de l'Échiquier, David Lloyd George, contribue fortement à la position française dans son célèbre « discours de Mansion House »<sup>68</sup>. La confiance inébranlable dont Winterfeldt fait preuve pendant toute la durée de la crise est accueillie favorablement à Berlin et expressément saluée par Guillaume II. En effet, lorsque l'attaché est reçu en audience par l'empereur, le monarque lui dit : « Je me suis réjoui d'avoir eu à Paris un attaché militaire aussi calme pendant cette période passionnante ».

Face aux préparatifs défensifs de la France pour la guerre, les déclarations de Winterfeldt calment la nervosité de l'empereur. Le chef de l'état-major général, Moltke, accorde également sa confiance aux rapports de Paris. Ses notes pour la *Reichsleitung* s'appuient explicitement sur les informations de Winterfeldt et soulignent que les préparatifs de l'armée française n'avaient qu'un caractère défensif et que la France souhaite éviter la guerre<sup>69</sup>. Quelques jours plus tard, les tensions entre le Reich allemand et la

<sup>64</sup> Bayerisches Hauptstaatsarchiv-Kriegsarchiv (BayHStA- KA), Munich, Generalstab (GenSt), 162, Abteilung III, „Die französische Truppenführung in einem zukünftigen Kriege“, octobre 1909.

<sup>65</sup> Bienerth à Conrad, 31 août 1911, Canaris Canis, *Der Weg in den Abgrund*, p. 451.

<sup>66</sup> Moltke à sa femme, 19 août 1911, Helmuth von Moltke, *op. cit.*, p. 362.

<sup>67</sup> Samuel R. Williamson, *The Politics of Grand Strategy. Britain and France Prepare for War, 1904-1914*, Cambridge, 1969, p. 227-248 et 264-283.

<sup>68</sup> Jost Dülffer, Martin Kröger, Rolf-Harald Wippich, *op. cit.*, p. 631.

<sup>69</sup> PA-AA, R 995, Deutschland 121, 31/1, Chef d'état-major général de l'armée, „Die militärpolitische Lage in Frankreich and England“, Moltke à Kiderlen-Waechter, 7 septembre

France s'apaisent, notamment car Kiderlen-Waechter s'éloigne de ses exigences initiales en matière de compensations. La deuxième crise marocaine se termine par le traité Maroc-Congo du 4 novembre 1911, tenant compte des exigences des deux parties. Cependant, l'opinion publique allemande attend beaucoup plus et ressort déçue de l'issue de la crise. En somme, le conflit détériore les relations franco-allemandes<sup>70</sup>.

Une autre conséquence de la crise marocaine est le renforcement de la confiance de l'armée française, largement affaiblie par l'affaire Dreyfus et l'affaire des fiches. Depuis le début du siècle, celle-ci est perçue par l'opinion publique française comme le refuge des valeurs conservatrices, royales et antirépublicaines, ce qui nuit à sa réputation<sup>71</sup>. Alexandre Millerand, le chef de l'état-major de l'armée française est le premier à se rendre compte de l'importance de l'armée pour la France. Il y a donc un nouveau ministre de la Guerre, qui s'efforce de restaurer le prestige de l'armée auprès de la population française. De nouveaux règlements de service imposent le port de l'uniforme, même en dehors du service militaire, et le dîner collectif des officiers. Millerand réintroduit le défilé militaire, espérant un effet positif sur le moral de combat des troupes. L'uniforme traditionnel aux couleurs nationales est maintenu à cet effet<sup>72</sup>. Cela s'accompagne également d'un retour des dirigeants militaires français à une idéologie plus offensive. Dans une guerre, les victoires ne s'obtiennent qu'au moyen d'offensives audacieuses, déclarent les pionniers idéologiques de la nouvelle tendance : Louis Loyzeau de Grandmaison et Ferdinand Foch<sup>73</sup>. Sur la base de ces nouveaux points de vue, un profond changement s'opère au sein de l'armée française, n'excluant plus la possibilité d'une offensive contre le Reich allemand, aboutissant au plan de déploiement XVII<sup>74</sup>. Entre temps, le président français, Raymond Poincaré met tout en

---

1911 ; BArch, RM 5/1182, Chef de l'état-major général de l'armée, „Nachrichten über die militärische Lage in Frankreich II“, 19 septembre 1911.

<sup>70</sup> Pour les conséquences de la crise marocaine, cf. Conrad Canis, *op. cit.*, p. 442-455 et Emily Oncken, *Panthersprung nach Agadir : Die deutsche Politik während der Zweiten Marokkokrise 1911*, Düsseldorf, 1981, p. 416-425.

<sup>71</sup> Gerhard Ritter, *Staatskunst und Kriegshandwerk, 2. Die Hauptmächte Europas und das wilhelminische Reich (1890-1914)*, Munich, 1960, p. 30.

<sup>72</sup> Sur les réformes de Millerand, cf. Douglas Porch, *op. cit.*, p. 176-86 ; Marjorie M. Farrar, "Politics versus Patriotism : Alexandre Millerand as French Minister of War", *French Historical Studies*, 11/4, 1980, p. 577-609 et David P. Ralston, *op. cit.*, p. 319-342.

<sup>73</sup> Douglas Porch, "The French Army... *op. cit.* ; Jack L. Snyder, *The Ideology of the Offensive : Military Decision Making and the Disasters of 1914*, Ithaca, 1989, p. 42-106 ; Michael Howard, "Men against Fire : The Doctrine of the Offensive in 1914", Peter Paret, Gordon Alexander Craig, Felix Gilbert (eds), *Makers of Modern Strategy : From Machiavelli to the Nuclear Age*, Oxford, New York, 1986, p. 510-526 et Basil Liddell Hart, "French Military Ideas before the First World War", Martin Gilbert (ed), *A Century of Conflict 1850-1950. Essays for A.J.P. Taylor*, Londres, 1967, p. 135-148.

<sup>74</sup> Pour le Plan XVII, cf. Douglas Porch, "French War Plans, 1914 : The 'Balance of Power Paradox'", *The Journal of Strategic Studies*, 29/1, 2006, p. 117-144 ; Stefan Schmidt, "Frankreichs Plan XVII : Zur Interdependenz von Außenpolitik und militärischer Planung in den letzten Jahren vor Ausbruch des Großen Krieges", in Hans Gotthard Ehlert, Michael Epkenhans, Gerhard Paul Groß (dirs), *Der Schlieffenplan : Analysen und Dokumente*, Paderborn, 2006, p. 221-256 ; Samuel R. Williamson, "Joffre Reshapes French Strategy, 1911-1913", Paul M. Kennedy (éd.), *The War*

œuvre pour que l'armée se prépare à la guerre entre l'Allemagne et la France et cherche à consolider les alliances avec la Russie et la Grande-Bretagne. Il plaide également pour une accélération de la mobilisation russe par le biais d'une construction accrue de chemins de fer, et joue un rôle décisif dans l'aggravation de la situation politico-militaire du Reich allemand<sup>75</sup>.

Bien qu'il n'ait pas de vision globale de la situation, Winterfeldt est conscient des nouveaux points de vue offensifs entrés en vigueur dans l'armée française. Il souligne dans son rapport annuel de 1911 que « depuis quelques temps ; dans les cercles militaires ; une opinion s'est faite jour tant sur le plan tactique que stratégique, en faveur d'une tendance plus offensive<sup>76</sup>. » Même si les officiers français l'accueillent favorablement, Winterfeldt ne croit pas aux résultats pratiques. Cependant, en mai 1912 il se rend compte que ces tendances offensives « prennent de l'importance dans l'armée française ». Il affirme, jusqu'alors, qu'il est difficile de voir « une volonté agressive derrière l'offensive, c'est-à-dire que si les Français, contrairement à leurs anciennes opinions, ont maintenant l'intention de prendre l'offensive stratégique dans une guerre avec l'Allemagne dès le début. Je suis actuellement enclin à penser que ce n'est pas le cas<sup>77</sup>. » L'attaché précise donc qu'il ne faut pas surestimer le nouveau mouvement, bien que de plus en plus d'officiers français l'approuvent. Ce dernier parle beaucoup du rôle énergique de Millerand, à qui il attribue un sens aigu des souhaits de l'armée<sup>78</sup>. Pour lui, grâce à l'action du nouveau ministre, « un esprit frais et un mode de service actif » prévalent dans l'armée française. À l'aide de ces mesures, Millerand réussit à redonner confiance à ces officiers tout en rendant l'armée plus populaire dans l'opinion publique. En découle un chauvinisme accru dans la presse française, qui dénigre l'armée allemande.

La guerre ne devient alors plus à éviter à tout prix, la France se sentant égale à l'Allemagne<sup>79</sup>. Dans son rapport annuel, Winterfeldt souligne l'importance, exceptionnelle, de l'année écoulée pour le développement de l'armée française. En effet, 1912 est caractérisée avant tout par un réveil du nationalisme et de l'esprit offensif, qui, outre l'absence de crise ministérielle, a

---

*Plans of the Great Powers, 1880-1914*, Boston, 1985, p. 133-154.

<sup>75</sup> Les raisons de ce changement fondamental dans la stratégie française ont fait l'objet d'une certaine controverse. Alors que des études plus anciennes considéraient le nouveau plan comme un désastre militaire, Rainer F. Schmidt a récemment souligné le lien entre le Plan XVII et la politique de préparation à la guerre menée par le premier ministre et président français Raymond Poincaré [Cf. Stefan Schmidt, *Frankreichs Außenpolitik in der Julikrise 1914 : Ein Beitrag zur Geschichte des Ausbruchs des Ersten Weltkrieges* (München, 2009), passim ; Rainer F. Schmidt, „Revanche pour Sedan“. Frankreich und der Schlieffenplan : Militärische und bündnispolitische Vorbereitung des Ersten Weltkrieges“, *Historische Zeitschrift*, 303, 2016, p. 393-425.]

<sup>76</sup> BArch, N 299/2, Rapport annuel 1911 de Winterfeldt, sans date et fragmentaire.

<sup>77</sup> PA-AA, R 6753, Frankreich 95, 63, Rapport militaire n° 24 de Winterfeldt, 11 mai 1912 [GP 31, n° 11522].

<sup>78</sup> *Ibid.*.

<sup>79</sup> *Ibid.*, R 6902, Frankreich 102, 54, Rapport militaire n° 11 de Winterfeldt, 19 février 1912 [GP 31, n° 11515].

favorisé le renforcement de l'armée<sup>80</sup>. La question de savoir si l'armée française va opérer de manière offensive ou défensive est une information capitale pour l'état-major prussien. Une offensive française peut éventuellement influencer le plan de guerre allemand, qui prévoit une avancée du gros de l'armée allemande à travers la Belgique neutre vers l'arrière des armées françaises<sup>81</sup>. Dans un mémorandum rédigé en 1912 et mis à jour à plusieurs reprises jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'autorité militaire berlinoise s'en tient aux vues de Winterfeldt. En effet, il est beaucoup question d'une approche offensive française mais pour l'Allemagne au contraire, il est préférable de ne pas se lancer dans une attaque offensive. Le troisième département, lui<sup>82</sup>, ne croit qu'en quelques mouvements offensifs en Alsace ou en Lorraine mais pas dans une « offensive à outrance<sup>83</sup>. » En se référant aux rapports de Winterfeldt et aux déclarations du département français de l'état-major général, Moltke modifie toutefois le plan de guerre allemand dans un domaine important. Contrairement à son prédécesseur, le chef de l'état-major général croit en quelques offensives tactiques de l'armée française. C'est pourquoi il augmente l'effectif de l'aile gauche de l'armée allemande déployée contre la France, qui n'était jusqu'alors composée que de quelques troupes. Jusqu'à l'éclatement de la guerre, il porte les effectifs des deux armées de l'aile gauche allemande à huit corps d'armée<sup>84</sup>.

Même si les rapports de Winterfeldt ne sont qu'une des sources de renseignements de Moltke, ses déclarations restent un facteur important qui conduit au changement fondamental du plan de guerre allemand — un changement qui fortement critiqué par de nombreux officiers de l'état-major général après la guerre mondiale<sup>85</sup>. Moltke fait cependant confiance à son attaché à Paris, comment le montrent ses différents commentaires<sup>86</sup>. Si aucun sol allemand ne doit être abandonné, les renforcements de l'aile gauche par Moltke sont tout à fait raisonnables. Néanmoins, l'affaiblissement de l'aile droite augmente encore le risque du plan de guerre allemand déjà hasardeux.

De plus, les dernières années précédant la Grande Guerre ont été caractérisées par des tensions diplomatiques et militaires permanentes. Les

---

<sup>80</sup> *Ibid.*, R 6754 Frankreich 95, 64, Rapport annuel de Winterfeldt, 13 janvier 1913 [GP 31, n°11532].

<sup>81</sup> Pour les plans de guerre allemands, cf. Hans Gotthard Ehlert, Michael Epkenhans, Gerhard Paul Groß (eds), *Der Schlieffenplan. Analysen und Dokumente*, Paderborn, 2006, *passim* ; Gerhard Ritter, *Der Schlieffenplan. Kritik eines Mythos*, München, 1956, *passim*.

<sup>82</sup> BArch, PH 3/256, Abteilung 3, „Aufmarsch und operative Absichten der Franzosen in einem zukünftigen deutsch-französischen Kriege“, mai 1912, plusieurs fois corrigé, fol. 7-12 et 16-22.

<sup>83</sup> *Ibid.*.

<sup>84</sup> Pour les modifications apportées par Moltke au Schlieffenplan, cf. Annika Mombauer, *Helmuth von Moltke and the Origins of the First World War*, Cambridge, 2001, p. 86-87, „Der Moltkeplan : Modifikation des Schlieffenplans bei gleichen Zielen ?“, Hans Gotthard Ehlert, Michael Epkenhans, Gerhard Paul Groß (eds), *op. cit.*, p. 79-99 et “German War Plans”, Richard Hamilton, Holger H. Herwig (eds), *War planning 1914*, Cambridge, 2010, p. 56-65.

<sup>85</sup> Outre Wilhelm Groener, l'ancien proche collaborateur du chef de l'état-major général Erich Ludendorff fait partie de ceux qui critiquent la prétendue dilution de la « recette de la victoire » de Schlieffen. Cf. Annika Mombauer, *Helmuth von Moltke, op. cit.*, p. 1-6.

<sup>86</sup> Cf. l'éloge de Moltke dans GStA-PK, VIII. HA, Slg. Priesdorff, n° 1298.

guerres balkaniques de 1912/13, en particulier, ont montré qu'une guerre pouvait arriver. Fin 1912, les jeunes États nationaux autour de la Serbie, du Monténégro, de la Grèce et de la Bulgarie ont commencé à concrétiser leurs idées de richesse nationale, aux dépens de l'Empire ottoman. En l'espace de quelques semaines, les États balkaniques occupent une grande partie de la Turquie européenne, déclenchant ainsi une nouvelle crise internationale. L'Autriche-Hongrie tente avant tout d'empêcher un nouveau renforcement des États balkaniques, en particulier de la Serbie, et menace ouvertement d'intervenir militairement. En tant que protectrice des Balkans slaves, la menace autrichienne inquiète également la Russie. Au cours des mois suivants, les partenaires européens de la coalition des deux grandes puissances, l'Allemagne et la France, sont également impliqués dans le conflit. Vers la fin de l'année 1912, une guerre générale européenne semble donc imminente pour la quatrième fois en l'espace de quelques années<sup>87</sup>. L'armée russe s'est également remise de sa défaite contre le Japon et est en passe de devenir un adversaire sérieux aux yeux de l'état-major prussien<sup>88</sup>. Même si l'attention de l'Allemagne est majoritairement portée sur les préparatifs militaires de l'Empire tsariste, les mesures prises par la France ne sont pas négligées, d'autant plus que le gouvernement français souligne à plusieurs reprises sa détermination à soutenir les alliés russes dans toutes les circonstances<sup>89</sup>.

Le 11 novembre, Winterfeldt rapporte le fait que l'administration militaire française

« prend des dispositions pour pouvoir, en cas de crise aiguë, déclencher des hostilités surprises contre l'Allemagne sans déclaration de guerre préalable et sans interroger la chambre. »

En France, on sent la volonté de revanche<sup>90</sup>. Comme lors de la crise marocaine, Guillaume II fut très troublé par les descriptions de son attaché et charge donc l'ambassadeur allemand à Paris, Wilhelm von Schoen, et Winterfeldt de surveiller les préparatifs de guerre français<sup>91</sup>. Avec l'autorisation de l'ambassadeur, Winterfeldt adresse désormais ses rapports directement à l'état-major général pendant toute la durée de la crise, afin d'éviter le long processus des rapports conventionnels. Il est persuadé que le gouvernement français n'a pas l'intention de faire la guerre, mais qu'il se prépare à un conflit et parle de

---

<sup>87</sup> Sur le déroulement de la première guerre des Balkans, cf. Katrin Boeckh, *Von den Balkankriegen zum Ersten Weltkrieg : Kleinstaatenpolitik und ethnische Selbstbestimmung auf dem Balkan*, München, 1996, p. 31-40 ; Richard C. Hall, *The Balkan Wars, 1912-1913: Prelude to the First World War*, Londres, New York, 2000, *passim*. Pour l'évolution des tensions internationales, cf. Conrad Canis, *op. cit.*, p. 480-519 et Jost Dülffer, Martin Kröger, Rolf-Harald Wippich, *op. cit.*, p. 641-655.

<sup>88</sup> Pour l'évaluation allemande de l'armée russe pendant les guerres balkaniques, cf. Lukas Grawe, *op. cit.*, p. 332-359.

<sup>89</sup> Christoph Schmidt, *Russische Geschichte 1547-1917*, München, 2009, p. 258 et Rainer F. Schmidt, *op. cit.*, p. 404-410.

<sup>90</sup> PA-AA, R 6916, Frankreich 102 secr., 6, Rapport militaire n° 58 de Winterfeldt, 11 novembre 1912 [GP 31, n° 11529].

<sup>91</sup> *Ibid.*, Télégramme de Guillaume II au Affaires étrangères, 14 novembre. 1912 [GP 31, n° 11530].

« précautions » générales, tout en affirmant que les rapports sur les préparatifs d'attaques sont tout à fait exagérés<sup>92</sup>. Winterfeldt signale une activité ostensible dans les garnisons françaises de la région frontalière, qu'il attribue néanmoins à des mesures défensives<sup>93</sup>. Comme en 1911, il tente de dissiper les craintes d'une offensive française. Compte tenu de ces rapports optimistes en provenance de l'Ouest et de la prétendue menace de l'Est, Moltke préconise une guerre préventive. Cette fois-ci, il fait valoir cette position agressive également contre la *Reichsleitung*<sup>94</sup>. Mais le chancelier Bethmann Hollweg souhaite régler la crise de manière pacifique en coopérant avec le gouvernement britannique<sup>95</sup>. Moltke reste fermement convaincu par les informations rassurantes qui lui parviennent de Paris. Le 21 novembre, il qualifie la situation en France de calme. L'attaché militaire à Paris fait état d'une série de mesures militaires à prendre en France face à l'éventualité d'une guerre :

« toutes les nouvelles ont été soigneusement examinées en fonction de l'abondance des matériaux. On peut affirmer avec certitude qu'il n'y a pas de préparatifs de guerre effectifs en France<sup>96</sup> »

Donc en raison des évaluations optimistes de Winterfeldt, la Russie reste la principale variable par les allemands au cours de la crise des Balkans, comme Bienenrath le signale à Vienne<sup>97</sup>.

Finalement, les tensions autour des Balkans s'apaisent de manière pacifique. Avec le gouvernement britannique, la *Reichsleitung* allemande plaide en faveur d'un règlement pacifique de la crise, ce qui réussit. Lors de la conférence de l'ambassade de Londres, les puissances européennes se mettent d'accord sur les futures frontières des Balkans et le conflit se règle pour quelques mois. Cependant, le déséquilibre des forces en Europe provoqué par le conflit entraîne une relance de la course à l'armement et les grandes puissances augmentent à nouveau leurs armées<sup>98</sup>.

<sup>92</sup> *Ibid.*, Winterfeldt à Moltke, 24 novembre 1912 [GP 33, n° 12436].

<sup>93</sup> *Ibid.*, Rapport militaire n° 64 de Winterfeldt, 23 novembre 1912.

<sup>94</sup> Cf. la demande de guerre de Moltke lors du *Kriegsrat* du 8 décembre 1912. John C.G. Röhl, „An der Schwelle zum Weltkrieg. Eine Dokumentation über den *Kriegsrat* vom 8. Dezember 1912“, *Militärgeschichtliche Mitteilungen*, 21, 1977, p. 77-134.

<sup>95</sup> Conrad Canis, *op. cit.*, p. 507.

<sup>96</sup> Die PA-AA, R 6916, Frankreich 102 secr., 6, „Die militärische Lage in Frankreich (mit Bezug auf die Berichte des Militär-Attachés in Paris über angebliche Kriegsvorbereitungen)“, Moltke à Guillaume II et au Affaires étrangères, 26/27 novembre 1912 [GP 33, n°2446].

<sup>97</sup> Après la conversation avec plusieurs officiers de l'état-major prussien, Bienenrath a l'impression « qu'il n'y a pratiquement rien à craindre de la part de la France » [John C. G. Röhl, *Wilhelm II, 3, Der Weg in den Abgrund 1900-1914*, Munich, 2008, p. 948].

<sup>98</sup> Sur les conséquences de la première guerre des Balkans pour l'équilibre des forces en Europe, cf. Egmont Zechlin, *Krieg und Kriegsrisiko. Zur deutschen Politik im Ersten Weltkrieg. Aufsätze*, Düsseldorf, 1979, p. 151 ; Jack S. Levy, “The Sources of Preventive Logic in German Decision-making in 1914”, Jack S. Levy, John A. Vasquez (eds.), *The Outbreak of the First World War : Structure, Politics, and Decision-Making*, Cambridge, 2014, p. 151 et Conrad Canis, *op. cit.*, p. 51 et 515.



*Winterfeldt et les renforts de l'armée française.*

Le dernier trimestre du mandat de Winterfeldt en tant qu'attaché militaire à Paris est marqué par un effort massif d'armement de l'armée française. Depuis plusieurs années, l'armée de la Troisième République souffre d'une pénurie de recrues qui ne cesse de s'aggraver et qui a des répercussions sur la préparation militaire de l'armée. Afin de faire face à l'âge précoce des soldats et de contrer l'expansion allemande de l'armée en 1913<sup>99</sup> ; le ministre de la guerre réintroduit le service militaire à trois ans, contre deux ans en 1905. Ce projet de réforme est controversé et s'accompagne de vifs débats dans les milieux politiques et publics. Malgré une opposition parfois virulente, le Parlement français adopte la prolongation du service militaire le 19 juillet 1913, par 358 voix contre 204<sup>100</sup>. Désormais, le service militaire commence à l'âge de 20 ans, soit un an plus tôt qu'auparavant. En outre, l'obligation totale de service passe de 25 à 28 ans, ce qui permet de gonfler les rangs de plus de 200 000 soldats.

Cette réforme présente des inconvénients : l'armée française n'est pas renforcée par une année de formation, mais par deux années de recrutement. En outre, la loi n'a atteint son plein effet qu'en 1916, puisque seules deux classes et demie ont été convoquées dans une phase transitoire. L'effet de la réforme s'est donc développé beaucoup plus tard que celui du renforcement de l'armée allemande. Contrairement à la mesure allemande, la nouvelle loi militaire française ne modifie pas la quantité d'équipement matériel dont disposait l'armée donc les forces armées françaises restent inférieures en termes d'artilleries lourdes et d'obusiers de campagne<sup>101</sup>. Cette loi est l'expression des « dernières réserves » du potentiel militaire français<sup>102</sup>. Dans son rapport annuel de 1912, Winterfeldt souligne que l'armée française fait de grands progrès, mais qu'il reste encore beaucoup à faire<sup>103</sup>. Puis, le 30 janvier 1913, il signale pour la première fois, que la réintroduction du service militaire long fait l'objet d'intenses discussions dans les milieux militaires français<sup>104</sup>. Ces discussions s'enflamment par les mesures de renforcement de l'armée

---

<sup>99</sup> Sur l'expansion de l'armée allemande, cf. Oliver Stein, *Die deutsche Heeresrüstungspolitik 1890-1914. Das Militär und der Primat der Politik*, Paderborn, 2007.

<sup>100</sup> Sur la réintroduction du service de trois ans, ses effets et ses conséquences, cf. Gerd Krumeich, *Aufrüstung und Innenpolitik in Frankreich vor dem Ersten Weltkrieg : Die Einführung der dreijährigen Dienstpflicht 1913-1914*, Wiesbaden, 1980 ; Douglas Porch, *The March.. op. cit.*, p. 191-212 ; David B. Ralston, *op. cit.*, p. 343-71 ; Elizabeth Greenhalgh, *op. cit.*, p. 14-19 et Jack L. Snyder, *op. cit.*, p. 48-53.

<sup>101</sup> À propos des inconvénients de la réintroduction du mandat de trois ans, cf. David Stevenson, *op. cit.*, p. 302-4 et 312.

<sup>102</sup> Stefan Schmidt, *op. cit.*, p. 283.

<sup>103</sup> PA-AA, R 6754 France 95, 64, Rapport annuel de Winterfeldt, 13 janvier 1913 [GP 31, n° 11532]. Winterfeldt remet une copie du rapport à l'ambassadeur allemand à Paris, Wilhelm von Schoen.

<sup>104</sup> PA-AA, R 6755, France 95, 65, Rapport militaire n° 6 de Winterfeldt, 30 janvier 1913, partiellement repris dans GP 39, n° 15624, note \*.

allemande, qui constituent un motif de plainte « pour les français et surtout pour les éléments qui voudraient jouer avec le feu par des colères chauvines » comme le dit l'attaché allemand.

Pour Winterfeldt, l'armée française ne peut rivaliser avec l'armée allemande sur le plan quantitatif<sup>105</sup> compte tenu de la stagnation de croissance de la population française. En effet ; alors que la population française n'augmente que légèrement, passant de 37 à 39 millions d'habitants entre 1880 et 1910, la population du Reich allemand passe de 42 à 62 millions d'habitants au cours de la même période<sup>106</sup>. Le Reich allemand dispose donc d'un potentiel militaire plus important. Pour pouvoir suivre son adversaire, l'armée française finalement fait appel à 90 % de conscrits, alors que dans le Reich allemand, seuls 53 % ont été appelés sous les drapeaux<sup>107</sup>. Cette disparité, qui continue à être soulignée dans les rapports de Winterfeldt, est l'un des facteurs décisifs qui ont conduit Moltke à maintenir le plan Schlieffen revu et corrigé. Après les premières défaites, l'armée française ne dispose plus de « réserves humaines », comme le souligne à plusieurs reprises une évaluation de l'état-major général<sup>108</sup>. Trois semaines plus tard, l'attaché allemand doit revoir son jugement. Il rend compte d'une réunion du Conseil supérieur de la guerre qui se prononce à l'unanimité en faveur de la réintroduction du mandat de trois ans :

« Si les français veulent vraiment adopter une telle résolution, cela témoignerait de la volonté d'un sacrifice, ce qui conduirait au bouleversement de la culture populaire locale, que j'ai cru voir ces dernières années, n'est pas sans intérêt militaire<sup>109</sup>. ».

Winterfeldt ne veut pas se prononcer sur les conséquences d'une réforme aussi radicale, mais met en garde contre l'exagération des avantages de la mesure, d'autant plus que les premières difficultés économiques de mise en œuvre et la résistance antimilitariste sont déjà apparentes<sup>110</sup>. Ce dernier donne la mesure des opposants à la réforme dans son rapport du 12 mars 1913<sup>111</sup>. Il est présent à plusieurs réunions de la Chambre française et s'attend à ce que « les négociations parlementaires sur la durée de trois ans durent probablement assez longtemps et puissent encore conduire à des disputes violentes ».

Le gouvernement français « sait aussi qu'une lutte est imminente »<sup>112</sup> — un sentiment déjà repris par l'état-major général prussien<sup>113</sup>. Comme les

<sup>105</sup> *Ibid.*, Rapport militaire n° 9 de Winterfeldt, 14 février 1913 [ GP 39, n° 15624].

<sup>106</sup> Anthony Clayton, *op. cit.*, p. 22.

<sup>107</sup> PA-AA, R 995, Deutschland 121 n° 31, 1, Die militärische Leistungsfähigkeit der wichtigsten Staaten Europas", Moltke à Bülow, 29 janvier 1909.

<sup>108</sup> *Ibid.*, Moltke avait déjà fait une déclaration similaire au *Reichsleitung* un an auparavant. Moltke au ministère des Affaires étrangères, 23 février 1908.

<sup>109</sup> PA-AA, R 6755, Frankreich 95, 65, Rapport militaire n° 11 de Winterfeldt, 5 mars 1913 [GP 39, n° 15630].

<sup>110</sup> *Ibid.*.

<sup>111</sup> *Ibid.*, Rapport militaire n° 13 de Winterfeldt, 12 mars 1913 [*Ibid.*, n° 15632].

<sup>112</sup> *Ibid.*, Rapport militaire n° 19 de Winterfeldt, 16 mai 1913.

<sup>113</sup> BA-B, R 43/1252 a., „Die neue französische Wehrvorlage“, 3 mars 1913, Moltke à Bethmann Hollweg, 5 mars 1913.

années précédentes, Winterfeldt s'empresse de rassurer les inquiétudes des autorités militaires allemandes à Berlin. Rien ne peut ébranler sa conviction de la supériorité de l'armée allemande sur les Français. Le jugement de Winterfeldt s'avère cependant erroné. En effet, plus rapidement que prévu, le gouvernement français lance la loi le 19 juillet 1913. En août, le diplomate militaire allemand présente un rapport détaillé sur la réforme et ses principales dispositions. Cette loi, comme les précédentes, exprime « la caractéristique du tourmenté, de l'artificiel, de l'expédient avec lequel on veut se sortir d'une situation difficile ». Jusqu'à présent, la prolongation du service militaire est relativement bien accueillie. La mise en œuvre de la nouvelle loi va créer à long terme de nombreux mécontentements dans le pays tout en accentuant la rancœur vers l'Allemagne, accusée de tous les maux<sup>114</sup>.

Winterfeldt rappelle les nombreux inconvénients de cette loi comme l'appel de toutes les recrues, à la place d'hommes formés, ou la longueur des congés. Il souligne également que les réformes affaiblissent l'armée française dans une période de transition. Il est donc dans l'intérêt de la III<sup>e</sup> République de maintenir la paix. L'attaché ne croit donc toujours pas dans une prochaine attaque française, même s'il fait état d'un climat de plus en plus chauvin en France. Pour lui, il est évident que la nouvelle loi militaire allait entraîner une augmentation du nombre de déserteurs : « en effet, avec les dispositions contraignantes du service en trois ans, l'antimilitarisme est susceptible de gagner du terrain<sup>115</sup> ». Il conclut que la loi est « un effort patriotique et militaire très appréciable de la France [...] mais je ne pense pas que l'armée française renaisse maintenant, grâce à cette loi, comme un phénix de ses cendres ».

Certes, le Reich allemand « a toutes les raisons de voir ses voisins occidentaux plus nettement que jamais sur le plan militaire », mais poursuit Winterfeldt :

« Il n'y a aucune raison de considérer la nouvelle loi militaire française comme plus menaçante qu'elle ne l'est en réalité. D'après l'expérience que j'ai eue à Paris jusqu'à présent, je crois pouvoir exprimer en toute confiance la conviction que le résultat des dernières propositions militaires allemandes sera beaucoup plus réel après leur exécution que le gain que les français tireront des trois années de service, achetées au prix de sacrifices si disproportionnés<sup>116</sup>. »

S'il estime que la réforme française est une bonne chose, il considère pour autant que la loi est mal conçue à plusieurs égards. C'est pourquoi il ne cesse de réduire les effets bénéfiques en insistant sur le fait que les mesures allemandes compensent positivement les mesures françaises. Cette évaluation trouve un écho parmi les décideurs à Berlin et le troisième département de l'état-major général suit pour l'essentiel les descriptions de son attaché. Sur la base de son argumentation, il discute point par point les avantages et les

---

<sup>114</sup> PA-AA, R 6756, Frankreich 95, 66, Rapport militaire n° 39 de Winterfeldt, 20 août 1913 [GP 39, n° 15653].

<sup>115</sup> *Ibid.*

<sup>116</sup> *Ibid.*

inconvénients de la nouvelle loi militaire française dans un mémorandum de février 1914. Il compare également la situation de l'armée française avant et après l'introduction de la loi<sup>117</sup>. Comme Winterfeldt, l'adjoint de Moltke, Georg von Waldersee, considère qu'il est peu probable que la France entre en guerre en 1914 à la suite de la prolongation de la durée du service.

Enfin, la Troisième République

« dispose désormais de deux jeunes classes par couleur qui, par nature, ne peuvent être que mal formées. La formation d'une artillerie lourde vient de commencer. Une nouvelle chambre a été élue ; les questions de politique intérieure doivent être clarifiées<sup>118</sup>. »

Même Guillaume II, qui lit très régulièrement les rapports de ses diplomates militaires est d'accord avec les remarques de Winterfeldt, comme le montrent les commentaires de l'empereur sur l'attaché militaire austro-hongrois Karl von Bienerth. Guillaume II s'amuse des difficultés rencontrées par les Français pour recruter de nouveaux soldats. Dans de nombreux cas, les hommes auraient dû être renvoyés chez eux en raison du manque de casernes<sup>119</sup>. D'ailleurs, Winterfeldt aurait probablement fait un rapport plus approfondi sur la réinstauration du service de trois ans, s'il n'avait pas été gravement blessé lors de sa visite aux manœuvres d'automne le 16 septembre 1913. La voiture dans laquelle il se trouve avec ses collègues s'effondre dans un virage, ensevelissant et éjectant l'officier allemand de l'habitacle. Quand les autres passagers s'en sortent avec des écorchures mineures, lui souffre de nombreuses fractures osseuses et de contusions internes<sup>120</sup>. Opéré à plusieurs reprises, il est soigné plusieurs mois dans les hôpitaux français, où il reçoit la visite de nombreux militaires français de haut rang et même du président Raymond Poincaré<sup>121</sup>. Le gouvernement français fait preuve d'un grand engagement et s'efforce de donner le meilleur traitement au représentant militaire du Reich allemand<sup>122</sup>. Un journal français écrit : « si tous les Allemands ressemblaient au Colonel de Winterfeldt [sic], les rapports entre les deux pays deviendraient plus faciles<sup>123</sup>. »

Pendant sa convalescence, le poste d'attaché militaire à Paris reste vacant, bien que son adjoint, le Hauptmann Janesch, reprenne ses tâches afin que les rapports depuis la capitale française ne soient pas complètement

<sup>117</sup> BArch, RM 5/1183, Chef de l'état-major général de l'armée, „Die französische Armee nach Durchführung der dreijährigen Dienstzeit“, février 1914, fol. 4-15.

<sup>118</sup> BArch, RH 61/577, n° 94, „Denkschrift über Deutschlands militärische Lage Mai 1914“, Waldersee à Moltke, 18 mai 1914, fol. 191-192.

<sup>119</sup> Bienerth au ministre autrichien de la Guerre Krobotin, 22 décembre 1913, cité in David Stevenson, *op. cit.*, p. 311-312.

<sup>120</sup> Cf. la description dans Detlof von Winterfeldt, *op. cit.*, p. 10.

<sup>121</sup> [Anonyme], „Oberstleutnant von Winterfeldt, unser bisheriger Militärattaché in Paris“, *Militär-Wochenblatt*, 99, 1914, p. 1655-1658 et GP 39, No. 15657, note \*\*\*. Les informations relatives à l'accident de Winterfeldt auraient dues également figurées dans BArch, N 299/16F, *Die Memoiren der Colonelle. Aufzeichnungen von Marianne von Winterfeldt über den Autounfall ihres Gatten*. Malheureusement, elles ne s'y trouvent plus.

<sup>122</sup> Detlof von Winterfeldt, *op. cit.*

<sup>123</sup> GStA-PK, VIII. HA, Slg. Priesdorff, n° 1298.

interrompus<sup>124</sup>. À la fin de l'année 1913, Moltke est cependant certain que « cette substitution » ne suffit pas, car « les conditions exactes résultant de l'introduction des trois années de service en France nécessiteront une observation attentive et approfondie »<sup>125</sup>. Ainsi, le 24 avril 1914, Robert von Klüber, un officier expérimenté, est nommé titulaire du poste d'attaché militaire le plus important d'Allemagne<sup>126</sup>. Klüber acquit de nombreuses années d'expérience dans divers postes de l'état-major général et servit dans le neuvième département (responsable de l'observation des forces militaires des pays du Benelux, de l'Espagne et des États-Unis) en 1912. Avant d'être envoyé à Paris, il est employé comme adjoint, puis comme attaché militaire à plein temps à Bruxelles et à La Haye depuis le 16 juin 1913<sup>127</sup>.

Bien que le rétablissement de Winterfeldt soit lent<sup>128</sup>, il est transféré au grand état-major général au printemps 1914, mais reste en congé pour rétablissement de sa santé jusqu'à la fin de l'année. Il reçoit à plusieurs reprises des éloges de ses supérieurs pour ses rapports de Paris, ainsi que du chef de l'état-major général Moltke.

« Jusqu'à son accident, il remplit son poste de la meilleure façon. Winterfeldt reste en France pendant le premier semestre de 1914, mais s'enfuit en Espagne après le déclenchement de la Première Guerre mondiale en août 1914, afin de ne pas être interné en tant qu'« étranger ennemi » ».

De retour en Allemagne à la fin de l'année 1914, il prend le commandement du département central de l'état-major général adjoint à Berlin en août 1915<sup>129</sup>. Deux ans plus tard, il est représentant et officier de liaison du commandement suprême de l'armée auprès du chancelier allemand. En novembre 1918, il est représentant de l'armée au sein de la commission allemande d'armistice, chargée de négocier les conditions d'un armistice avec les puissances de l'Entente dans la forêt de Compiègne. Après le traité de paix de Versailles, courroucé par la dureté de ses dispositions, l'ancien attaché militaire se retire de ses fonctions en janvier 1919. Peu après, il quitte l'armée. Dès lors, Winterfeldt

<sup>124</sup> Dans l'un des rares rapports conservés de l'officier, ce dernier parle d'un affaiblissement de la résistance contre le service de trois ans. Rapport militaire n° 7 de Janesch, 23 mars 1914 [GP 39, n° 15670].

<sup>125</sup> GStA-PK, *op. cit.*.

<sup>126</sup> PA-AA, Gesandtschaft Brüssel, n° 8/5, Ordre suprême de Guillaume II, 24 avril 1914.

<sup>127</sup> *Ibid.*, Ordre suprême de Guillaume II, 30 mai et 16 juin 1913. Né en 1873, Klüber rejoint le régiment *Ulanen N. 15*, termine l'académie de guerre et est nommé en 1903 au service du grand état-major général. De 1908 à 1910, il sert comme officier d'état-major général au commandement général du *Gardekorps*, avant de prendre en charge un escadron du troisième régiment de la Garde. Pendant la Première Guerre mondiale, Klüber a servi dans plusieurs états-majors de grandes armées, avant de servir en 1919 comme officier de liaison du ministère prussien de la guerre dans la nouvelle *Reichsleitung*. C'est dans le cadre de cette fonction que Klüber a été assassiné le 2 mars 1919 par des spartakistes. Pour la carrière de Klüber, cf. Hanns Möller-Witten, *Geschichte der Ritter des Ordens 'pour le mérite' im Weltkrieg*, 1, Berlin, 1935, p. 588-590 ; Karl-Friedrich Hildebrand et Christian Zweng, *Die Ritter des Ordens Pour le Mérite des I. Weltkriegs*, 2, *H-O Erstmalg mit Foto, Verleihungsbegründung, Dienstlaufbahn, Beförderungen und verliehenen Orden*, Bissendorf, 2003, p. 229-30 et BArch, N 12/67, étude par Wilhelm Magnus von Eberhardt.

<sup>128</sup> Detlof von Winterfeldt, *op. cit.*, p. 11.

<sup>129</sup> GStA-PK, *op. cit.*.

se consacre principalement aux questions économiques, en tant que membre du conseil d'administration de la *Hamburger Verkehrsaktiengesellschaft*. En 1923, il est nommé au *Reichsrat* en tant que représentant de la Prusse pour les affaires militaires, où il travaille pendant dix ans. Après son départ à la retraite, Winterfeldt se retire du public et meurt le 3 juillet 1940 à Berlin<sup>130</sup>.

À l'approche de la Première Guerre mondiale, l'état-major prussien s'appuie largement sur les rapports de ses attachés militaires pour obtenir des informations détaillées sur les armées des États étrangers. L'attaché allemand à Paris revêt donc une importance particulière, d'autant plus que les relations internationales sont régulièrement ébranlées par des crises et des conflits qui conduisent la France et le Reich allemand au bord de la guerre. Dans ces conditions, les autorités militaires berlinoises sont tributaires du jugement de leur expert pour évaluer l'état de préparation à la guerre de l'armée française. Detlof von Winterfeldt est un officier expérimenté et ses connaissances sur la France lui permettent d'accéder au poste d'attaché militaire le plus important du Reich allemand. Au cours de son mandat, il est chargé d'évaluer l'état de préparation à la guerre de la France lors de deux crises internationales (la deuxième crise marocaine et les guerres balkaniques). Il rend également compte des nombreuses mesures de réforme et d'armement prises par l'armée française. Comme le montrent les mémoires de l'état-major général, l'autorité militaire berlinoise se fie aux jugements de l'officier à Paris. En effet, Winterfeldt évalue souvent avec justesse les faiblesses majeures de l'armée française, comme le manque de cohésion de l'armée de terre. Il souligne également le développement positif de l'aviation française depuis ses débuts. Ses tâches principales sont d'observer les activités mais également d'effectuer des analyses détaillées de la situation. Cependant, ses évaluations ne vont pas toujours à l'essentiel et il exclut une attaque française contre le Reich au cours de l'été-automne 1911. De plus, il souligne à plusieurs reprises le caractère défensif des préparatifs français tout en réitérant sa confiance dans la supériorité de l'armée allemande en cas de guerre.

Même s'il n'a pas explicitement suggéré une attaque, ses rapports montrent qu'une victoire contre l'armée française est hautement probable. Le chef de l'état-major général, Moltke, partage également ce point de vue et se montre toujours favorable à une attaque préventive contre le voisin occidental de l'Allemagne. Il est permis de penser que la position de Moltke, exposée dans ses lettres au chancelier et au ministère des Affaires étrangères, s'appuie en grande partie sur les rapports de Winterfeldt. Comme l'a montré la crise marocaine, l'évaluation de Winterfeldt selon laquelle les probabilités que la France prenne l'offensive pendant la guerre des Balkans au cours de l'hiver 1912/1913 permet à l'état-major prussien de se concentrer sur la Russie et son armée pendant les tensions. Dans de nombreux rapports, le diplomate militaire allemand à Paris est d'accord avec les évaluations de ses prédécesseurs, Hugo

---

<sup>130</sup> *Ibid.* ; Detlof von Winterfeldt, *op. cit.*, p. 11-20 et [Anonyme], „Oberstleutnant von Winterfeldt... *op. cit.*..

et Mutius. Winterfeldt identifie la forme démocratique de la France comme une faiblesse majeure contribuant à ses tendances antimilitaristes, une hypothèse qui fait partie intégrante de l'évaluation négative de l'armée française par l'Allemagne. La discipline et l'obéissance de l'armée française, que Winterfeldt considère comme beaucoup plus faibles que celle de l'armée allemande, font des troupes françaises, selon lui, des soldats médiocres qui manquent d'exercice, de sérieux et d'ordre.

Les conclusions concernant les opinions politiques du corps des officiers de l'état-major général sont évidentes. Comme on l'a vu, les officiers de l'état-major général se considèrent comme un corps loyal et monarchique, marqué par une aversion pour les tendances démocratiques ou socialistes<sup>131</sup>. Les réflexions de Winterfeldt sur le nouvel état d'esprit offensif de l'armée française ont également une grande influence. Moltke et ses officiers d'état-major n'ont jamais vraiment cru à la pertinence du type d'offensive stratégique proposé par le *Plan XVII* de Joffre, car ils sont persuadés que les Français n'entameront que diverses frappes tactiques afin d'obtenir la terreur en Alsace ou en Lorraine — des opinions qui furent durcies par les déclarations de Winterfeldt. C'est pourquoi Moltke modifie de manière décisive le fameux plan Schlieffen. L'attaché militaire allemand à Paris joue donc un rôle décisif dans ce changement fondamental et a souvent critiqué le plan de guerre de l'Allemagne. De même, l'évaluation par l'attaché allemand des effets du rétablissement du service militaire de trois ans sur la capacité militaire de la France est très importante pour les délibérations des autorités militaires de Berlin. Winterfeldt y voit un résultat très important, mais il estime néanmoins que les renforts de l'armée allemande sont beaucoup plus efficaces. Il souligne également les inconvénients du service de trois ans, notamment l'appel de recrues au lieu d'hommes formés, les longues vacances prévues par le plan et l'augmentation probable du taux de désertion. En outre, Winterfeldt interprète la loi comme un catalyseur probable du développement de l'antimilitarisme en France. Seul l'accident de Winterfeldt lors des manœuvres françaises d'automne empêche la publication d'autres rapports sur la loi et d'éventuelles évaluations de l'état de préparation à la guerre de la France lors de la crise de juillet.

Par ses rapports toujours optimistes, Winterfeldt a considérablement contribué à ce que l'état-major prussien considère l'armée française comme un adversaire facile à battre au début de la guerre. En d'autres termes, Winterfeldt aide l'Allemagne à sous-estimer son adversaire occidental, tandis que les mesures de préparation à la guerre de Poincaré ne sont perçues que de manière incomplète. Il apparaît également que Winterfeldt n'est pas convaincu par l'aide britannique à la France en cas de guerre. En fait, à long terme, les Français peuvent probablement être battus dans une répétition de la guerre de 1870, mais pas avec l'intervention des Britanniques et de leurs colonies. L'héritage des dépêches optimistes de Winterfeldt se retrouve même dans un

---

<sup>131</sup> Lukas Grawe, *Deutsche Feindaufklärung, op. cit.*, p. 34-37.

rapport de l'ambassade bavaroise de Berlin à Munich le 31 juillet 1914, peu avant la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France : « L'état-major prussien envisage la guerre avec la France avec une grande confiance et s'attend à écraser la France dans les quatre semaines »<sup>132</sup>

Pendant la crise de juillet, le chef de l'état-major général Moltke se prononce également en faveur d'une frappe "préventive", soulignant toujours le fait que la France était « presque un embarras militaire »<sup>133</sup>. Moltke et l'état-major général prussien ne croient certainement pas à une « promenade » facile à travers la France en juillet 1914, mais du côté allemand, l'opinion commune est que la guerre contre la Troisième République peut encore être gagnée de manière décisive. Sur la base des rapports de Winterfeldt, l'état-major refuse également de croire que la France prépare une attaque contre le Reich allemand dans les années à venir. L'adjoint de Moltke, Waldersee, confirme ce point de vue quelques mois seulement avant le début de la Grande Guerre. Face à cela, l'affirmation de Moltke dans les premiers jours d'août 1914, selon laquelle il savait que la Russie et la France planifiaient une attaque contre l'Allemagne, semble être une justification *a posteriori*<sup>134</sup>.

**Lukas Grawe**

---

<sup>132</sup> Message téléphonique de l'ambassade de Bavière à Berlin, 31 juillet 1914, in Pius Dirr (éd.), *Bayerische Dokumente zum Kriegsausbruch und zum Versailler Schuldspruch*, München, Berlin, 1922, p. 14-15.

<sup>133</sup> Le plénipotentiaire militaire bavarois à Berlin, Karl von Wenninger, au ministère bavarois de la Guerre, 29 juillet 1914, in Bernd F. Schulte, „Neue Dokumente zu Kriegsausbruch und Kriegsverlauf 1914“, *Militär-geschichtliche Mitteilungen* 25 (1979), pp. 123-89, ici doc. 1, p. 137 et Imanuel Geiss, *Julikrise und Kriegsausbruch 1914 : Eine Dokumentensammlung*, 2, Hanovre, 1964, doc. 704, p. 298.

<sup>134</sup> Lerchenfeld à Hertling, 5 août 1914, in Ernst Deuerlein, *Briefwechsel Hertling- Lerchenfeld 1912-1917 : Dienstliche Privatkorrespondenz zwischen dem bayerischen Ministerpräsidenten Georg Graf von Hertling und dem bayerischen Gesandten in Berlin Hugo Graf von und zu Lerchenfeld, Erster Teil*, Boppard am Rhein, 1973, doc. 119, p.329.





# L'exploitation des lettres et carnets de notes des soldats allemands par les services de renseignement français (1914-1918)

Dr. Gérald Sawicki

Lors de la Première Guerre mondiale, les services de renseignement (SR) français comprirent tout l'intérêt d'exploiter les lettres et carnets de notes des officiers et soldats allemands faits prisonniers ou tombés sur le champ de bataille. Source de renseignements militaires, ces documents fournirent également de précieuses indications sur l'évolution du moral ainsi que sur la situation politique, économique et sociale de l'Empire allemand. Des organisations spéciales furent mises en place pour les recueillir et des méthodes nouvelles furent imaginées pour les traiter. Certaines pièces originales furent même utilisées lors de campagnes de presse dirigées contre l'ennemi.

Quels furent les renseignements militaires extraits des lettres et des carnets de soldats allemands ? Comment ces documents furent-ils exploités par les SR français ? De quelle manière contribuèrent-ils à l'étude de l'Empire allemand et de son opinion publique pendant la Grande Guerre ?

*Le recueil des adresses de soldats allemands.*

La première mission des services de renseignement français fut de recueillir du renseignement militaire. Parmi les différentes sources de renseignements comme les renseignements de contact, d'agents, d'aviation, d'écoute ou d'artillerie, l'une d'elle consista, pour les officiers des 2<sup>es</sup> bureaux et les interprètes militaires, à dépouiller les documents saisis au cours des opérations<sup>1</sup>. De nature diverse, ces documents étaient généralement de deux sortes, les papiers d'ordre général et de service et les papiers personnels<sup>2</sup>. Parmi ces derniers, qui seuls nous intéressent ici, faisaient parties les lettres et carnets de notes (appelées aussi carnets de route) récupérés sur les prisonniers de

---

<sup>1</sup> Carrias, *Les renseignements de contact. Etude dans le cadre d'un cas concret historique*, Paris, Charles Lavauzelle, 1937, p. 123.

<sup>2</sup> Charles Paquet, *Étude sur le fonctionnement interne d'un 2<sup>e</sup> bureau en campagne*, Paris, Berger-Levrault, 1923, p. 47.

guerre allemands ou sur le champ de bataille. Ces documents privés formaient « toujours une source précieuse d'information » car le soldat allemand semblait être « en général un actif correspondant » et portait souvent sur lui « les lettres et les cartes postales de douzaines de camarades d'autres divisions ou d'autres corps d'armée »<sup>3</sup>. La fouille des prisonniers était ainsi « une opération fondamentale » et fut codifiée par une note en date du 18 décembre 1916 portant sur « l'examen des effets et objets divers trouvés sur les soldats allemands »<sup>4</sup>.

L'intérêt de tous ces documents, y compris de simples enveloppes de lettres, résidait d'abord à collecter systématiquement tous les noms, adresses et affectations militaires des soldats allemands. Ainsi une simple carte postale en apparence anodine saisie sur un prisonnier pouvait préciser la composition et la localisation exacte d'une unité sur le front. Par exemple, celle écrite le 31 mai 1916 par un soldat allemand de la 20<sup>e</sup> division d'infanterie du XX<sup>e</sup> corps annonçait qu'il se trouvait désormais à l'arrière, à environ 10 kms de Laon et qu'il retournerait bientôt au front. Adressée à son frère, le pionnier H. Ahler, cette carte faisait également connaître que ce dernier appartenait à une unité du X<sup>e</sup> corps d'armée de réserve<sup>5</sup>. De même, à partir d'autres papiers trouvés sur des prisonniers, on apprenait que le commandant de la 8<sup>e</sup> compagnie du 81<sup>e</sup> régiment d'infanterie d'active allemande était le capitaine von Brandt ou que le caporal H... faisait partie du corps d'armée de la Garde, de la 1<sup>ère</sup> division d'infanterie de la Garde et de la batterie n°236 d'artillerie à pied<sup>6</sup>. En multipliant toutes ces adresses et en identifiant toutes les unités sur le front, l'ordre de bataille allemand pouvait être reconstitué le plus exactement possible. Par déduction, les forces et faiblesses de l'armée allemande étaient évaluées ainsi que ses probables projets d'offensives.

Un autre type de document utile était le *Soldbuch*, le livret militaire ou de solde que portait sur lui chaque soldat allemand. Il représentait en quelque sorte son curriculum vitae militaire. D'un *Soldbuch* d'un soldat allemand tué à la Chapelotte (Vosges), le SR extrayait ces renseignements :

« Un conducteur au 6<sup>e</sup> escadron du train du III<sup>e</sup> corps bavarois (réserviste) est versé le 20/8/1915 au 1<sup>er</sup> bataillon d'ersatz du III<sup>e</sup> bavarois à Augsburg d'où il est envoyé au front le 6/11/1915<sup>7</sup>. »

---

<sup>3</sup> Ferdinand Tuohy, *Les mystères de l'espionnage pendant la guerre 1914-1918*, Paris, L'Édition française illustrée, 1921, p. 238.

<sup>4</sup> Olivier Lahaie, « Les interrogatoires des prisonniers allemands par les services de renseignements français (1914-1918) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 253, janvier-mars 2014, p. 14.

<sup>5</sup> Service historique de la Défense, Archives de la Guerre (SHD GR), 16 N 1475, 2<sup>e</sup> bureau de l'État-major (EM) de la II<sup>e</sup> armée, Extrait d'une carte postale trouvée sur un prisonnier, 15 juin 1916.

<sup>6</sup> *Ibid.*, Extraits de papiers trouvés sur des prisonniers (adresses et extraits de lettres), 21 avril 1916.

<sup>7</sup> *Ibid.*, 2<sup>e</sup> bureau EM de la VII<sup>e</sup> armée, Renseignements extraits des *Soldbücher* d'Allemands tués à la Chapelotte, 7 mai 1916.

Les *Soldbücher* permirent ainsi de suivre les différentes opérations de recrutement, d'appel, d'instruction et de récupération de soldats<sup>8</sup>.  
*Le bureau d'exploitation du service de renseignement de Belfort.*

Dirigé par un officier d'exception, le commandant Andlauer, le service de renseignement de Belfort mit au point une invention particulièrement efficace dans ce type de travail, le « bureau d'exploitation » (BE). Composée à l'origine d'industriels et de commerçants alsaciens-lorrains puis renforcée par des universitaires de valeur, cette annexe du SR de Belfort avait pour fonction de collationner, de recouper et de vérifier tous les renseignements provenant de diverses sources tels que la presse allemande, les lettres du front ou les carnets de soldats allemands tués ou prisonniers<sup>9</sup>. Jouissant d'une certaine autonomie, ce service obtint rapidement un rendement élevé grâce à des méthodes de travail « industrialisées, taylorisées<sup>10</sup>. »

Un agent secret alsacien et interprète au SR de Belfort, Lucien Lacaze, eut l'idée d'utiliser les relations qui existaient entre les Alsaciens mobilisés dans tout l'Empire allemand et leurs familles restées dans la petite partie du sud de l'Alsace que l'armée française avait libérée dès l'été 1914. Avec l'autorisation d'Andlauer, il collectait les lettres des familles et les faisait mettre à la poste en Suisse après s'être assuré qu'elles ne renfermaient pas d'indiscrétions. En retour, il recevait à des adresses habilement choisies en Suisse les réponses du front allemand puis les remettait aux familles, une fois que l'armée française en avait tiré tout le rendement possible<sup>11</sup>. Chaque jour, un rapport était rédigé, qui concentrait les renseignements et citait les passages intéressants avec traduction en regard : « mouvements de troupes, formations nouvelles, moral du front et de l'arrière, armement, alimentation »<sup>12</sup>. Par ce procédé, le SR obtint des identifications de tout premier ordre. Un système de fiches permit de suivre les déplacements successifs des corps de troupes où servaient les 4 à 500 soldats alsaciens concernés par ce dispositif<sup>13</sup>.

Grâce à ces renseignements, le poste de Belfort devint un des SR français les plus performants. Pour ne donner que quelques exemples, la préparation des grands événements de 1915 sur le front oriental, offensives allemandes de Mazurie, percées de Galicie, en Pologne puis contre la Serbie fut suivie en grande partie grâce au travail du BE et à son exploitation des lettres des Alsaciens<sup>14</sup>. La constitution des petites et grandes unités allemandes, leurs lieux de formation, leurs destinations, leurs transports, leurs déploiements furent connus dans l'instant<sup>15</sup>. Ainsi fin janvier 1915, le SR de Belfort apprenait par des lettres que tout le 41<sup>e</sup> corps d'armée allemand de réserve allait

---

<sup>8</sup> Charles Paquet, *op. cit.*, p. 48.

<sup>9</sup> Henri Navarre, *Le service de renseignements 1871-1944*, Paris, Plon, 1978, p. 19.

<sup>10</sup> SHD, GR, 1K173, Fonds Andlauer, Causerie sur le service des renseignements, 7 février 1925, p. 3.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 4-5.

<sup>12</sup> L. Lacaze, *Aventures d'un agent secret français*, Paris, Payot, 1934, p. 79.

<sup>13</sup> SHD, GR, 1K173, Causerie..., *op. cit.*, p. 5.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 5

être utilisé sur le front français et que trois autres corps d'armée récemment créés étaient dirigés vers la Prusse orientale, « en vue d'opérations très prochaines ». Les passages successifs d'un soldat du 249<sup>e</sup> régiment d'infanterie de réserve étaient repérés de villes en villes au gré de l'envoi de ses lettres<sup>16</sup>. Ce furent aussi des correspondances d'Alsaciens qui indiquèrent la réorganisation des grandes unités allemandes. Ainsi le 20 mars 1915, un soldat du 169<sup>e</sup> régiment d'infanterie annonçait qu'il appartenait désormais à la 52<sup>e</sup> division. Le lendemain, le SR de Belfort apprenait, par une lettre également, que le 38<sup>e</sup> régiment d'infanterie faisait partie de la 56<sup>e</sup> division. Ces divisions une fois constituées, il était facile de les suivre à la trace. Ainsi une carte postale avec vue de Kaiserslautern, timbrée près de Francfort le 4 mai 1915 et parvenu à Belfort trois jours plus tard annonçait que cette 56<sup>e</sup> division était en cours de transport vers le front oriental<sup>17</sup>. Plus tard, le retour du corps de la Garde sur le front français fut pareillement signalé par une lettre de soldat<sup>18</sup>.

Toutefois, à la fin de l'année 1915, les Allemands finirent par découvrir cette source d'identifications<sup>19</sup>. La suppression complète des lettres coïncida d'ailleurs avec la préparation de l'offensive allemande de Verdun<sup>20</sup>. Mais les méthodes mises au point par le BE furent systématisées et appliquées en grand à l'étude des lettres et carnets de soldats pris sur le front en 1916 et 1917, que le Grand Quartier général (GQG) envoya pour étude à Belfort<sup>21</sup>. Enfin, le SR de Belfort posséda une collection très complète des cachets postaux des divers bureaux militaires allemands. Il put ainsi jusqu'à la fin de la guerre et malgré la censure très sévère de l'Allemagne obtenir de la correspondance militaire un « excellent rendement »<sup>22</sup>.

### *Une source précieuse sur les combattants et les opérations militaires.*

Les différents papiers et documents recueillis sur les prisonniers ou trouvés sur le champ de bataille révélaient une multitude d'autres renseignements militaires, qui portaient notamment sur les soldats allemands et leurs opérations<sup>23</sup>. Les lettres, qui présentaient un grand intérêt, étaient même traduites et diffusées *in extenso*. Celle, originale, émanant d'un radiotélégraphiste allemand en Mésopotamie trouvée sur un prisonnier allemand fait sur le front de Champagne décrivait avec précision les combats autour de Bagdad et la prise de la ville par les Britanniques en mars 1917<sup>24</sup>.

---

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 6.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 6-7.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>20</sup> L. Lacaze, *op. cit.*, p. 82.

<sup>21</sup> SHD, GR 1K173, Causerie..., *op. cit.*, p. 5.

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> Pour plus de détails sur l'éventail des renseignements possibles, voir les deux instructions sur l'exploitation des papiers, lettres et documents, y compris aux centres de dépouillement dans Charles Paquet, *op. cit.*, p. 289-295.

<sup>24</sup> SHD, GR 16 N 1367, 2<sup>e</sup> bureau EM IV<sup>e</sup> armée, Traduction d'un document allemand, 15 septembre 1917.

D'autres, plus classiques, dépeignaient les durs combats auxquels étaient confrontés les soldats comme ce sous-officier allemand du 122<sup>e</sup> régiment d'infanterie de réserve, qui éprouva le feu de l'artillerie au nord de Verdun au début de la bataille :

« Ce fut souvent épouvantable, ce roulement au-dessus de nos têtes : le plus terrible orage n'est qu'un jeu d'enfant à côté de cela. Toute la terre tremble et la pression d'air des explosions ininterrompues des obus et des shrapnells, qui nous sont envoyés en réponse, se fait sentir d'une façon extrêmement désagréable dans les solides abris et les renardières qui se trouvent profondément sous terre. Avec cela la sensation oppressante qu'un de ces diables volants pourrait tout de même une fois traverser la couverture protectrice, épaisse de plusieurs mètres. Dehors, en plein air, cela n'est pas à beaucoup près aussi assourdissant ; mais là, il y a un autre ennui : les maudits éclats ! C'est pourquoi il est tout à fait impossible de rester dehors (...) Alors on souhaite encore plus fort la guerre à tous les diables, y compris tous ceux qui l'ont causée, en tant qu'ils n'y sont pas déjà (...) Depuis quelques douzaines d'heures nous sommes relevés et nous avons un peu de repos. Jamais encore une relève n'a été la bienvenue chez moi autant que celle-ci (...) Aucun homme raisonnable ne peut souhaiter une prolongation de cette épouvantable guerre<sup>25</sup>. »

Ces documents étaient parfois rassemblés de manière thématique à l'exemple de ceux qui relataient uniquement « les effets de nos bombardements » sur la 2<sup>e</sup> division de la Garde et d'autres divisions allemandes. Ainsi la lettre d'un pionnier, qui se pensait à l'abri à vingt mètres sous terre avec ses camarades, montrait comment six des sept issues d'une creute furent écrasées le 17 octobre 1917 : « La septième est soumise à un bombardement tel qu'on ne peut pas sortir<sup>26</sup> ! »

Ces pilonnages d'artillerie déterminèrent souvent la décision de se rendre. De nombreuses lettres en témoignaient : Le 14 mars 1916, un soldat allemand expliquait à sa fiancée que, réfugié à trois mètres sous terre dans une sape, il était confronté à une seule alternative, la mort ou la captivité : « Mes camarades et moi déposâmes immédiatement les armes, car nous préférons aller en captivité »<sup>27</sup>. De même, les prisonniers capturés devant Verdun ne cachaient nullement la satisfaction qu'ils éprouvaient à se sentir désormais en sécurité. Beaucoup semblaient avoir gardé « une ineffaçable impression d'horreur » de ce qu'ils avaient vu à Douaumont<sup>28</sup>. Les carnets de notes indiquaient aussi de temps en temps les pertes subies. Celui d'un sous-officier infirmier donna le nombre de blessés soignés journalièrement par son poste de secours. Lors d'une revue, il apprit du général commandant le III<sup>e</sup> corps bavarois, qui le déclara au roi de Bavière, que, du 23 septembre 1914 au 1<sup>er</sup> juillet 1916, ce corps d'armée perdit 16000 tués<sup>29</sup>.

<sup>25</sup> *Ibid.*, 16 N 1475, SR Belfort, Extraits de lettres, 10 mars 1916.

<sup>26</sup> *Ibid.*, GR 16 NN 106, 2<sup>e</sup> bureau GQG, Annexe au bulletin de renseignements (BR) (extrait du BR de la VI<sup>e</sup> armée), 20 novembre 1917.

<sup>27</sup> *Ibid.*, GR 16 N 1475, SR Belfort, Extraits de lettres, 16 mars 1916.

<sup>28</sup> *Ibid.*, GR 7 N 999, Commission de contrôle de Pontarlier, État des prisonniers ennemis (d'après la correspondance des prisonniers de guerre), 15 avril 1916.

<sup>29</sup> *Ibid.*, GR 16 NN 108, 2<sup>e</sup> bureau EM de la II<sup>e</sup> armée, Extrait du carnet d'un sous-officier infirmier, 20 août 1916.

Les officiers des 2<sup>e</sup> bureaux français étaient particulièrement attentifs à la correspondance des combattants alsaciens-lorrains de l'armée allemande dont ils sélectionnaient souvent des extraits choisis. Un Alsacien résidant en Hollande révéla ainsi dans une lettre que depuis la bataille de Verdun, il voyait arriver presque chaque jour des déserteurs allemands à l'exemple de ce Saxon du 143<sup>e</sup> régiment de Strasbourg (XV<sup>e</sup> corps d'armée allemande), qui, déjà blessé quatre fois, lui raconta « des choses terribles ». Sans lui dire qu'il était Alsacien, il le questionna sur ses compatriotes. Sa réponse le réjouit : « Les Alsaciens sont de faux frères ; aussi les a-t-on tous envoyés en Russie, ou bien ils sont en seconde et troisième ligne. Car ils filaient tous chez les Français »<sup>30</sup>. Un soldat alsacien raconta également à son père de quelle manière les Allemands se comportèrent à l'égard de la population dans le Nord de la France : « il a pleuré parfois, en étant témoin d'une telle cruauté ». Il demanda à être envoyé en Russie : « il a un papier sur lui qui en fait foi ; il a dit qu'il ne voulait pas rester en France et combattre ses propres parents<sup>31</sup>. » Un autre écrivit qu'il ne voulait plus retourner au front : « J'ai assez souffert de la faim, du froid, vécu dans l'angoisse, et tout le reste ; Pour nous autres Alsaciens, nulle part il ne ferait meilleur qu'en captivité en France. Si seulement l'occasion se présentait<sup>32</sup>... » D'un autre côté, d'autres correspondances établissaient que des relations s'étaient nouées avec la population civile française. Une lettre écrite en français par une jeune femme de la ville de Senones fut trouvée sur un soldat allemand tué à la Chapelotte dans les Vosges le 25 avril 1916 : Elle parlait des difficultés de ravitaillement dans cette localité<sup>33</sup>.

Enfin, les autorités militaires des pays alliés firent parvenir à leurs homologues français les documents qui pouvaient les intéresser. Ainsi, les Britanniques fournirent des extraits du journal d'un de leurs prisonniers allemands révélant l'état de complète démoralisation de son unité dans les derniers jours de juillet 1917 ainsi que des lettres montrant les lourdes pertes subies par l'ennemi sur le front d'Ypres<sup>34</sup>. Certains de ces documents purent d'ailleurs se révéler décisifs au point de vue militaire. Il semble que ce fut la capture le 25 mai 1918 d'un soldat allemand sur la Lys qui donna au général Foch le premier avis que les Allemands se disposaient à attaquer au Chemin des Dames. Les Anglais trouvèrent dans les effets du prisonnier une carte postale datée de la veille ou de l'avant-veille de Laon, la ville principale se trouvant derrière le secteur incriminé. L'auteur de cette carte disait, à mots couverts, que les Allemands allaient attaquer à cet endroit. La teneur de cette missive fut immédiatement communiquée au GQG français et le général Pétain s'efforça d'assembler des réserves dans la zone menacée. Si les mesures prises n'empêchèrent pas la rupture du front, elles en atténuèrent du moins les

---

<sup>30</sup> SHD, GR 16 N 1475, SR Belfort, Extraits de lettres, 13 mai 1916.

<sup>31</sup> *Ibid.*

<sup>32</sup> *Ibid.*, Extraits de lettres, 17 juin 1916.

<sup>33</sup> *Ibid.*, 2<sup>e</sup> bureau EM de la VII<sup>e</sup> armée, Extraits de lettres trouvées sur des cadavres d'Allemands tués à la Chapelotte, 7 mai 1916.

<sup>34</sup> SHD, GR 16 NN 106, 2<sup>e</sup> bureau GQG, Extraits des BR britannique des 3 et 23 août 1917.

conséquences immédiates<sup>35</sup>.

*L'exploitation politique des lettres et carnets de soldats allemands.*

Les écrits des soldats allemands revêtaient un autre intérêt. Ils pouvaient servir de preuves pour incriminer l'Allemagne. Ils permirent aux autorités françaises d'avancer un certain nombre d'arguments à propos des atrocités allemandes commises au début de la guerre en Belgique et dans le Nord-est de la France<sup>36</sup>. Ces documents furent même utilisés dans des mémorandums officiels adressés aux puissances signataires des Conventions de la Haye de 1899 et 1907 pour démontrer le non-respect de ces accords par les Allemands.

Ainsi grâce aux carnets de notes allemands, les autorités françaises prirent rapidement conscience de la « dévastation systématique » se déroulant en territoire envahi. Pour elles, l'incendie des villages ainsi que les mises à mort des habitants étaient des « mesures générales<sup>37</sup> ». Elles crurent même à un « plan dûment arrêté et prémédité » en observant les moyens utilisés pour propager les incendies<sup>38</sup>. Elles remarquèrent que les exactions avaient été ordonnées par le commandement « dans des localités que défendait exclusivement l'armée française et non les habitants<sup>39</sup> ». Elles notèrent aussi que les soldats et officiers allemands manifestaient une véritable hantise à propos de francs-tireurs accusés selon eux de se livrer eux-aussi à des atrocités<sup>40</sup>. Dans de nombreuses lettres, la fureur allemande était motivée par l'accusation que les civils avaient tiré sur les troupes allemandes et que le gouvernement français leur avait fait distribuer des armes et des munitions. Dans un mémorandum en date du 19 août 1914, celui-ci réfutait ces allégations en s'appuyant sur un carnet de notes trouvé sur le cadavre du lieutenant allemand Lehmann. L'église de Villerupt (Meurthe-et-Moselle) avait été incendiée et des habitants fusillés en représailles de coups de feu. Dans le carnet, il était écrit : « Le fait est que ce ne sont pas des habitants de Villerupt, mais des douaniers et des forestiers<sup>41</sup> qui nous ont canardés »<sup>42</sup>.

*Un outil de la propagande de guerre.*

Du côté français, les « atrocités allemandes » furent rapidement

---

<sup>35</sup> Ferdinand Tuohy, *op. cit.*, p. 238-239.

<sup>36</sup> John Horne et Alan Kramer, 1914. *Les atrocités allemandes*, Paris, Tallandier, 2005, 640 p.

<sup>37</sup> Archives du ministère des Affaires étrangères (MAE), 1CPCOM1098, Mémorandum n° 6, 20 août 1914.

<sup>38</sup> *Ibid.*, 1CPCOM1114, Ministère de la Guerre à Affaires étrangères, 5 octobre 1914. Rapport n° 2 au ministre de la Guerre sur les actes de cruauté commis par les troupes allemandes, fin septembre 1914.

<sup>39</sup> *Ibid.*, 1CPCOM1098, Mémorandum n° 6, 20 août 1914.

<sup>40</sup> *Ibid.*, Extraits de lettres saisies.

<sup>41</sup> Les douaniers et les forestiers français étaient reconnus comme belligérants en cas de guerre.

<sup>42</sup> MAE, 1CPCOM1098, Mémorandum n° 5, 19 août 1914.



exploitées par la propagande de guerre. Le thème de la « barbarie allemande » n'était pas nouveau. Il était déjà présent dans la plupart des récits de la guerre de 1870<sup>43</sup>. Dès la mi-août 1914, les autorités françaises cherchèrent à appuyer leur argumentaire sur le droit international, rejouant le très classique principe républicain du « droit primant la force », élément juridique de poids dans la lutte engagée de la « civilisation contre la barbarie<sup>44</sup> ». Selon elles, les preuves des scènes de meurtre, de pillage et d'incendie ne pouvaient être contestées car elles se trouvaient « décrites tout au long dans les carnets et journaux de route d'un grand nombre de prisonniers allemands<sup>45</sup> ». En cantonnement à Billy le 15 octobre 1914, le sous-officier allemand Schulz du 46<sup>e</sup> régiment d'infanterie de réserve du V<sup>e</sup> corps de réserve déplorait le pillage du village meusien, d'où la population civile avait été chassée :

« Cette manière de faire la guerre est tout à fait barbare ; Je m'étonne que nous puissions reprocher aux Russes leurs procédés ; Les nôtres, en France, sont pires que les leurs, et à toute occasion et à tout propos nous incendions et nous brûlons<sup>46</sup>. »

La presse relayait les accusations officielles. Les sources de l'article « Les Allemands avouent leurs crimes », paru le 19 août 1914 dans *Le Rappel* ou celui sur « les atrocités allemandes » publié le 20 août dans *Le Temps*, furent largement extraites de carnets et de lettres de soldats allemands ayant opéré dans la région de Badonviller (Meurthe-et-Moselle) une semaine plus tôt. On peut y lire quasiment les mêmes phrases comme : « La première ville rencontrée après la frontière a été complètement détruite, c'est un spectacle à la fois triste et agréable » ; « Tous les Français sont fusillés s'ils ont seulement la mine suspecte ou malveillante »<sup>47</sup>. De la même façon, le livre du professeur au Collège de France Joseph Bédier, intitulé *Les crimes allemands d'après les témoignages allemands*, avait recours à ce type de documents. À la date du 10 août 1914, le soldat Reishaupt du 3<sup>e</sup> régiment d'infanterie bavaroise écrivait : « Parux (Meurthe-et-Moselle) est le premier village que nous avons brûlé ; après, la danse commença : les villages, l'un après l'autre<sup>48</sup> ». Le ministre français des Affaires étrangères reproduisit également une cinquantaine d'extraits de carnets dans sa publication officielle consacrée aux violations allemandes des lois de la guerre<sup>49</sup>. Publiés en fac-similés, ces derniers étaient

---

<sup>43</sup> Michael Jeismann, *La patrie de l'ennemi. La notion d'ennemi national et la représentation de la nation en Allemagne et en France de 1792 à 1918*, Paris, CNRS Éditions, 1997, p. 188-211.

<sup>44</sup> Gérald Sawicki, « Le droit prime la force : réalités et limites d'un principe républicain sous la Troisième République », in Annie Stora-Lamarre, Jean-Louis Halpérin et Frédéric Audren (dir.), *La République et son droit (1870-1930)*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2011, p. 263-279.

<sup>45</sup> MAE, 1CPCOM1114, Ministère de la Guerre à Affaires étrangères, 17 novembre 1914. Rapport n° 3 de la direction du Contentieux et de la Justice militaire du ministère de la Guerre.

<sup>46</sup> SHD, GR 16NN117, Carnet de route du sous-officier Schulz (5 août-22 novembre 1914).

<sup>47</sup> MAE, 1CPCOM1098, Extraits de lettres saisies, le premier d'un soldat de 1<sup>ère</sup> classe du 16<sup>e</sup> régiment d'infanterie bavaroise, le second du sous-officier Guggomos de la 3<sup>e</sup> compagnie sanitaire du 1<sup>er</sup> corps d'armée bavarois.

<sup>48</sup> Joseph Bédier, *Les crimes allemands d'après les témoignages allemands*, Paris, Armand Colin, 1915, p. 22.

<sup>49</sup> Ministère des Affaires étrangères, *Les violations des lois de la guerre par l'Allemagne*, Paris,

devenus une « arme précieuse », qui se distinguait « de tous les récits d'atrocités d'origine nationale dont il a été fait un abus manifeste<sup>50</sup> ».

*Le régime des prisonniers de guerre en France et en Allemagne.*

Préfacé par Louis Renault, un des plus grands juristes français de l'époque, un autre ouvrage du gouvernement français utilisait encore des lettres et carnets de notes de soldats allemands pour montrer que dans le domaine des prisonniers de guerre la France se montrait libérale alors que l'Empire allemand foulait aux pieds nombre de principes humanitaires. Ainsi le soldat Bohme du 11<sup>e</sup> bataillon de chasseurs du XI<sup>e</sup> corps d'armée allemande exprimait sa surprise d'être bien traité quand il fut capturé le 10 septembre 1914<sup>51</sup>. Le soldat Winckler du 106<sup>e</sup> régiment d'infanterie du XIX<sup>e</sup> corps couvrait d'éloges le transport de prisonniers de Châlons-sur-Marne à Mâcon<sup>52</sup>. « Le traitement, la nourriture, les lits, les soins médicaux sont irréprochables » convenait aussi Paul Rudloff du 82<sup>e</sup> régiment d'infanterie du IV<sup>e</sup> corps de réserve à son arrivée à l'hôpital d'Evreux<sup>53</sup>. Le rapatriement des grands blessés de guerre s'effectuait dans des conditions analogues d'après une lettre du capitaine allemand Koenig à sa femme en date du 10 mai 1915<sup>54</sup>.

*Une contribution à l'étude de l'Allemagne en guerre.*

L'étude des correspondances des prisonniers de guerre allemands avec leur famille permettait également d'accéder à de nombreuses informations depuis l'intérieur de l'Allemagne, qu'on pouvait par leur masse considérable exploiter malgré la censure de plus en plus vive des autorités allemandes. L'objectif était de déterminer si l'arrière allemand allait tenir ou au contraire s'effondrer sous l'effet du blocus naval des Alliés. Un premier axe de recherches avait trait à l'analyse de la situation économique de l'Empire allemand. Avec le temps, cette enquête se faisait de plus en plus exhaustive. Ainsi le rapport synthétique mensuel de la correspondance des prisonniers de guerre du Groupe d'armées du Centre au cours du mois de juillet 1918 totalisait 30 pages. A partir des lettres reçues était dressé un tableau détaillé de la situation intérieure de l'Allemagne au point de vue agricole, industriel, financière et sanitaire. Tout était passé en revue, les rationnements, les réquisitions, les *Ersatz*, les productions et l'évolution des prix, parfois au jour le jour, de la viande, des pommes de terre, des légumes, du pain, de la farine,

---

Berger-Levrault, 1915, 208 p.

<sup>50</sup> MAE, 1CPCOM1713, Chapitre IV. Pillages, incendies, assassinats ; Remarques sur la dernière épreuve, 5 juin 1915.

<sup>51</sup> Louis Renault, *Le régime des prisonniers de guerre en France et en Allemagne au regard des conventions internationales 1914-1916*, Paris, Imprimerie nationale, 1916, p. 9-10.

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 11-13.

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 89-90.

du lait, les perspectives de récoltes par régions, etc<sup>55</sup>.

L'état des esprits en Allemagne était noté avec attention. Des extraits de lettres étaient joints, y compris portant sur la perception des Français et de leurs alliés comme cette correspondance à un soldat allemand de la 44<sup>e</sup> compagnie : « Si les Anglais n'étaient pas, les Français seraient nos amis »<sup>56</sup>. On allait jusqu'à estimer le degré de moralité publique, qui s'abaissait progressivement avec le constat de la recrudescence des vols en Allemagne<sup>57</sup>. Dans une sous-partie appelée « protection de la jeunesse », certaines appréciations évoquaient l'évolution des mœurs comme cette lettre du pays de Bade en date du 29 mai 1918 adressée à un prisonnier de guerre allemand de la 56<sup>e</sup> compagnie : « Les femmes préfèrent causer avec les prisonniers de guerre qu'avec nous. Tu ne te fais aucune idée de ce qui se passe parfois<sup>58</sup> ».

### *L'évaluation du moral allemand.*

L'évaluation du moral allemand était le second centre d'intérêt des services de renseignement français. A la fin de la guerre, l'exploitation des correspondances allemandes se réalisait de manière industrielle. Ainsi la commission militaire de contrôle postal de Pontarlier chargé de dépouillement des lettres des prisonniers de guerre allemands affirmait en avoir lu près d'un million du 4 mai au 4 juin 1918. Un tableau de « statistique morale » était établi selon deux grands critères, la situation militaire et la paix. La situation militaire se déclinait en plusieurs catégories comme la foi en la victoire ou la crainte de la défaite. Une autre jugeait l'organisation militaire. On comptabilisait le nombre d'éloges et de critiques concernant le commandement militaire allemand, le ravitaillement et les munitions. L'opinion par rapport à la paix était interrogée selon plusieurs choix. Une catégorie « indifférents » était proposée<sup>59</sup>.

L'intérêt de ce document était aussi de discriminer les réponses suivant les appartenances sociales de la population allemande, divisées en intellectuels, agriculteurs, commerçants, bourgeois, ouvriers et militaires. Néanmoins, pour relativiser les résultats de ce travail exhaustif, on constate que plus de la moitié des lettres (58%) sont comptées dans les indifférents. Pour 35%, les espoirs de paix sont non précisés (désirs de fin prochaine sans précision, lassitude). Seules 2% veulent la paix à tout prix, 2,5% souhaiterait même la victoire de la France et 3,5% une paix boiteuse ou indécise. Bien entendu, il faut aussi replacer ces données dans le contexte de l'Allemagne de mai-juin 1918, c'est-à-dire au moment de ses dernières grandes offensives à

---

<sup>55</sup> SHD, GR 16 NN 218, Rapport mensuel sur les renseignements recueillis dans la correspondance des prisonniers de guerre de la D.E. du G.A.C. au courant du mois de juillet 1918, 14 août 1918.

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 18.

<sup>57</sup> *Ibid.*

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>59</sup> SHD, GR 16 N 1367, Rapport mensuel de la commission militaire de contrôle postal de Pontarlier du 15 mai au 15 juin 1918.

l'Ouest, avant leur véritable échec et l'effondrement moral consécutif de l'été 1918.

La correspondance expédiée en Allemagne par les prisonniers de guerre était examinée avec soin. Il s'agissait d'évaluer leur mentalité et leur ressenti. Concernant leur capture par exemple, si elle venait de se produire, on remarquait un vif soulagement. Les prisonniers de guerre manifestaient « toujours la plus grande satisfaction d'avoir échappé au carnage et d'être sûrs de pouvoir rentrer chez eux ». Ils notaient, « souvent avec surprise », que leur traitement était très supportable. Les blessés faisaient volontiers l'éloge des soins qu'ils leurs avaient été prodigués dans les ambulances et hôpitaux militaires. Néanmoins, si la détention se prolongeait, l'état d'esprit se modifiait considérablement :

« A mesure que s'efface chez eux le souvenir du danger, ils ressentent avec plus d'amertume les souffrances de la captivité, la monotonie de leur existence et les privations auxquelles ils sont soumis. Il est curieux et intéressant de constater que leur dépit s'adresse surtout, sinon uniquement, à leur propre gouvernement, qu'ils accusent de les négliger »<sup>60</sup>.

Toute trace de pacifisme ou de volonté de révolte contre son propre pays était recherchée comme le relevait cet extrait de lettre d'un prisonnier de guerre allemand de la 26<sup>e</sup> compagnie adressée à sa femme en Silésie :

« Ceux qui sont restés chez eux gagnent beaucoup d'argent et nous qui avons sacrifié à la patrie notre peau et notre santé, nous y perdons encore et finalement, on se moquera de nous. Mais que l'on ne se réjouisse pas trop tôt ; Nous reviendrons tout différents de ce que nous sommes partis »<sup>61</sup>.

Le dernier rapport du Groupe d'armées de l'Est, qui avait lu 122 577 lettres et cartes en septembre et en octobre 1918, témoignait de la décomposition en cours de l'Empire allemand. La situation alimentaire restait désastreuse, le troc remplaçait souvent l'achat. Le besoin de paix était impérieux, le découragement dominait et le sentiment de défaite s'accompagnait de craintes et d'une sorte de stupéfaction chez les intellectuels. Les milieux populaires étaient indifférents pourvu que la guerre finisse : « La seule chose qui importe, c'est la paix ». L'Empereur n'était plus ménagé. Mais au milieu des angoisses, on continuait à s'amuser dans les villes. A Göttingen, cinémas et théâtres étaient pleins. C'était, semble-t-il, considéré par l'autorité militaire allemande comme « une sorte de soupape de sûreté devant le mécontentement grandissant ». La moralité publique n'avait jamais été aussi basse. Les vols étaient devenus si fréquents qu'on ne s'en étonnait même plus : « personne n'a plus de conscience. On vole et trompe tant qu'on peut ». Le moral des soldats semblait mauvais. Les combattants enviaient le sort des prisonniers, les civils remarquaient le changement de sentiments chez les soldats qui allaient au front. On se vantait de tromper les médecins ou de les corrompre « avec un cynisme caractéristique ». Les engagements volontaires dans la marine ne se faisaient que pour échapper à l'incorporation dans

---

<sup>60</sup> SHD, GR 16 NN 218, Rapport mensuel..., *op. cit.*, p. 29.

<sup>61</sup> *Ibid.*

l'infanterie. De même, en France, dès octobre 1918, tous les prisonniers de guerre allemands étaient conscients de la défaite irrémédiable de l'Allemagne. L'un d'eux écrivait à son frère en Belgique : « Il n'y a rien à faire, nous sommes perdus (...) Esquivez-vous à temps ». Un autre soulignait : « Ne souscrit plus à l'emprunt ; ce serait perdu ». La victoire des Alliés était envisagée avec résignation, plus souvent encore avec indifférence, assez souvent avec joie. La plupart des prisonniers ne désirait que la fin de la guerre. Ils exprimaient de la colère contre le régime politique et contre les auteurs de la guerre : « Si nos dirigeants veulent continuer à faire la guerre, que cette clique aille elle-même au front ». Une grande partie évoluait « vers la démocratie, parfois même le maximalisme ». Ainsi les événements se répercutaient dans la mentalité des prisonniers, concluait l'officier interprète dans son rapport de 9 pages : « Que nous sommes loin de l'orgueil et des fanfaronnades des deux premières années<sup>62</sup> ! »

#### *Les limites de tels documents.*

L'étude de ces documents comportait néanmoins quelques limites. Leur nombre et leur intérêt fluctuèrent au cours du conflit. Leur exploitation dépendit des circonstances. Les carnets de notes, par exemple, abondaient en 1914 mais devinrent moins nombreux par la suite : La guerre de position, en réduisant les actions, réduisit également leurs captures. Les autorités militaires allemandes, se rendant compte de leur valeur pour l'ennemi, tentèrent d'interdire à leurs troupes de les emporter au combat. Mais ces tentatives furent vaines tant était forte l'habitude de rédiger et de conserver ce type de documents. De fait, au cours des offensives de 1918, de nombreux carnets furent encore récupérés sur les prisonniers allemands : S'ils ne furent pas immédiatement exploités par les 2<sup>es</sup> bureaux, ils contribuèrent à éclaircir certains points intéressants comme les mouvements de troupes, les instructions ou les préparations des offensives. Il en fut de même pour les *Soldbücher*. Au cours de 1917, certaines unités allemandes les retirèrent à leurs soldats avant une opération mais de nouveau en 1918, des livrets de solde furent trouvés en possession des soldats<sup>63</sup>. A l'occasion d'événements particulièrement importants, les Allemands procédaient plutôt à un contrôle accru de la correspondance. Les troupes recevaient l'ordre de ne donner aucune indication de lieu ou de secteur sur leurs cartes postales ou leurs lettres. Afin d'éviter toutes indiscretions, le service postal était même momentanément suspendu et cette suspension s'accompagnait de la fermeture des frontières aussi bien vers les pays neutres que vers la zone des opérations. Parfois, pour tromper l'adversaire, le contre-espionnage allemand transmettait des nouvelles tendancieuses au sein de leurs propres troupes : Ces faux bruits pouvaient donc

---

<sup>62</sup> SHD, GR 16N1224, Rapport mensuel de l'officier interprète de la D.E du G.A.E, 13 novembre 1918.

<sup>63</sup> Herbert von Bose, « Le service des renseignements sur le front », *L'espionnage et le contre-espionnage pendant la guerre mondiale d'après les archives du Reich*, I, Paris, Payot, 1934, p. 64. Charles Paquet, *op. cit.*, p. 47-48.

se retrouver dans leurs divers papiers<sup>64</sup>. Parallèlement, la censure allemande se fit de plus en plus forte à l'encontre du courrier adressé par les familles aux prisonniers de guerre allemands en France. Début 1917, le contrôle postal de Pontarlier constata que plusieurs d'entre elles avouèrent « franchement » que la censure leur avait signifié « de ne rien écrire ». C'était « sous le caviar » qu'il devait « découvrir une partie notable des renseignements sur la situation intérieure de l'Allemagne » mais le contrôle de Karlsruhe, « le plus sévère de tous », utilisait « maintenant beaucoup plus les ciseaux que l'encre de Chine » et le privait ainsi d'une partie des informations :

« Cette sévérité sans cesse accrue de la censure allemande est un fait assez significatif en lui-même dont nous devons tenir compte pour mieux apprécier à leur réelle valeur, les renseignements d'ordre économique ou moral qui, malgré l'extrême vigilance de celle-là, aurait pu, néanmoins, filtrer d'Allemagne en France<sup>65</sup>. »

À la fin de la guerre, la censure, plus rigoureuse encore, témoignait « d'une grande crainte des révélations qui pourraient être faites sur l'état intérieur de l'Allemagne ». Elle ne procédait plus par caviardage mais par découpage et « plus souvent encore par la suppression des correspondances et le renvoi aux expéditeurs »<sup>66</sup>. Un officier du SR anglais estima que parfois, au cours des grandes opérations, des cinquantaines de sacs de lettres, de cartes postales et de carnets de notes étaient journellement examinés et que parmi tous ces papiers il n'y avait peut-être pas 10% qui avaient réellement de la valeur<sup>67</sup>. Face à cette masse documentaire, à partir de la bataille de la Somme en 1916, de nouveaux centres spéciaux de dépouillement furent mis en place, qui fonctionnèrent par la suite régulièrement dans les 2<sup>es</sup> bureaux d'armée « même pendant les périodes calmes<sup>68</sup> ». Afin d'améliorer et d'accélérer encore l'exploitation de ces renseignements, « une section de dépouillement et de traduction des documents » fut créée début novembre 1918 au sein du 2<sup>e</sup> bureau du GQG. Mais avec l'armistice, cette section, faute de personnel, ne rendit pas les services escomptés :

« Il existait encore en mars 1919 de nombreux documents d'ordre général provenant de la dernière offensive (juillet-novembre 1918) qui n'avaient pu être exploités<sup>69</sup>. »

Enfin, si beaucoup des lettres saisies sur les prisonniers furent publiées et considérées comme des témoignages irrécusables, un spécialiste de ces correspondances, l'avocat et écrivain français André Hallays, nuancait ce point de vue. Il travailla en effet pendant la guerre à une autre annexe du SR de Belfort, « l'académie de Réchesy ». Dirigé par un Alsacien, le docteur Pierre Bucher, cette annexe était installée à proximité du front, à la frontière

<sup>64</sup> H. von Bosc, « Ruses de guerre et camouflage », *op. cit.*, II, p. 93, 95-96 et 99.

<sup>65</sup> SHD, GR 7N999, Commission de contrôle de Pontarlier, Allemagne, état moral, 15 avril 1917.

<sup>66</sup> *Ibid.*, GR 16N1224, Rapport mensuel de l'officier interprète de la D.E du G.A.E, 13 novembre 1918.

<sup>67</sup> Ferdinand Tuohy, *op. cit.*, p. 239.

<sup>68</sup> Charles Paquet, *op. cit.*, p. 121.

<sup>69</sup> Olivier Lahaie, *op. cit.*, p. 22.

de l'Allemagne et de la Suisse. Elle avait pour mission de suivre au jour le jour, notamment en dépouillant plus d'une centaine de journaux et de revues allemands, les fluctuations de l'opinion germanique. Le centre de Réchesy était en grande partie composé d'intellectuels liés à l'Alsace-Lorraine, comme le romancier Paul Acker, le critique d'art Pierre Hepp ou les écrivains Jean Schlumberger et Marcel Drouin, beau-frère d'André Gide<sup>70</sup>.

D'après son expérience, André Hallays reconnaissait que les correspondances allemandes avaient de la valeur quand dans une longue série de lettres se répétaient les mêmes paroles de découragement ou de confiance. Néanmoins, il n'oubliait pas que les expéditeurs savaient leur correspondance rigoureusement censurée, ce qui rendait les lettres pessimistes plus significatives, mais enlevait de l'intérêt aux lettres optimistes. De même, si la plupart de ces lettres se lamentaient de la situation de l'agriculture allemande ou se plaignaient de la durée de la guerre, il fallait se rappeler, « avant d'en tirer des conclusions morales ou économiques », que « les paysans sont partout accoutumés à se plaindre de la récolte et que, dans tous les pays en guerre, il n'est pas une mère, pas une fiancée qui ne souhaite la fin des hostilités<sup>71</sup> ». De fait, de « lourdes méprises » pouvaient être commises si des conclusions générales étaient tirées d'un propos ou si on sollicitait ces documents « dans le sens des espoirs et des craintes de la France ». « Les erreurs étaient plus des erreurs de jugement que de faits ». Ainsi si la France fut en général bien renseignée sur l'état moral et économique de l'Allemagne, le risque était d'interpréter ces renseignements « selon le tempérament français<sup>72</sup> ».

Les lettres et carnets de notes de soldats allemands furent en général exploités avec profit par les services de renseignement français. Renfermant nombre de renseignements factuels, intéressants et originaux, ils servirent également à étudier les variations du moral allemand tout au long de la guerre. Sources historiques de premier plan, ils peuvent être ainsi l'objet de recherches approfondies à l'instar de celles menées sur l'opinion des soldats français grâce au dépouillement des fonds du contrôle postal aux armées<sup>73</sup>. Une étude comparée et croisée des deux situations française et allemande serait désormais possible, notamment pour préciser les points de convergences ou de divergences entre les deux pays ainsi que déterminer des chronologies fines sur des thématiques proches comme le consentement à combattre ou le désir de paix.

**Gérald Sawicki**

---

<sup>70</sup> Gisèle Loth, *Un rêve de France. Pierre Bucher, une passion française au cœur de l'Alsace allemande*, Strasbourg, La Nuée Bleue/DNA, 2009, p. 179-276.

<sup>71</sup> André Hallays, « L'opinion allemande pendant la guerre. I. Les premiers enthousiasmes et les premières espérances (août 1914-décembre 1915) », *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> novembre 1918, p. 30.

<sup>72</sup> *Ibid.*, p. 27-28.

<sup>73</sup> Annick Cochet, *L'opinion et le moral des soldats en 1916 d'après les archives du contrôle postal*, Thèse de doctorat, Paris-X, 1986, 542 p. Jean Nicot, *Les Poilus ont la parole. Dans les tranchées : lettres du front 1917-1918*, Paris, Editions Complexe, 1998, 592 p.

# Un « obsédé du renseignement » : le docteur Henri Martin

Dr. HDR Gérald Arboit  
Conservatoire national des arts et métiers, ESDR3C, Paris

En révélant l'existence des cahiers à spirales « secrets » de l'ancien directeur des Renseignements généraux (1992-2003), Yves Bertrand, impliqué dans l'affaire Clearstream<sup>1</sup>, la presse française s'est interrogée sur l'épidémie de graphomanie qui touchaient les responsables des services de renseignement français. Déjà, dans le cadre de la même procédure judiciaire, le général de division Philippe Rondot, qui, avant d'être le conseiller spécial pour le renseignement et les opérations spéciales de différents ministres de la Défense (1997-2005), avait fait ses armes au SDECE (1965-1981), à la DST (1981-1990), à la DRM (1990-1993) et à la DGSE (1993-1997), avait du remettre à la justice ses propres carnets<sup>2</sup>. Loin d'enfreindre les règles d'un métier dont les médias méconnaissent la réalité, ces notes, manuscrites ou informatisées, bourrées d'informations confidentielles sur des affaires sensibles, s'étalant sur plusieurs années, étaient à la base de leurs fonctions d'analystes du renseignement.

En qualifiant ces officiers de renseignement d'« obsédés », pour reprendre la phraséologie journalistique, l'importance du travail d'analyse se trouve négligée. Mais il est vrai que l'imaginaire, façonné par des années de littérature et de cinéma consacrées à la recherche, qualifiée d'espionnage<sup>3</sup>, ne s'intéresse guère à ces fournisseurs d'informations et de connaissances pour décideurs de toutes natures, qu'ils fussent civils ou militaires, politiques ou économiques. D'ailleurs, ces clients écoutèrent-ils toujours leurs analystes ?

---

<sup>1</sup> L'affaire Clearstream est une affaire politico-judiciaro-méditique française débutant en 2001 et toujours en jugement en avril 2009. Elle repose sur deux axes principaux. L'un concerne le blanchiment d'argent (2001-2002) pour lequel la justice luxembourgeoise, où se trouve le siège de l'entreprise éponyme, a rendu un non-lieu en 2004. Le second est proprement franco-français et commence en 2004 ; il prend prétexte la lutte d'influence entre deux factions au sein de la direction du groupe EADS, poursuivant les luttes entre Airbus-Matra-System et Thalès d'avant la fusion, notamment autour de la vente de frégates à Taïwan. Des personnalités politiques françaises semblent impliquées, laissant croire à une tentative de déstabilisation à l'approche de la présidentielle du printemps 2007.

<sup>2</sup> Cf. l'excellente biographie d'Étienne Augris, *Philippe Rondot. Maître espion*, Paris, Novice/Nouveau monde éditions, 2023.

<sup>3</sup> Cf. l'incontournable somme d'Alain Dewerpe justement intitulée *Espion. Une anthropologie historique du secret d'État*, Paris, Gallimard, 1994.



Shermann Kent, que l'on peut considérer comme le théoricien de la profession, a beaucoup réfléchi à ce lien entre analyste et décideur, mais également sur les biais qui influençaient le travail du premier : son environnement idéologique, sa rigueur intellectuelle, sa capacité à ne pas s'enfermer dans sa propre logique, mais bien à envisager d'autres possibilités tout en assurant une information juste et délivrée en temps utile, de même que sa capacité à prendre recul face à ses échecs<sup>4</sup>.

Si ces carnets peuvent être qualifiés d'aides-mémoires des hommes du renseignement d'État, il ne faut pas oublier cette action d'enregistrer les moindres faits et gestes de la vie courante participe de l'action d'entreprendre. Le renseignement devient alors « un ensemble hétéroclite de pratiques d'investigation et d'analyse visant à dévoiler une information préalablement dissimulée en récoltant, croisant ou analysant des données (...) disponibles en source ouverte »<sup>5</sup>. Cette dernière est même la base du travail de renseignement, depuis l'observation visuelle à la fréquentation des bibliothèques, en passant par la lecture de journaux. La note, et donc le carnet, devient une habitude, moins par volonté de collation, sinon pour répondre à une question, que par souci de former son opinion, prolongeant la réflexion comme préparant une action. Il n'est donc pas rare de voir le renseignement privatisé au profit d'activités politiques minoritaires.

Bien avant le général Rondot ou le commissaire Bertrand, un homme était comme eux fasciné par « les deuxièmes rideaux de scène », cette véritable

« place de choix lui permettant de surveiller la salle, le souffleur, l'orchestre, les coulisses et la proximité du pompier de service était une sacrée assurance vie... »

Mais, à leur différence, il ne servait pas l'État, avec ou sans biais. Il était au mieux un « romantique du renseignement », pour reprendre les mots de Licette, qu'il avait placée comme lectrice dans une grande famille bourgeoise. Au pire, c'est-à-dire selon la justice qu'il fréquenta trop souvent, il n'était que « fantaisiste et excentrique »<sup>6</sup>. Plus généralement, le docteur Félix-Victor-Henri Martin exerça moins longtemps l'art médical que celui du complot. Mais ce « médecin conspirateur », comme le nomma gentiment son improbable soutien, parce qu'apparenté communiste, André Blumel<sup>7</sup>, n'en fut pas moins un analyste du renseignement. Naturellement, les décideurs à qui il destinait ses informations améliorées n'appartenaient pas, excepté au moment où la légitimité n'était plus en France mais à Londres, à la sphère gouvernementale, et encore moins légale. Son univers était celui de la lutte contre le régime républicain, mâtinée d'anticommunisme, depuis le 6 février 1934 à l'Organisation armée secrète (OAS), en passant par la Cagoule (1937), les

---

<sup>4</sup> Cf. Jack Davis, « Sherman Kent and the Profession of Intelligence Analysis », *The Sherman Kent Center for Intelligence Analysis Occasional Papers*, vol. 1, n° 5, novembre 2002, pp. 9-12.

<sup>5</sup> Kevin Limonier, Maxime Audinet, « De l'enquête au terrain numérique : les apports de l'Osint à l'étude des phénomènes géopolitiques », *Hérodote*, n°186, 2022, p.6.

<sup>6</sup> Selon l'acte de remise en liberté du 25 novembre 1947 [Archives de Paris (AP), 212/79/3, carton 47].

<sup>7</sup> Dans un article éponyme publié dans *Ici et ailleurs* en juin 1969.

intrigues de Vichy (1940-1942), la Résistance (1943-1945), l'anti-gaullisme (1945-1947), la lutte contre la Communauté européenne de défense (CED, 1954) et les complots d'Alger (1958-1962).

Le docteur Martin n'était pas un homme du renseignement à proprement parler. Engagé volontaire le 20 septembre 1914 au 22<sup>e</sup> Dragons, de Tours, cet ancien élève de la Faculté de médecine de Paris, interne des hôpitaux de la capitale et étudiant la chimie en Sorbonne, fut rapidement versé à la 9<sup>e</sup> section des infirmiers militaires, le 3 juillet 1915, et rejoignant le 21 mai suivant, le 112<sup>e</sup> d'Artillerie lourde comme médecin-auxiliaire. Le 31 juin 1917, il était promu médecin sous-aide major (adjudant-chef), et il termina la guerre au 78<sup>e</sup> d'Infanterie, qu'il rejoignit le 17 juillet 1918. Démobilisé le 3 octobre 1919 avec certificat de bonne conduite<sup>8</sup> (deux citations, le 17 avril 1917 et le 15 novembre 1918 pendant sa campagne d'Italie), il ne put reprendre ses études qu'à la rentrée suivante, en externat à Saint-Antoine (1920-1921) et en internat à Broca, puis à la Pitié (1921-1923), où il se spécialise dans les voies respiratoires<sup>9</sup>. Militant d'Action française avant la guerre, il retrouva ses activités aux Camelots du Roi. Très vite, il s'imposa parmi « les dirigeants particulièrement qualifiés »<sup>10</sup> dans l'art militaire, et particulièrement dans celui du renseignement<sup>11</sup>. En mars 1930, en guerre ouverte avec la nouvelle direction de l'Action française, dont il soupçonnait le secrétaire général, Pierre Lecœur, d'être un indicateur de police<sup>12</sup>, il fut contraint de se retirer. Il se rendit à Bruxelles auprès du prétendant au trône de France, Jean d'Orléans, lui-même en train de prendre ses distances avec le mouvement maurassien condamné par le Saint-Siège. Grâce à l'entremise du colonel de cavalerie Elie de Froidemont, qu'il connaissait depuis l'automne 1929 au moins<sup>13</sup> et qui aurait émargé au service de renseignement de l'Armée, il se vit charger de la sécurité de la duchesse Isabelle lors de ses séjours parisiens chez sa fille Isabelle, jeune veuve du comte Bruno d'Harcourt. Il devait s'assurer de l'honorabilité des différents solliciteurs d'entrevue avec l'épouse du prétendant orléaniste.

S'il avait quitté l'Action française, il n'en continuait pas moins à en fréquenter certains membres, notamment des Camelots. Il se chercha également un nouveau complot à soutenir, plutôt qu'à ourdir, contre la « Gueuse ». Soucieux de regrouper les forces nationalistes dans un même mouvement, il poursuivit toute sa vie un rêve d'entrisme partisan. Après le monarchisme intégral, il se porta vers le Parti agraire et paysan d'Henri-Auguste d'Halluin, dit Henry Dorgères, dont il anima le Centre d'action et de documentation contre le marxisme agraire (CADMA). Toute sa vie durant, Martin chercha à prendre le contrôle d'une fronde corporatiste, rejoignant après la Seconde Guerre mondiale Pierre Poujade et son Union de défense des commerçants et artisans (UDCA), avant de retourner vers l'agriculture, en

---

<sup>8</sup> AP, D4 RI 1860, fiche matricule de Félix Victor Henri Martin.

<sup>9</sup> Jean-Pierre Marin, *Le monde des Martin*, Paris, Éditions de l'Olivier, 2022, p. 523.

<sup>10</sup> Archives nationales, Paris (AN), F<sup>7</sup> 13 195, note de la Sûreté générale du 19 octobre 1926.

<sup>11</sup> *Ibid.*, F<sup>7</sup> 13 194, Relevé d'écoutes téléphoniques du 15 décembre 1927.

<sup>12</sup> Eugène Weber, *L'Action française* (Paris, Hachette, 1990), p. 306.

<sup>13</sup> AN, F<sup>7</sup> 13 199, notes de la Sûreté des 28, 30 et 31 octobre 1929.

tentant d'infiltrer la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA)<sup>14</sup>.

Mais là où il laissa le plus largement aller son « obsession » pour le renseignement furent les différents complots qu'il rejoignit. Vraisemblablement à partir de l'éphémère structure du CADMA, domiciliée chez lui, au n° 7 de la rue de Bucarest, ou du Centre d'études des problèmes de l'État, Martin établit pour trente ans un service de renseignement, privé plutôt que clandestin. Hormis les périodes de septembre 1940 à mars 1942, où il travailla pour le compte des services vichyssois, et de septembre 1944 à février 1945, où il fut le « commandant Bernard » dans le cadre d'une opération combinée entre le G-2 de la 7<sup>th</sup> Army et de l'*Office of Strategic Services* (OSS), et peut-être encore au cours de l'année 1946 dans une épopée monarchiste belge, sous le nom de « Monsieur Leloup »<sup>15</sup>, il n'appartint à aucun service officiel. Mais ses activités n'en étaient pas pour autant secrètes. Ses notes de synthèses, généralement informes, sans véritable ponctuation, tapées d'une traite à la machine par lui, par son épouse ou par une collaboratrice, selon les époques, étaient largement diffusées, avant guerre, auprès de la presse d'extrême droite (*Choc, L'Insurgé, Gringoire, Jour*), puis, après le second conflit mondial, auprès de quelque trois cents destinataires, parmi lesquels des agents des services officiels, des parlementaires, des fonctionnaires, des banquiers, des notabilités..., qu'il pensait acquis à ses idées. Ainsi dérogeait-il au principe de neutralité idéologique de Sherman Kent !

#### *La « Maison Martin »*

Néanmoins, le fonctionnement de la « Maison Martin »<sup>16</sup> ressemblait à un Deuxième bureau ou à une antenne de la Sûreté. Il est vrai que, souvent, elle en empruntait aussi les hommes. La plupart avait été rencontré dans les années Trente, au moment de l'aventure cagoularde du Comité secret d'action révolutionnaire (CSAR) d'Eugène Deloncle. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, un de ses « agents », ancien correspondant du service de renseignement de la Marine, le capitaine de Corvette Jean Joba, rapporte que le docteur Martin pouvait compter sur trois catégories de personnels<sup>17</sup> :

- les « petits gars », compagnons de conspiration depuis l'Action française et la Cagoule ;
- les « vieux amis », contacts bien placés dans la société française ;

<sup>14</sup> Pierre Péan, *Le mystérieux Docteur Martin. 1895-1969*, Paris, Fayard, 1996, p. 77-87, 391, 468. Le travail du seul véritable biographe du docteur Martin sera largement utilisé pour ce travail.

<sup>15</sup> *Ibid.*, pp. 367-369 ; National Archives and Records Administration, College Park (MD), RG 226.6.3, rapports du captain Thompson du 29 octobre 1944 et de Henry Hyde du 3 février 1945 ; Philippe Bourdrel, *La Cagoule. 30 ans de complots*, Paris, Albin Michel, 1970, p. 267 ; Francis Balace, « Les mouvements léopoldistes », Michel Dumoulin, Mark van den Wijngaert, Vincent Dujardin, *Léopold III*, Bruxelles, Complexe, 2001, p. 292-293.

<sup>16</sup> Comme l'appelle son biographe, Pierre Péan, *passim*.

<sup>17</sup> Cité par Pierre Péan, *op. cit.*, p. 373.

- les « barons », notables bien implantés dans leurs régions et non suspects d'appartenir à l'extrême droite.

Tous n'appartenaient pas au monde du renseignement et la structure du réseau laisse plutôt à penser qu'il était plutôt construit pour la conspiration que pour l'analyse de l'information politique. Pour la plupart, ils venaient du monarchisme ou du nationalisme intégral et suivirent plutôt une trajectoire parallèle à celle du docteur Martin.

Jacques de Place était de ceux-là. Il avait rencontré en 1936, âgé de vingt-quatre ans, le docteur à l'instigation d'un certain Félix Dessolier<sup>18</sup> ; immédiatement séduit, il ne le quitta plus, malgré les vicissitudes. Le jeune homme assura les fonctions de « secrétaire général », permanent d'un réseau compartimenté autant que tentaculaire et mouvant. À l'époque de la « Cagoule », il semblerait qu'Aristide Corre (Dagore) ait assuré la liaison entre la « Maison Martin » et le CSAR<sup>19</sup>. En 1954, Place partagea en partie sa charge avec le jeune vicomte Yves de Pontfarcy<sup>20</sup>.

Les hommes qui viennent ensuite, permanents ou non, organisaient le réseau moins en fonction de compétences thématiques que de capacités personnelles. La « Maison Martin » se constitua toujours d'un « service central », composé des fonctions de secrétaire, d'archiviste, de dactylo et d'officiers traitants, chacune recouverte par une ou plusieurs personnes selon les époques ; ainsi, à Vichy, au sein du Centre d'informations et d'études (CIE, septembre 1940-février 1941) comme du « service noir » de l'amiral Darlan<sup>21</sup>, qui multipliait les Deuxième Bureaux (mars 1941-mars 1942), une douzaine de collaborateurs l'encadraient. Ils avaient été moitié moins durant le complot de la Cagoule et ne furent pas beaucoup plus à se mettre au service de l'anti-gaullisme et de l'Algérie française. Peut-être fallait-il y voir là les affres de la clandestinité, alors que le service de l'Etat offrait un plus grand confort de travail ?

Tous étaient susceptibles de produire une analyse comme de mener une recherche documentaire, de « traiter » des informateurs ou de mener des investigations. Les investigations judiciaires autour du complot de la Cagoule montrent l'ampleur des missions remplies par la « Maison Martin » à partir d'un « plan de travail, programme de recherches » établi par le lieutenant-colonel de réserve Georges Cachier, « chef » du Troisième bureau<sup>22</sup>. Le déroulé du cycle du renseignement confirmait bien l'indépendance de ce « Deuxième bureau » que formaient Martin et ses recrues par rapport aux

---

<sup>18</sup> Pierre Péan, *op. cit.*, p. 110.

<sup>19</sup> L'éditeur de ses carnets, Christian Bernadac, ne parvient pas à se décider si Dagore était un secrétaire du docteur Martin, son archiviste ou alors le comptable de Gabriel Jeantet, chargé des achats d'armes [*Carnets secrets de la Cagoule*, Paris, France Empire, 1977, p. 17]. Le réquisitoire définitif concernant l'affaire de l'Organisation secrète d'action révolutionnaire nationale du 1<sup>er</sup> juillet 1939 en faisait néanmoins le chef du Deuxième Bureau du CSAR [AP, 212/79/3, carton 46, p. 67].

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 390.

<sup>21</sup> Cf. Gérald Arboit, *Des services pour la France. Du Dépôt de la Guerre à la DGSE (1856-2014)*, Paris, CNRS éditions, 2014, p. 205, 209-211.

<sup>22</sup> AP, 212/79/3, carton 20.

« autorités » qu'ils servaient. Et si le médecin avait contribué à la formation du CSAR, il apparaît qu'il n'en fit jamais partie, le responsable du renseignement étant Aristide Corre<sup>23</sup>. Même chose à Vichy, où la « Maison Martin » fut employée par le colonel Georges Groussard, au sein du CIE, puis par le capitaine de vaisseau Jean Tracou, du cabinet de Darlan.

### *Une officine de renseignement privée*

Pour le recueil de renseignement, la « Maison Martin » disposait de ressources d'intelligence et d'action apparemment sans limites. La base consistait dans l'exploitation des sources ouvertes que sont les médias. Dans le cas présent, il s'agissait essentiellement de la presse écrite. Spécialisé dans l'anticommuniste, le docteur Martin se délectait de la lecture de la presse de cette tendance, à commencer par *l'Humanité*. Mais l'homme nourrissait aussi par ce moyen son besoin d'informateurs potentiels. Ainsi la lecture du *Fonctionnaire de France* lui permettait de relever les noms des adhérents de l'Action française qui allaient rejoindre le vivier qui lui servirait pour le renseignement humain. La fréquentation des cafés parisiens était une autre méthode<sup>24</sup>. En somme, dans les deux cas, le b.a.-ba du renseignement d'origine source ouverte.

Les officiers traitants de la « Maison Martin » traitaient différentes sources. Les plus nombreuses étaient des contacts et des informateurs occasionnels. Il y a naturellement des anciens de l'Action française, bien introduits dans la bonne société de Paris et de province<sup>25</sup>. Certains étaient des indicateurs de police, classés dans les fichiers de Martin sous les cotes P1, P2, P3, P4... ; comme il y avait beaucoup de concierges parisiens, la porte des immeubles privés lui était ouverte. L'un d'entre eux, Thomas Bourlier, s'avéra être un agent de pénétration policière ; le docteur Martin tenta bien de dissuader le CSAR de l'employer, en vain<sup>26</sup>. D'autres avaient été approchés lors d'infiltrations menées dans les secteurs stratégiques de l'économie française, dans les administrations, dans les partis et les associations... Chargés de l'étude des agissements du Komintern en France, Rouyat et Pochet adhérèrent le plus naturellement du monde, en juin 1937, au Parti communiste pour en noyauter la cellule 113, où Pochet occupait dès septembre le secrétariat. Le docteur Martin approcha quant à lui Pierre de Harting, baron balte qui avait épousé la propriétaire de la librairie Honoré Champion. Quant il apprit que cet ancien combattant français avait servi pendant la Première Guerre mondiale dans le renseignement et qu'il était le fils d'un ancien chef du bureau parisien de l'Okhrana, la police secrète tsariste<sup>27</sup>, Harting cessa de n'être qu'un simple contact pour apparaître comme un des principaux agents

<sup>23</sup> *Ibid.*, carton 46, réquisitoire définitif, *op. cit.*, 1939, p. 67.

<sup>24</sup> Témoignage de Jacques de Place dans Pierre Péan, *op. cit.*, p. 112.

<sup>25</sup> AP, 212/79/3, carton 47, procès-verbal de la seconde audition du docteur Martin après son arrestation du 24 mars 1942.

<sup>26</sup> Témoignage de Jacques de Place dans Pierre Péan, *op. cit.*, p. 111.

<sup>27</sup> Cf. « Rita T. Kronenbitter », « The Illustrious Career of Arkadiy Harting », <https://www.cia.gov/static/Illustrious-Career-Arkadiy-Harting.pdf> [accédé le 13 juin 2023].

de la « Maison Martin ». « Extraordinairement informé sur le Komintern et surtout sur ce qui touchait les bolcheviks et le PC »<sup>28</sup>, il était encore présent à ses côtés dans les années 1950.

Par Harting, mais également par d'autres canaux, comme, dans les années cinquante, celui de l'avocat catholique Jean Viollet, la « Maison Martin » obtenait aussi des renseignements émanant des services officiels des années Trente aux années soixante, aussi bien au Deuxième bureau et au Service de renseignement (SR), puis après-guerre Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), qu'à la Sûreté, puis Renseignements généraux (RG) et Direction de la surveillance du territoire (DST). Certains de ses contacts d'après 1945 n'avaient rien à voir avec les conspirations de l'entre-deux-guerres, mais venaient de Vichy, comme Roger Warin, dit Wybot (DST), ou Robert Dumont (SDECE) que Martin avait rencontré au CIE<sup>29</sup>, avant de le retrouver à la direction du contre-espionnage de la IV<sup>e</sup> république (1944-1958). D'autres, comme les commissaires Marc Bergé (Sûreté, puis RG ; ennemi intime de Wybot) et Jean Dides (RG) ou le colonel Pierre Fourcaud (SDECE), venaient de l'anticommunisme le plus ancien. Les rapports qu'entretenaient ces hommes, que l'on ne saurait qualifier d'agents, avec le docteur Martin semblaient officiels.

À l'époque de la Cagoule, le maréchal Louis Franchet d'Esperey avait invité le colonel Groussard et le commandant Loustaunau-Lacau à renseigner l'organisation secrète<sup>30</sup>. Les réseaux de renseignement, baptisés Corvignoles, du nom de famille de la mère du maréchal Sébastien Le Presle de Vauban, qu'anime ce dernier pour « nettoyer l'armée des cellules que le parti communiste y développe sans arrêt », étaient mis au service de la « Maison Martin »<sup>31</sup>. De son côté, Groussard apportait les ressources du Deuxième bureau, que dirigeait le lieutenant-colonel Louis Rivet, mais aussi des SR des trois armées. Le chef de bataillon Guy Schlessler (Terre) et le capitaine de frégate Robert Labat (Mer) et le lieutenant-colonel Alfred Heurteaux (Air), soit qu'ils les dirigeassent, soit qu'ils en fussent proches, partageaient leurs informations avec la « Maison Martin ». Bien que toutes ces relations ne fussent pas le fait du docteur Martin, mais de l'environnement conspirateur dans lequel il gravitait, des liens se formèrent entre ces hommes, constituant un réseau d'information qui perdura aux vicissitudes des temps incertains dans laquelle la France plongeait.

Si, à cette époque, la « Maison Martin » entretenait des relations avec des services étrangers, notamment italiens et espagnols, il ne semble pas que

---

<sup>28</sup> Témoignage de Jacques de Place dans Pierre Péan, *op. cit.*, p. 151.

<sup>29</sup> Philippe Bernert, *Roger Wybot et la bataille pour la DST*, Paris, Presses de la Cité, 1975, p. 15-17.

<sup>30</sup> AP, 212/79/3, cartons 24, 46, réquisitoire définitif, *op. cit.*, 1939, pp. 275-283, et 49, procès-verbal Georges Groussard à Robert Lévy du 11 février 1945 et déposition de Georges Loustaunau-Lacau du 4 février 1946. Cf. aussi Georges Loustaunau-Lacau, *Mémoires d'un Français rebelle*, Paris, Robert Laffont, 1948, p. 98.

<sup>31</sup> Georges Loustaunau-Lacau, *op. cit.*, p. 85-108. Simon Epstein, *Un paradoxe français. Antiracistes dans la collaboration, antisémites dans la Résistance*, Paris, Albin Michel, 2008, p. 399-402.

ces liaisons fussent une de ses initiatives. En effet, le contact avec le *Servizio informazioni militare* (SIM) fasciste était une initiative de l'industriel François Méténier. A partir de la fin janvier 1937, à Nice, puis à Monte-Carlo et enfin à San Remo, cet ancien lieutenant d'artillerie rencontra le chef de poste turinois du service italien, le commandant Roberto Navale<sup>32</sup> ; le 22 mars, en échange de l'assassinat de deux opposants au fascisme, les frères Carlo et Nello Rosseli par la Cagoule, il offrit de fournir cent mousquetons à Méténier<sup>33</sup>. De même, sans que Martin ait à y voir quoi que ce soit, la Cagoule, par l'intermédiaire du médecin niçois Jean Farent, chercha à entrer en contact avec les Nazis<sup>34</sup>. La situation fut radicalement différente après 1945. De par son passage par l'OSS et celui de son gendre, Pierre Faillan de Villemarest, au SDECE autant que par un anticommunisme de bon aloi en ces temps de guerre froide, la « Maison Martin » fut proche des services alliés, aussi bien l'organisation Gehlen que d'officiers des services belges, hollandais et italiens, voire soviétiques.

Le docteur Martin ne négligea pas de pénétrer les organes de presse, afin de se fournir en une information, certes ouverte, mais largement inaccessible pour un particulier désargenté comme lui. De tous temps, les journalistes destinataires de ses notes de synthèse étaient également des pourvoyeurs d'informations politiques sensibles, qui ne faisaient pas obligatoirement l'objet d'un traitement dans les médias. Après 1945, il fut servi par deux « fidèles », l'un engagé à l'époque du CIE, Yves Daude, l'autre devenu son gendre, après avoir été dans la résistance et au SDECE, Pierre Faillant de Villemarest ; tous deux commencèrent une carrière à l'Agence France Presse, avant de passer dans d'autres médias.

### *La « Maison Martin » au travail*

La « Maison Martin » ne négligeait pas de recourir à des méthodes que la morale, étant donné que l'entièreté de ses activités se situait dans un espace extra-légal, sinon illégal, réprouvait. Depuis qu'il s'occupait du « contre-espionnage » de la duchesse Isabelle d'Orléans, il avait éprouvé ses méthodes. Les visites domiciliaires, auxquelles il procédait ou faisait procéder par ses personnels, servaient autant à s'assurer de la sûreté des individus cherchant à intégrer la société secrète du moment qu'à remplir les objectifs de renseignement ordonnés<sup>35</sup>. Fort de la complicité des concierges, qu'ils fussent

---

<sup>32</sup> AP, 212/79/3, carton 50, rapports du commandant Roberto Navale au colonel Emmanuele Santo des 29 janvier, 3 février, 12 août 1937, et carton 49, procès-verbaux d'audition de l'ambassadeur Filippo Anfuso, ancien chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères fasciste, le comte Galeazzo Ciano, par Léon Dauzas, le 19 octobre, et Robert Lévy, le 9 novembre 1945.

<sup>33</sup> Cf. le rapport de Navale au colonel Emmanuele Santo du 2 avril 1937 in Clara Conti, *Servizio segreto. Cronache e documenti dei delitti di Stato*, Rome, De Luigi Ed., 1945, p. 234-239. Giuseppe De Lutiis estime que le « Ed » du rapport Navale pourrait être le niçois Joseph Darnand [I servizi segreti in Italia. *Dal fascismo alla seconda Repubblica*, Rome, Edizioni Riuniti, 1998, p. 27-30]. En fait, après Pierre Péan [*op. cit.*, p. 145], Brigitte Delluc, Gilles Delluc précisent qu'il s'agissait bien de Méténier [*Jean Filliol, du Périgord à la Cagoule, de la milice à Oradour, Périgueux, Pilote 24*, 2005, p. 54].

<sup>34</sup> AP, 212/79/3, carton 46, réquisitoire définitif, *op. cit.*, 1939, p. 132-133.

<sup>35</sup> Témoinnage de Jacques de Place dans Pierre Péan, *op. cit.*, p. 112.

des contacts réguliers ou qu'ils fussent abusés par quelque subterfuge inconnu, les hommes de Martin visitaient les appartements, en relevaient les plans, en fouillaient le plus méthodiquement possibles tous les endroits susceptibles de dissimuler des informations utiles. La plus belle opération datait encore une fois de l'épopée de la Cagoule. Lorsque la police saisit toute la documentation du CSAR, quel ne fut pas son étonnement d'y trouver toutes sortes d'informations sur les ministres du Front populaire, leurs appartements, leurs ministères, les réseaux parisiens d'électricité, de téléphone, de métro et des anciennes carrières, ainsi que les moyens d'accéder par les égouts et les caves à l'Élysée, aux ministères des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine, de l'Intérieur, des Travaux publics, ainsi qu'au Palais Bourbon. Son plus grand échec, toujours à la même époque, fut de ne pas avoir pu découvrir les caches d'armes communistes... si jamais elles avaient existé.

Malgré tout, la « Maison Martin » remplit la mission de tout service de renseignement, à savoir rendre possible l'action. En aucun cas, la responsabilité opérationnelle tactique ne lui incombait. L'implication de Luc Robet, agent d'assurance de Douarnenez et lieutenant de vaisseau de réserve<sup>36</sup>, dans l'arraisonnement avorté du sous-marin républicain espagnol C2, en rade Brest, le 18 septembre 1937, se limita à une reconnaissance rapide. Il avait ensuite laissé le commandant Julian Troncoso, chef du SR nationaliste espagnol en France, agir avec quatre hommes<sup>37</sup>. De la même manière, mais avec les ressources de l'AFP, où travaillait Pierre Faillan de Villemarest, et de ses correspondants en Belgique, en Suisse et à Trieste, la « Maison Martin » se mit à partir de novembre 1957 — le docteur venait d'être libéré de prison — sur la trace de l'armement du Front de libération nationale (FLN) algérien. Elle mit en évidence un transfert depuis la Yougoslavie. L'information améliorée fut transmise aux contacts de Villemarest dans les services officiels et dans l'armée. Le 18 janvier 1958, la marine arraisonnait le cargo *Slovenija*, chargé de cent cinquante tonnes d'armes<sup>38</sup>. Quinze jours plus tard, le 6 février, un passeur d'armes, Michel Beerthelo, était arrêté par la police belge sur les renseignements de Villemarest.

Le renseignement permettait l'action. Dans les années Trente, aux côtés de la surveillance des livraisons clandestines d'armes à l'Espagne républicaine par le syndicaliste douanier Gaston Cusin, plusieurs assassinats étaient à créditer au travail d'information de la « Maison Martin ». Le cas de Dimitri Navachine était même exemplaire. Cet économiste russe, ancien haut-commissaire aux Transports du gouvernement Kerenski (1917), ancien directeur de la Banque commerciale pour l'Europe du Nord (1927-1930), proche du Front populaire et des milieux Russes blancs de Paris, était l'objet d'une surveillance du CADMA depuis le début de l'année 1935<sup>39</sup>. Mais ce

---

<sup>36</sup> Simon Epstein, *op. cit.*, p. 410.

<sup>37</sup> Son implication n'est même pas mentionné dans le rapport du commissaire Valentin du 6 juillet 1937 [AN, F<sup>7</sup> 16024<sup>2</sup>]. Cf. aussi AP, 212/79/3, carton 46, réquisitoire définitif, *op. cit.*, 1939, p. 156-165 et Christian Bernadac (éd.), *Carnets secrets...*, *op. cit.*, p. 303.

<sup>38</sup> SHD, GR 10 T 534, arraisonnement du cargo yougoslave *Slovenija* et état de l'armement saisi.

<sup>39</sup> Pierre Péan cite ainsi une note du docteur Martin du 30 mai 1935 le liant à Pierre Cot avec il était « très intime » [*op. cit.*, p. 88]. Le « Jeune Turc » du Parti radical était alors redevenu député



franc-maçon, pour détestable qu'il pouvait être à ces nationalistes intégraux, n'était pas une cible pour le CSAR ; il ne le devint qu'à la demande du maréchal Franchet d'Esperey, désireux d'avoir une preuve du sérieux de l'organisation conspiratrice. Son sort fut définitivement scellé par le hasard du tirage de son nom dans un chapeau que tenait le docteur Martin<sup>40</sup>. Après une rapide reconnaissance de ses habitudes par le service « action » (André Tenaille, Jean-Marie Bouvyier et Derville), le 25 janvier 1937, Navachine était mis à mort par Jean Filliol à la fin de sa promenade quotidienne au bois de Boulogne<sup>41</sup>... L'enquête de police ne devait pas révéler l'implication de la Cagoule ; Martin la surveillait de près, obtenant même le 9 juin suivant une copie du rapport transmit au ministère de la Justice<sup>42</sup>. Le même réseau devait lui servir, quelques mois tard, à se procurer le dossier de l'affaire Stavinsky/Prince qui avait mené aux émeutes antiparlementaires du 6 février 1934 et à la constitution de l'OSARN/CSAR...

Si l'implication de la « Maison Martin » dans l'assassinat des frères Rosselli ne semble pas évidente, les renseignements sur les deux socialistes italiens émanant certainement des services mussoliniens, il en allait différemment pour trois cas d'exécutions liées à la sécurité de la Cagoule. Les conditions des enquêtes internes, qui incombaient nécessairement aux hommes de Martin, sinon au seul docteur, sur les cas des deux premiers « armuriers » de l'organisation, Adolphe Juif et Léon Gabriel Jean-Baptiste, restent inconnues. Simplement sait-on qu'ils étaient suspectés de détournement de fonds. Le 3 février 1937, François Méténier déclara au commandant Navale avoir tué le premier en territoire italien<sup>43</sup> ; Juif avait disparu le 14 décembre 1936 à San Remo, son corps criblé de balles ne devant être retrouvé dans un fossé du côté de Canarotto cinq jours après l'entrevue avec le chef de poste du SIM. Quant à Jean-Baptiste, il avait simplement disparu en se rendant à une entrevue avec Eugène Deloncle, dans la soirée du 26 octobre 1936<sup>44</sup>. L'implication des services italiens étant exclue<sup>45</sup>, restait le docteur Martin... Même chose pour la mort de Laetitia Toureaux, le 16 mai 1937. Cette jeune

---

de la Savoie, après avoir été pendant un an ministre de l'Air de différents gouvernements.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 124.

<sup>41</sup> AP, 212/79/3, carton 43, rapports des inspecteurs Simon et Bascou des 13 janvier et 3 mars 1939.

<sup>42</sup> Christan Bernadac (éd.), *op. cit.*, pp. 38-39.

<sup>43</sup> AP, 212/79/3, carton 50, rapport du commandant Roberto Navale au colonel Emmanuele Santo du 3 février 1937.

<sup>44</sup> *Ibid.*, cartons 11 et 46, réquisitoire définitif, *op. cit.*, 1939, pp. 103-124, 129-134 et 319-350. Juif devait soupçonner quelque chose. Dès octobre 1936, il avait expédié à Jean-Baptiste, poste restante à Lille, deux males contenant des preuves explicites des activités criminelles de la Cagoule : factures d'armes, adresse du principal marchand d'armes belges et les noms de quelques membres du CSAR, dont Deloncle. Cinq mois plus tard, elles étaient ouvertes par les services compétents, déclenchant une enquête de la Sûreté qui relia les morts et disparition au CSAR dès le mois de mai 1937 [AN, BB<sup>18</sup>, rapports du procureur général de Douai au ministre de la Justice des 5 mars et 12 mai 1937]. Six mois plus tard, la Cagoule était démantelée.

<sup>45</sup> Joel Blatt semble plutôt soutenir cette thèse, liant le retour de Deloncle et Duseigneur de Rome à la disparition de Jean-Baptiste, ce qu'infirmait toutefois le rapport de Navale [« The cagoule Plot, 1936-1937 », Kenneth Moure, Martin S. Alexander (dir.), *Crisis and Renewal in France, 1918-1962*, New-York, Berghahn Books, 2002, p. 90].

veuve de vingt-neuf ans, originaire du Val d'Aoste, employée dans une fabrique de cirage à Saint-Ouen, était aussi une informatrice de l'agence de détectives Rouff, dirigée par Georges Rouffignac, de l'inspecteur Seltour, de la police judiciaire<sup>46</sup>, et de l'ambassade d'Italie à Paris<sup>47</sup>. Ajoutons qu'elle entretenait une relation avec Gabriel Jeantet, et toutes les explications sont possibles (crime passionnel, lié au trafic d'armes entre la Suisse et la Cagoule ou à la préparation de l'assassinat des frères Rosselli), mais seule une chose était certaine : la « Maison Martin » avait démasqué la belle. Seulement, à la différence de Thomas Bourlier, personne au sein du CSAR n'avait pris sa protection... même pas Jeantet !

Une vingtaine d'années plus tard, la « Maison Martin » fut impliquée dans une nouvelle série de meurtres. Les cibles étaient des dirigeants du FLN en Europe, éliminés par le « Grand O » sur informations de l'ancien Cagoulard. A l'été 1961, entraîné par son gendre, qui a créé le Comité de résistance à la désagrégation (CRD)<sup>48</sup>, la « Maison Martin » se lança dans une série d'attentats pour le compte de l'Organisation de l'Armée secrète (OAS) et visant des « barbouzes » gaullistes. Fin 1961, un bistrot de la rue de Gergovie était traité ; il abritait les réunions d'une « barbouze » et de deux agents du FLN et du KGB qui échangeaient des renseignements sur l'OAS. L'information provenait du SDECE<sup>49</sup>...

Le problème que rencontrait inévitablement Martin, dans son travail d'analyse du renseignement, était l'auto-intoxication. Comme il ne pensait qu'« à son complot »<sup>50</sup>,

« le Docteur accueill[ait] toutes sortes d'informations avec une déconcertante naïveté... Le Bib était un incorrigible mythomane —alors qu'il était un praticien des plus sérieux !—et ses informations étaient du même ordre<sup>51</sup>. »

Son parti pris anticommuniste l'amenait toujours à surestimer la menace, sinon à l'inventer. « Il ne cherch[ait] pas à vérifier et [avait] même tendance à transformer les suppositions en informations<sup>52</sup>. » Sa vie de conjuré était l'illustration de son absence de discernement face à l'information qu'il recueillait. À Vichy, lancé sur les traces de son ancien ami Eugène Deloncle, zélé collaborationniste parisien, il adhéra sans difficulté et sans réserve à la fiction que polytechniciens et hauts fonctionnaires de l'État français formaient une société secrète, la synarchie, qui s'était emparé du pouvoir<sup>53</sup>. Au cours de

---

<sup>46</sup> AN, F<sup>7</sup> 14816, Meurtres attribués au CSAR (...) Laetitia Toureaux (1937-1939) ; Archives de la préfecture de police, Paris, Ea/137 III, « L'affaire Laetitia Toureaux » ; Annette Finley-Croswhite, Gayle K. Brunelle, « 'Murder in the Metro': Masking and Unmasking Laetitia Toureaux in 1930s France », *French Cultural Studies*, 2003, n° 14, p. 53-80.

<sup>47</sup> Philippe Bourdrel, *op. cit.*, p. 151.

<sup>48</sup> Claude Faure, *Aux services de la république*, Paris, Fayard, 2004, p. 295.

<sup>49</sup> Pierre Péan, *op. cit.*, p. 458.

<sup>50</sup> Témoignage de Luc Robet dans Pierre Péan, *op. cit.*, p. 393.

<sup>51</sup> Henry Charbonneau, *Les Mémoires de Porthos (1920-1943)*, Paris, Clan, 1967, p. 194-195.

<sup>52</sup> Roger Stéphane, *Chaque homme est lié au monde, 1* (Paris, Sagittaire, 1946), p. 250 et *Tout est bien*, Paris, Quai Voltaire, 1989, p. 150.

<sup>53</sup> Cf. Pierre Péan, *op. cit.*, pp. 243-294 ; Richard F. Kuisel, « The Legend of the Vichy Synarchy », *French Historical Studies*, vol. 6, n° 3, printemps 1970, p. 384-388.

la décennie suivante, il plongeait avec la même énergie dans la chasse à la « taupe » soviétique, avec une égale assiduité et les mêmes conséquences pour la carrière de certains tel que James Jesus Angleton, chef du contre-espionnage de la CIA entre 1954 et 1974, mit à poursuivre Sacha, cet agent de pénétration soviétique qui nicherait dans l'agence américaine<sup>54</sup>. À chaque fois, l'amalgame avait fait office de réflexion.

Comme toute officine de renseignement privée et légale, la « Maison Martin » devait faire face aux aléas du marché... à cette différence près que la conspiration reste, même en France, une occupation insolite. Cette condition d'emploi n'était pas sans conséquence sur ses analyses. Indéniablement, les années cagoulardes lui avaient été les plus prolifiques. Du printemps 1936 à l'automne 1937, elle appartenait à une structure à laquelle elle fournissait de l'information contre un financement régulier ; Eugène Deloncle avait de précieux « abonnés », comme le colonel Heurteaux et l'industriel Jacques Lemaigre-Dubreuil, qui surent pénétrer le grand patronat<sup>55</sup> et la haute banque protestante<sup>56</sup> français. Le cœur financier, sinon politique, de l'OSARN semblait se situer dans la zone de Clermont-Lyon<sup>57</sup>. Les premières années d'après-guerre furent plus dures. Pour financer son activité de renseignement, il ne songea nullement à reprendre l'exercice de la médecine<sup>58</sup>, mais préféra vendre un immeuble familial du Raincy. Jusqu'en 1955 et le lancement d'une nouvelle conspiration, celle du « Grand O », son épouse fut sa seule collaboratrice et il vécut d'expédients procurés par ses amis, anciens et nouveaux. À cette époque, il obtint le soutien d'Alain de Mieulle, marquis d'Angosse, exploitant agricole domicilié dans le VIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Les subsides reçus lui permirent de payer papiers et timbres pour expédier ses notes de synthèses dans tout le pays et bientôt les billets d'avion pour se rendre en Algérie. En mai 1964, la « Maison Martin » se retrouvait à nouveau sans le sous. C'était la fin... Cinq ans plus tard, le 6 juin 1969, le docteur Martin s'éteignit dans l'hôpital où il avait été mobilisé dès son retour d'exil à San Remo (du 22 novembre 1937 au 31 août 1939)

Le docteur Martin se plaisait à écrire que « la III<sup>e</sup>, la IV<sup>e</sup>, la V<sup>e</sup> [l'avaie]nt poursuivi, arrêté ou recherché. Les prétextes les plus divers ont été évoqués »<sup>59</sup>. Mais de juillet 1923 à août 1960, il fut incarcéré en tout trois années et quatre mois, réparties en cinq séjours, dont quatre à la prison de la Santé... S'ajoutaient encore vingt et un mois de fuite en Italie. Les trois fois

---

<sup>54</sup> Sur cette question, cf. Gérald Arboit, *James Jesus Angleton, le contre-espion de la CIA*, Paris, Nouveau monde, 2007, p. 129-142.

<sup>55</sup> René de Peyrecave de *Renault*, Schueler de *L'Oréal*, Pierre Michelin (Clermont), Bernard de *Revel* (Marseille), Pavin de *Lafarge*, Gibbs, Violet de *Byrrh*. La police suspecta que les *Chantiers de Saint-Nazaire*, le *Syndicat de l'industrie lyonnaise* et *Pont-à-Mousson* aient également contribué au budget de l'OSARN/CSAR.

<sup>56</sup> Mirabaud, Hottinguer, Neufelize.

<sup>57</sup> AP, 212/79/3, carton 46, réquisitoire définitif, *op. cit.*, 1939, pp. 245-248.

<sup>58</sup> De toute façon, il n'avait guère fait payer ses clients avant-guerre... Cf. Pierre Péan, *op. cit.*, p. 59.

<sup>59</sup> Lettre de Martin à « *Mon cher ami* » d'avril 1960, cité par Pierre Péan, *op. cit.*, p. 449.

où ses états de service militaire furent demandés aux archives administratives résultèrent soit d'une communication des punitions du médecin sous-lieutenant de réserve, le 21 juillet 1930, soit de deux demandes, l'une du bureau parisien du Service de sécurité de la Défense nationale et des forces armées, le 4 août 1960, l'autre étant la sienne, le 18 novembre 1957. Cette dernière préoccupation, au moment où il venait de sortir de prison et où la « Maison Martin » s'engageait aux côtés de la République contre la sédition algérienne, interpellait. En effet, il s'agissait moins d'une coquetterie du docteur fantasque, mais plutôt d'une volonté de se renseigner sur ses relations avec les Armées. Trois ans plus tard, il n'était plus du même côté et la nouvelle République ne l'oublia pas, même si elle l'absout par la loi d'amnistie du 31 juillet 1968<sup>60</sup>. À noter, l'État français, qu'il servit officiellement, lui infligea la plus longue peine (deux ans et deux mois)... Sa connaissance, réelle ou supposée, de la donne politique française dérangeait. Ses fiches faisaient peur parce qu'elles ne servaient pas la légalité, mais étaient mises au service d'une conspiration, toujours différente, bien que toujours similaire. Jamais, il ne fut arrêté pour des actions illégales. Le renseignement qu'il recueillait était, somme toute, régulier, puisque résultant le plus généralement de sources ouvertes.

Il importe toutefois de bien comprendre les époques successives où le docteur et les hommes qui peuplaient sa « Maison » opérèrent. Ces trente années furent une succession de périodes troublées pour l'histoire politique française. L'anticommunisme la parcourait en filigrane. Et l'explosion nationaliste européenne des années Trente expliquait la Cagoule et Vichy, tandis que l'agonie de la IV<sup>e</sup> république, sur fond de crise algérienne, justifiait le « Grand O » et l'OAS. Apparaissent ainsi deux biais pointés par Sherman Kent dans le travail d'analyste : l'environnement idéologique et l'enfermement dans sa propre logique.

Mais il convient de ne pas perdre de vue deux éléments. D'abord, la différence de chronologie : Martin entama sa « carrière » dans la France des années Trente, tandis que Kent formula ses conclusions professionnelles aux États-Unis trente ans plus tard. Enchaînant les complots comme une normalité, le premier ne vécut pas la scission que représenta la création de la CIA, après le mélange des genres qui présidait à l'OSS. La réflexion sur le cadre d'exercice des différents métiers du renseignement contemporain était rendue possible dans le cadre officiel par la réflexion politique même sur le type de service désiré. Ce changement de cadre, et il s'agit là du second élément, n'affecta jamais le docteur Martin. Passant de l'Action française à la Cagoule, puis à Vichy, à l'antigaullisme, à l'anti-européanisme et l'Algérie française, il ne servit que les mêmes deux causes : l'anticommunisme et le nationalisme intégral. L'effet final recherché restant le même, les méthodes le demeurèrent également.

**Gérald Arboit**

---

<sup>60</sup> AP, D4 RI 1860.

# Les achats d'armes de la cagoule en Belgique (1936-1937) Chronique d'un échec annoncé

Étienne Verhoeyen

La Cagoule, organisation fasciste et terroriste française, fit beaucoup parler d'elle entre 1936 et 1940. Avait-elle des ramifications en Belgique ? Certaines indications permettent de répondre positivement à cette question. Le même phénomène se produisit avec l'Organisation Armée Secrète (OAS), qui disposa après 1960 d'une certaine infrastructure en Belgique ; elle lui permit de préparer des attentats terroristes contre ceux qui, à ses yeux, avaient « bradé » l'Algérie française. Il y a donc une certaine récurrence qui mériterait un développement plus large.

Revenons à la Cagoule et à ses achats d'armes effectués en Belgique. Nous mettrons l'accent sur le développement de l'enquête policière menée par le commissaire George Block ; il dirige à cette époque le « cabinet politique » de la Police judiciaire d'Anvers. Étant donné que les activités de la Cagoule se déroulent dans une époque mouvementée, très occupée par la guerre civile d'Espagne, nous nous attarderons en même temps sur les achats d'armes effectués en Belgique au profit de la République espagnole et des « rebelles » conduits par le général Franco. Ceci semble dépasser le cadre de la Cagoule, mais ce n'est qu'apparence, car celle-ci s'intéresse de près aux livraisons à la République. Nous nous y arrêterons dans la mesure où ces livraisons ont attiré l'attention des forces d'extrême-droite. De plus, en 1936, la Belgique vit l'ascension spectaculaire du Rexisme, dirigé par Léon Degrelle. La presse et les députés rexistes se déchaînent contre ces livraisons à la République espagnole ; ils seront documentés par l'armurier anversois qui en même temps conclut des affaires avec la Cagoule. Ainsi, la boucle est bouclée.

## *Les projets de coup d'État de la Cagoule*

En 1977, les Éditions France-Empire publient un livre assez singulier intitulé *Dagore, les carnets secrets de la Cagoule*, présentés et annotés par Christian Bernadac. *Dagore* est le nom de guerre qu'utilise Aristide Corre au sein de l'Organisation secrète d'Action révolutionnaire (OSAR), mieux connue sous le sobriquet de Cagoule (comme l'*Action française* appelle ce groupuscule). Corre y assume les fonctions de secrétaire-archiviste dans le cadre d'un « 2<sup>e</sup> Bureau », aux mêmes fonctions que le service de

renseignement de l'Armée, selon l'appellation courante de la presse et de l'édition d'entre-deux-guerres. Depuis la parution de ce livre, nous savons que la Cagoule a essayé par deux fois, en 1936 et 1937, d'acheter des armes en Belgique pour préparer un coup d'État en France. Des nouvelles sources accessibles depuis peu (essentiellement les dossiers de la police judiciaire d'Anvers) permettent de reconstituer cette page belge de l'histoire de la Cagoule et livrent en même temps une image passionnante d'une époque où le trafic d'armes est omniprésent, surtout aux moments troubles de la guerre d'Espagne.

Aristide Corre, homme de lettres et activiste politique, est né à Brest en 1895. Ami d'enfance d'Eugène Deloncle, patron de la Cagoule, il milite avec ce dernier au sein de l'Action française. Par ses fonctions au 2<sup>e</sup> Bureau de l'organisation, il détient beaucoup de secrets. Il tient notamment un fichier des « abonnés » (membres assermentés), assiste régulièrement à des prestations de serment de nouveaux membres, prépare certaines actions, et connaît la localisation des dépôts d'armes constitués par l'organisation. En octobre 1937, la police française découvre à son domicile un certain nombre de fiches non chiffrées de membres (1 200). Aux yeux de la Cagoule, il s'agit d'une faute gravissime entraînant en principe une exécution sommaire. Sans doute parce que Corre est un des fondateurs de la Cagoule, le « tribunal » cagoulard se contente d'une condamnation à mort avec sursis et l'envoi en exil forcé en Espagne franquiste. Là où précisément la Cagoule compte de nombreux amis et complices, notamment pour préparer le transfert vers la France d'armes obtenues ou arrivées en Espagne et destinées à l'organisation. Son retour en France se situe probablement après la défaite française de juin 1940, époque à laquelle il a dû rejoindre la Résistance — sans que l'on sache d'ailleurs sous quelle forme ou dans quelle organisation. Il est arrêté et exécuté comme otage en mars 1942 sous le faux nom de Claude Meunier. Auparavant, il avait confié ses carnets aux soins du père Joseph Fily (Père Armand dans la Cagoule), qui en mit quelques-uns à la disposition de Bernadac en précisant que leur auteur eût certainement souhaité qu'ils fussent publiés.

L'Organisation secrète d'Action révolutionnaire (OSAR), ou la Cagoule, est créée en 1936<sup>1</sup>. Structurée militairement, elle peut à son apogée compter sur plusieurs milliers d'hommes armés. Elle est issue de l'Action française et de son organisation de jeunesse, les Camelots du Roi. Toutefois, les futurs cagoulards les jugent trop modérées et « vendues » au régime. Depuis l'été 1936, après l'élection du Front Populaire de socialistes, communistes et radicaux, les cagoulards l'étendent à la République toute entière, cette « Gueuse » tant détestée par toute l'extrême-droite. Dès lors, la Cagoule, aux fortes tendances fascistes et antisémites, se prépare à un coup d'État — ce qui suppose des complicités au sein de l'Armée — au terme duquel

---

<sup>1</sup> Hormis les archives disponibles à l'heure actuelle, nous avons également puisé dans les quelques ouvrages consacrés à la Cagoule : Joseph Désert, *Toute la vérité sur l'affaire de la Cagoule*, Paris, Librairie des Sciences et des Arts, 1946 ; Philippe Bourdrel, *La Cagoule. Trente ans de complots*, Paris, Albin Michel, 1970 ; Christian Bernadac, *Dagore. Les carnets secrets de la Cagoule*, Paris, Ed. France-Empire, 1977.

elle veut instaurer une dictature et peut-être même restaurer la monarchie. La nécessité supposée de ce coup d'État est à mettre sur le compte des communistes. En effet, la Cagoule veut « prouver » que les communistes eux-mêmes s'affairent à une insurrection armée, qui doit à tout prix être évitée. De là, la « nécessité » d'une intervention préventive musclée des cagouleurs. C'est un paravent bien connu et ancien : pour justifier ses propres plans, on attribue à l'adversaire des projets similaires auxquels il faut couper court. Par conséquent, la Cagoule s'applique à agiter l'épouvantail de l'insurrection armée communiste devant les industriels — pour obtenir de l'argent — et devant l'Armée — pour gagner sa collaboration ou au moins sa complicité. D'après la Cagoule, cette insurrection communiste doit éclater dans la nuit du 15 au 16 novembre 1937. C'est précisément cette date qu'elle choisit pour tenter son propre coup de force. En effet, Corre parle de « notre premier essai » et ses carnets contiennent suffisamment d'indications pour conclure que l'insurrection communiste est une pure invention.

Déjà, le 11 septembre, des cagouleurs ont perpétré deux retentissants attentats à la bombe, l'un contre la Confédération générale du patronat, rue de Presbourg, l'autre contre celui de l'Union des industriels métallurgistes, rue Boissière, deux icones importantes du capitalisme français. Les bâtiments attaqués sont situés près de la Place de l'Étoile, d'où le nom « attentats de l'Étoile » dans la presse. La Cagoule veut évidemment attribuer ces attentats aux communistes. Ils sont le début d'une action qui doit trouver son apogée dans la prise de pouvoir par la Cagoule. Elle fait encore parler d'elle par des assassinats politiques, dont le plus connu est le meurtre, le 9 juin précédent, des frères Rosselli, réfugiés politiques italiens. L'un d'entre eux, Carlo, possède, selon les services secrets italiens, des papiers compromettants pour le régime de Mussolini. Ils prouvent l'activité de la police secrète italienne jusqu'en Normandie où elle traque, avec la complicité de la Cagoule, des adversaires du régime fasciste italien qui, comme Carlo Rosselli, sont allés se battre dans les Brigades Internationales contre Franco. Aristide Corre est d'ailleurs mêlé de près à la préparation de ce meurtre ; c'est encore lui qui remet les papiers compromettants trouvés sur Carlo Rosselli à un officier de renseignement italien, le commandant Roberto Navale, commanditaire de l'opération<sup>2</sup>.

Mais pour prendre le pouvoir, il faut des armes. La Cagoule essaie d'en obtenir par divers moyens et dans divers pays. Elle en obtient en Italie (notamment des pistolets-mitrailleurs Beretta, monnaie d'échange pour l'assassinat des frères Rosselli), en Allemagne, en Espagne, en Suisse, en Belgique et en France même. Ces dernières sont soit des armes de récupération, soit des armes volées dans des casernes (quatre mitrailleuses et trois fusils mitrailleurs dans une caserne à Laon, le 18 mars 1937 ; il est aussi question d'une opération semblable dans une caserne d'Eu en Normandie). Ces armes doivent être stockées en attendant le « Grand Jour » de la Cagoule. Dans ce but, l'organisation a établi un grand nombre de dépôts, dont au moins treize à

---

<sup>2</sup> Giuseppe Conti, *Una guerra segreta. Il SIM nel secondo conflitto mondiale*, Bologne, Il Mulino, 2009, p. 40-41.

Paris, six dans la banlieue et un nombre inconnu en province. La plupart de ces dépôts sont découverts, fin 1937-début 1938, au cours d'une opération d'envergure déclenchée par la police française contre les cagouleurs.

*La guerre d'Espagne, la question des armes et le rôle de Georges Fromont*

Comme ces événements se sont passés à une époque mouvementée pendant laquelle la « question espagnole » est omniprésente, nous essayerons de remettre ce trafic d'armes dans son contexte d'époque. Il dépasse largement la Cagoule proprement dite, tout en y étant étroitement mêlé. La Cagoule et les services de renseignements du général Franco entretiennent d'excellents rapports. Le soulèvement des généraux espagnols sous la conduite de Franco commence le 18 juillet 1936. C'est le début d'une guerre civile entre le gouvernement légal républicain et l'armée qui se solda par l'établissement d'un régime fasciste en 1939. Dès le début de la guerre civile, le gouvernement républicain envoie des émissaires vers les pays démocratiques pour tenter d'obtenir des armes. Le député socialiste de Malaga, Antonio Fernando Bolanos-Mola, est signalé en Belgique dès le 31 juillet 1936<sup>3</sup>. Il loge d'abord au Century Hotel à Anvers, puis à l'Hôtel de la Bécasse à Liège. Il y rencontre, à La Populaire — lieu de réunion et de rencontre des socialistes liégeois —, le syndicaliste socialiste René Delbrouck, ainsi que des dirigeants syndicalistes du *Belgische Transportarbeidersbond* (BTB, de tendance socialiste) à Anvers dont Philemon De Witte et Frans Daems. Début août, Bolanos se réunit, à l'Hôtel Palace à Bruxelles, avec un représentant de la légation d'Espagne et avec Jean Delvigne, secrétaire national du Patri ouvrier belge.<sup>4</sup> Son but est manifestement d'acheter des armes et de trouver des volontaires disposés à combattre dans les rangs républicains. À ce moment, l'achat d'armes pour un gouvernement reconnu par la Belgique est encore légal.

Mais, le 15 août 1936, la Belgique adhère à la convention de non-intervention, ce qui implique une politique de stricte neutralité par rapport à la guerre civile. Un Arrêté royal du 19 août, remplaçant celui du 4 août, soumet l'exportation d'armes à la délivrance d'une licence du ministère des Affaires économiques. Même sans le dire explicitement, il est clair que cet arrêté vise les livraisons éventuelles à l'Espagne et que le gouvernement entend ne pas délivrer de licences pour des armes destinées à ce pays, dans quelque camp que ce soit. C'est aussi l'attitude officielle de la France, bien que des armes aient quand même été livrées à la République espagnole avec le consentement tacite du gouvernement français. En effet, le Conseil des ministres de la République française décide le 22 juillet 1936 que du matériel de guerre sera envoyé à la République espagnole, mais en faisant croire que le matériel provient du Mexique. Dans les jours qui suivent, des armes, des avions et des munitions sont transportés par ce subterfuge vers l'Espagne<sup>5</sup>.

<sup>3</sup> Pour le contexte de ce qui suit, cf. Michel Vincineau, « Les exportations belges d'armes », *Revue Belge d'Histoire Contemporaine* (RBHC), 1987, 1-2, p. 81-124.

<sup>4</sup> Archives de l'État (AE) Beveren, Procureur des Konings (PK) Antwerpen, 2001 C, 1178/1.

<sup>5</sup> Cf. Gérald Arboit, *Des services secrets pour la France*, Paris, 2015, p. 172-176.



En Belgique, les délégués de la République espagnole s'adressent aux fabricants d'armes connus : la FN (Firme nationale) à Herstal, Pieper et d'autres armuriers à Liège et à divers marchands d'armes à Anvers et à Bruxelles. Parmi les derniers, apparaît un marchand anversoï qui joue un rôle dans notre histoire sur la Cagoule : Georges Fromont, administrateur délégué de la S.A. Armat (Armes et matériel militaire)<sup>6</sup>.

Comme ses collègues, Fromont est à cette époque fortement sollicité. C'est ainsi qu'il reçoit, le 4 août 1936, la visite de deux commerçants d'armes, Camille Bockholtz et un certain Lardinois, qui viennent lui entretenir de livraisons d'armes à un pays de l'Amérique latine. Il est probable que ces deux commerçants soient des émissaires de délégués de la République espagnole, car ils sont présents lorsque ces délégués se présentent chez Armat, le 10 août 1936. Le matin du 10 août, Fromont est en effet approché par le député socialiste espagnol Bolanos-Mola, deux syndicalistes du BTB (Philemon De Witte et Frans Daems) et le trafiquant d'armes Leopold Sanctorum, qui est en rapport avec les dirigeants du BTB et qui exploite un café situé Rijnkaai à Anvers. Fromont refuse de leur livrer des armes. Un peu plus tard, c'est le chargé d'affaires du Mexique (très probablement le pays de l'Amérique latine dont il est question ci-dessus) qui remet la même question sur le tapis. Nouveau refus de Fromont. Toujours le 10 août, au cours de l'après-midi, Bolanos-Mola et les deux syndicalistes du BTB, cette fois accompagnés de Bockholtz et Lardinois, reviennent à la charge. Bien que Bolanos lui montre un ordre de mission officiel du gouvernement espagnol et lui révèle qu'il dispose d'un dépôt de 17 millions de Francs belges (FB) et de 40 000 livres sterling à la *National City Bank* à Bruxelles, Fromont s'obstine. Il dira plus tard à la police judiciaire d'Anvers que ces gens auraient pu savoir qu'il ne leur livrerait rien s'ils avaient remarqué les fanions rexistes qui décorent les bureaux d'Armat.

Quelques jours plus tard, le 12 ou le 13 août, d'autres représentants des républicains espagnols viennent apporter à Fromont la commande définitive de Bolanos. Il s'agit d'un commandant de l'aviation française, Pierre Colas, accompagné d'Amedeo Azzi, « imprésario commercial », et du capitaine espagnol Antonio Huerta. Colas et Azzi ont été introduits auprès de Fromont par un officier de réserve belge, non identifié, sinon qu'il est Croix de Feu et ancien pilote. Ces derniers lui montrent un contrat signé par le ministre de Mexique<sup>7</sup>. Fromont n'avait, écrira-t-il plus tard, qu'à y apposer le montant de son choix. Azzi lui assure qu'il sera facile d'obtenir les licences nécessaires via « les Affaires étrangères » et son ministre, le « camarade » Spaak. Il se dit également être sûr de la coopération du syndicat socialiste des dockers et ouvriers du transport. Mais rien n'y fait, Fromont ne change pas d'avis.

Malheureusement pour les syndicalistes et les politiciens socialistes

---

<sup>6</sup> Sauf autre mention, nos informations au sujet de livraisons d'armes à la République espagnole proviennent de plusieurs dossiers de la police judiciaire d'Anvers (AE Beveren, PK Antwerpen, 2001 C, 1178-1179-1180-1186).

<sup>7</sup> On sait que des armes ont été livrées par le biais du Mexique à la République espagnole, ce aussi après la publication de l'Arrêté royal du 19 août 1936.

impliqués, le capitaine Huerta commet l'erreur d'oublier une serviette dans le train, le 16 septembre 1936. Celle-ci est découverte en gare d'Anvers et son contenu déposé au greffe du parquet. Elle contient des documents importants relatifs à un trafic considérable d'armes. L'officier espagnol se dit ingénieur. Selon la Police judiciaire de Bruxelles, il serait en fait temporairement détaché à la légation d'Espagne en vue de passer des commandes d'armes pour le compte de son gouvernement<sup>8</sup>. Les 23 et 24 septembre 1936, la Brigade d'information de la Gendarmerie et des agents de la police judiciaire surveillent ladite légation avec le vain espoir d'interpeler Huerta et Bolanos. Les policiers s'entendent dire que ce dernier s'est envolé depuis quelques jours « sans esprit de retour et en emportant ses bagages »<sup>9</sup>. Selon une « source nationaliste », Huerta aurait, avant de venir en Belgique, été attaché à la légation de Paris, avec mission de faire passer en Espagne le plus grand nombre de munitions et d'armes. Brûlé en France, il se serait alors rendu en Belgique muni de lettres d'introduction délivrées par des ministres français<sup>10</sup>.

Les documents trouvés dans la serviette mettent en cause des trafiquants d'armes belges, des Espagnols et des socialistes belges. Parmi les trafiquants, on trouve Camille Bockholtz, d'origine luxembourgeoise, mais habitant Uccle, et Albert Defrance. Déjà vers le 20 août 1936, une lettre anonyme avait appris à la police judiciaire de Bruxelles que ces deux trafiquants avaient vendu du matériel de guerre à deux Espagnols, Ferdinand Cuito, se disant ingénieur, et Alfredo Saujan. Des perquisitions effectuées chez Bockholtz révèlent que celui-ci se livre en effet à un trafic intense d'armes, en collaboration avec quelques complices, dont l'ingénieur Paul Legrand. Celui-ci est administrateur-délégué de la Société Bepro (Société Belge des procédés métallurgiques). Selon la police judiciaire de Bruxelles, « cette société est également soupçonnée de fournir, sous le couvert d'une licence d'exportation au Mexique ou d'autres pays, des armes et munitions à l'Espagne »<sup>11</sup>. Chez Legrand, la police trouve des lettres de Bockholtz relatives à une fourniture de bombes d'avion à Barcelone, ainsi qu'un dépôt non déclaré de revolvers, pistolets et cartouches.

Parmi les socialistes belges mis en cause par les « documents Huerta », se trouve Jean Delvigne, secrétaire national du Parti ouvrier belge. Huerta et Bolanos-Mola ont eu des pourparlers avec lui, mais aussi avec le syndicaliste socialiste liégeois René Delbrouck, et avec Adrien Tommen, secrétaire national adjoint de la Centrale des métallurgistes. Il s'agit dans ce cas plus particulièrement d'une commande de 200 mitrailleuses Maxim, de 10 000 fusils Mauser et de 12 millions de cartouches. Des lettres concernant cette commande, découvertes dans la serviette, ont été envoyées par « une

---

<sup>8</sup> AGR, Bruxelles, Ministère de la Justice, Administration de la Sûreté Publique, Service de la Police des étrangers, (PE), 216124 (A. Huerta), note du Commissaire principal aux délégations judiciaires du parquet de Bruxelles à l'Administrateur de la Sûreté Publique, 20.09.1936.

<sup>9</sup> *Ibid.*, rapport du Commandant de la Brigade d'information, 24.09.1936.

<sup>10</sup> *Ibid.*, note du Commissaire en chef aux délégations judiciaires à l'Administrateur de la Sûreté Publique, 22.09.1936.

<sup>11</sup> *Ibid.*, rapport du commissaire principal aux délégations judiciaires auprès du Parquet du Procureur du Roi de Bruxelles, adressé à l'Administrateur de la Sûreté Publique, 20.09.1936.

personnalité de la légation du Mexique à Albert Defrance »<sup>12</sup>. De plus, il apparaît que Huerta a été également en rapport avec Bockholtz. Les éléments contenus dans la lettre anonyme adressée à la police judiciaire de Bruxelles semblent donc être exacts. L'identité de son auteur reste inconnue. Serait-ce Fromont ? Celui-ci a été en rapport avec les délégués espagnols qui traiteront plus tard avec Bockholtz et Defrance, et il a au moins une fois, le 4 août 1936, rencontré Bockholtz, venu lui parler ouvertement d'achats d'armes. Fromont ne recule pas devant des démarches que l'on pourrait qualifier de dénonciation, sinon envers la police mais en tout cas envers la presse rexiste, qui ne demande pas mieux que d'accuser les socialistes de se livrer au trafic illicite d'armes. Il a aussi essayé, par le canal de son représentant à Liège, Lescrinier, de contrecarrer les tentatives des socialistes belges et des républicains espagnols de se procurer des armes chez les armuriers liégeois.

Des socialistes ont malgré tout réussi à se procurer des armes à Liège nonobstant l'intervention de Fromont. C'est ainsi que, vers le 15 septembre 1936, le cargo *Alice* quitte le port d'Anvers soi-disant à destination d'un port anglais. En réalité, sa charge (74 tonnes d'armes et de munitions destinés à la République espagnole) est transbordée en pleine mer sur un cargo espagnol. Les armes sont camouflées en pièces détachées de machines. Amedeo Azzi — et peut-être les autres acheteurs espagnols comme Bolanos et Huerta — a été mêlé à cet achat.

Le 21 septembre, alertée à la suite de la découverte de la serviette du capitaine Huerta, la douane d'Ostende découvre sur le cargo *Raymond* 121 caisses contenant 300 fusils munis de baïonnettes, 320 carabines et 210 000 cartouches, camouflées comme des caisses de verre soi-disant pour Hambourg. En réalité, il apparaît vite que ces caisses sont destinées à la République espagnole. Depuis lors, il est établi que ces armes ont transité via Anvers et que des délégués ostendais du BTB se sont rendus à Anvers pour mettre au point le transfert des armes<sup>13</sup>. La découverte des caisses provoque des perquisitions chez Louis Major, syndicaliste au BTB et conseiller communal à Ostende, et chez le capitaine Arsène Blondé, du même syndicat et également conseiller communal. Blondé a loué le cargo et Major se trouve sur les quais d'Ostende au moment où le cargo aurait dû quitter le port<sup>14</sup>. Suite à la découverte d'Ostende, la police arrête Philemon De Witte et Omer Becu, secrétaire de l'Union des officiers de marine. Au cours de l'instruction, il apparaît que Bolanos, avant de quitter la Belgique le 22 août 1936, avait déposé

---

<sup>12</sup> *La Nation Belge*, 20.09.1936. Albert Defrance, ancien employé de la Société de Développement économique, est à l'époque très actif dans le commerce d'armes. Il habite Nivelles à l'époque des faits.

<sup>13</sup> Réponse du ministre de la Justice F. Bovesse à une interpellation du député H. Horward, 24.11.1936, cité in Michel Vincineau, *op.cit.* Il existe aussi une filière passant par l'extrême sud de la Belgique. Des armes sont chargées à Liège sur des camions de l'Union Coopérative socialiste. Ces camions rayonnent notamment dans la province de Luxembourg. À Aubange, des militants du Syndicat des Métallurgistes se chargent de faire passer ces armes à des sidérurgistes lorrains en France, cf. Linda Musin-Flagothier, « Le P.O.B. liégeois et la guerre d'Espagne », *RBHC, op. cit.*, p. 314.

<sup>14</sup> Ces informations sont signalées dans la presse du 23.09.1936 (notamment *La Gazette* de cette date).

une somme considérable sur un compte de la *National City Bank* appartenant à De Witte et Becu<sup>15</sup>.

Ces opérations provoquent la condamnation en justice, en juin 1937, de Philemon De Witte, du BTB d'Anvers, et d'Omer Bécu à une peine respectivement de 1000 FB et de 500 FB. Selon ces syndicalistes, les armes du *Raymond* étaient initialement destinées aux Nationalistes. Par l'intervention de De Witte, elles auraient changé de destinataire pour être livrées aux Républicains<sup>16</sup>. Le 25 juin 1937, Amedeo Azzi est condamné par contumace pour avoir exporté des armes de guerre sans autorisation. Le 25 juin 1938, Pierre Colas, associé au capitaine Huerta et à Bolanos-Mola, sera condamné par défaut par la Cour d'appel de Bruxelles à quatre mois de réclusion et à une forte amende « du chef d'exportation frauduleuse d'armes et de munitions »<sup>17</sup>. Etant donné que Colas est inculpé dès le 28 septembre 1936, on peut supposer qu'il est mêlé à l'affaire du cargo *Raymond*.

Il est probable que la serviette de Huerta ait aussi contenu des documents pointant vers Georges Fromont. En effet, le 19 septembre 1936, à peine trois jours après la découverte de la serviette, la police judiciaire perquisitionne chez la S.A. Armat, sans toutefois ne découvrir aucun indice compromettant. Quant à Fromont, il avoue avoir reçu la visite de plusieurs syndicalistes belges venus lui demander de leur procurer des armes. À son ami, le baron Eugène de Waha-Baillonville, directeur de banque à Anvers, et proche des milieux rexistes à ce moment, il écrira avoir refusé « des offres très tentantes »<sup>18</sup>.

### *Georges Fromont et la S.A. Armat*

Né à Berchem en 1899, Georges Fromont s'engage volontairement dans l'armée en 1919 et suit les cours de l'École des Cadets. Il quitte le service en 1924<sup>19</sup>. Il s'installe alors comme agent de change, mais est mis en faillite en 1929. Avec des membres de sa famille (son père, son frère et son épouse notamment) il fonde, le 20 octobre 1932, la S.A. Armat (Armes et Matériel Militaire), dont le siège social se situe Place du Meir, 24, dans le *Torengelbouw* (mieux connu sous le nom de *Boerentoren*), en plein centre d'Anvers. Fromont est le représentant en Belgique du fabricant d'armes danois Madsen. La société publie depuis 1934 la *Revue Armat*, mensuel envoyé gratuitement à un assez grand nombre d'industriels et de militaires. Elle offre non seulement une

<sup>15</sup> AE Beveren, PK Antwerpen 2001 C, 1180 (affaire 'Raymond').

<sup>16</sup> *Ulenpiegel, weekblad der Socialistische Jongeren*, 24.06.1937. Selon ce périodique, la charge du cargo se compose de 320 carabines, 800 fusils avec baïonnette et 67 caisses de munition).

<sup>17</sup> AGR, PE, A 285258, P. Colas, Projet d'arrêt d'expulsion, 03.12.1938. Il ne résulte pas de ce dossier que Colas était aviateur français. Le ministre de la Justice note simplement qu'il est de nationalité indéterminée et qu'il est né en 1897.

<sup>18</sup> Lettre de G. Fromont au baron de Waha, 14.08.1936. Selon *Ulenpiegel* du 24.6.1937, Omer Bécu dispose de deux millions de FB destinés officiellement à l'achat de vivres pour le compte du gouvernement républicain espagnol.

<sup>19</sup> Défense, Notariat, 3262851, G. Fromont.

documentation jugée intéressante en matière d'armes, mais aussi des articles d'une portée plus générale, comme une étude sur les Phalangistes espagnols.

Fromont est resté en rapport avec d'anciens camarades devenus officiers, auprès desquels il espère sans doute un appui pour obtenir des commandes de la part du ministère de la Défense nationale. Lors de sa perquisition au siège d'Armat, la police judiciaire d'Anvers met la main sur une grande quantité de cartes de visite, notamment d'officiers d'état-major ayant des liens avec le ministère. On peut cependant concevoir que Fromont, en tant que marchand d'armes, ait cherché des marchés tous azimuts. Malgré son refus à traiter avec des partisans de la République espagnole, il n'hésite pas, en 1937 par exemple, à envoyer une documentation à l'attaché militaire de l'URSS à Paris. Mais de préférence, il cherche de l'autre côté du spectre politique. Ainsi, il essaye d'obtenir une commande du Portugal en 1937.

Il est certain que Fromont entretient depuis 1936 d'excellents rapports avec des représentants de Franco en Belgique, à qui il signale des acheteurs d'armes pour le camp opposé. Il ne fait pas de doute non plus qu'il sympathisait avec eux. Parmi ces Espagnols franquistes résidant en Belgique se trouve Luis Marimon Carbonell, né à Barcelone en 1892. Il est en Belgique depuis le 18 août 1936 et habite chez le consul général d'Argentine, auquel il est apparenté. Selon le commissaire Block, Marimon est le représentant de Franco à Anvers. Il est conseiller technique de la Chambre de commerce nationale espagnole, établie au 192 de la rue Royale à Bruxelles, où d'autres officines espagnoles liées au franquisme s'installent dès 1937. Parmi ces officines, signalons le Bureau de renseignements consulaires, dirigé par l'ancien chancelier du consulat espagnol Graciano Cantelli, et le Service d'information espagnol, dont Marimon est le directeur. Ce service sera interdit par le gouvernement belge au début de 1938. Ses animateurs essaient alors de le reconstituer sous le couvert de l'organisation pro-franquiste (et pro-fasciste) Action et Civilisation, dirigée par le commandant e.r. Eugène de Launoy.

À côté de Marimon, un autre contact franquiste de Fromont est le député espagnol José Casabo, né à Barcelone en 1898 et membre de la Lliga Catalana. Il est directeur à la Sofina et s'installe au Résidence Palace, 155 rue de la Loi à Bruxelles. Faisant rapport le 12 décembre 1938 au sujet du journal *La Nation Espagnole* (dont le siège est également au 192 de la rue Royale), un agent de recherche de la Sûreté Publique note que Casabo se trouve parmi les industriels et commerçants qui subventionnent le journal, « espérant ainsi conserver la confiance du gouvernement de Burgos pour leurs affaires commerciales et pour l'avenir ». La Société financière de transports et d'entreprises industrielles S.A. (Sofina), un holding électrique bruxellois implanté à Barcelonne<sup>20</sup>, soutient le journal à concurrence d'une subvention mensuelle de 7 500 FB<sup>21</sup>. Début 1940, pourtant toujours en Belgique, Casabo refuse de comparaître au commissariat de police de Bruxelles, arguant qu'il est « délégué de l'ambassade d'Espagne » et que pour tout ce qui le concerne, la

<sup>20</sup> Marie-Thérèse Bitsch, *La Belgique entre la France et l'Allemagne, 1905-1914*, Paris, Éd. de la Sorbonne, 1994, p. 177.

<sup>21</sup> AGR, PE, Casabo, note d'un agent de recherche de la Sûreté Publique du 12.12.1938.

police doit s'adresser à ladite ambassade. Une requête de la police auprès du service du protocole du ministère des Affaires étrangères établit toutefois que Casabo y est inconnu...

Fromont a-t-il livré des armes aux « rebelles » de Franco ? Le commissaire Block, de la police judiciaire d'Anvers, pense en tout cas que Fromont est en rapport avec ces Espagnols franquistes dans le cadre de livraisons d'armes. En mars 1937, la Sûreté Publique envoie une note au Procureur général de Bruxelles signalant qu'un certain « From » cherche à vendre des armes en Espagne ; l'information ne mentionne pas pour quel le camp et s'il s'agit de Fromont — ce qui est très probable —, il ne s'agit pas de livraisons à la République espagnole. Signalons en tout cas que, lorsque des délégués de la Cagoule viennent frapper à la porte de Fromont, en prétendant qu'ils viennent acheter des armes pour les Nationalistes espagnols, Fromont ne s'y est pas opposé, bien au contraire.

Le commissaire Block signale aussi que Fromont se dit un « Rexiste impénitent »<sup>22</sup>. Il est en effet membre secret du Mouvement rexiste, sous le nom de « Legrand », et son bureau est orné de fanions rexistes. Après avoir opposé un refus net aux demandes d'achats d'armes des Républicains espagnols et des syndicalistes belges, il informe ses amis rexistes de leurs projets. Il précise les sommes dont disposaient Balanos (17 millions de francs français, FF) et Colas (20 millions de FF). Il se vante d'avoir refusé leurs propositions :

« Je préférerais faire n'importe quoi plutôt que de fournir quoi que ce soit aux socialo-communistes avec lesquels j'ai du reste refusé de traiter ».

Lorsque le député rexiste de Verviers, Henri Horward, se prépare à une interpellation du ministre de la Justice Bovesse, en novembre 1936, au sujet des livraisons d'armes à la République espagnole, Fromont se charge de le documenter par l'entremise de ses amis rexistes : Louis Bastyns, Serge Doring (rédacteur du journal rexiste *Le Pays Réel*) et le comte Eugène de Waha de Baillonville, directeur de banque à Anvers. De plus, à travers ces contacts, Fromont contribue à la critique rexiste au sujet des intrigues qui régneraient au ministère de la Défense Nationale, dont le chef, Albert Devèze, est une des cibles de choix pour Degrelle et sa presse. Fromont prétend posséder une documentation se rapportant à des actes de favoritisme et des dépenses exagérées et inutiles. Il fournit des éléments s'y rapportant au journal *La Wallonie* et au député rexiste Ursmar Legros. Il utilise régulièrement l'expression « le ministre dit de la Justice ». Mais selon le commissaire Block, ce zèle rexiste de Fromont est surtout inspiré par le fait qu'il ne réussit pas à obtenir des commandes importantes de la Défense. « Il espérait en obtenir en masse, remarque Block, lorsque Rex serait arrivé au pouvoir »<sup>23</sup>.

Hormis l'opportunisme, qui n'est jamais absent chez un commerçant, il semble bien que Fromont ait embrassé au moins certaines thèses proches du fascisme. En août 1937, il signale à son ami Marimon avoir été approché (par

<sup>22</sup> AE Beveren, PK Antwerpen 2001 C, 1181, rapport de G. Block, 22.02.1938.

<sup>23</sup> *Ibid.* rapport de G. Block, 19.07.1937.

l'intermédiaire de son représentant à Liège Lescrenier) par un certain Eugène Ornstein « qui se prétend de retour d'Espagne et chargé d'acheter des armes pour les troupes du général Franco ». Fromont juge qu'il s'agit d'une affaire « qui ne tient pas debout » et ajoute : « D'après la consonance du nom, il semblerait qu'on a affaire à un juif, et dans ces conditions la question est toute réglée ». Il demande à Marimon de surveiller le sieur Ornstein et termine sa lettre « en espérant que la prise de Santander amènera bientôt la libération de votre chère Patrie »<sup>24</sup>.

Il n'est pas exclu, pour contrecarrer les tentatives des socialistes à se procurer des armes, que Fromont ait réussi à s'emparer de la cargaison du *Raymond*, confisquée à Ostende en août 1936. En novembre 1936, il écrit à Serge Doring, après avoir exposé les achats d'armes de Bolanos et de Colas en faveur de la République espagnole, qu'il a réussi « à reprendre les armes lors de l'embarquement sur le *Raymond* à Ostende »<sup>25</sup>. Comment Fromont a-t-il su que ce *steamer* devait transporter des armes vers l'Espagne ? Nous ne pouvons que formuler une hypothèse à ce sujet. En vue de transporter ces armes d'Anvers à Ostende, le trafiquant Sanctorum se renseigne le 22 août 1936 auprès de Gaston Brismée, administrateur délégué de la firme de transports Schenker sur ses possibilités en la matière. Brismée est membre de la Légion Nationale ; il est aussi une connaissance de Fromont. Brismée ne semble pas entrer dans les projets de Sanctorum et en avertit le commissaire Block<sup>26</sup>. Il n'est dès lors pas exclu que Brismée ait également signalé la chose à Fromont. Si Fromont a vraiment réussi à récupérer les armes chargées sur le cargo *Raymond*, on peut penser qu'il ne les a pas gardées par devant lui, et qu'il a essayé de les vendre, par exemple aux Franquistes. Cela pourrait nous rapprocher de la note de la Sûreté publique de mars 1937.

Nous savons d'autre part que des militants de la Légion nationale ont organisé des équipes de surveillance des docks anversois. Celles-ci sont mêlées à une affaire de trafic d'armes qui est loin d'être claire. Leur activité mène, le 9 août 1936, à la mise sous embargo de pas moins de 49 wagons d'armes et de munitions, achetées à Liège et arrivées à Anvers-Bassins dans les premiers jours d'août. Ils doivent être chargés sur le *steamer Lodewijk*, battant pavillon hollandais et officiellement affrété pour le Guatemala. Le BTB affirme que les armes sont destinées aux rebelles francistes. Le 11 août, les dirigeants syndicaux socialistes en appellent à la conscience de leurs militants pour arrêter le chargement du contenu des wagons, et le *steamer* quitte le port sans les armes<sup>27</sup>.

### *Armat et la Cagoule*<sup>28</sup>

<sup>24</sup> *Ibid.*, lettre de G. Fromont à L. Marimon, 26.08.1937.

<sup>25</sup> *Ibid.*, lettre de Fromont à S. Doring, 19.11.1936.

<sup>26</sup> AGR, PE, Huerta, rapport de G. Block du 16.11.1936.

<sup>27</sup> AE Beveren, PK Antwerpen, 2001 C, 1178/1, s/s 'Lodewijk'. Cf. Francis Balace, « La droite belge et l'aide à Franco », *RBHC*, XVIII, 1987, 3-4, p. 680-681.

<sup>28</sup> Sauf autre mention, cette section est basée sur les dossiers établis par le parquet et la police judiciaire d'Anvers au sujet de la société Armat et ses tractations avec la Cagoule [AE Beveren, PK Antwerpen 2001 C, 1181-1185 (Armat) et 1773 (R. Boufflers)].

Le 10 août 1936, l'agenda de Fromont est chargé. Non seulement il reçoit par deux fois la visite insistante de délégués de la République espagnole, mais il a également rendez-vous avec quelques Français, dont il ne souffle mot dans sa déposition du 19 septembre faite aux officiers de la police judiciaire. Et pour cause !

Cette affaire débute par la découverte par la police judiciaire de Liège, le 21 septembre 1936, chez l'entrepreneur de transport Médart d'Ans, d'un camion chargé de 300 pistolets-mitrailleurs du type Schmeisser. Ces armes proviennent de la firme allemande Veeland, qui les a déposées chez les Établissements Pieper à Herstal, à charge de ces derniers de les livrer à la S.A. Armat d'Anvers par l'intermédiaire du transporteur Médart. Ce dernier a été engagé le 16 septembre 1936 par Alphonse Lescrenier d'Alleur, représentant d'Armat à Liège. Le 24 septembre, la police judiciaire perquisitionne dans les bureaux d'Armat. Lors de l'interrogatoire qui s'en suit, Fromont déclare avoir effectivement acheté 300 pistolets-mitrailleurs à Veeland par l'intermédiaire de la firme Kersten, représentant de Veeland à Amsterdam<sup>29</sup>. Son intention est, déclare-t-il, de constituer un stock avec l'espoir de vendre les armes légalement à l'étranger, Armat disposant en effet d'un magasin sis Solvijnstraat à Anvers. Il n'existe pas de commandes écrites et il n'y a pas encore de factures, car, argue-t-il, « je n'avais pas encore de destinataire ». Ceci est manifestement faux !

Selon Fromont, la découverte de ces armes est le résultat d'une dénonciation par « "la cellule communiste" de chez Pieper ». En effet, dans sa réponse à une interpellation rexiste, le 24 novembre 1936, le ministre de la Justice François Bovesse fait état de plusieurs dénonciations relatives à des trafics d'armes, en spécifiant qu'« une des dénonciations [a fait] découvrir un dépôt de 300 mitraillettes, expédiées par une grosse firme de la place à une firme d'Anvers par l'intermédiaire d'un courtier, lui-même en relation avec des éléments suspects »<sup>30</sup>. Il ne fait pas de doute que Bovesse fait allusion à la découverte faite à Ans, que la justice, à ce niveau des investigations, situe encore dans le cadre des tentatives d'achats de la part des Républicains espagnols. Pour l'instant, à ce stade de l'instruction judiciaire, il n'est donc pas encore question de la Cagoule ou d'acheteurs français.

Tout bascule en février 1937, lorsque deux valises remplies de papiers sont découvertes à la consigne de la gare de Lille. Ces valises sont adressées

---

<sup>29</sup> Dans certains documents, le nom « Veeland » s'écrit aussi « Weeland » ou « Wieland ». Une note non datée du parquet du Procureur du Roi à Bruxelles confirme que Pierre Kersten, qui gère à Amsterdam la firme *Nederlandsche Wapenhandel* (Damrak, 11) a négocié, par l'intermédiaire de Jules Perel, ingénieur à Amsterdam, qui a été mêlé à plusieurs affaires de trafic d'armes, la vente d'armes déposées à la Fabrique Nationale d'Armes de Guerre et aux usines Pieper à Herstal (AGR Anderlecht, Tribunal de 1<sup>ère</sup> Instance, parquet du Procureur du Roi, dossiers d'information politiques, 103/957). À partir du 16.02.1937, il existe un mandat d'amener pour Kersten, et ce dernier est effectivement écroué à Liège le 24.05.1937 soupçonné de vente illicite d'armes. Il est condamné à Liège, le 08.06.1937, à trois amendes de 500 FB chacune pour « commerce d'armes sans déclaration, vente illicite d'armes et dépôt d'armes sans autorisation » (AGR, PE, 834527, P. Kersten).

<sup>30</sup> Cité in Michel Vincineau, *op.cit.*



de Bâle en bagages accompagnés à un certain Léon Gabriel Jean-Baptiste, supposé résider temporairement à l'Hôtel Métropole, place de Brouckère, à Bruxelles. Elles sont arrivées à Lille le 19 octobre 1936. Comme elles n'ont pas été réclamées dans le délai prescrit de trois mois, vers le 20 janvier suivant, les douaniers les ont ouvertes et ont mis la main sur le contenu. Ils ont ensuite averti la Sûreté Nationale, qui y a délégué le commissaire divisionnaire Jobard pour faire enquête à Lille.

Le contenu de ces valises met en lumière les activités du destinataire en matière de trafic d'armes et révèle qu'il appartient à une organisation secrète appelée OSAR, dont le chef est « Marie » (Deloncle) achète des armes notamment en Italie. En outre, les documents saisis suggèrent pour le moins qu'Armat se frotte également au trafic illicite. En effet, les valises contiennent une carte de visite au nom de Fromont avec la mention : « reçu 50 000 FF pour affaire en cours », signé du même nom, deux reçus également signés et établis à Anvers, l'un le 26 août pour le montant de 175 268 FB « pour garantie à remettre à diverses firmes dont les Ets Pieper à Liège de Messieurs [les noms ne sont pas mentionnés sur le reçu] », l'autre trois jours plus tard de 30 000 FF « pour servir de garantie à verser chez divers fournisseurs pour achat de matériel » et, enfin, une note relative au prix de canons et de chargeurs pour fusils-mitrailleurs de la firme danoise Madsen, dont Fromont est le représentant anversois. Une des valises contient aussi le double d'une lettre signée Juif, non datée et dont nous ne connaissons pas le destinataire, qui pourrait être Jean-Baptiste. Maurice Juif y demande de lui téléphoner chez une dame Cognis, qui réside à Anvers et que Juif qualifie de « sympathisante, qui connaît mon adresse à Anvers ».

Marie-Charles Juif (dit « Maurice » ou « Adolphe ») est l'expéditeur des valises consignées à Lille. Les documents trouvés dans les valises correspondent singulièrement aux données que la police judiciaire d'Anvers a découvertes dans la comptabilité d'Armat saisie lors de la perquisition du 24 septembre 1936. En effet, il en résulte qu'Armat a bien effectué des paiements à la firme Kersten d'Amsterdam pour un montant total de 1 015 240 FB. Ces paiements ont été faits le 25 et le 27 août, ainsi que le 17 septembre 1936. Cette dernière date est celle du lendemain de la livraison des armes chez le transporteur Médart à Ans. On découvre aussi, sur des documents confisqués chez Armat, le nom de Juif. Le commissaire George Block, en policier perspicace, fait remarquer que le montant d'un des paiements d'Armat à Kersten, le 27 août 1936 (152 750 FB) correspond exactement à la somme du reçu que Fromont a délivré à des inconnus, la veille. Ce sont là, en effet, des découvertes accablantes fondées sur la documentation comptable trouvée dans les valises expédiées à Lille.

Maurice Juif, né en 1893, est un des fondateurs des *Chevaliers du Glaive* à Nice, une des organisations secrètes qui furent intégrées dans la Cagoule. Il se dit industriel ; en réalité il exploite à Nice un magasin de chaussures. Il est féru d'ésotérisme et le costume que revêtent les Chevaliers lors de leurs réunions a beaucoup contribué à la dénomination de Cagoule donnée à l'OSAR par ses opposants de l'Action Française. Depuis 1936, Juif

s'occupe, avec Jean-Baptiste et quelques autres dont Henri Barbier, copain de Jean-Baptiste depuis leur temps commun à l'Action Française, de l'achat d'armes pour l'organisation. Fin décembre 1936, Juif est assassiné en Italie par d'autres Cagouleurs.

Pour établir le rapport entre les découvertes des polices belge et française et les activités clandestines de la Cagoule en Belgique, il faut remonter quelques mois en arrière. Les dossiers de la police judiciaire d'Anvers sur la société Armat et sur un personnage-clé de cette histoire, Robert Boufflers, qui a servi d'intermédiaire entre Fromont et Juif, permettent de retracer exactement les événements de 1936.

Un des documents les plus importants de ces dossiers est un rapport circonstancié, rédigé le 7 avril 1937 par le commissaire Block. Il y fait état de « renseignements confidentiels » obtenus par lui et jetant une lumière intéressante sur l'origine de cette affaire. Sa source est Boufflers. Le rapport de Block fait suite à une visite du commissaire divisionnaire Jobard de la Sûreté nationale, qui arrive de Paris à Anvers le 3 avril 1937, après être passé à Bruxelles, où il a rencontré le commissaire général aux délégations judiciaires, Florent Louwage, et le directeur de l'Hôtel Métropole. Cette visite anversoise s'impose après la découverte des valises de Juif, dont le contenu pointe en direction de la ville flamande. Le directeur de l'Hôtel Métropole attire l'attention de Jobard sur le fait que Jean-Baptiste y recevait un certain Boufflers d'Anvers. Le policier français le retrouve sans peine dans cette ville et l'interroge le 5 avril 1937. Boufflers lui raconte en détail ce qu'il sait de l'affaire. Sa motivation est, dit-il plus tard dans une lettre à son ministre de l'Intérieur, que Juif lui tient à cœur et qu'il a une aversion prononcée pour les idées d'extrême-droite.

Il est intéressant de noter que, dans sa note rédigée pour Jobard, Boufflers cite les noms de plusieurs membres de la Cagoule : Crespin, le général Franchet d'Espérey, Corréze (bras droit de Deloncle), Jeantet (orthographié « Gentet »), Corre, Barbier, Pigoury, un ingénieur de l'usine de voitures et d'armes Hotchkiss, Bousset, un autre qui serait membre du 2<sup>e</sup> Bureau, Duchamp et le marchand de voitures italien Felice Bonetto, qui a vendu plusieurs voitures à Juif et à Jean-Baptiste (dont une Bugatti). L'énumération que peut en faire Boufflers montre que Juif et/ou Jean-Baptiste se sont copieusement confiés à lui, ce qui n'est pas de mise dans une société secrète...

Selon Boufflers, la suite des événements dans cette affaire Armat s'établit comme suit. Il reprend en fait les récits que lui ont fait en 1936 Juif et Jean-Baptiste, mais aussi les témoignages qu'il recueillit auprès de Mme Juif ainsi que d'autres personnes de leur entourage dont il ne cite pas le nom. Les deux hommes se connaissent depuis les années 1920. En effet, Juif a été employé par Boufflers dans plusieurs de ses affaires à Marseille, en Amérique du Sud et à Anvers. Boufflers le considère comme un ami intime.

C'est donc en mai 1936 que Deloncle, patron de la Cagoule, décide de confier à Juif et Jean-Baptiste la mission d'acheter des armes en Belgique. L'argent nécessaire leur est remis par Armand Crespin, membre important de

l'organisation, qui dirige à Paris l'Office technique d'assurances, où Jean-Baptiste est courtier. Crespin a d'ailleurs parrainé l'entrée de ce dernier, qu'il connaît depuis 1924, dans la Cagoule. Au siège de cette société, 64 rue du Rocher, se tiennent des réunions de préparation. C'est là aussi qu'arriva la correspondance venant de Belgique. Crespin signe ses télégrammes « Irma » ou « tante Irma ». Selon le commissaire Block, les actionnaires de l'Office technique ne chargent qu'en juillet 1936, par l'intermédiaire de Crespin, Jean-Baptiste et Juif d'acheter des armes à Liège. Les achats seront payés comptant et sans facture.

Un petit groupe chargé de l'achat se constitue aussitôt, composé de Juif, Jean-Baptiste, Henri Barbier (qui connaît Jean-Baptiste depuis 1933 à l'Action Française), Louis Pigoury (un ami de Barbier) et Charles Duchamp, une connaissance de Juif. Toujours selon Boufflers, Juif, Jean-Baptiste et sa maîtresse se rendent en Belgique, notamment à Liège, où ils séjournent à l'Hôtel du Chemin de fer et à l'Hôtel du Commerce. Avant le 15 juillet 1936, ils achètent 75 à 80 mitraillettes chez divers fournisseurs, dont Edgard Grimard, et deux cents fusils mitrailleurs chez Pieper. Ces armes sont transportées en fraude vers la France dans des voitures achetées dans ce but et dans lesquelles Jean-Baptiste a fait aménager des double-fonds. Mais Deloncle se montre mécontent des faibles quantités achetées et insiste pour que l'équipe achète davantage d'armes en Belgique.

C'est alors que Juif se souvient qu'il a un ami à Anvers, dont, écrit Boufflers, « le nom nous est inconnu » et qui a déjà livré des armes à la Bolivie. D'autres pièces dans le dossier permettent d'affirmer que cet ami n'est autre que Boufflers lui-même. Juif se rend donc à Anvers où Boufflers le présente à Fromont ; Boufflers assiste au premier entretien qui a lieu début juillet 1936. Par la suite, Juif introduit Jean-Baptiste auprès de Fromont, et la décision d'acheter trois cents pistolets-mitrailleurs Schmeisser via Fromont est prise début août 1936. Le 15 août 1936, Juif fait venir sa femme et ses enfants à Anvers ; ils s'installent Koningin Astridplein 13, en face de la gare centrale d'Anvers, chez une Marseillaise, Irène Colognis, la maîtresse de Boufflers, qui est, selon Juif, une sympathisante de la Cagoule. Juif y réside sous le nom de sa femme, Renouart. Vers le 15 août 1936, Henri Barbier, Jean-Baptiste et Juif rencontrent Fromont au café *Sandeman*, place du Meir, et entament des pourparlers aboutissant à la conclusion définitive du marché. Boufflers insiste sur le fait que les 300 pistolets-mitrailleurs ont été commandés par « une organisation fasciste française », qui en est le propriétaire pour avoir acquitté le montant total du lot. Les reçus signés Fromont, retrouvés dans les valises de Jean-Baptiste, constituent la preuve de ces paiements, car même si Fromont n'a pas mentionné les noms des destinataires des armes, le fait que ces reçus se soient trouvés en possession de Juif, membre de la Cagoule, est en soi un argument probant. Selon Boufflers, Juif et Jean-Baptiste ont fait croire à Fromont que les armes qu'ils veulent acheter sont destinées aux troupes franquistes.

Pour essayer les armes achetées à Liège en septembre 1936, Deloncle envoie à Liège André Bousset, ingénieur des usines Hotchkiss à Levallois-

Perret (Seine). Les essais se passent chez Pieper en présence de Fromont. Boussel dit Pierrot, « abonné » de la Cagoule sous le numéro 363<sup>31</sup>, a dérobé, dans l'usine qui l'emploie, dix mitrailleuses et trois fusils mitrailleurs. Il les a démenagés en pièces détachées dans sa propre voiture. Le plan initial est de stocker provisoirement les armes non loin de la frontière franco-belge et de les transporter par petites quantités vers la France. Dans ce but, l'organisation fasciste dispose, toujours selon Boufflers, de dépôts non loin de la frontière. En guise de relais, elle a loué une villa à Oudenburg, près d'Ostende. Le 21 septembre, les 300 Schmeisser sont chargés sur un camion et partent en destination d'Oudenburg. Le camion fait arrêt à Ans, où la marchandise sera inspectée pour la dernière fois : les cagouleurs veulent vérifier qu'il s'agit bien de la même marchandise que celle essayée auparavant chez Pieper. C'est ici que, selon Boufflers, une fuite a eu lieu et que le parquet a été averti de la présence de ces armes à Ans. Les armes sont saisies et stockées dans les caves du Palais de Justice à Liège. Selon Boufflers et Fromont, la fuite est l'œuvre d'un ouvrier communiste de chez Pieper, qui pense que les armes sont destinées à Franco. Juridiquement, il ne s'agit pas d'une saisie proprement dite mais d'une retenue. La distinction est importante, car la Cagoule se considère encore en 1937 comme la propriétaire légitime des fusils-mitrailleurs.

Juif et Jean-Baptiste, qui ont accompagné le camion dans une voiture séparée, avertissent « Paris » de l'échec. La réponse est immédiate : « Marie » (Deloncle) envoie un télégramme à Jean-Baptiste, qui est toujours à Oudenburg, pour le convoquer à Paris sans délai. Jean-Baptiste, qui flaire le drame, envoie Juif et va lui-même essayer d'obtenir une licence d'exportation des armes en Italie, d'où elles pourraient entrer plus facilement en France. À Paris, Juif est reçu par Crespin, qui lui reproche les dépenses exagérées du duo et l'échec encouru. Conséquemment, Deloncle envoie, début octobre 1936, deux cagouleurs à Anvers pour vérifier ce qu'il s'est passé. Selon Boufflers, ces deux délégués sont Armand Crespin et un certain « Jentet », c'est-à-dire Gabriel Jeantet, ancien président des étudiants de l'Action Française, et secrétaire de la Société des Huiles Antar. Depuis 1936, il est responsable de l'achat et du trafic d'armes de la Cagoule<sup>32</sup>. Pour introduire Crespin auprès de Fromont, Juif lui adresse un petit mot.

Les deux délégués de la Cagoule constatent, avec Fromont, que la note a été majorée royalement par Juif et Jean-Baptiste : ils auraient fait un bénéfice de 300 000 FF ! Ce constat fut leur condamnation à mort. D'autre part, la vie facile que mènent Juif et Jean-Baptiste suscite des soupçons chez les dirigeants de la Cagoule. Entre le 13 août et le 31 octobre 1936, ils descendent souvent à l'Hôtel Métropole à Bruxelles (neuf nuits pour Juif, quinze pour Jean-Baptiste). Des notes d'hôtel à leur nom, ainsi qu'au nom

<sup>31</sup> Philippe Bourdrel, *op. cit.*, p. 114.

<sup>32</sup> Gabriel Jeantet (1906-1978) passera pendant la Seconde guerre mondiale au régime de Vichy, puis à la Résistance. À Vichy, il était un des parrains de François Mitterrand pour l'obtention de la Francisque, décoration pétainiste. Après la guerre, il fut condamné dans le procès de la Cagoule et dirigera la collection Histoire contemporaine aux Éditions de la Table Ronde. Vers la fin de sa vie, il sera proche des mouvements d'extrême-droite Ordre nouveau et le Parti des forces nouvelles.

d'Henri Barbier, ont aussi été retrouvées en Italie pour la période du 22 septembre au 6 octobre. D'autre part, selon Aristide Corre, Juif et Jean-Baptiste ont également participé au congrès du NSDAP en septembre 1936, en Allemagne.

Le 26 octobre 1936, Jean-Baptiste, n'ayant pas réussi à obtenir une licence d'exportation en Italie, se rend finalement à Paris devant le tribunal d'honneur de la Cagoule. À son arrivée, il prend contact avec son cousin qui travaille également chez Crespin. Jacques Corrèze, le secrétaire du « patron », les reçoit et les emmène dîner au *Colysée* sur les Champs-Élysées. Ensuite, Corrèze mène Jean-Baptiste seul devant le tribunal, composé de Deloncle, du général Duseigneur, de Crespin, de Jeantet et de Corrèze. Le verdict ne se fait pas attendre : Jean-Baptiste est condamné à mort et massacré à coups de poignard et son corps enterré à un endroit désert de la banlieue parisienne, où il ne sera pas retrouvé de si tôt<sup>33</sup>.

Revenu à Bruxelles, Juif se rend compte que Jean-Baptiste ne reviendra plus comme prévu à l'origine. Il se rend à Nice (où il existe une importante « colonie » cagoularde), puis en Italie, où il essaye de nouveau d'acheter des armes. Pour obtenir l'argent nécessaire pour les payer, il s'adresse à la direction de la Cagoule. Erreur fatale, car Deloncle et ses comparses savent ainsi où il se trouve. Par un subterfuge astucieux, Jeantet fait venir à Paris le cagoulard qui tient compagnie à Juif. Pendant ce temps, des cagoulards niçois tuent sauvagement leur compagnon, le 14 décembre 1936<sup>34</sup>. Le corps de Juif ne sera retrouvé que le 2 février 1937 à proximité de San Remo, où il avait loué une villa.

La question se pose de savoir pour quelle raison Juif a envoyé des valises, destinées à Jean-Baptiste, à la consigne de la gare de Lille. Comprend-il à cet instant que ses jours sont comptés et veut-il se venger, d'avance en quelque sorte, du sort qui l'attend ? Car, en envoyant ces documents compromettants pour lui autant que pour Jean-Baptiste, il sait que leur découverte éventuelle mettra au grand jour un trafic d'armes clandestin de la Cagoule.

### *Un personnage trouble et troublant : Robert Boufflers*

Le rôle et la personnalité de Boufflers, ami intime de Juif, sont remarquables à plusieurs points de vue. En renseignant les commissaires Jobard et Block, il considère qu'il rend un service à la justice belge et au Trésor de l'État. Cette remarque est assez pittoresque quand on connaît le passé de

---

<sup>33</sup> Selon la police française, Jean-Baptiste a disparu le 27 octobre 1936 vers 21 heures, après avoir dîné dans un restaurant avenue des Champs-Élysées avec deux camarades (AGR Anderlecht, Tribunal de 1<sup>ère</sup> instance, Parquet du Procureur du Roi, dossiers d'information politiques, 148/1904, avis de recherche de Jean-Baptiste, 24.05.1937).

<sup>34</sup> Selon une information de la police française, transmise au commissaire général aux délégations judiciaires à Bruxelles en avril 1937, Juif aurait disparu le 14 décembre 1936, « après son repas du soir » (AGR Anderlecht, Tribunal de 1<sup>ère</sup> instance, parquet du Procureur du Roi, dossiers d'information politiques, 148/1905, Juif).

Boufflers<sup>35</sup>. Né en 1899, il travaille entre 1916 et 1918 pour le service de contre-espionnage allemand à Anvers<sup>36</sup>. En 1920, la Cour d'assises d'Anvers le condamne de ce fait à sept ans de réclusion. Après sa remise en liberté, il fait manifestement des affaires dans le Midi de la France, où il rencontre non seulement Juif, mais aussi la femme qui devient sa maîtresse : Irène Colognis, née à Marseille en 1903. Le 8 mai 1927, le juge d'instruction en cette ville, Escoffier, lance un mandat d'arrêt contre Boufflers, inculpé de banqueroute simple et escroquerie<sup>37</sup>. Mais le couple a déjà quitté Marseille le 18 avril 1927 en destination de la Belgique. Suite au mandat d'arrêt, la Sûreté publique charge la gendarmerie de recherches dans les listes des hôtels de Bruxelles. Sans résultat. Boufflers aurait encore été vu à Anvers le 20 avril, mais la Sûreté pense que le couple se trouve déjà dans un port hollandais en vue de leur départ pour l'Amérique. Ils sont munis de passeports avec visa pour la Colombie et le Mexique.

En septembre 1929, Colognis de retour du Chili, s'installe à Schaerbeek. Son ami Boufflers reste provisoirement en Amérique du Sud. Il est probable que, durant cette période, il ait trempé dans le trafic d'armes, notamment avec la Bolivie. Revenu en Belgique en 1930, Boufflers, installé à Anvers, s'occupe de la firme Consignation – commissionnaire en marchandises, inscrite au registre de commerce d'Anvers en 1933 et mise en faillite deux ans plus tard. Par la suite, Boufflers fonde une Firme R. Boufflers pour le commerce en gros, notamment d'accessoires pharmaceutiques. Cette firme n'est pas florissante non plus : le 25 février 1937, Boufflers est condamné à deux mois de prison pour banqueroute simple.

Nonobstant le fait que Boufflers lui ait servi d'indicateur, le commissaire Block continue à le considérer comme suspect et le fit arrêter administrativement le 10 mai 1940 suite à une décision générale du gouvernement. Boufflers est déporté en France et rentre au pays dans la seconde moitié de 1940. Comme en 1916, il se remet aussitôt à la disposition du contre-espionnage allemand. Sous le pseudonyme de « Bill », il devient un agent actif de Karl Ulrich (« Harry »), un des espions allemands les plus zélés de l'*Abwehr* d'Anvers. Le dossier de Boufflers contient un certain nombre de rapports, rédigés par « Harry », sur Boufflers ou sur des personnes au sujet desquelles celui-ci est chargé de s'informer. Sous l'occupation, Boufflers et Colognis résident à Bruxelles. Par l'intermédiaire de sa firme, il se lance aussi dans la collaboration économique en livrant aux Allemands des marchandises de toutes espèces. En 1947, Boufflers se réfugie en France, sans doute dans l'espoir d'échapper à la justice belge. Mais il y est arrêté le 15 octobre 1948 suite à une demande d'extradition de la Belgique. Le 10 novembre 1947, le Conseil de guerre d'Anvers l'avait condamné à mort par contumace et à la

---

<sup>35</sup> Sauf autre mention, ces éléments proviennent de son dossier de la Justice Militaire Belge (*Krijgsraad Antwerpen*, 2452/47).

<sup>36</sup> Depuis novembre 1914, les services secrets allemands disposent à Anvers d'une *Kriegsnachrichtenstelle* au sein de laquelle existe aussi une école d'espionnage (Thomas Boghardt, *Spies of the Kaiser, German covert operations in Great Britain during the First World War*, London, Palgrave MacMillan, 2004, p. 80 et s).

<sup>37</sup> AGR, PE, 1476450 (Colognis), *Bulletin hebdomadaire de Police criminelle*, 06.06.1927.

déchéance de nationalité<sup>38</sup>.

S'il faut en croire Boufflers, son attachement à Juif et sans doute les soupçons qu'il nourrit au sujet de la disparition de son ami l'ont incité à faire ses révélations capitales à la police belge et française. Mais Boufflers est-il désintéressé à ce point ? Son dossier à la police judiciaire contient une note selon laquelle il a donné des renseignements dans l'espoir d'obtenir une peine plus légère que celle qui lui a été imposée suite à la banqueroute de son entreprise... Ceci explique sans doute pourquoi il a continué après avril 1937 de renseigner aussi bien Block que Jobard. Il a d'ailleurs perçu une commission de 20 000 FB sur la commande des 300 Schmeisser et il rapporte lui-même que, dans une conversation avec Fromont et Barbier, il est question de nouvelles commissions sur des opérations ultérieures.

L'origine des révélations de Boufflers est la source la plus directe qui soit : son ami Juif. S'y ajoutent quelques éléments permettant de compléter le tableau. La villa d'Oudenburg, Weststraat, 6, est louée par Jean-Baptiste le 22 août 1936 pour un an. Quelques deux jours auparavant, sept personnes dont Jean-Baptiste effectuent un séjour dans plusieurs villes belges : Liège, Gand, Bruges et Ostende. Il s'agit sans doute des personnes qui vont s'installer dans la villa. A partir du 12 septembre, Jean-Baptiste y séjourne par intermittence avec Henri Barbier, Juif et deux autres membres de la Cagoule<sup>39</sup>. Cette villa doit servir de dépôt transitoire. En effet, en octobre 1936, la police judiciaire de Bruges signale

« les agissements suspects de plusieurs individus ayant loué une villa à Oudenburg. D'après certains renseignements obtenus, il est permis de supposer que ces individus se livrent au trafic illicite d'armes ».

Barbier et Jean-Baptiste sont cités nommément dans ce document<sup>40</sup>. De toute évidence, la villa d'Oudenburg fait partie de l'infrastructure de la Cagoule : elle est occupée quelques jours avant la date à laquelle le représentant de Fromont à Liège charge Médart du transport des armes (le 16 septembre) ; les 18 et 19 septembre Jean-Baptiste téléphone de l'hôtel Métropole (Bruxelles) à Gistel (commune sur le territoire duquel se trouve la villa) et, le 21 septembre 1936, « Marie » (Eugène Deloncle) adresse un télégramme à la boîte postale 80 au bureau de la Poste d'Ostende, louée par Juif. Par conséquent, Deloncle sait que les cagoulards y résident. Entre-temps, le 17 septembre 1936, pour conclure le marché souhaité par la Cagoule, Fromont a payé 765 250 FB à Kersten.

Les 300 Schmeisser ne constituent pas le seul achat de la Cagoule via

---

<sup>38</sup> Il est remarquable que Boufflers et sa partenaire dans plusieurs firmes (et en même temps sa maîtresse) espèrent après la guerre que le commissaire Jobard pourra leur venir en aide, et d'après la correspondance du dossier celui-ci semble en effet avoir promis d'intervenir en sa faveur.

<sup>39</sup> Il s'agit de Raymond Blot et de Louis Pigoury, qui font partie de l'équipe s'occupant d'armes (AGR Anderlecht, Tribunal de 1<sup>ère</sup> instance, Parquet du Procureur du Roi, dossiers d'information politiques, 148/1902, note du Contrôleur général des services de police criminelle (France), 21.10.1936). En tout, nous n'avons ici que cinq personnes, mais il apparaît dans le dossier que les parents de Barbier ont également séjourné dans la villa et ont peut-être fait le tour des villes belges.

<sup>40</sup> AGR, PE, A 217948 (Juif), note du Commissaire général aux Délégations Judiciaires Louwage, 04.05.1937.

Fromont. En effet, en août 1936, Fromont passe une commande de 700 pistolets automatiques 7.65 chez Pieper à Liège. Fin août ou début septembre de la même année, il en a vendu 100 à un autre membre de la Cagoule, Bernard d'Oncieu, marquis de Chaffardon, introduit par Juif et Jean-Baptiste et qui se dit être en rapport avec Jeantet, chargé du trafic d'armes de la Cagoule<sup>41</sup>. Bernard d'Oncieu, accompagné de Juif, s'est chargé personnellement de la réception des armes. Fromont, qui ne possède pas de facture de cette vente, dira que la transaction s'est réalisée « *en toute confiance* ». Selon le juge d'instruction Halleux du parquet de Liège, ce lot de pistolets automatiques a été commandé par Henri Moreau de la Meuse, responsable du transport et du matériel dans la Cagoule. Fromont a toujours nié connaître Moreau, mais il est vrai qu'il a aussi nié avoir conclu une opération avec Juif, alors que selon son propre agenda, il a eu pas moins de vingt-quatre rendez-vous avec Juif, Jean-Baptiste ou les deux à la fois (parfois accompagnés de Barbier) entre le 10 août et le 8 octobre 1936. Par ailleurs, Barbier et un autre cagoulard impliqué dans le trafic d'armes, Charles Duchamp, sont arrêtés à Halluin, le 29 octobre 1929 1936. Barbier est porteur d'un revolver non déclaré et prélevé sur un lot acheté par Fromont pour le compte de Juif et Jean-Baptiste.

Pour être informé comme l'est Boufflers sur les projets secrets de Fromont, il faut qu'il ait eu un lien de grande confiance avec celui-ci. Fromont lui confie, par exemple, qu'il a eu la visite de deux délégués de la Cagoule venant enquêter sur les notes de frais de Juif et de Jean-Baptiste. C'est Boufflers qui introduit Juif auprès de Fromont en juillet ou en août 1936. Il est possible que Boufflers, qui faisait toutes sortes de marchés, ait vendu des armes à la Bolivie pour le compte de Fromont. À ce propos, il signale un subterfuge utilisé par Fromont pour se couvrir en cas de vente illicite, ce qui prouve que Boufflers est bien introduit dans les affaires d'Armat :

« Pour se mettre en règle ultérieurement, il demandait une autorisation d'exportation à destination d'un pays pour lequel aucun refus n'était à craindre (Amérique du Sud). Puis il chargeait à Anvers sur un vapeur quelconque un lot de caisses identiques à celles livrées par Pieper avec mêmes marques et numéros, même poids et contenant de la ferraille (les exportations au départ de Belgique n'étant pas vérifiées). Le tout était envoyé dans un port en Amérique, en transit. Expéditeurs : un transitaire quelconque. Destinataire : connaissance à ordre. Arrivé là-bas, la marchandise est entreposée en entrepôt de douane et reste trainer des années, sauf vente publique d'office dans l'entreprise ».

Il est à signaler que Boufflers n'est pas le seul personnage trouble opérant dans l'ombre avec lequel Fromont est en rapport. La carte de visite de Juif découverte par la police judiciaire chez Armat et destinée à introduire Crespin donne à réfléchir. En effet, celle-ci porte au verso une phrase cryptée mais potentiellement intéressante, libellée comme suit :

« Cher monsieur Fromont, veuillez réserver au porteur le meilleur accueil et faire l'impossible pour lui donner satisfaction, car je suis où vous savez

---

<sup>41</sup> Bernard d'Oncieu de Chaffardon, appartenant à une famille de la noblesse savoyarde, est né en 1926. Il est à moitié belge, car sa mère appartient à la famille d'Oultremont de Wégimont. Cet achat de pistolets est le seul dans lequel apparaît d'Oncieu.



(veut-il désigner l'Italie ?), j'attends impatiemment le mot promis par M. l'Abbé ».

Il y a à l'époque évidemment des centaines d'abbés en Belgique ; assurément il n'y en a pas autant en rapport à la fois avec Fromont et Juif ou pour le moins connus des deux hommes.

Aussi, nous risquons-nous à une hypothèse. Par « M. l'abbé », Juif désigne très probablement l'abbé Vincent De Moor. Cofondateur de la *Libre Belgique* clandestine 1914-1918, il « fait du renseignement » depuis cette époque (il été décoré par les Britanniques en 1919). Au moment de la guerre d'Espagne, il manifeste de chaudes sympathies pour les Nationalistes au point de passer six mois en Espagne franquiste en 1936. Il s'y livre

« à des tâches assez peu ecclésiastiques comme des enquêtes sur l'origine belge des munitions républicaines, la destination des chèques payés par Madrid, etc... »<sup>42</sup>.

L'abbé De Moor retourne en Espagne en 1938 et envoie une correspondance de guerre au *Pays Réel*. En même temps, il dirige à Bruxelles une officine de propagande franquiste, le *Bureau universel de presse* (BUP). En 1939, il se met à la disposition du 5<sup>e</sup> Bureau français et fonde un réseau de renseignements sous son nom de guerre de Lieutenant Marcel<sup>43</sup>.

Pour la Cagoule, il n'est pas un inconnu. Aristide Corre ne lui fait pas trop confiance. Il le rencontre à nouveau en Espagne en octobre 1938. L'abbé a-t-il, en 1936, fait la liaison entre Fromont et Juif lorsque celui-ci se trouvait en Italie ? De Moor a-t-il procuré des renseignements à la Cagoule ou à Fromont, par exemple sur les livraisons d'armes à la République ou sur les Brigades Internationales ? Ces questions s'imposent d'autant plus que Fromont, dans le courant de 1936, est en rapport avec un aventurier espagnol connu sous le nom de « comte de Santa Lucia » qui, pas plus que l'abbé De Moor, n'est un inconnu pour Aristide Corre. Fromont ne le cite que sous forme d'initiales (« cte de S.-L. »), notamment dans une lettre du 19 novembre 1936 adressée au journaliste rexiste Serge Doring, et dans laquelle il décrit précisément ses rencontres avec des acheteurs d'armes pour la République espagnole. Aux dires de Corre, le comte sert pendant quelques semaines dans les rangs franquistes en juillet-août 1936, puis est envoyé en mission en France, au cours de laquelle il passe aussi en Belgique et aux Pays-Bas. Même si nous ignorons la nature des rapports probables existant entre Fromont, l'abbé De Moor et le « comte » espagnol, nous pensons qu'ils devaient d'être évoqués pour mieux situer la mouvance dans laquelle évolue le marchand d'armes anversois.

### *Des armes pour l'Irak ?*

En 1937, des cagouleurs essaient à plusieurs reprises de récupérer les

<sup>42</sup> Francis Balace, *op. cit.*, p. 679.

<sup>43</sup> Centre d'étude Guerre et Société (CegeSoma), Anderlecht, AA 1115, Rapport d'activité du groupe de l'abbé Vincent De Moor, agent de renseignement.

armes « retenues » à Ans l'année précédente. Dans ce but, ils montent une extraordinaire opération clandestine, dans laquelle un membre de l'organisation, Fabien-Maurice Marchal, directeur des Établissements Marchal, Boulevard Sébastopol 19, à Paris, joue un rôle de premier plan. Par ailleurs, c'est ici que Gabriel Jeantet entre une fois de plus en scène.

Le projet est déjà en cours en mars 1937. En effet, le 24 mars de cette année, Fromont adresse une première lettre au ministre d'Irak à Paris. Celui-ci envoie à la S.A. Armat, le 27 mars, une première commande d'armes. La lettre est signée par le « chef de la Mission militaire ». A la suite de cette correspondance, Fromont rencontre Marchal à Paris et celui-ci envoie à Armat, le 3 mai, 1937, une commande d'armes officielle de la part de la Légation du Royaume d'Irak à Paris, dont Marchal se dit le représentant. Cette commande comprend 300 pistolets-mitrailleurs Schmeisser, 500 000 cartouches 9 mm, 2 000 pistolets automatiques 7,65 et 500 000 cartouches 7,65 mm. Elle est reçue par la firme anversoise le 11 mai 1937. Marchal insiste auprès de Fromont pour qu'il essaie d'obtenir un permis d'exportation. Fromont s'exécute, via un avocat, auprès du magistrat chargé de l'enquête à Liège, le juge d'instruction Halleux, pour faire lever la confiscation des 300 Schmeisser, immobilisés depuis septembre 1936.

Suite à cela, le banc d'épreuves d'armes à Liège, chargé de la délivrance des licences prévues par l'arrêté royal du 19 août 1936, est saisi d'une demande d'examen de la question, probablement en juin ou juillet 1937. Le 14 juillet 1937, le colonel J. Fraikin, directeur général du banc, répond à une demande de renseignements émanant du Procureur général de Bruxelles. Fraikin rapporte que

« la Société anonyme Armes et Matériel Militaires n'est pas rangée parmi les fabricants d'armes établis en Belgique. Jamais cette maison n'a fait éprouver une arme à feu au Banc d'épreuves de Liège ».

Officiellement, ARMAT n'a importé qu'une infime quantité d'armes. Et Fraikin d'ajouter :

« Néanmoins [la Société] trouve les ressources suffisantes pour publier depuis trois ans une revue mensuelle illustrée d'une trentaine de pages qu'elle envoie gratuitement à un grand nombre de personnes. Assurément ce n'est pas avec le produit d'un capital de 30 000 francs qu'elle peut faire face à une telle dépense ».

Plus loin, Fraikin rappelle la confiscation des 300 Schmeisser à Ans en ajoutant – et ici le récit devient vraiment intéressant :

« Ce sont ces mêmes pistolets mitrailleurs qu'il est aujourd'hui question de livrer à l'Iraq ».

Et Fraikin de conclure :

« la Société Armat, au capital insignifiant (...) me paraît suspecte sans que cependant je sois en état d'articuler contre elle un grief précis ».

Pour parfaire le camouflage, Ernest Heyman, un responsable de la firme allemande Haenkel & Suhl de Berlin, qui fabrique les Schmeisser, est reçu le 24 juin 1937 à la légation d'Irak à Paris par trois hommes qui se disent

de hauts fonctionnaires irakiens. Ils passent une commande importante pour un montant total de 1 888 727 FF. Elle est payée par quatre chèques émis en livres sterling en juillet 1937 par la Société parisienne de banque, remis à Ernest Heyman. Les armes sont à envoyer chez l'armurier suisse Jean Deletra, 20 rue du Grand Conseil à Genève. Le 15 août 1937, Jeantet, sous le nom de « Jean », confirme la commande chez Armat :

« Comme suite de nos entretiens de vendredi, je vous informe que j'ai écrit au directeur de la Société Gerhard et Hey en lui demandant de se mettre en rapport avec vous pour l'expédition de nos marchandises et leur magasinage à Hambourg en attendant leur expédition à Bassorah ».

Il s'agit d'une commande considérable : 710 pistolets, 300 mitraillettes Schmeisser, 2700 chargeurs, 750 000 cartouches 9 mm, 500 000 cartouches 7,65 mm, 125 Smith Wesson, 25 bandes, 5 machines à charger. Il est donc très probable que les 300 Schmeisser, immobilisés à Liège depuis septembre 1936, sont inclus dans cette commande, étant donné que Fromont a essayé de faire lever la confiscation des ces armes.

Le 25 août 1937, une note d'Armat fait état « d'une expédition que nous devons faire à Hambourg pour compte du gouvernement d'Iraq par l'intermédiaire de Gerhard et Hey ». Le dossier de la police judiciaire d'Anvers contient une note anonyme et non datée, selon laquelle Fromont reçoit régulièrement la visite d'un certain Jean Delangre, habitant 20 rue de la Source à Paris, domicile de la sœur de Jeantet<sup>44</sup>. L'auteur de la note (sans doute Boufflers, qui a promis à Block et Jobard de continuer à les informer) signale au commissaire Block que Fromont cherche à vendre des armes à l'Iraq par l'intermédiaire d'un certain Marchal. Et il ajoute : « M. Jobard est au courant de cette affaire ». Il est hors de doute que Jeantet et Marchal sont à la base de cette opération clandestine : ils se trouvent tous les deux parmi les soi-disant hauts fonctionnaires irakiens...

À côté de cette commande par la légation d'Iraq, la Cagoule a passé une autre commande encore à Armat via Deletra à Genève. Le 9 août 1937, Deletra passe à Fromont une commande de 750 pistolets pour le compte de « Jean ». Jeantet s'est mis, pour cette commande, en rapport avec Fromont. Il est venu en Belgique en compagnie du cagoulard Fernand Jakubiez. Le 25 août, Fromont écrit à l'expéditeur anversois Kennedy & Hunter au sujet de l'expédition de dix caisses avec 750 pistolets automatiques et destinés à Sauvin et Schmidt à Bâle. Les 750 pistolets sont à emballer à Anvers et sont remis pour transit à la firme d'expédition qui doit les acheminer chez Deletra. De là, ils sont à transporter en fraude.

Le 5 septembre 1937, Corre signale le départ pour la Suisse de Jeantet afin d'y aller quérir quelque 700 pistolets. La preuve qu'il s'agit bien du même achat se trouve dans une note non datée, rapportant qu'un J. Deletra de Genève a, le 8 octobre 1937, rendu visite à Armat comme délégué de « Jean ».

---

<sup>44</sup> Jeantet utilisait en effet souvent le nom d'un autre Cagoulard, Jacques Jean Marie Delangre, né à Douai le 23.1.1910, habitant Paris, 3 rue Guichard, et inscrit à la Cagoule sous le n° 263. L'utilisation du nom d'un autre 'abonné' était fréquent chez les cagoulards. Ainsi, Corréze utilisait parfois le nom de Raymond Lainey, que nous rencontrerons encore au cours de ce récit.

Lorsqu'il est en Belgique, Deletra porte le faux nom de « Henri Martinot », nom sous lequel il correspond avec « Jean ». De plus, le commissaire Block note le 27 janvier 1938 que la police judiciaire a trouvé au siège d'Armat un billet dans lequel un employé de la firme signale à Fromont que « Deletra est venu sur ordre de J. pour faire un inventaire du matériel se trouvant ici ». Il n'y a dès lors pas de doutes que la transaction à laquelle Fromont s'est prêté avec Deletra était destinée à la Cagoule.

Manifestement, la livraison n'a pas eu lieu. Un connaissance régulier est pourtant délivré par les autorités belges pour l'envoi de ces armes « en Irak », mais la douane belge mit la main dessus parce que les armes sont plus lourdes que le poids stipulé dans la licence d'exportation. Une fois de plus, un achat de la Cagoule se solde par un échec. Toutefois, le 3 octobre 1937, Jeantet et Jakubiez reçoivent des mitraillettes, des pistolets et des cartouches chez Deletra. Ces armes sont importées frauduleusement en France. Une première tentative de Jakubiez pour passer des cartouches en fraude tourne mal : il perd une partie de sa cargaison en cours de route, et de cette façon, la police française est mise sur la piste de Jakubiez, qui, arrêté, parle abondamment.

Nous ignorons si Fromont a eu connaissance du montage de la Cagoule. Il n'est connu qu'après l'arrestation de Marchal et de son adjoint le 2 septembre 1937, suite à une plainte en fraude de la véritable légation d'Irak, et sans doute aussi suite aux révélations faites par Boufflers aux commissaires Block et Jobard. À cette occasion, la police française saisit des armes chez Marchal et trois autres Cagoulards. Corre note : « Cela nous touche de près en ce sens que Gabès [Jeantet] a eu affaire souvent au premier [Marchal]. L'affaire est grave »<sup>45</sup>. Au cours de l'instruction, il appert que le ministre d'Irak à Paris n'a en réalité passé aucune commande à la S.A. Armat via Marchal. L'affaire a été montée par Marchal, qui, usurpant la qualité de délégué du gouvernement irakien, a soudoyé un employé de la légation d'Irak à Paris pour pouvoir utiliser, en l'absence du ministre d'Iraq, les locaux de la légation lors de la visite de l'armurier allemand de Haenkel & Suhl. Il est également apparu que les 300 Schmeisser et les autres armes de la commande devaient en réalité arriver en Espagne et non à Bassorah dans le Golfe de Perse<sup>46</sup>... La Cagoule est bel et bien à l'origine de ce montage. C'est ce que confirme un « des chefs de la Cagoule » interrogé par Bourdrel dans les années 1960 — sans doute Jeantet :

« C'est ainsi que la bonne volonté d'un membre de l'ambassade d'Iraq à Paris se révéla très précieuse. Les armes "commandées" par le gouvernement irakien dans une fabrique de Berlin filaient dans les stocks de l'organisation<sup>47</sup>. »

En 1937 la Cagoule forme un nouveau projet audacieux : l'introduction clandestine d'armes en France par bateau. Ces armes se trouvent à Anvers. Maurice Duclos (« abonné » de la Cagoule sous le numéro 277 et

<sup>45</sup> Christian Bernadac, *op.cit.*, p. 135. Cette déclaration a sans doute été faite par Jeantet.

<sup>46</sup> *La Dernière Heure*, 08.11.1937.

<sup>47</sup> Philippe Bourdrel, *op.cit.*, p. 156.

futur agent secret du général De Gaulle à Londres) est chargé d'organiser ce projet. Membre d'une famille qui s'y connaît en affaires maritimes et qui possède un domaine en bordure de mer, il recrute un certain Prière, Duclos affrète le navire *L'Atalante*, ancré au Havre, et un équipage de six marins. Les armes seront camouflées comme « chargement de coton à destination de Rio de Janeiro ». Il s'agit très vraisemblablement de la commande faite à Fromont par Jeantet en août 1937, qui se trouverait en transit à Hambourg et que les marins de *L'Atalante* seront chargés de rapatrier en France. Mais ce projet, comme tant d'autres, est – c'est ici le cas de le dire – tombé à l'eau par la saisie des armes à Anvers.

En guise de conclusion provisoire, nous pouvons dire que les diverses tentatives de la part de la Cagoule d'acheter des armes à la société Armat n'ont pas abouti, même si les 300 Schmeisser ont bel et bien été payés en 1936.

### *L'affaire Van Hecke : confiance mutuelle ?*

Dans ses carnets, Aristide Corre révèle que la Cagoule a une nouvelle fois essayé d'acheter des armes à Anvers, cette fois par le truchement d'un officier français<sup>48</sup>. Le 18 juillet 1937, le commandant français Alphonse Van Hecke (Corre orthographe son nom incorrectement Van Eyek) téléphone de Belgique à la maîtresse d'un membre assez important de la Cagoule pour annoncer, en langage convenu, qu'il peut organiser la livraison de 24 mitrailleuses Maxim à Lille<sup>49</sup>. Le cagoulard en question est Raymond Lainey, déjà dépêché à Anvers en avril 1937 pour y sonder ce que l'on pourrait entreprendre pour entrer en possession des armes retenues à Anvers en septembre 1936. Nous ignorons qui il a pu rencontrer à Anvers, mais il est possible qu'il y ait vu Fromont et qu'il est au courant de l'opération projetée soi-disant avec la légation d'Irak. Raymond Lainey est le chef d'un Centre d'information et de coordination (CIC), officine au but analogue à celui des patriotes armés belges. Lainey fait entrer le CIC dans un des organismes constituants de la Cagoule, l'UCAD du général Duseigneur.

Quelques jours après le coup de téléphone de Van Hecke chez la maîtresse de Lainey, le 18 juillet 1937, il se rend à Paris où on lui remet 175 000 FB pour l'achat des mitrailleuses. Vers le 20 août 1937, tout est prêt pour la livraison. Van Hecke accompagne en voiture le camion transportant les armes. Le passage de la frontière doit se faire à Mouscron tandis que Van Hecke continuerait à suivre le camion en France jusqu'à un endroit convenu, que son collègue Jean Génébrias de Fredaigue ferait connaître par télégramme à un responsable de la Cagoule. Mais en vue de la frontière, le chauffeur du camion augmente sa vitesse à ce point que Van Hecke n'est pas à même de le suivre, d'autant moins qu'il est arrêté à un passage à niveau par une barrière fermée. Au passage à niveau, il est arrêté par deux faux douaniers qui le

<sup>48</sup> Christian Bernadac, *op. cit.*, p. 107-112.

<sup>49</sup> A Lille, la Cagoule a un « abonné » nommé Norbert Seys, chevillard de profession, arrêté en novembre 1937. La police découvre chez lui une mitraillette et des cartouches (Philippe Bourdrel, *op. cit.*, p. 293). Nous ignorons toutefois si Van Hecke doit livrer les armes via ou chez Seys.

chloroforment tout en le dévalisant des 200 000 FB dont il est porteur. Il est bientôt libéré et peut raconter sa version (celle décrite ci-dessus) aux dirigeants de la Cagoule. Très vite, ceux-ci acquièrent la conviction qu'ils ont été roulés, soit par Van Hecke lui-même, soit que Van Hecke ait été trompé par ses contacts. À un certain moment, Aristide Corre met en doute l'existence même du camion !

Cette histoire rocambolesque nécessite quelques éclaircissements, notamment sur les personnalités concernées. Le commandant Van Hecke et Génébrias de Fredaigue appartiennent à l'antenne d'Anvers du service de renseignements militaire (SR) français. Créée en 1934 et dirigée par le colonel Henri Beliard, ce poste avancé dépend du Bureau d'études du Nord-Est (BENE) de Lille. Le BENE en dispose d'un autre dans l'ambassade de France à Bruxelles, à Liège, à Charleroi et à Rotterdam. L'antenne d'Anvers est camouflée sous le couvert d'une entreprise commerciale, la S.A. La Confiance Mutuelle, créée le 28 mars 1934, avec siège Place du Meir, 15, non loin des bureaux d'Armat d'ailleurs. Elle s'occupe de prêts financiers et fournit des renseignements d'ordre commercial à ses abonnés<sup>50</sup>. Van Hecke et de Fredaigue en sont respectivement administrateur délégué et président du conseil d'administration. Ils ne sont plus des inconnus à Anvers depuis longtemps. Alphonse Sylvestre Van Hecke y est né en 1890. Après une carrière militaire, notamment au 21<sup>e</sup> Régiment d'infanterie coloniale, il quitte le Tonkin et s'installe à Anvers le 5 janvier 1934<sup>51</sup>. Jean Génébrias de Fredaigue, né à Nantes en 1888 dans une vieille famille de la noblesse picarde, a déjà été employé à la filiale anversoise de la Société Française de Banque et de Dépôts, Meir 74, à partir de 1910. Il quitte la Belgique au début de la Première Guerre mondiale pour y revenir en 1926 après avoir épousé, à Belgrade, une femme belge. La police d'Anvers le renseigne alors comme « commerçant », mais selon Jan Pauwels, agent de la section *Bijzondere Opdrachten* (Missions spéciales) de la police communale d'Anvers, qui a bien connu de Fredaigue, celui-ci représente déjà à cette époque le SR français<sup>52</sup>. En avril 1940, alors que de Fredaigue est qualifié comme « attaché auxiliaire au consulat général de France à Anvers », le ministère des Affaires étrangères lui délivre un titre de séjour spécial ainsi qu'à quatre autres membres du personnel du consulat<sup>53</sup>.

Van Hecke et de Fredaigue ont plusieurs points en commun : tous deux ont épousé une Belge, tous deux ont servi dans la Légion étrangère, tous deux sont président ou administrateur des nombreuses associations patriotiques françaises existant à Anvers à cette époque : Les Combattants Français 1914-1918, dont l'ancien chef du SR militaire français Robert Lainey est le président, les Bleuets d'Anvers, les Groupements français d'Anvers, la Société française de bienfaisance, la Société française de préparation militaire.

---

<sup>50</sup> Moniteur Belge, 18.04.1934, n° 4733. Le fonds AA 1423 (7/1/770) au CegeSoma contient quelques exemplaires d'une « Réponse personnelle et confidentielle, sans garantie ni recours » datée d'avril 1940.

<sup>51</sup> AGR, PE, 1113859, A. Van Hecke. Il est décédé à Anvers le 19 juillet 1981.

<sup>52</sup> CegeSoma, AA 2044, *Archief J. Pauwels*.

<sup>53</sup> Les éléments biographiques de Génébrias de Fredaigue sont tirés de son dossier de la Police des étrangers, AGR, 937836.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, Van Hecke et de Fredaigue ont encore joué un rôle dans les Chantiers de jeunesse, sorte de substitut de l'Armée française. Van Hecke, quant à lui, a participé au Complot d'Alger (1942), dans lequel est également impliqué le comte de Paris, Henri d'Orléans, celui-là même que la Cagoule veut installer sur le trône de France<sup>54</sup>.

Dans les années 1930, Van Hecke et de Fredaigue entretiennent d'excellents rapports avec le chef d'une section spéciale de la police communale d'Anvers, les *Bijzondere Opdrachten* (BO), avec laquelle ils échangent des renseignements<sup>55</sup>. Par contre, leurs rapports avec la police judiciaire sont à l'usage moins cordiaux. En novembre 1939, l'inspecteur de la police judiciaire Fernand Metsers dresse un rapport circonstancié sur l'antenne du SR français à Anvers en mentionnant aussi La Confiance Mutuelle et son rôle de couverture, car telle est bien la raison principale de la société<sup>56</sup>.

Pour compléter le tableau, nous devons mentionner une troisième personne liée à La Confiance Mutuelle et qui semble se trouver au carrefour des rencontres : le directeur de la société Jean Stroobant, officier retraité ayant conservé de nombreuses amitiés dans l'armée belge. Sans mentionner sa fonction à La Confiance Mutuelle, l'inspecteur Metsers cite Stroobant parmi les principaux collaborateurs de Van Hecke et de Génébrias de Fredaigue. L'élément important pour nous est la vente par Stroobant, en tout cas avant le 20 juillet 1937, de deux mitrailleuses à la S.A. Armat, à Fromont, qui est allé les chercher personnellement au domicile de Stroobant (ces armes seront d'ailleurs confisquées deux jours plus tard chez Armat à la suite d'une nouvelle dénonciation de la part de Boufflers, qui ne mentionne qu'un « major belge » sans citer de nom). Le commissaire Block dresse procès-verbal de ces constats et ajoute : « Il semble que ces armes seront expédiées en France au cours de cette semaine ». Cette vente nous conduit tout droit à la Cagoule et à Van Hecke.

Récapitulons : le 18 juillet 1937, Van Hecke téléphone d'Anvers qu'il peut livrer 24 mitrailleuses ; avant le 20 juillet, le commandant Stroobant vend

---

<sup>54</sup> Faisant partie des cadres des Chantiers de jeunesse depuis 1940, Van Hecke, promu lieutenant-colonel, en devient commissaire régional pour l'Afrique du Nord en 1941. Sans être obligé d'abandonner les idées vichystes (en effet, les Chantiers de jeunesse, sont l'émanation du régime de Vichy), il fait partie, dès janvier 1942, d'un petit groupe se destinant à accueillir les troupes américaines en Afrique du Nord (soit le « Comité » ou « Groupe des Cinq », selon les sources), qui organise le putsch manqué d'Alger devant destituer l'amiral Darlan, représentant de Pétain en Afrique du Nord. Darlan, libéré, renforça ses positions. C'est alors que des membres du « Comité des Cinq », sous la conduite du très royaliste Henri d'Astier de la Vigerie et avec la complicité du colonel Van Hecke, fomentent l'assassinat de Darlan, le 24 décembre 1942, par un ancien membre des Chantiers. Le but est de remplacer Darlan par le comte de Paris à la tête d'une future institution gouvernementale, présidée par le prince flanqué du général Giraud, d'une part, du général De Gaulle, d'autre part. De toute évidence, le meurtre de Darlan fut accompli à l'instigation du général François d'Astier de la Vigerie, frère d'Henri et proche du général De Gaulle (Geoffroy d'Astier de la Vigerie, « Amiral Darlan : la vérité sur son exécution », [geoffroy.dastier.free.fr](http://geoffroy.dastier.free.fr) [accédé le 14 juin 2023]. L'auteur est un petit-fils du général d'Astier).

<sup>55</sup> Les archives des B.O. d'avant mai 1940 ont été détruites lors de l'invasion allemande. On trouvera des renseignements utiles au CegeSoma, AA 2044, *Archief J. Pauwels betreffende de B.O.* Il s'agit de notes d'après guerre de Jan Pauwels, un des agents des B.O. entre 1937 et 1940.

<sup>56</sup> Justice Militaire Belge, dossier F. Metsers, rapport du 08.11.1939.

deux mitrailleuses à Fromont ; le 21 juillet, après avoir fait la navette Anvers-Paris, Van Hecke rentre en Belgique porteur d'une somme de 175 000 FB lui fournie par la Cagoule. Aristide Corre note à cette date qu'il s'agit d'armes dérobées « par un officier belge qui en fait le commerce », manifestement à un prix d'ami à en juger les montants mentionnés par Corre. Sans vouloir mettre en cause le commandant e.r. Stroobant, on peut cependant avancer la thèse très vraisemblable selon laquelle Van Hecke aura, peut-être en combinaison avec Stroobant et avec d'autres officiers belges, monté une opération d'intoxication en simulant une livraison d'armes, manœuvre qui ne manquerait pas d'exposer dangereusement la Cagoule. Dans l'hypothèse où les choses se sont déroulées de cette façon, on peut raisonnablement supposer que Van Hecke aura été couvert par ses chefs du SR. Il ne faut pas oublier qu'en juillet 1937, les premières révélations sur les agissements de la Cagoule paraissent dans la presse et que bientôt le juge d'instruction Béteille entame une vaste enquête, qui peut être singulièrement alimentée par la provocation probablement montée de toute pièce par Van Hecke. Il n'est pas exclu que Raymond Lainey y a joué un rôle mal déterminé, d'autant plus qu'après les attentats de l'Étoile et le début de la grande opération policière contre la Cagoule, en novembre 1937, il est un des premiers à se « mettre à table » après son arrestation et pourra partir en toute tranquillité vers... Papeete (Tahiti), sans doute avec l'accord et sous la protection d'un service de renseignement français. On peut dès lors supposer — sans qu'il en existe une preuve certaine — que Lainey, en venant à Anvers en avril 1937 s'y est concerté avec Van Hecke et que l'opération rocambolesque d'août 1937 en découle.<sup>57</sup>

Van Hecke est-il « un ami de la Cagoule », comme l'affirme Aristide Corre à un moment donné ? Il note que Van Hecke leur a été « donné comme un homme d'une sûreté et d'une probité parfaite ». Corre, qui ne dit malheureusement pas quand ni par qui Van Hecke a été recommandé, n'a vu ce dernier qu'une seule fois, soit le 18 juillet 1937. Il ajoute que Van Hecke a été chargé, avant la livraison d'armes projetée, d'effectuer des opérations bancaires pour le compte de la Cagoule. Étant donné que la direction de la Cagoule compte, dans les rangs de l'Armée française, beaucoup de sympathisants et même un certain nombre d'« abonnés », on peut penser que la Cagoule aura été fixée sur Van Hecke par ce canal. D'autre part, de Fredaigue dispose lui aussi de larges contacts parmi les militaires et anciens combattants français, y compris en Belgique. De là à dire qu'ils sont des sympathisants de la Cagoule est un pas à ne pas franchir, étant donné l'absence de tout document à ce sujet.

Nous ignorons si, à l'époque concernée, Van Hecke et Fromont se connaissent personnellement. En tout cas, parmi les cartes de visite découvertes par la police judiciaire chez Armat se trouve aussi celle du commandant Van Hecke. On pourrait penser que, pour effectuer la livraison

---

<sup>57</sup> Raymond Lainey a participé, avec Aristide Corre, en mai 1937, à la préparation d'une opération de vol d'armes dans une caserne d'Eu, en Normandie. À cette occasion, le duo s'arrête plusieurs fois chez la mère de Lainey, qui vient de perdre son mari (Christian Bernadac, *op. cit.*, p.58-59).



d'armes, les deux hommes ont dû se rencontrer, à moins qu'on ne suppose que tout aura été réglé entre Fromont et Stroobant, ce dernier collaborateur de Van Hecke.

### *Des ramifications en Belgique ?*

La Cagoule a-t-elle des ramifications en Belgique ? Dans ses carnets, Aristide Corre fait état de « multiples complicités chez les Belges »<sup>58</sup>. En 1937, Deloncle déclare au chef du contre-espionnage italien, le colonel Emanuele Santo, que la Cagoule dispose de trois stations émettrices, une à Monaco, une autre en Espagne nationaliste et une troisième en Belgique<sup>59</sup>. Tout ceci est très vague, et rien ne nous garantit que ces stations aient réellement fonctionné. Toujours est-il que la police française découvre, dans la foulée des perquisitions organisées fin 1937, du matériel pouvant servir à l'installation de postes émetteurs. Philippe Bourdrel, quant à lui, publie le témoignage d'un « membre éminent » de la Cagoule (probablement Jeantet) affirmant que l'organisation avait « des appuis importants en Belgique, dans les milieux d'anciens combattants »<sup>60</sup>. Il pourrait s'agir d'anciens combattants *français* établis en Belgique, une mouvance dans laquelle aussi bien Van Hecke que de Fredaigue tiennent un rôle important. La « liste Corre » contient les noms de deux personnes de nationalité française et habitant la Belgique, l'une à Brasschaat, l'autre à Bruxelles, mais le rôle éventuel qu'ils ont pu jouer dans la Cagoule n'est pas clair du tout.

Il importe de souligner que cet « ancien membre de la Cagoule » parle ici de dépôts d'armes constitués par l'organisation en dehors de la France. Doit-on en déduire que la Cagoule aurait possédé un ou plusieurs dépôts en Belgique ? Nous n'avons, en tous les cas, rien trouvé qui permette de s'orienter dans cette direction, à moins que l'ancien dirigeant de la Cagoule réfère au dépôt transitoire constitué près d'Ostende en septembre 1936. Selon Boufflers, son ami Juif avait l'intention de créer des dépôts dans les provinces de Namur et de Luxembourg, mais ceci est resté au stade de projet. Dans un « Projet de réorganisation de l'OSAR », datant de fin 1937, il est fait état de « bases à l'étranger », dont une « filiale » en Belgique. Et lorsqu'il s'agit de continuer l'action à partir de l'étranger — devenue nécessaire après les nombreuses arrestations de cagouleurs en France — le numéro deux de la Cagoule, Jacques Corrèze, se propose, début 1938, d'implanter en Belgique « notre commandement militaire de Paris pendant la période de préparation ».

Force est de constater que la Cagoule, en relativement peu de temps, a réussi à mettre sur pied une organisation remarquablement structurée. La constitution, le camouflage, la garde des nombreux dépôts d'armes, entre autres, exigent du personnel habitué à la clandestinité et à une discipline de fer. Malgré cela, on peut avancer que la Cagoule s'est effondrée, plus

---

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 253.

<sup>59</sup> Philippe Bourdrel, *La Cagoule*, p. 151.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 119.

particulièrement après le début de l'instruction judiciaire de juillet 1937 et certainement après les attentats de l'Étoile de septembre 1937. Certains dirigeants ont à ce moment pris la fuite vers des pays amis (essentiellement l'Espagne et l'Italie), d'autres ont abondamment parlé après leur arrestation, et ce malgré la menace de l'exécution sommaire réservée aux traîtres. En somme, les seuls hauts faits de la Cagoule — si on peut s'exprimer ainsi à ce sujet — sont les assassinats d'adversaires politiques, de traîtres de l'organisation et les attentats à la bombe susmentionnés. Ces exploits exigent également une organisation bien huilée et forcément clandestine, un système de communication usant d'un langage convenu et plusieurs codes, ce qui, on en conviendra, ne rend pas les investigations plus aisées. Tout ceci n'a pas empêché la police française de réussir, sinon à démanteler la Cagoule, en tous les cas à la réduire à peu de choses pour, de cette façon, la rendre inoffensive.

Dans ce contexte, il convient de souligner le rôle de l'infiltration. La Sûreté nationale française dispose à l'époque d'au moins un indicateur assez haut placé dans la hiérarchie de la Cagoule. Une maîtresse d'un des dirigeants a également dévoilé des secrets à la Sûreté. Les indications données par la « source anonyme » Robert Boufflers, non seulement au commissaire Jobard de la Sûreté nationale mais aussi au commissaire Block de la police judiciaire d'Anvers, ont largement contribué à mettre au jour le mécanisme des achats d'armes en Belgique. De cette manière, les échecs encourus par la Cagoule en Belgique étaient en quelque sorte annoncés, car il est certain que les confidences de Juif à Boufflers ont contribué à court-circuiter les projets des cagouleurs et de Fromont.

La Cagoule a longtemps occupé les esprits en France et ailleurs. Il est certain que tout n'est pas connu au sujet des événements décrits ci-dessus, notamment en matière de livraisons d'armes. Le lecteur des carnets donnera certainement raison à *Dagore* lorsqu'il écrit :

« Si la postérité ouvre ces notes si, plus tard, elles sont de quelque intérêt, ce sera quelque lecteur de l'an 2000 qui déplorera telle lacune ou tel silence que je juge insignifiant aujourd'hui dans son objet<sup>61</sup>. »

Nous pensons toutefois avoir contribué, bien après l'an 2000, à une meilleure connaissance de l'activité de la Cagoule en Belgique, qui, par sa nature même, devait se dérouler dans l'ombre.

**Étienne Verhoeyen**

---

<sup>61</sup> Christian Bernadac, *op. cit.*, p. 388.

# Remonter aux sources de *Lucie* Enquête sur le réseau de Rudolf Roessler

Dr. Christian Rossé

Généralement évoqué en lien avec le réseau soviétique pour lequel il a travaillé à partir de l'année 1942, plus connu par le nom de guerre que ces contacts communistes lui ont attribué, *Lucie* – parce qu'il résidait dans la ville suisse de Lucerne – Rudolf Roessler reste aujourd'hui un personnage mystérieux. Mystérieux d'abord du point de vue de sa vie privée, laquelle, bien que considérablement éclairée notamment par les recherches de l'auteur Peter Kamber, présente toujours de larges et importantes zones d'ombre. Mystérieux également par ses méthodes de travail au regard de la masse impressionnante de sa production. Mystérieux surtout par ses sources, lesquelles ont fait couler beaucoup d'encre, mais dont la nature n'est à ce jour pas connue avec certitude. Mystérieux enfin quant à ses motivations. L'*affaire* Roessler présente ainsi, à l'image d'un iceberg, une petite partie émergée désormais bien connue des historiens, voire du grand public. Mais la partie immergée, fantasmée par un grand nombre d'auteurs, reste inconnue, éclairée uniquement par-ci par-là par de récentes plongées dans les archives. Le présent article n'a nullement la prétention d'éclairer les tréfonds de l'affaire, mais après un petit rappel des faits connus et une remise en question des mythes, de présenter quelques avancées intéressantes obtenues par la recherche en archives et l'étude des documents.

## *La construction d'un mythe*

Les archives, le matériau de base de l'historien, sont en effet indispensables, 80 ans après les faits, à toute étude sérieuse sur Roessler car, à force d'apparaître pendant pratiquement autant de temps dans une littérature plus ou moins sérieuse (surtout moins), il est pour ainsi dire devenu un personnage de fiction. Dans tous les cas, il est extrêmement difficile de faire la part des choses, la plupart des auteurs ne citant aucune source jusque dans les années 2000. Il peut être utile de rappeler les principales étapes de la construction du mythe Roessler.

La première allusion à *Lucie* à atteindre le grand public est le fait d'un Anglais, Alexander Allan Foote, qui publie ses mémoires en 1949 avec l'aide du MI5. Formé comme opérateur radio par le GRU et rattaché pendant la

guerre au réseau *Dora*, dirigé par le Hongrois Sandor Rado, qui l'a établi à Lausanne avec son émetteur, Foote évoque cette source du réseau soviétique en Suisse dans des termes particulièrement flatteurs. Le mythe continue de se forger dans les années 1960 avec la publication de Pierre Accoce et Pierre Quet, *La guerre a été gagnée en Suisse*. Les journalistes français qui lancent la légende de *Lucie* comme la meilleure source alliée du second conflit mondial, font pourtant l'erreur de la confondre avec *Wiking*, une ligne du Service de renseignements suisse (SR) qui est en réalité animée par un autre Allemand, l'industriel Eduard Schulte<sup>1</sup>. Puis c'est au tour du journaliste allemand Bernd Ruland, en 1973, d'embrouiller encore les pistes en faisant de Roessler le réceptacle du travail héroïque de deux opératrices au centre de communication de l'OKW à la Bendlerstrasse à Berlin. L'homme de lettre, lui-même affecté à ce service pendant la guerre, les auraient alors surprises à détourner les bandes des téléscripteurs en faveur d'un réseau au cheminement très complexe menant à Lucerne. Il aurait souhaité, 30 ans après, rendre hommage à ces deux dames, mais sans les nommer, gardant leurs identités dans un coffre-fort à ouvrir après sa mort – coffre qui n'a évidemment, à notre connaissance, jamais été ouvert. Citons enfin deux hommes de télévision britanniques, Anthony Read et David Fisher qui, dans *Operation Lucy*, en 1980, reprennent le personnage de Roessler pour en faire cette fois le maillon d'un complot du Secret Intelligence Service pour faire bénéficier le trop soupçonneux Staline des découvertes des savants de Bletchley Park et du programme ULTRA. Surfant sur la vague des révélations de l'historien Harry Hinsley sur l'importance du SIGINT dans les succès des Alliés en matière de renseignement, les deux auteurs ne semblent pas avoir réalisé que *Lucie*, avant de servir les intérêts de l'URSS, livrait ses précieux renseignements aux services secrets de Sa Majesté.

En 1969 est publiée la première étude sérieuse qui se penche sur les sources de Roessler. Malheureusement, elle l'est dans la revue du service historique de la CIA, *Studies In Intelligence*, et ne sera ouverte au public que dans les années 2010<sup>2</sup>. L'auteur, Mark Tittenhofer, y examine de manière critique différentes hypothèses, sans parvenir à un résultat définitif. Malgré son ambition scientifique, cet article souffre de deux faiblesses. Premièrement, il se réfère encore aux ouvrages des années 1960 et, deuxièmement, *Lucie* n'est considéré que comme source du réseau Rado – et à travers le prisme du réseau Rado et de ses télégrammes à Moscou. Or, la production de Roessler dépassait largement en quantité ce qu'il a livré au réseau soviétique et a fortiori ce qui a été communiqué au Centre du GRU.

### *Le personnage*

---

<sup>1</sup> Cf. Christian Rossé, *Guerre secrète en Suisse, 1939-1945*, Paris, Nouveau Monde, 2015, p. 55-56.

<sup>2</sup> Mark A. Tittenhofer, « The Rote Drei. Getting Behind the 'Lucy' Myth », *Studies In Intelligence*, 1969, vol. 13, n° 3, p. 51-90.

Rudolf Roessler naît le 22 novembre 1897 à Kaufbeuren en Bavière, dans une famille protestante. Il fait ses études secondaires à Augsburg. Engagé volontaire à dix-sept ans, il participe comme simple soldat à la Première Guerre mondiale, sans promotion ni distinction, mais marqué par l'inhumanité du conflit<sup>3</sup>. Il est à relever que rien n'indique qu'à cette occasion, il acquiert une quelconque expertise militaire, ni qu'il se lie d'amitié avec de futurs officiers supérieurs de la non moins future Wehrmacht – comme certains auteurs l'ont suggéré. De retour à Augsburg, il intègre ensuite le monde de l'écriture et du journalisme. En 1921, il co-fonde la Société littéraire d'Augsbourg dont il prend la présidence. Il écrit dans divers journaux et fonde sa revue d'art et de littérature en 1925, *Form und Sinn*, qu'il dirige pendant deux ans.

En 1928, il est nommé à la tête du Deutscher Bühnenvolksbund, une organisation fondée en 1919 participant à un mouvement général en Allemagne visant à rendre accessible le théâtre à chacun. S'opposant à son équivalent communiste, le Bühnenvolksbund est d'orientation chrétienne-conservatrice. Après l'arrivée des nazis au pouvoir en 1933, Roessler refuse la mise au pas de son organisation, ce qui lui vaut une campagne de diffamation médiatique et judiciaire. Il choisit la voie de l'exil. S'appuyant sur un étudiant suisse rencontré à Berlin avec lequel il s'est lié d'amitié, Xaver Schnieper, il s'installe à Lucerne en 1934. La même année, il y fonde avec le soutien d'un mécène et d'un important libraire de la place, la maison d'édition Vita Nova, orientée vers l'art et la philosophie. Les choix éditoriaux de son directeur donnent un indice assez fort de sa propre orientation idéologique. La publication d'œuvres de Jacques Maritain montre notamment le grand intérêt de Roessler pour le catholicisme social, intérêt qu'il partage avec un cercle qui se constitue autour de sa personne et de celle du théologien Otto Karrer. Outre son ami Schnieper, se réunissent autour de ces deux mentors Arnold Stöckli, Hans Ulrich Segesser von Brunegg et Bernhard Mayr von Baldegg. Ensemble, ils fondent en 1936 la revue *Entscheidung*, qui se dit apolitique, mais s'oppose clairement au totalitarisme, à l'autoritarisme et aux forces anti-démocratiques qui, aux yeux de ses fondateurs, gagne les milieux catholiques traditionnels<sup>4</sup>.

Pour des raisons qui restent obscures, le gouvernement du Reich déchoit Roessler de sa nationalité allemande en 1937. Aux yeux des autorités suisses, il est désormais apatride. Face à ce vide, la question de sa nationalité a fait gonfler encore le mythe Roessler. Certains auteurs en font un ressortissant tchécoslovaque. Il s'en explique lui-même dans une lettre au juge d'instruction :

« J'ai informé les personnes chargées de m'interroger que le gouvernement national-socialiste allemand m'avait déchu de ma nationalité et que, depuis

---

<sup>3</sup> Cf. Peter Kamber, « "Die Macht der Gesinnung" und "das romantische Ich": Rudolf Roessler und der deutsche Widerstand 1939-1945 », dans *Exil. Forschung / Erkenntnisse / Ergebnisse*, 2011, p. 94-95.

<sup>4</sup> Sur *Entscheidung*, cf. notamment Edith Hiltbrunner et Floriane Gasser, fiche « Entscheidung », sur [revuesculturelles.ch](http://revuesculturelles.ch) (Université de Lausanne) [consulté le 01.07.2023].

lors, j'étais également considéré en Suisse comme 'apatride' ou 'sans nationalité'<sup>5</sup>. »

Il ajoute :

« J'ai informé les fonctionnaires de police qui devaient m'interroger sur mandat du Ministère public de la Confédération que j'avais la nationalité tchécoslovaque depuis 1940. L'État tchécoslovaque n'étant pas reconnu par la Suisse, il n'a pas été tenu compte de cette nationalité<sup>6</sup>. »

Un autre mythe à abattre est celui qui fait de Roessler un communiste – ou du moins un cryptocommuniste – du fait de sa collaboration avec le réseau de Sandor Rado. Au niveau de ses opinions politiques propres, deux éléments peuvent être considérés pour tenter de les approcher : ses actions et les témoignages. Sur le plan de ses actions tout d'abord, on se rappellera que Roessler s'est investi durant ses dernières en Allemagne dans une association théâtrale conservatrice. Une fois en Suisse, il fonde une maison d'édition qui publie entre autres des ouvrages anti-communistes. S'il est vrai que son ami Schnieper, par recherche d'un catholicisme plus social, va évoluer vers la gauche – il intègrera après la guerre le Parti du Travail nouvellement créé –, il n'y a aucune trace d'un tel mouvement idéologique chez Roessler. Il ne faut pas non plus aller chercher dans ses activités d'espionnage postérieures à la fin de la guerre et pour lesquelles il sera jugé une seconde fois en 1953, menées en faveur du service de renseignement tchécoslovaque une confirmation d'un glissement de Roessler – ni d'ailleurs de Schnieper – vers l'idéologie communiste. Lancées à la demande de Karel Sedlacek directement après la guerre, elles l'ont été par amitiés pour lui, d'une part, mais également et surtout pour des motifs économiques. Il faut préciser encore qu'au début de l'après-guerre, la Tchécoslovaquie, dirigée par Benes, n'a pas encore rejoint clairement le bloc soviétique.

Établi à Lucerne, Roessler va s'intégrer dans un milieu progressiste catholique au point de devenir un des deux maîtres à penser – avec le penseur catholique Otto Karrer – du cercle de l'*Entscheidung*, revue fondée par un groupe de jeunes composé notamment de son ami Xaver Schnieper. Si la volonté de ces jeunes de développer un catholicisme plus social a pu les faire paraître aux yeux des patriarches très conservateurs de ce coin de Suisse centrale comme des véritables troublions de gauche. Il n'en est rien.

### *Le réseau de Roessler*

Face aux différents enquêteurs qui l'interrogeront après son arrestation en 1944, la version de Roessler de la manière dont il met en place son réseau est invariablement la même. A l'été 1939, un mois avant le début des hostilités, il rencontre à la *Landi 39*, l'exposition nationale à Zurich, deux bonnes connaissances de nationalité allemande, l'une établie en Suisse et l'autre

<sup>5</sup> Archives fédérales suisses, Berne (AFS), E5330-01#1982/1#988\*, lettre de Roessler à Samuel Blaser, 21.8.1944. La plupart des citations de cet article ont été librement traduites de l'allemand ou de l'anglais.

<sup>6</sup> *Ibid.*.

venant d'Allemagne<sup>7</sup>. Ensemble ils décident d'un moyen de lui faire parvenir des renseignements venus du Reich. Il n'en dira pas plus. Il refuse bien sûr de nommer ces personnes qu'il a fait le serment de gardées anonymes. Il gardera le silence jusque longtemps après la guerre.

« Je ne peux pas révéler le nom de ces personnes. Je leur en ai donné l'assurance sur l'honneur. Sinon, je n'aurais rien reçu d'eux<sup>8</sup>. »

À l'évidence, tenter de déterminer, sinon de l'identité exacte – laquelle restera probablement une énigme, puisque la rencontre n'a laissé aucune trace –, du moins le milieu duquel provenaient les deux Allemands qui ont parlé avec Roessler à la *Landi* 39, est primordial pour remonter sa ligne de renseignement entre l'Allemagne et Lucerne. Alors qu'il a délibérément cherché à dissimuler ses sources jusqu'à la fin de sa vie – avec une indéniable efficacité –, l'historien en est réduit à émettre des hypothèses qu'au mieux, il peut mettre en balance.

Selon la légende entourant le personnage de Roessler, il aurait avoué quelques temps avant sa mort au fils de son ami Xaver Schnieper – par pitié pour tous ceux qui ne dormaient plus à se poser la question de l'identité de ses sources ? – que quatre personnalités étaient à l'origine de son formidable succès : un major allemand qui a été chef de l'Abwehr avant Wilhelm Canaris, Gisevius, Goerdeler et le « général Boelitz, alors décédé »<sup>9</sup>. Bien qu'aucun major n'ait dirigé l'Abwehr avant Canaris, c'est avec ce grade que Hans Oster est entré dans ce service en 1935, dont il prend la tête des services centraux. Opposant acharné au nazisme, il a constitué autour de lui un cercle d'officiers et de civils qui luttent activement contre le gouvernement. Il prend part au préparatif de l'attentat du 20 juillet 1944 – il est prévu comme président du tribunal militaire dans le gouvernement provisoire. Il est démis de ses fonctions le 31 mars 1944, puis arrêté le 21 juillet et exécuté le 9 avril 1945 à Flossenbourg avec Canaris et Dietrich Bonhoeffer. Oster est particulièrement intéressant dans la recherche des sources de Roessler, car il présente des antécédents documentés de trahison militaire, ayant communiqué à l'attaché militaire hollandais à Berlin la date de l'offensive à l'Ouest de mai 1940<sup>10</sup>. Ce passage à l'acte, susceptible d'occasionner des pertes allemandes sur le champ de bataille, n'est en effet pas évident pour un militaire et la plupart des opposants au nazisme se refuseront d'y avoir recours.

Hans Bernd Gisevius est un juriste prussien qui intègre la Gestapo en 1933, avant d'entrer en conflit avec son supérieur et d'être renvoyé en 1936. Il se lie notamment d'amitié avec Hans Oster et Hjalmar Schacht, ministre de l'Économie du Reich de 1933 à 1937. Il intègre l'Abwehr en 1939 et est envoyé à Zurich avec la couverture de vice-consul en 1940. En 1943, il entre en contact

<sup>7</sup> AFS, E27#1000/721#9538\*, rapport d'Ulrich, 1.6.1944.

<sup>8</sup> AFS, E5330-01#1982/1#988\*, p.v. d'audition de Roessler, 7.6.1944.

<sup>9</sup> Tittenhofer, *op.cit.*, p. 64.

<sup>10</sup> Sur la question de la trahison comme fait de résistance dans l'armée allemande, cf. Klemens von Klemperer, *German Resistance Against Hitler. The Search For Allies Abroad, 1938-1945*, Oxford, Clarendon Press, 1992, p. 192-198.

avec Allen W. Dulles, le chef de la mission de l'Office of Strategic Services (OSS) en Suisse, dont il devient un des informateurs sur les mouvements de résistance en Allemagne. Le futur directeur de la CIA raconte :

« Notre première réunion secrète a eu lieu en janvier 1943, après que j'eus soigneusement sondé l'homme que je devais rencontrer. Des sources en qui j'avais toute confiance m'avaient parlé en toute confidentialité du travail qu'il effectuait et m'avaient dit qu'il était la seule personne en Suisse à pouvoir me raconter l'histoire de la clandestinité allemande de l'intérieur. C'est ce qu'il a fait, et bien plus encore. Dès que la confiance mutuelle a été établie, Gisevius m'a révélé le secret de la conspiration menée par le général Beck et Carl Friedrich Goerdeler<sup>11</sup>. »

Carl Friedrich Goerdeler est quant à lui un des piliers de la résistance allemande et de la conspiration du 20 juillet 1944 – il devait prendre la fonction de chancelier dans le gouvernement provisoire. Maire conservateur de Leipzig de 1930 à 1937, il s'oppose ouvertement aux nazis contre lesquels il mène une véritable croisade à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières du Reich.

La piste traditionnelle présente l'avantage de la présence en Suisse, en 1939, de Gisevius<sup>12</sup> et Schacht, rejoints par la suite par Goerdeler, venus contacter les Alliés<sup>13</sup>. Gisevius ne date pas exactement ce voyage. Il précise toutefois :

« Goerdeler avait l'intention de rester à Berlin jusqu'à la fin de la crise tchèque, puis de nous suivre dès que possible<sup>14</sup>. »

Faisant référence à l'entrée des troupes allemandes en Tchécoslovaquie le 15 mars 1939, ce passage situe le voyage en Suisse dans la seconde moitié du mois de mars, avec une éventuelle prolongation en avril.

Selon les mémoires de Gisevius, lui-même et Schacht commencent leur séjour à Bâle, puis se rendent quelques jours au Tessin. Là, ils sont contactés par Goerdeler qui leur donne rendez-vous au bord du Léman le lendemain. Ils le retrouvent effectivement à Ouchy pour une rencontre avec un représentant des puissances occidentales – que l'auteur ne nomme pas.

« Goerdeler a emmené avec lui son intermédiaire, une personne très influente dans les milieux politiques londoniens et parisiens<sup>15</sup>. »

Pour l'historien Peter Hoffmann, cet émissaire serait Reinhold Schairer<sup>16</sup>. Très

---

<sup>11</sup> Mudd Library, Princeton, Allen W. Dulles Papers: Digital Files Series, MC019.09, Series 3, mémo de Dulles concernant Gisevius, non signé et non daté.

<sup>12</sup> La présence de Gisevius en Suisse en 1939 est relevée comme argument en faveur de sa participation au réseau de Roessler par Tittenhofer [*op.cit.*, p. 68].

<sup>13</sup> Cf. Hans Bernd Gisevius, *To the Bitter End. An Insider's Account of the Plot to Kill Hitler, 1933-1944*, New York, Da Capo Press, 1998, p. 343-352.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 344.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 345.

<sup>16</sup> Peter Hoffmann, *History of the German Resistance, 1933-1945*, McGill-Queen's University Press, 1996, p. 106.



actif dans le domaine associatif étudiant allemand avant 1933, il s'installe à Londres où il tisse des liens avec le Foreign Office. Il devient parallèlement l'homme de liaison de Goerdeler avec les Britanniques. Avant de retourner en Allemagne, Schacht et Gisevius s'arrêtent à nouveau à Bâle pour rencontrer Montagu Norman, ancien président de la banque centrale britannique et alors en poste à la Banque des Règlements internationaux (BRI). Gisevius ne semble pas être revenu sur sol helvétique avant le déclenchement de la guerre.

Cette piste présente toutefois trois faiblesses. La première est qu'il n'y a jamais eu de général Boelitz, ce qui pose la question de la crédibilité du témoignage dans son ensemble. La seconde, chronologique, est que la présence de Gisevius et Goerdeler en Suisse, en mars ou avril 1939, ne coïncide pas avec les déclarations de Roessler<sup>17</sup>. Enfin, la troisième est qu'elle ne donne aucun éclairage sur la manière dont les trois sources ont acheminé la masse considérable de renseignements obtenue par Roessler, car si Gisevius est bien nommé vice-consul à Zurich – ce qui le place à proximité géographique de Lucerne et le met au bénéfice de la valise diplomatique –, il n'arrive en Suisse que dans le courant de l'année 1940, alors que Roessler commence sa production dès 1939. Seul Oster, susceptible d'utiliser les voies de communication de l'Abwehr, amènerait un début d'explication. Malheureusement, il n'a pas été cité nommément par Roessler et son identification avec le « major » relève de l'interprétation.

Dans un mémo de 1954 l'inspecteur de la Police fédérale Schmid rapporte une théorie sur l'origine du réseau de Roessler qu'il tient d'un informateur allemand qu'il nomme *Jola*<sup>18</sup>. Selon ce dernier, c'est Waldemar Pabst qui aurait mis l'éditeur en rapport avec un cercle d'officiers allemands. Waldemar Pabst est un officier de la Première Guerre mondiale, extrémiste de droite et anticommuniste qui s'illustre sous la République de Weimar comme un leader des Corps-francs. On lui attribue l'ordre d'exécution de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Malgré son militantisme d'extrême droite, il n'adhère jamais au parti nazi. Il est arrêté une première fois durant la Nuit des Longs Couteaux, puis une seconde fois en 1939. Durant le début des années 1930 et jusqu'au milieu de la guerre, il est actif dans l'industrie de l'armement et dans l'importation d'armes, notamment en provenance de la Suisse, contribuant au réarmement de l'armée allemande. En 1944, il évite une nouvelle arrestation en venant s'établir en Suisse, à Lucerne, et prend un poste dans la firme Oerlikon. Selon *Jola*, Pabst et Roessler auraient fait connaissance à Berlin, avant l'exil de ce dernier en Suisse, dans les milieux du Front noir d'Otto Strasser. Toujours selon l'informateur de la Police fédérale, les deux hommes seraient des nationaux-bolchévistes, tout comme Joseph Wirth, ancien chancelier allemand également en exil à Lucerne.

Le national-bolchévisme, tel qu'on le retrouve chez Strasser, est un mouvement apparu en Allemagne sous la République de Weimar qui se distingue par la combinaison d'un anticapitalisme virulent et d'un nationalisme

---

<sup>17</sup> Il est utile de préciser que la *Landi 39* a ouvert ses portes le 6 mai 1939, ce qui écarte le risque d'une grossière approximation temporelle de la part de Roessler.

<sup>18</sup> AFS, E4320B#1971/78#428\*, mémo de Schmid, 18.1.1954.

extrême. Formé principalement d'intellectuels, il prônait une renaissance de la nation germanique au prix d'une victoire du communisme que les « permanences conservatrices » du peuple allemand allaient permettre aux nationalistes de récupérer<sup>19</sup>. Une des pierres angulaires du mouvement est la signature du Traité de Rapallo le 16 avril 1922 entre l'URSS et l'Allemagne du chancelier Wirth. Cette alliance, que certains considèrent comme contrenature – le signataire allemand, le ministre des Affaires étrangères Walther Rathenau, sera d'ailleurs assassiné peu temps après –, comporte une clause secrète, une alliance militaire qui va permettre à l'armée allemande, en échange de son savoir-faire, de se reconstruire discrètement sur sol russe en dépit du Traité de Versailles. La période de collaboration entre Reichswehr et Armée rouge qui s'ensuit va marquer profondément bon nombre d'officiers supérieurs allemands qui s'opposeront aux nazis sur l'invasion de l'URSS. La piste de Pabst comme intermédiaire entre Roessler et la résistance militaire allemande est intéressante. Comme la plupart des personnalités susceptibles d'avoir joué un rôle d'intermédiaire entre Lucerne et l'Allemagne, c'est « un personnage de réseau », un homme aux multiples connexions, notamment, semblerait-il, un proche de Wilhelm Canaris, le chef de l'Abwehr<sup>20</sup>. Cette hypothèse présente un intérêt également en ce qu'elle va dans le sens d'un passage d'une lettre personnelle de Hans Hausamann à un historien qui le sollicite en 1962 :

« Jusqu'à présent, Roessler ne s'était jamais préoccupé de politique au sens strict du terme, ni même de politique de parti. Mais au cours de l'année 1931, il se rendit compte de plus en plus que les représentants de l'Allemagne intellectuelle ne pouvaient pas continuer à observer l'évolution de la crise politique sans réagir. Il commença à donner des conférences dans des cercles choisis afin d'attirer l'attention sur les dangers politiques qu'il avait identifiés. Roessler espérait que les milieux plus conservateurs, qui lui étaient proches par nature et dans lesquels il s'était introduit par l'intermédiaire de son ami Edgar Jung, se mobiliseraient pour prendre des mesures politiques efficaces contre le national-socialisme<sup>21</sup>. »

Edgar Julius Jung est un intellectuel, juriste de formation, qui, avec la publication de son ouvrage *Die Herrschaft der Minderwertigen* s'impose comme un des leaders d'une branche de la révolution conservatrice – distincte des nationaux-bolchéviques. Brillant conseiller politique du vice-chancelier Franz von Papen durant le gouvernement de coalition de 1933, il est éliminé par les nazis durant la Nuit des Longs Couteaux. Outre qu'aucun lien entre Pabst, Jung et Roessler n'est avéré à ce jour, le point faible de cette piste est que les idéaux des deux premiers cadrent mal avec les valeurs chrétiennes du troisième. Il n'est toutefois pas nécessaire que l'éditeur ait fait sienne la révolution conservatrice pour avoir entretenu avec certaines de ses éminences une relation d'amitié, chacun étant par ailleurs opposant au national-socialisme. Enfin, comme la précédente, cette piste ne donne aucune

<sup>19</sup> Pour un aperçu éclairant de ce mouvement, cf. le compte-rendu de Patrick Moreau des travaux de Louis Dupeux, dans *Revue française de science politique*, 1981, 31-1, p. 265-266.

<sup>20</sup> Cf. fiche « Waldemar Pabst », *Wikipedia*, affirmation non étayée, consultée le 1.7.2023.

<sup>21</sup> AFS, J1.107#2012/140#500\*, lettre d'Hausamann à Allen Roberts, 19.07.1962.

explication sur la manière dont les renseignements parviendraient à Pabst.

Le Graal de l'historien travaillant sur Roessler paraît avoir existé dans les Archiv für Zeitgeschichte de l'Ecole polytechnique de Zurich. Dans les années 2000 figurait dans les dossiers de cet établissement consacrés au directeur de Vita Nova un mémoire d'une page rédigé par un nommé Adolf Gasser intitulé « Erinnerungen an Rudolf Rößler »<sup>22</sup>. Enseignant à l'Université de Bâle, Gasser était à la fois un théoricien et un militant politique de l'autonomie des communes<sup>23</sup>. Pendant la guerre, il a éveillé par ses recherches l'intérêt d'un groupe de réflexion formé d'exilés allemands qui s'interrogeaient sur la forme politique que devait prendre l'Allemagne après sa défaite. Parmi ces personnalités figurent Heinrich Ritzel, un homme politique social-démocrate, et Michael von Godin. Connu pour être l'officier de police ayant ordonné d'ouvrir le feu contre les insurgés lors du Putsch de la Brasserie à Munich en 1923, ce dernier est réfugié dans le canton de Lucerne depuis 1938. Gasser raconte :

« Pendant les années de guerre, Ritzel a également travaillé pour le service de renseignement suisse. A plusieurs reprises, il m'a fait lire des informations secrètes qui devaient provenir directement du quartier général allemand. [...] Il m'indiqua le baron Michel von Godin (né en 1896), un émigré vivant à Emmenbrücke, comme étant l'auteur de ces rapports qui parvenaient aux services secrets suisses et américains. [...] Lors de mes trois premières rencontres avec Godin, Rudolf Rößler était à chaque fois présent, reconnaissable entre mille comme son fidèle paladin. Au vu de sa nature timide et rêveuse et de son silence, je m'étonnais de sa réapparition. Par hasard, je l'ai rencontré fin 1943 à Bâle, dans la Freie Strasse, où nous avons eu une conversation animée au café Pellmont sur les livres sur la Russie de Walter Schubart et Karl Nötzel. Je ne me doutais pas que Rößler était également engagé dans les services secrets<sup>24</sup>. »

Que ce texte soit un faux retiré des archives, une affabulation ou un véritable témoignage, il présente dans tous les cas l'avantage de mettre en évidence le personnage de von Godin qui ne manque pas d'intérêt dans la recherche des informateurs de Roessler. Il entre en effet en résonance avec d'autres documents, tel un mémo de 1944 rédigé par Royall Tyler, assistant de Dulles, dans lequel on peut lire :

« G[odin] dit lui-même qu'il a fait du travail de [renseignement] (sans dire pour qui), qu'il a de bonnes relations avec les communistes et que "si certaines personnes ne le traitent pas bien, elles peuvent se réveiller un jour et le trouver de l'autre côté de la barrière"<sup>25</sup>. »

Von Godin est en effet un informateur reconnu de l'OSS et de Dulles à qui il livre des renseignements militaires, certain avec la collaboration de

<sup>22</sup> Archiv für Zeitgeschichte, Zurich (AfZ), NL Roessler, Adolf Gasser, « Erinnerungen an Rudolf Rößler ». Consulté en 2005, ce document n'a pas été retrouvé dans le fonds Roessler lors d'une visite en 2021.

<sup>23</sup> Thomas Schibler, « Gasser, Adolf », dans *Dictionnaire historique de la Suisse*, version en ligne du 17.5.2005 consultée le 3.7.2023.

<sup>24</sup> AfZ, NL Roessler, Gasser, « Erinnerungen an Rudolf Rößler ».

<sup>25</sup> National Archives and Records Administration, College Park (NARA), RG226 E125 B6 F79, mémo de Tyler à Dulles, 15.8.1944.

Wirth<sup>26</sup>, en affirmant que la source de ses rapports sont des généraux<sup>27</sup>. Il fait partie en outre d'un groupe d'influence, appelé les Musketeers par les Américains, avec les politiciens exilés Wilhelm Hoegner et Fritz Andrae. A la fin de la guerre, il prendra part, notamment avec Otto Braun, Hoegner, Ritzel et Wirth, à *Das Demokratische Deutschland*, un nouveau groupe de travail consacré à l'Allemagne d'après-guerre, avant de prendre la direction de Munich, conduit par les Américains, pour y prendre la tête de la police bavaroise. La principale faiblesse de cette piste est, une fois encore, l'absence de preuves solides d'un lien entre von Godin et Roessler. Elle présente par contre l'avantage qu'il est avéré que le policier bavarois a livré des renseignements militaires aux Alliés en Suisse. Il est enfin très difficile, à ce stade des recherches, de peser le fait que, d'après les Américains, von Godin serait en lien très étroit avec l'inspecteur de la Police fédérale Max Ulrich<sup>28</sup> – celui-là-même qui mènera une véritable croisade contre Roessler et ses amis au printemps 1944.

Né en 1886, Hans Ritter est pilote durant la Première Guerre mondiale. Il est considéré comme un des théoriciens de l'armée de l'air allemande, ayant publié un ouvrage de stratégie en 1926<sup>29</sup>. De 1935 à 1938, il est assistant de l'Attaché militaire et de l'Air allemand à Paris. Opposant au nazisme, il tisse avant la guerre des liens avec Malcolm Grahame Christie, Attaché de l'Air britannique à Berlin à la fin des années 1920 et officier du SIS en Allemagne durant les années 1930. Le 23 septembre 1939, Ritter prend contact avec Waibel et lui propose de devenir informateur du SR<sup>30</sup>. A cette occasion, l'officier allemand donne comme référence au chef de la NSI trois personnalités du monde du journalisme suisse, dont Ernst Schürch, rédacteur en chef du journal bernois *Der Bund* et père de l'avocat Gerhart Schürch – lequel défendra Roessler dans ses deux procès. Méfiant, Waibel demande à la police cantonale lucernoise de mener une enquête sur Ritter. Les investigations des policiers montrent que Ritter a déjà séjourné à Lucerne pendant un mois l'année précédente, soit du 7 septembre au 1<sup>er</sup> novembre 1938. A cette occasion, il a séjourné dans le même hôtel que l'ancien maire de Leipzig, soit Goerdeler, avec lequel il est en relation. Ritter est revenu en Suisse par Bâle le 7 août 1939 et est allé séjourner à Bad Ragaz jusqu'en septembre avant de venir à Lucerne le 13 – où il est encore le 23. Le 3 novembre 1939, Ritter est convoqué par le chef de la police lucernoise et interrogé sur les raisons de son séjour au bord du lac des Quatre-Cantons<sup>31</sup>. Il affirme n'être à Lucerne que pour se soigner et se reposer. Il redonne en outre la liste de ses références, augmentée cette fois de résidents allemands en Suisse, dont Otto Karrer et Otto

---

<sup>26</sup> Cf. Neal H. Petersen, *From Hitler's Doorstep. The Wartime Intelligence Reports of Allen Dulles, 1939-1945*, University Park, The Pennsylvania State University Press, 1996, doc. 1-34, p. 47.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 92.

<sup>28</sup> NARA, RG226 E125 B6 F79, mémo de Tyler à Dulles, 15.8.1944.

<sup>29</sup> Hans Ritter, *Luftkrieg*, Berlin, K.F. Koehler, 1926.

<sup>30</sup> AFS, E4320B#1971/78#428\*, rapport de Stocker de la police cantonale lucernoise, 23.09.1939.

<sup>31</sup> *Ibid.*, rapport de Joseph Isenschmid à Werner Balsiger, 5.11.1939.

Strasser. En février 1940, Christie est à Lucerne où il prend notamment contact avec Ritter et Wirth<sup>32</sup>.

Le binôme Christie-Ritter est intéressant en ce qu'il est en relation avec le *Boschkreis*, le cercle des dirigeants de l'entreprise allemande Bosch<sup>33</sup>, lequel alimente pendant la guerre une ligne de renseignement vers la Suisse en faveur des Alliés. Or, ce fait rentre en résonance avec les déclarations après-guerre de Horst Kopkow, un officier allemand chargé durant le conflit de la chasse aux *Rote Drei* – appelés aussi *Edelweiss* par la *Stapo*. Interrogé par les Alliés, il affirme en 1946 à propos des pistes que les Allemands suivaient pour découvrir les sources du réseau *Dora* :

- « Les sources d'information de RADO sont dites avoir inclus :
- a) ITALIE DU NORD, où il était en contact avec des informateurs russes, noms inconnus.
  - b) BALKANS.
  - c) Cercles militaires allemand ; suspicion portait sur l'anc. gén. VEIEL<sup>34</sup> (?) et à un moment donné sur un centre militaire allemand à RADOM.
  - d) Un industriel allemand SCHLOSSBERG à STUTTGART a également fait l'objet de soupçons.
  - e) L'Etat-major général suisse, qui était toujours bien informé ; on ne pensait pas que les officiers d'état-major suisses étaient à la solde du renseignement russe, mais simplement qu'ils étaient insouciants, voire indifférents, à l'égard de l'information qu'ils possédaient.<sup>35</sup> »

« Schlossberg » est à l'évidence Willy Schlosstein, directeur du secrétariat particulier de Robert Bosch, qui vient fréquemment en Suisse. Des rapports d'enquête allemands transmis au Service de contre-espionnage suisse durant les investigations qui ont suivi l'arrestation du réseau *Dora* à Genève, confirment que Schlosstein était dans le collimateur des chasseurs d'espions du gouvernement nazi<sup>36</sup>. D'après ces documents, l'industriel livrait sa manne à l'agent *Long*, soit Georges Blun, journaliste français établi à Zurich, c'est-à-dire à une autre branche du réseau *Dora*. Qu'à cela ne tienne, cette piste présente le grand avantage de concerner d'une part des personnalités dont l'activité de renseignement en faveur des Alliés est par ailleurs reconnue et d'autre part des connaissances de Roessler, tels Karrer, Schürch et Wirth. Par contre, à ce jour, comme pour les autres pistes, aucune preuve directe ne rattache Roessler à Ritter.

Quelle que soit la manière dont Roessler obtient ses renseignements, son réseau est en place au moment du déclenchement de la guerre. Reste pour

<sup>32</sup> *Ibid.*, rapport de Bucher de la police cantonale lucernoise, 19.2.1940.

<sup>33</sup> Sur cette liaison, cf. Joachim Scholtyseck, *Robert Bosch und der liberale Widerstand gegen Hitler, 1933-1945*, Munich, C.H. Beck, 1999, p. 237-239.

<sup>34</sup> Il existe bien un général Rudolf Veiel relevé de son commandement car soupçonné d'avoir participé au complot du 20 juillet 1944, mais sans que rien n'ait été prouvé contre lui. Il peut y avoir confusion chez les enquêteurs allemands avec Georg Ernst Veiel, un Allemand établi à Bâle et un agent d'Elizabeth Wiskemann du PWE britannique (cf. Walter Laqueur, *The Terrible Secret. Suppression of the Truth about Hitler's Final Solution*, New Brunswick/Londres, Transaction Publishers, 2012, p. 100). G. E. Veiel est également en relations avec le *Boschkreis*.

<sup>35</sup> The National Archives, Kew (NA), KV2 1647, extrait du 30.04.1946 du CSDIC(WEA) Second Interim Report No. 56 on Horst Kopkow, 21.03.1946.

<sup>36</sup> AFS, E27#1000/721#11168\*, rapport de *Schulze 20* à *Peter* et annexes, 31.05.1943.

lui à trouver le débouché pour ses rapports, rédigés dès septembre 1939. C'est à nouveau son ami Schnieper qui va le lui trouver. Hans Hausamann témoigne :

« La ligne [...] m'a été offerte avant le début de la guerre par le Dr Xaver Schnieper [...]. Le Dr Schnieper m'a offert à l'époque les prestations de la ligne contre une rémunération de 12000 francs par an. J'ai accepté et payé de ma poche les frais qui en résultaient, car, comme on le sait, le crédit dont disposait la section de renseignements à l'époque n'aurait pas permis d'allouer de tels montants.

Par la suite, j'ai maintenu cette liaison en tant que ligne "Waldstätter", sous ce nom de code, parce que le Dr Schnieper, à mon instigation, donnait quittance des avances qui lui étaient versées pour des voyages, etc. sous le nom de Sepp Waldstätter<sup>37</sup>. »

Contrairement à certains de ces collègues à la tête du SR – notamment Roger Masson, Alfred Ernst, Max Waibel et Bernard Cuénoud –, Hans Hausamann est un pur produit du système de milice helvétique<sup>38</sup>. Propriétaire d'une chaîne de magasins de photographie dans le civil et capitaine à l'armée, c'est d'une part par passion, mais également par crainte de la montée des extrémismes en Europe dont il perçoit très tôt le danger, qu'il constitue dès le début des années 1930 une forme d'agence de presse. Il écrit alors en effet dans la *Revue militaire suisse*, dirigée par Roger Masson, et pour se tenir informé, se tisse un réseau de correspondants à l'étranger dans le domaine militaire. A la mobilisation en septembre 1939, face à la nécessité de bâtir un service digne de ce nom à partir de rien – ou presque – Masson, chef du SR, intègre à son organisation le *Büro Ha*. Hausamann y est mobilisé et reçoit de la part de l'Etat-major de l'Armée un budget et quelques soldats.

Selon Roessler lui-même, il commence à travailler pour le *Büro Ha* en 1939 pour un salaire de 400 CHF par mois – somme qui s'élèvera par la suite à 1550 CHF<sup>39</sup>. La transmission des renseignements se fait exclusivement via un intermédiaire, un jeune Autrichien nommé Franz Wallner<sup>40</sup>.

« Par la suite, le Dr Schnieper m'a présenté un de ses amis personnels, qui devait se charger de me transmettre le matériel à la place de Schnieper. Comme le Dr Schnieper était très sollicité en tant que collaborateur de la bibliothèque cantonale de Lucerne, je ne voulais pas lui demander de travailler également pour moi. J'ai donc engagé son ami, qui s'est installé chez le Dr Schnieper.

Jusqu'alors, selon le Dr Schnieper, la ligne ne travaillait que pour moi. Comme le Dr Schnieper l'assurait formellement, je n'avais aucune raison d'en douter<sup>41</sup>. »

Hans Hausamann est un personnage extrêmement complexe. Très à cheval sur les principes moraux quand il s'agit de l'attitude d'autrui envers lui-même, il ne rechigne pas de son côté à les enfreindre s'il estime que c'est

<sup>37</sup> AFS, E27#1000/721#9850\*, lettre d'Hausamann à Müller, 16.12.1944.

<sup>38</sup> Sur Hausamann et le *Büro Ha*, cf. par exemple Christian Rossé, *Le service de renseignements suisse face à la menace allemande, 1939-1945*, Panazol, Lavauzelle, 2006, p. 63-65.

<sup>39</sup> AFS E5330-01#1982/1#988\*, p.v. d'audition de Roessler, 7.6.1944.

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> AFS, E27#1000/721#9850\*, lettre d'Hausamann à Müller, 16.12.1944.

nécessaire. Or, comme on le lit, l'exclusivité est à ses yeux un principe qui ne supporte pas d'exception pour une source de renseignement travaillant pour lui. Malgré la suspicion, puis la colère de Hausmann, Roessler continuera de travailler pour le Büro Ha jusqu'à la fin de la guerre.

### *Les rapports jaunes*

Longtemps estimée par la lorgnette des quelques télégrammes du réseau *Dora* interceptés par les Allemands et par les Suisses, la production de Roessler peut aujourd'hui être contemplée dans sa grande majorité. Elle est matérialisée sous la forme de recueils de rapports dactylographiés sur papier-jable jaune<sup>42</sup>. La période disponible va du rapport n° 59 du 28 février 1940 au rapport n° 35 du 10 mai 1944. Ce corpus a été saisi en 1953 lors d'une perquisition au domicile de Schnieper.

<b>Période</b>	<b>Nombre de rapports</b>		<b>Nombre de feuillets</b>	
Février 1940 (premier le 28.2)	62	<i>(incomplet)</i>	(9)	<i>(incomplet)</i>
Mars 1940	66		124	
Avril 1940	84		148	
Mai 1940	80		125	
Juin 1940	75		149	
Juillet 1940	80		177	
Août 1940	80		188	
Septembre 1940	79		182	
Octobre 1940	84		183	
Novembre 1940	88		177	
Décembre 1940	90		146	
<i>Total 1940</i>	868	<i>(sans janvier)</i>	1599	<i>(sans janvier et février)</i>
Janvier 1941	87		151	
Février 1941	87		142	
Mars 1941	99		169	
Avril 1941	94		137	
Mai 1941	88		152	
Juin 1941	95		126	
Juillet 1941	97		130	
Août 1941	100		134	
Septembre 1941	90		129	
Octobre 1941	96		129	
Novembre 1941	101		134	

<sup>42</sup> AFS, E4320B#1980/77#185\* (1940), E4320B#1980/77#186\* (1941), E4320B#1980/77#187\* (1942), E4320B#1980/77#188\* (1943), E4320B#1980/77#184\* (1944).

Décembre 1941	109		136	
<i>Total 1941</i>	<i>1143</i>		<i>1669</i>	
Janvier 1942	106		128	
Février 1942	93		109	
Mars 1942	106		127	
Avril 1942	101		118	
Mai 1942	102		140	
Juin 1942	110		145	
Juillet 1942	118		155	
Août 1942 incomplet	(34)	<i>(incomplet)</i>	(43)	<i>(incomplet)</i>
Septembre 1942	120		143	
Octobre 1942	123		147	
Novembre 1942	115		140	
Décembre 1942	116		146	
<i>Total 1942</i>	<i>1176</i>	<i>(août incomplet)</i>	<i>1455</i>	<i>(août incomplet)</i>
Janvier 1943	117		146	
Février 1943	104		134	
Mars 1943	116		150	
Avril 1943	115		133	
Mai 1943	113		132	
Juin 1943	113		132	
Juillet 1943	120		134	
Août 1943	126		147	
Septembre 1943	132		144	
Octobre 1943	126		141	
Novembre 1943	122		141	
Décembre 1943	131		146	
<i>Total 1943</i>	<i>1435</i>		<i>1680</i>	
Janvier 1944	126		146	
Février 1944	114		138	
Mars 1944	124		141	
Avril 1944	118		130	
Mai 1944 (dernier le 10.5)	35	<i>(complet)</i>	35	<i>(complet)</i>
<i>Total 1944</i>	<i>517</i>		<i>590</i>	

Il va de soi que le destinataire principal des rapports jaunes est Hans Hausamann. Leur présence dans l'appartement de Schnieper, dans la chambre qu'occupait Wallner pendant la guerre, indique qu'ils doivent avoir été dactylographiés à plusieurs exemplaires au moyen de papier-carbone et qu'il en a gardé un exemplaire pour lui. Toutefois, étonnamment, une quantité importante de ces rapports a été trouvée dans les archives de l'OSS à



Washington, sous le titre *X Reports*<sup>43</sup>. Il s'agit de copies exactes, à la faute de frappe près. Elles comportent sur l'entête, inscrit au crayon, les codes OSS de la source, soit 511, attribué au SR, ou 513<sup>44</sup>.

Sans qu'on en sache le motif, Roessler est connu personnellement de l'OSS avant même l'arrivée de Dulles en Suisse. En effet, un mémo du 30 septembre 1942 de Russel G. D'Oench de l'OSS à Washington à Charles B. Dyar, alors chef de mission à Berne, fait état de trois lettres que ce dernier se voit confier et qui sont à placer dans le coffre de la légation américaine jusqu'à ce qu'il reçoive l'ordre de les envoyer<sup>45</sup>. Les destinataires sont Wirth, Ulrich von Segesser, membre du groupe *Entscheidung*, et Roessler. Malheureusement, ces lettres n'ont pas été retrouvées et le mémo ne fait pas mention de leur contenu. Cependant, leur mention démontre que d'une manière ou d'une autre les trois habitants de Lucerne intéressent l'OSS.

Pourtant il paraît très peu probablement que Roessler ait livré directement des rapports aux Britanniques et aux Américains. Interrogé par le juge d'instruction en 1944, il affirme n'avoir travaillé que pour les Suisses en dehors de son activité en faveur de Rachel Dübendorfer<sup>46</sup>. Le plus probable est qu'Hausmann lui-même ait transmis les rapports à l'OSS, étant en contact lui-même avec Dulles<sup>47</sup>.

Pendant une courte période, Hausmann fait également parvenir les rapports au SIS britannique, labellisé par ce dernier « Capt. X's flimsies » :

« 6. Entre septembre 1939 et février 1940, HAUSAMANN a transmis à ce service de nombreuses informations en allemand, qui semblaient toutes émaner de sources situées en Allemagne - largement disséminées dans l'armée, les ministères et l'industrie allemands. Ces rapports ont été baptisés 'Capt. X's flimsies' par notre représentant local<sup>48</sup>. »

Il semble que si la livraison au représentant du SIS en Suisse a été stoppée, c'est que Hausmann a préféré un autre canal pour faire parvenir les rapports jaunes à Londres :

« 7. A une occasion (vers 1941 ou 1942), lorsque l'émetteur de SEDLACEK est tombé en panne, il a demandé à notre station de Genève de transmettre une quantité de matériel en son nom. Une étude de ce matériel a montré qu'il semblait provenir du même réseau que les 'Capt. X's flimsies'. En 1943 ou 1944, Rachel DUEBENDORFER signala à notre représentant à Genève que l'émetteur de RADO était en panne et qu'il disposait d'une grande quantité de matériel qu'il ne souhaitait pas voir disparaître pour l'effort allié et

<sup>43</sup> NARA, RG226 E123 B7 F77-87.

<sup>44</sup> Dans son ouvrage de référence, Petersen attribue ce code à « une source polonaise » (*op.cit.*, p. 546). Il s'agit d'une erreur. Par exemple, le doc 3-36 (p. 232-233), de source 513, correspond aux rapports jaunes n° 59, 76, 79 et 91 de février 1944. Il y a peu de chance que le rapport soit passé par un intermédiaire polonais entre Wallner et Dulles.

<sup>45</sup> NARA, RG226 E214 B7 F2, memo de R. G. D'Oench à Charles B. Dyar, 30.09.1942.

<sup>46</sup> AFS, E5330-01#1982/1#988\*, p.v. d'audition de Roessler, 07.06.1944.

<sup>47</sup> Cf. par exemple, Pierre-Th. Braunschweig, *Secret Channel to Berlin. The Masson-Schellenberg Connection and Swiss Intelligence in World War II*, Philadelphie, Casemate, 2004, p. 201-202.

<sup>48</sup> NA, KV2 1657, extrait du 14.04.1953 d'un rapport du MI6 du 27.03.1953 concernant Sedlacek.

qu'elle nous a transmis en son nom à la condition expresse que nous n'en fassions pas part à Moscou. Le matériel en question était facilement identifiable comme étant des 'Capt. X's flimsies'<sup>49</sup>. »

Karel Sedlacek était envoyé par le service de renseignement du gouvernement tchécoslovaque en exil à Londres. Il s'était installé en Suisse en 1939 avec l'aide du SIS sous le nom de Charles Simpson<sup>50</sup> et vivait dans la propre maison de Hausamann à Teufen.

Basée à Lucerne, la Nachrichtensammelstelle 1 (NS1), nom de code *Rigi*, est l'organe du SR responsable de la collecte des renseignements venant des différents « postes-récepteurs » établis en Suisse alémanique et au Tessin, le long de la frontière et dans les grandes villes. Elle reçoit en outre les rapports issus du Büro Ha. Elle est également chargée des premiers traitements de l'information, tel que la compilation et le recoupement. Par l'entremise de son chef, le major Max Waibel, elle dispose en plus de ses propres sources de renseignement. Waibel est un militaire de carrière. Officier d'état-major, il prend le commandement de la NS1 dès sa création en septembre 1939 et occupera ce poste jusqu'à la fin du conflit. Du moins sur le papier, puisque comme chaque officier d'état-major, Waibel commande parallèlement une unité de troupe et doit régulièrement y effectuer des services. Durant ses absences, il est remplacé par son second, le capitaine Bernhard Mayr von Baldegg, docteur en droit et avocat à Lucerne. Ce dernier a intégré la NS1 relativement tardivement, grâce à l'appui de Hausamann :

« le cap Mayr a rejoint la NS1 bien plus tard, par mon intermédiaire et sur ma recommandation. Le cap Mayr m'a demandé ce service à l'époque par l'intermédiaire du Dr Schnieper et je l'ai volontiers honoré<sup>51</sup>. »

Étonnamment, le jeune officier lucernois ne sert jamais à la NS1 en même temps que son supérieur. Il ne fait que le remplacer. Or, peut-être conscient que l'aspect personnel est très important dans le traitement d'une source, Waibel ne partage pas avec Mayr von Baldegg ses contacts. Lorsque le premier est absent, les informateurs de la NS1 ne peuvent plus être contactés et le second se trouve donc bien démuni lorsqu'il s'agirait de faire appel à eux pour recouper des renseignements. C'est ainsi qu'en 1942, Mayr von Baldegg va faire appel à un ami, membre comme lui du cercle d'*Entscheidung* – dont il était membre du comité d'édition –, qu'il sait être un excellent informateur du *Büro Ha* : Rudolf Roessler. La ligne de la NS1 désignée par les codes *Ariel* et *Dakar* était née. L'exilé allemand raconte :

« En 1942, ma relation avec le capitaine Mayr l'a amené à me demander à plusieurs reprises des précisions sur la composition de l'armée allemande. Dans la mesure du possible, je donnais ces informations. A partir du début de l'année 1943, il en résulta une livraison continue de matériel au capitaine Mayr, qui présentait un intérêt spécifique pour la NS1. Ce matériel n'était pas dérivé des informations que le major Hausamann recevait par l'intermédiaire du Dr Wallner, mais provenait en grande partie de rapports

<sup>49</sup> *Ibid.* .

<sup>50</sup> *Ibid.* .

<sup>51</sup> AFS, E27#1000/721#9850\*, lettre d'Hausamann à Müller, 16.12.1944.

et d'informations que je me procurais, en partie en demandant des précisions, auprès de mes correspondants. Il s'agissait en moyenne de 12 rapports par mois<sup>52</sup>. »

Imitant en cela les pratiques de son chef, Mayr garde l'exclusivité de sa source. Roessler poursuit :

« Je n'ai échangé qu'avec le capitaine Mayr. Je ne connais pas d'autres officiers du NSI. Lorsque le cap Mayr était absent, je déposais mes lettres dans la boîte aux lettres de son bureau, parfois je les lui envoyais aussi par la poste de campagne au service. J'ai donné les trois types de messages suivants :

1. état et changements des formations de l'armée allemande.
2. les messages d'importance particulière de source britannique.
3. les messages d'importance particulière de source russe<sup>53</sup>. »

Roessler ajoute :

« Le cap Mayr savait que je recevais des messages de sources allemandes et alliées. Il ne savait cependant pas que je transmettais des messages à l'intention des Alliés, ni par quel biais. Lui-même s'intéressait en premier lieu, dans le cadre du travail de la NSI, aux informations qui revêtaient une importance particulière pour la détermination de l'état réel de l'armée allemande et de son regroupement. Il s'intéressait tout particulièrement à l'élucidation de faits non élucidés ou douteux. De tels faits résultaient particulièrement souvent de cas d'informations contradictoires ou ne se recoupant pas entièrement sur certaines formations allemandes (divisions de l'armée de terre et de la Waffen SS, formations de combat de l'armée de l'air), sur leur composition, sur de nouvelles armes et autres – des informations dont la NSI disposait ou qu'elle avait reçues des sources les plus diverses<sup>54</sup>. »

Aux yeux de Mayr von Baldegg et de Roessler, leur collaboration est axée sur l'établissement de l'ordre de bataille allemand et ne crée pas de doublons d'information pour le SR.

### *La coopération avec le réseau Dora*

Du point de vue bibliographique, la manière et dont les réseaux de Roessler et de Rado vont se lier ainsi que la période à laquelle cette collaboration se met en place diffèrent considérablement selon les ouvrages.

Christian Schneider est né le 15 octobre 1896 à Schierstein en Allemagne. Devenu orphelin de père et mère en 1904, il étudie dans diverses villes allemandes et finit par obtenir son doctorat en droit et science politique à Wurzburg<sup>55</sup>. Il sert de novembre 1915 à l'armistice dans l'infanterie. Il arrive en Suisse en 1926 pour intégrer le personnel du Bureau international du travail (BIT) à Genève, où il s'installe. Il se marie trois mois plus tard avec autrice allemande Elisabeth Behrend – laquelle publiera par ailleurs un ouvrage aux

<sup>52</sup> AFS, E5330-01#1982/1#988\*, p.v. d'audition de Roessler, 7.6.1944.

<sup>53</sup> *Ibid.*.

<sup>54</sup> *Ibid.*.

<sup>55</sup> *Ibid.*, p.v. d'audition de Schneider, 26.4.1944.

éditions Vita Nova en 1942<sup>56</sup>. Il effectue pour le BIT des travaux de rédaction et de traduction de textes à caractère juridique, économique et social en allemand, français, anglais, espagnol et italien. A l'été 1939, le BIT est contraint de dégraisser considérablement et Schneider en fait les frais. Son supérieur ne tarit toutefois pas d'éloges à son égard dans une attestation rédigée à l'occasion de son licenciement le 31 août 1939 :

« M. Schneider a toujours montré une compétence professionnelle remarquable. Sa capacité de travail, son zèle intelligent, sa conduite irréprochable et son assiduité au service ont fait de lui un fonctionnaire très apprécié<sup>57</sup>. »

Roessler raconte :

« J'ai fait la connaissance du Dr Schneider en 1939. [Notre relation] s'est limitée dans un premier temps au domaine littéraire et idéologique et a continué à se développer sur cette base<sup>58</sup>. »

On trouve en effet dans la *NZZ*, à la date du 25 juin 1939, une annonce proposant :

« Une maison d'édition connue et réputée offre un bon poste permanent et évolutif à un homme dynamique qui participe au développement de l'entreprise à hauteur d'environ 20 000 francs. Connaissances littéraires, bonne culture générale et, si possible, aptitudes commerciales<sup>59</sup>. »

La chronologie – juin-juillet 1939 pour le premier contact – et les détails de l'annonce sont confirmés par Christian Schneider dans ses déclarations du 19 mai 1944 à la Police fédérale<sup>60</sup>.

Roessler poursuit :

« Il n'était d'abord pas question entre nous de service de renseignement. Pas même dans les années 1940 et 1941<sup>61</sup>. »

Il ajoute que :

« Dès le printemps 1942, le Dr Schneider savait par moi que je collectais des informations d'intérêt militaire ou politique et que je les transmettais à l'armée suisse<sup>62</sup>. »

Schneider commence alors à lui livrer quelques renseignements en sa possession :

« Il me laissait le soin d'exploiter les informations qu'il me donnait alors dans ses lettres, également dans mon service de renseignement. Mais la plupart du temps, il s'agissait de nouvelles qui pouvaient déjà être connues de tous ceux qui correspondaient avec l'étranger. Je ne donnais pas moi-

<sup>56</sup> Elisabeth Behrend, *Das goldene Land. Aus Heimat u. Kinderzeit*, Lucerne, Vita Nova, 1942.

<sup>57</sup> AFS, E5330-01#1982/1#988\*, attestation de travail de Schneider par Alex Michelet, 21.9.1939.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p.v. d'audition de Roessler, 7.6.1944.

<sup>59</sup> *Neue Zürcher Zeitung*, Erste Ausgabe N° 1145, dimanche 25.6.1939, Blatt 1, p. 12.

<sup>60</sup> AFS, E5330-01#1982/1#988\*, p.v. d'audition de Schneider, 19.06.1944.

<sup>61</sup> *Ibid.* p.v. d'audition de Roessler, 07.06.1944.

<sup>62</sup> *Ibid.*.

même de nouvelles à Schneider à l'époque. Je ne savais pas à l'époque qu'il était en contact avec des agents de renseignements anglais<sup>63</sup>. »

Roessler déclare également :

« En septembre 1942, Schneider m'a dit qu'il était en contact avec une dame à Genève qui collectait pour l'Angleterre et la Russie des informations de nature militaire et politique en provenance des pays de l'Axe. Au cours de notre conversation, nous sommes convenus que je fournirais également mes informations à cette agente et que celle-ci me donnerait les siennes<sup>64</sup>. »

De son côté, Christian Schneider confirme que « vers la fin de l'année 1942 », il est contacté par le compagnon de ladite agente pour lui « demander d'établir une ligne avec le service de renseignement suisse. » Il explique :

« Il recevait des informations d'Allemagne et de France qui devaient être exploitées. Comme Rössler m'avait déjà dit qu'il travaillait dans le domaine du renseignement pour la Suisse, j'ai pris contact avec Rössler par la suite pour Böttcher<sup>65</sup>. Rössler a immédiatement accepté de recevoir les informations pour le compte du Service suisse de renseignement<sup>66</sup>. »

L'agente en question est Rachele Dübendorfer, alias *Sissy*. Elle est née Hepner le 18 juillet 1900 à Varsovie. Elle a vécu par la suite dans différentes villes allemandes – Dantzig, Leipzig, Berlin – avant de venir s'installer à Genève en 1936 et d'intégrer comme sténodactylo le BIT, au sein duquel elle fait la connaissance de Schneider. Tout comme lui, elle est licenciée à l'été 1939.

À Genève, Rachele Dübendorfer vit avec Paul Böttcher, un journaliste allemand réfugié illégalement en Suisse. Il utilise un faux nom face aux autorités et se fait passer pour Monsieur Dübendorfer, le mari de Rachele, auprès de leurs connaissances. Sa place dans le réseau *Dora* est ambiguë. Dans ses mémoires, Sandor Rado n'en parle que comme compagnon de *Sissy*, et non comme un collaborateur<sup>67</sup>. Or, il semble jouer un rôle actif dans le réseau, à la manière d'un bras-droit de sa compagne. Il est à relever pourtant que Paul Böttcher n'est pas *Paul* dans les télégrammes entre Genève et Moscou comme le pensait notamment le journaliste Drago Arsenijevic<sup>68</sup> et qu'il n'a donc pas, pour le Centre, le statut du personnage qui se cache derrière ce pseudo<sup>69</sup>. Selon les déclarations de Christian Schneider, ce serait tout de même lui qui entraîne le traducteur dans cette collaboration entre les réseaux *Dora* et Roessler :

« J'ai appris que Böttcher possédait une sorte de collection de documents dans laquelle il rassemblait toutes les informations politiques et militaires. Cette collection était composée de nombreux dossiers. Il m'a dit qu'on lui

<sup>63</sup> *Ibid.*.

<sup>64</sup> *Ibid.*.

<sup>65</sup> Paul Böttcher, voir ci-dessous.

<sup>66</sup> AFS, E5330-01#1982/1#988\*, p.v. d'audition de Schneider, 19.06.1944.

<sup>67</sup> Sandor Rado, *Sous le pseudonyme "Dora"*, Paris, Julliard, 1972, p. 134-135, p. 292.

<sup>68</sup> Drago Arsenijevic, *Genève appelle Moscou*, Paris, Robert Laffont, 1969, p. 238.

<sup>69</sup> *Paul* serait en réalité un officier russe envoyé en Suisse par le GRU nommé Fedor Fedorovich Kruglikov, alias Karel Wybiral (cf. les révélations de son fils Pavel Fedorovich sur [history.milportal.ru](http://history.milportal.ru)). Il sera connu par la suite pour avoir recruté l'agent israélien Zeev Avni (cf. Zeev Avni, *False Flag*, Londres, St Ermin's Press, 1999). Merci à Eric Michel de m'avoir communiqué sa trouvaille.

avait déjà proposé 7000 francs pour cette collection. Je lui ai moi-même fourni plusieurs fois des nouvelles de journaux anglais pour sa collection. Je lui ai également communiqué les nouvelles que Rössler m'avait transmises pour cette collection. Je ne savais pas à ce moment-là que Böttcher et Mme Dübendorfer collectionnaient des nouvelles pour les Alliés. Böttcher lui-même m'a parfois communiqué oralement telle ou telle information, que j'ai ensuite transmise à Rössler oralement ou par écrit pour son ND<sup>70</sup>. »

Outre de montrer les prémisses de la ligne Roessler-Schneider-Dübendorfer-Rado, ce passage met en lumière une quasi-prédisposition de Böttcher au renseignement qu'on retrouve chez bon nombre des « espions amateurs » de cette affaire – et peut-être en général à cette période. Tout d'abord, l'énorme majorité d'entre eux se sont adonnés à un moment donné à une activité liée au journalisme. Ensuite, certains ont eu l'ambition de monter en quelque sorte leur propre agence de presse ou service de renseignement, ce qui passait, pour eux, par la collecte tous azimuts d'information. Lorsque Roessler sera perquisitionné dans le cadre d'une seconde affaire en 1953, la police découvrira une armoire pleine de coupures de journaux classées dans des dossiers thématiques<sup>71</sup>. Il est à relever au passage que seule une infime quantité date d'avant 1945 mais il devait disposer également pendant la guerre d'un tel outil, détruit avant son arrestation. De son côté, c'est dans le but de monter une forme d'agence de presse qu'Hausamann, nous l'avons vu, crée son fameux *Büro Ha* dans les années 1930. Ainsi, que ce soit Roessler, Hausamann, Böttcher et, peut-être dans une moindre mesure, Schneider, tous sont fascinés par l'accumulation et le classement de l'information, par la constitution de véritables bases de données, dans une logique proche de celle du collectionneur.

Cette passion de l'information ne suffit naturellement pas à expliquer leur engagement contre l'Allemagne. La dimension idéologique y prend une place prépondérante. Pour autant, ils ne sont pas nécessairement du même bord politique, loin s'en faut. Schneider déclare par exemple à ce sujet à propos de Rachele Dübendorfer et de Böttcher :

« Idéologiquement, nous ne sommes d'accord que dans la mesure où nous sommes opposés au national-socialisme. Sur le plan politique, ils sont communistes, alors que moi, en tant que catholique, je ne le suis pas<sup>72</sup>. »

Les procès-verbaux des premières auditions de Rachele Dübendorfer et de Böttcher sont difficilement exploitables, car, à l'évidence, ils mentent. Militants communistes, ils sont plus habitués à la lutte clandestine que Roessler et, surtout, n'ont aucun atome crochu avec les autorités helvétiques, contrairement à ce dernier qui travaille pour le SR et vit à Lucerne depuis 1934. *Sissy* soutient longtemps travailler pour les Britanniques, et ce, depuis l'offensive allemande de mai 1940<sup>73</sup>. Elle aurait demandé à Schneider de créer

<sup>70</sup> AFS, E5330-01#1982/1#988\*, p.v. d'audition de Schneider, 07.06.1944.

<sup>71</sup> Cette collection a été acquise par les AfZ de l'ETH Zurich et consultable dans le fonds NL Roessler.

<sup>72</sup> AFS, E5330-01#1982/1#988\*, p.v. d'audition de Schneider, 07.06.1944.

<sup>73</sup> *Ibid.*, p.v. d'audition de Dübendorfer, 25.05.1944.

une ligne vers le SR afin d'échanger des renseignements et de faire profiter du même coup les autorités helvétiques de ses propres renseignements. Elle n'admet avoir commencé à livrer des renseignements aux Russes qu'à partir de mai 1943<sup>74</sup>.

« Je ne sais plus aujourd'hui avec certitude qui de nous deux était à l'origine de cet échange de messages. En tout cas, je cherchais moi-même à obtenir des nouvelles. [...] La contrepartie du côté de Schneider n'était pas excessive en quantité, mais de très bonne en qualité, souvent unique. L'échange a pris fin avec l'arrestation de Mme Dübendorfer<sup>75</sup>. »

Schneider joue le rôle de « coupe-circuit » entre les réseaux de Rado et de Roessler. Il connaît naturellement Rachele Dübendorfer d'un côté et Roessler de l'autre, mais il ignore l'identité des sources des deux lignes<sup>76</sup> et il refuse de communiquer aux Soviétiques le nom de *Lucie*. Il apprendra cependant de Roessler l'identité de Franz Wallner et ses liens avec la NSI et Hausamann<sup>77</sup>. Il semble que ce qu'il connaît des sources de Roessler se résume à cette déclaration du 19 mai 1944 à la Police fédérale :

« Rössler a toujours été très prudent. Il a toujours été réservé, il m'a cependant encore dit l'année dernière (environ fin 1943) qu'il avait déjà organisé la mise en place du service de renseignement en Allemagne pour la Suisse avec des Allemands en Suisse deux mois avant la guerre. Depuis le début de la guerre, il a dirigé ce service de renseignements, ce qui en dit long sur les capacités et l'efficacité de cet homme<sup>78</sup>. »

Si les témoignages de Roessler, Schneider et Dübendorfer sont unanimes pour dire que les deux réseaux commencent à collaborer à partir de l'automne 1942, il n'est pas exclu qu'un très petit nombre de renseignements ait transité de Lucerne à Genève avant cette date, probablement à l'insu de *Lucie*. Schneider raconte en effet :

« Depuis le début de la guerre en 1939 jusqu'à la mise en place de la ligne de renseignements Böttcher-Rössler en 1942, j'ai reçu de temps à autre des lettres privées décrivant la situation de la guerre. J'en ai montré quelques-unes à Böttcher, dont je soupçonnais l'intérêt au vu de sa collection de documents. Cela s'est produit en tout trois ou quatre fois<sup>79</sup>. »

Roessler déclare :

« L'échange s'est développé plus fortement à partir du début de l'année 1943. A partir de là, les deux parties ont fourni davantage de matériel. Moi-même, j'ai pu recevoir plus de matériel de mes personnes de confiance. A partir de la mi-1943, l'échange a atteint son apogée. Les choses sont restées ainsi jusqu'au début du mois d'avril 1944<sup>80</sup>. »

Les déclarations de Christian Schneider vont parfaitement dans ce sens et

---

<sup>74</sup> *Ibid.*

<sup>75</sup> *Ibid.*, p.v. d'audition de Roessler, 7.06.1944.

<sup>76</sup> *Ibid.*, p.v. d'audition de Schneider, 15.06.1944.

<sup>77</sup> *Ibid.*, p.v. d'audition de Schneider, 19.05.1944.

<sup>78</sup> *Ibid.*

<sup>79</sup> *Ibid.*, p.v. d'audition de Schneider, 20.05.1944.

<sup>80</sup> *Ibid.*, p.v. d'audition de Roessler, 07.06.1944.

quantifient cette augmentation : « Le nombre de rapports que j'ai fournis à Böttcher s'élevait au début à une dizaine et est passé jusqu'à récemment à une trentaine par semaine<sup>81</sup>. »

La fréquence des déplacements de Schneider à Lucerne, Zurich ou Berne pour rencontrer Roessler et prendre possession des rapports est également un signe de l'augmentation progressive du flux de renseignements, passant en moyenne de deux à quatre fois par mois dans une première période – c'est-à-dire, comme on vient de le voir à l'automne 1942 – à une fois par semaine, puis enfin à deux fois par semaine<sup>82</sup>.

L'examen de la masse de matériel livré au réseau *Dora* masque en réalité une production considérable de la part de Roessler, et ce, dès le début de la guerre.

« Dans un premier temps, l'échange ne s'est mis en place que lentement. Il me semblait qu'à l'époque, le côté du Dr Schneider s'intéressait surtout aux nouvelles concernant la Russie, raison pour laquelle je ne fournissais au début presque exclusivement que des nouvelles sur le front de l'Est. Je ne transmettais pas tout ce que j'avais. Assez vite, on m'a demandé ce qui pouvait intéresser l'Angleterre. Notamment après le débarquement des Alliés en Afrique en novembre 1942. A partir de là, j'ai également fourni les informations qui intéressaient l'Angleterre, mais pas tout non plus, à peine plus de la moitié. J'étais un peu inquiet car il n'y avait pas grand-chose en face. [...] J'ai remis à Schneider à peu près tout ce qui pouvait intéresser les Alliés à partir de l'été 1943<sup>83</sup>. »

Roessler a par ailleurs déclaré à la Police fédérale :

« Alors que je remettais 10 à 15 rapports par mois à la NS1, je livrais environ 80 à 130 rapports par mois au Dr Wallner pour Hausamann. Le nombre de rapports livrés par Schneider à Genève devrait être d'environ 70 par mois au début en octobre 1942, puis d'environ 90 à 100 par mois et enfin, c'est-à-dire pendant les 6 derniers mois, d'environ 110 par mois en moyenne<sup>84</sup>. »

Les chiffres avancés par Roessler correspondent bien aux quantités de rapports jaunes retrouvés (cf. le tableau ci-dessus.)

La connaissance qu'a Roessler du réseau à qui il livre des renseignements paraît pour le moins minimale. Il sait depuis le début de l'année 1943 que ses rapports sont remis aux Russes et, dit-il, aux Britanniques<sup>85</sup>. Mais il ne sait pratiquement rien des personnes qui composent ce réseau.

« Ce n'est qu'au printemps 1944 que j'ai appris de Schneider le nom de Dübendorfer, au moment de l'arrestation de Mme Dübendorfer. Grâce à Schneider, je savais que les gens transmettaient les informations essentiellement par la radio, et dans une moindre mesure par le courrier. Plus tard, j'ai appris qu'un certain Hamel s'occupait de la radio<sup>86</sup>. Il y avait

<sup>81</sup> *Ibid.*, E5330-01#1982/1#988\*, p.v. d'audition de Schneider, 20.5.1944.

<sup>82</sup> *Ibid.*, E27#1000/721#9538\*, rapport d'Ulrich, 1.6.1944.

<sup>83</sup> *Ibid.*, E5330-01#1982/1#988\*, p.v. d'audition de Roessler, 7.6.1944.

<sup>84</sup> *Ibid.*, E27#1000/721#9538\*, rapport d'Ulrich, 1.6.1944.

<sup>85</sup> *Ibid.*.

<sup>86</sup> Probablement seulement après sa propre incarcération.



aussi d'autres personnes dont je ne connais pas le nom. Schneider m'a décrit Mme Dübendorfer comme une personne habile et fiable<sup>87</sup>. »

Lorsqu'il affirme que « le côté Schneider » livrait ses renseignements non seulement aux Russes, mais également aux Britanniques, on ne sait pas s'il cherche à améliorer son image face à un juge militaire suisse qui a peu de chance d'avoir de la sympathie pour le régime communiste de l'URSS, ou si lui-même a été abusé. On sait qu'une fois tous les pianistes du réseau sous les verrous, Sissy a tenté de livrer les renseignements qu'elle accumulait au chef de l'antenne genevoise du SIS, Victor C. Farrel – ce qui lui a peut-être valu sa déportation au Goulag. Mais il est précisément très peu probable que Moscou eût toléré une collaboration entre son service en Suisse et le service de Sa Majesté.

### *Les aspects financiers*

À côté de l'antinazisme et de la passion pour le renseignement, les aspects financiers ont certainement joué un rôle dans la motivation de Roessler. Les sommes qui lui ont été versées ont atteint des montants considérables pour l'époque. Selon ses propres déclarations à la Police fédérale, les montants perçus chaque mois des différents destinataires de ses rapports sont les suivants<sup>88</sup> :

<b>Destinataire</b>	<b>Somme minimale</b> CHF / mois	<b>Somme maximale</b> CHF / mois	<b>Moyenne</b> CHF / mois
<i>Büro Ha</i> (Wallner)	400.--	1550.--	900.--
Réseau <i>Dora</i> (Schneider)	500.--	3900.--	2800.--
NSI (Mayr von Baldegg)	200.--	300.--	250.--

Les motivations financières de Roessler ne relèvent toutefois pas de l'enrichissement personnel. L'examen de ses comptes par la Police fédérale a démontré que sur les sommes encaissées mensuellement, 1700 CHF étaient destinés à un informateur allemand et 1250 étaient versés sur le compte de Vita Nova<sup>89</sup>. C'est donc en partie pour sauver sa maison d'éditions qu'il vendait si cher ses renseignements.

Le réseau *Dora* ne fait pas partie des destinataires des rapports jaunes. Roessler prépare spécifiquement à son attention des documents plus concis et présentant une mise en page différente – que nous appellerons les *rapports blancs*, bien que leur véritable couleur soit inconnue. Quelques-uns nous sont parvenus – sous forme de photocopies avec fond noir –, retrouvés lors d'une

<sup>87</sup> *Ibid.*, E5330-01#1982/1#988\*, p.v. d'audition de Roessler, 7.6.1944.

<sup>88</sup> *Ibid.*, E27#1000/721#9538\*, rapport d'Ulrich, 1.6.1944.

<sup>89</sup> *Ibid.*.

perquisition chez Rachele Dübendorfer<sup>90</sup>. Contrairement, aux rapports jaunes qui ne donnent aucune indication de leur source, sur les blancs figure une lettre à côté de la date :

« Les lettres inscrites dans l'angle des rapports en question, en haut de la fiche, soit 'W', 'O', 'Des', 'A', 'Do', sont l'indicatif de l'agent qui a fourni les renseignements portant l'indication en question<sup>91</sup>. »

Le contenu de ces rapports blancs peut être recoupé, principalement avec les jaunes<sup>92</sup>. Mais, certains, marqués « Des » pour « déserteurs », proviennent d'une autre source et sont à l'origine de l'arrestation de Roessler.

### *Les rapports de déserteurs et l'arrestation*

Une des nombreuses sources du SR pendant la guerre consistait dans l'interrogatoire des personnes qui franchissaient la frontière, tels que les voyageurs de commerce suisses ou étrangers, les réfugiés et les déserteurs de l'armée allemande qui venaient demander leur internement en Suisse. Durant les périodes où Mayr von Baldegg est en remplacement à la tête de la NS1, son chef ne partageant pas avec lui ses sources privilégiées, il doit trouver lui-même un moyen de confirmer les rapports qui lui parviennent des postes avancés, parmi lesquels les rapports tirés des auditions des déserteurs allemands. C'est assez naturellement qu'il se tourne vers son ami Roessler pour le recoupement des informations. Mais, toujours soucieux d'obtenir des renseignements à échanger, Roessler s'empresse de les transmettre plus loin.

« Le capt Mayr ne pouvait pas savoir que j'utilisais les témoignages des déserteurs à d'autres fins que celles de l'établissement des faits par des demandes de précisions ou des recherches<sup>93</sup>. »

Surtout que, selon ses dires, ce type de rapport lui parvient de toute part :

« Outre du cap Mayr, j'ai reçu des informations sur des témoignages de déserteurs allemands de la part de mes correspondants allemands et, dans quelques cas, du Dr Schneider, ou par l'intermédiaire du Dr Schneider<sup>94</sup>. »

Le 19 avril 1944, dans le prolongement de l'enquête qui a amené à l'arrestation d'une partie des membres du réseau *Dora* en septembre 1943, Rachele Dübendorfer et Böttcher sont à son tour incarcérés. Les filatures dont ils ont fait l'objet ont en outre mis en évidence leurs contacts très fréquents, quasi quotidien, avec Christian Schneider<sup>95</sup>. La Police fédérale va remonter la ligne.

<sup>90</sup> AFS, E5330-01#1982/1#988\*, photocopies des rapport m 42, m 43, m 51, m 52, m 53, m 76, m 77, m 84, m 88, m 89.

<sup>91</sup> *Ibid.*, p.v. d'audition de Dübendorfer, 25.05.1944.

<sup>92</sup> Le rapport blanc m 51 (AFS E5330-01#1982/1#988\*) correspond par exemple au rapport jaune n° 17 du 03.04.1944 (AFS E4320B#1980/77#184\*).

<sup>93</sup> AFS, E5330-01#1982/1#988\*, p.v. d'audition de Roessler, 07.06.1944.

<sup>94</sup> *Ibid.*.

<sup>95</sup> *Ibid.*, E5330-01#1982/1#988\*, rapport des inspecteurs Ducry, Humbert, Muller, Schmid et Knecht, 23.05.1944.

De surcroît, durant la perquisition au domicile de *Sissy*, quatre rapports de déserteurs sont découverts. Après examen de ces pièces, les enquêteurs déterminent qu'ils proviennent de la NS1 et qu'ils ont certainement été transmis par Mayr von Baldegg à Roessler. Ces documents relevant de la défense nationale, les deux hommes sont suspectés de violation du secret militaire et arrêtés à leur tour. Roessler et Schneider sont arrêtés le 19 mai 1944, Mayr von Baldegg le 31. A cette occasion, l'officier du SR s'est opposé à la perquisition de son domicile, arguant que seule une autorité militaire était en droit de l'ordonner. Après avoir réussi à contacter par téléphone son supérieur Max Waibel, celui-ci a à son tour tenté de stopper l'opération, sans plus de résultat, l'inspecteur de la Police fédérale en charge de l'opération se dissimulant derrière les ordres du Procureur général de la Confédération Stämflî<sup>96</sup>.

L'inspecteur de la Police fédérale chargé d'enquêter sur les agissements de Roessler et Mayr von Baldegg et l'auteur de leur arrestation est, par une certaine ironie de sort, Max Ulrich, lequel sera lui-même condamné à deux ans et demi de prison dans le cadre de l'affaire Dubois pour avoir livré aux services de renseignement français des informations sur le FLN algérien. Pour ce policier, les aveux de Roessler ne laissent aucun doute sur sa culpabilité. Il a remis contre « une rémunération importante » des « renseignements d'origine suisse<sup>97</sup> ». Particulièrement agressif envers l'éditeur lucernois, quitte à alléger les accusations qui pèsent sur Rachele Dübendorfer, il soutient que les déclarations de cette dernière prouvent qu'elle était dès le départ prête à la livrer des renseignements au SR sans contrepartie et que, donc, l'argument d'un accord « donnant-donnant » avancé par les défenseurs de Roessler ne tient pas.

Cherchant à enfoncer le clou, l'inspecteur Ulrich relève entre autres que Roessler a tenté de faire agir ses contacts au SR pour interférer dans les enquêtes d'abord contre Hamel et consorts<sup>98</sup>, puis contre Rachele Dübendorfer.

« En avril 1944, alors que la police politique à Genève s'attaquait au cercle Böttcher/Dübendorfer, Rössler a demandé, après une discussion avec Schneider, à Mayr von Baldegg d'intervenir auprès des services compétents de l'armée afin d'inciter le Ministère public de la Confédération à ne plus poursuivre les personnes de cette ligne. Mayr von Baldegg a assuré qu'il interviendrait auprès de son supérieur<sup>99</sup>. »

Ulrich cite ensuite une déclaration de Mayr von Baldegg :

« Rössler justifiait sa demande par le fait que l'arrestation de ces personnes mettrait la Gestapo, déjà à la manœuvre, sur la piste de sa source de renseignements et mettrait en danger ses informateurs en Allemagne. Dans

<sup>96</sup> *Ibid.*, E27#1000/721#9538\*, rapport d'Ulrich, 01.06.1944.

<sup>97</sup> *Ibid.*

<sup>98</sup> Il s'agit ici de la première vague d'arrestations en octobre et novembre 1943 contre le réseau *Dora*, dont Edmond Hamel est un des opérateurs radios.

<sup>99</sup> AFS, E27#1000/721#9538\*, rapport d'Ulrich, 01.06.1944.

les deux cas, j'ai soumis l'affaire à mon chef, le major Waibel, qui s'en est occupé, je ne sais pas ce qu'il a fait<sup>100</sup>. »

L'arrestation de Mayr von Baldegg et de Roessler déclenche immédiatement une levée de bouclier d'une partie des officiers du SR. Deux officiers en particulier ont des mots très durs à l'encontre du Procureur général de la Confédération Stämpfli qui le pousseront par la suite, une année et demie après les faits, à porter plainte contre eux pour diffamation<sup>101</sup>. Il s'agit tout d'abord du major Emil Häberli, chef du poste de Bâle, qui traite notamment la ligne *Wiking*, et, dans le civil, est chef de la police politique du canton de Bâle-Ville. Il est à relever, nouvelle ironie du sort, qu'il a été sans doute le premier, en juillet 1941, à signaler aux autorités genevoises « que GEOPRESS et ATLAS PERMANENT S.A. était un centre secret russe d'espionnage et que son directeur était un communiste hongrois<sup>102</sup>. » Le second est le capitaine Rolf Eberhard, théologien et journaliste, qui dirige le *Büro D*, l'organe d'analyse sur l'Allemagne du SR. Tous deux pensaient – comme le major Waibel au moment de la perquisition – que le Ministère public de la Confédération avait agi de sa propre initiative et sans consulter le chef du SR. Or, il s'avère qu'il n'en est rien, que le colonel Werner Müller, le remplaçant de Masson, avait été mis au courant et qu'il avait autorisé l'opération<sup>103</sup>. Häberli s'est par la suite excusé pour ses propos.

Ainsi, la fronde des officiers contre la Police fédérale se fonde principalement sur l'aspect procédural de l'arrestation de Mayr von Baldegg, et moins sur une défense inconditionnelle de leur collègue. Toutefois, ils défendent également une pratique – l'échange de renseignements – qu'ils pratiquent eux-mêmes et qu'ils estiment nécessaire et efficace. Mayr von Baldegg est remis en liberté le 8 juin et ne sera finalement pas poursuivi. Pour Schneider et Roessler commence un calvaire. Tous deux intellectuels et de faible constitution physique, ils supportent mal l'incarcération dans de mauvaises conditions d'hygiène, sans confort et à l'isolement. Leurs épouses et leurs amis multiplient les demandes de mises en liberté sous caution. Après plus de trois mois passés derrière les barreaux, Schneider est libéré le 1<sup>er</sup> septembre 1944 et Rudolf Roessler le 6. Confié au tribunal militaire de division 2B, le procès de l'affaire Dübendorfer, Roessler et consorts se déroule les 22 et 23 octobre 1945 à Berne<sup>104</sup>. Seuls Roessler et Schneider sont présents. Rachele Dübendorfer et Böttcher ont quitté la Suisse après leur libération sous caution. Roessler est représenté par le capitaine Gerhart Schürch, avocat à Berne. Les quatre prévenus répondent des charges de service de renseignement au préjudice d'un État étranger (art. 301 CPS et art. 93 CPM<sup>105</sup>). Au terme du

<sup>100</sup> *Ibid.*

<sup>101</sup> *Ibid.*, E27#1000/721#9538\*.

<sup>102</sup> *Ibid.*, E5330-01#1982/1#989\*, lettre de François Vibert à Samuel Blaser, 21.02.1944.

<sup>103</sup> *Ibid.*, E27#1000/721#9538\*, lettre d'Häberli à Karl Brunner, 11.01.1946.

<sup>104</sup> *Ibid.*, E5330-01#1982/1#988\*, jugement de l'affaire Dübendorfer et consorts par le tribunal de division 2B, 23.10.1945.

<sup>105</sup> Pour une discussion de la législation suisse en matière d'espionnage, cf. Christian Rossé, *Les échanges de l'ombre. Passages des services de renseignement suisse et alliés à travers la frontière*

procès, les quatre accusés sont déclarés coupables. Rachele Dübendorfer et Böttcher sont tous deux condamnés à deux ans de prison, 10'000 CHF d'amende par contumace. Roessler est condamné sans peine, au regard des services qu'il a rendu à la Suisse, et Schneider à 30 jours de prison réputés subis par la détention préventive.

### *Un bilan intermédiaire*

Aucune des pistes envisagées n'apporte de réponse définitive à la question de savoir dans quel milieu s'insère – en amont – le réseau de Rudolf Roessler. Les recherches doivent être poursuivies et les pistes creusées. De nouvelles peuvent apparaître. Cet article n'est qu'un bilan intermédiaire. Certains faits paraissent cependant désormais établis. L'éditeur, notamment, obtient son matériel brut d'une nébuleuse formée en partie d'exilés et de voyageurs venus d'Allemagne, et non d'une seule ligne étroite dont on a peine à imaginer comment elle aurait pu assurer un tel flux d'information – qui plus est avec une telle régularité. Roessler fait flèche de tout bois pour enrichir sa base de connaissance. Il a recours à la presse, mais aussi à l'échange de renseignement avec d'autres réseaux. Il n'est toutefois pas qu'un intermédiaire : il compile, recoupe, analyse et rédige ses propres rapports. On est bien loin de l'image de l'espion comme agent de terrain. Les sommes coquette qu'il alloue à son « informateur », laissent à penser qu'il n'est pas en contact direct avec la nébuleuse et qu'une personne se charge de rassembler l'information des différentes sources et de la lui faire parvenir – personne qui joue par la même occasion le rôle de « coupe-circuit » et permet à Roessler de rester dans l'ombre. Peut-être que lui-même ignorait tout de ses sources.

**Christian Rossé**

## Carnet de recherche

Florian Bunoust-Becques, Doctorant en Histoire Contemporaine, Université Paris HESAM : **L'affirmation du rôle des forces sous-marines françaises dans la chaîne du renseignement militaire de 1890 à 1970.**

En octobre 1896, Édouard Lockroy, ministre de la Marine, lance un nouvel appel à projet<sup>1</sup> pour les torpilleurs sous-marins. Le jury retient le prototype du *Narval* (Q4). Conçu par l'ingénieur Maxime Laubeuf<sup>2</sup>, ce premier torpilleur submersible autonome, lancé le 21 octobre 1899, servira de prototype à de nombreux bâtiments français et parfois malgré lui, à des innovations étrangères. Soixante-dix ans plus tard, en 1964, la Marine nationale met en service le sous-marin d'attaque à propulsion classique de type Daphné<sup>3</sup> dit, de haute performance. Sept décennies séparent ces deux étapes majeures de l'histoire navale française, dont les évolutions furent rendues possibles notamment, par et pour l'action du renseignement.

À l'instar de l'aviation et des blindés, le développement du sous-marin est intrinsèquement lié à son usage militaire. Un essor navalo-industriel déployé pour dominer et dissuader psychologiquement et réellement les flottes alliées et adverses. Le sous-marin va, à l'instar de tout navire, se doter de ses propres instruments embarqués, contribuant à recueillir du renseignement pour lui-même et à en fournir aux éléments de la chaîne de renseignement naval. Submersibles et sous-marins deviennent, à la fois acteur et conséquence de la course à l'armement ; véritable élément de la mécanique de l'évolution de la guerre navale contemporaine.

---

<sup>1</sup> Depuis l'infructueuse tentative de développement du *Nautilus* de Robert Fulton en 1797, les tentatives de navigation sous-marine sont l'œuvre d'expériences isolées d'ingénieurs indépendants. En France, c'est à partir de janvier 1888, que la doctrine politique évolue avec la publication par le ministre de la Marine, l'amiral Hyacinthe Aube, soutient de la Jeune École, d'une dépêche ministérielle visant à la réalisation d'un bateau sous-marin sous la direction de Gustave Zédé.

<sup>2</sup> Maxime Laubeuf est, en 1896, Polytechnicien et ingénieur en chef des constructions navales de Toulon. Il s'inscrit dans la continuité de la génération de constructeurs tels Gustave Zédé, Dupuy de Lôme ainsi que Gabriel Maugas et Gaston Ramazzotti. L'arrivée du Ministre Edouard Lockroy, désireux de ne pas passer à côté d'une invention prometteuse, soutient à la fois le projet de Maxime Laubeuf mais également celui de Ramazzotti avec *Le Morse* et de Maugas avec *Le Farfadet*.

<sup>3</sup> La série Daphné est issue d'une note de l'amiral Rosset, chargé de la flotte en construction de l'État-major général de la Marine du 17 septembre 1952 au Service technique de constructions navales visant à établir un avant-projet de « sous-marin torpilleur de deuxième classe ».

*Les sous-marins français : angle mort du renseignement naval contemporain ?*

La guerre de 1870 constitue, pour le renseignement militaire français, une étape importante de sa structuration par la mise en place d'une cellule d'analyse, le 2<sup>e</sup> Bureau, et d'un service de renseignement (SR) germanocentré<sup>4</sup> et résolument terrien<sup>5</sup>. La maritimisation de l'information devra quant à elle, attendre la Première Guerre mondiale et l'apparition empirique de nouveaux besoins et de nouvelles capacités tactiques telles que l'aéronautique navale et des flottes sous-marines, pour entamer sa structuration efficiente autour du 2<sup>e</sup> Bureau de l'État-major général de la Marine (EMGM-2). La nécessité, à partir de 1914-1915, de renforcer les communications interalliées pour protéger les convois à la fois militaires et marchands de la menace des U-boote et de la mise en œuvre de la guerre sous-marine allemande à outrance. L'étude des techniques de renseignement fait apparaître la mise en œuvre au sein du SR Marine la mécanique d'un *Intelligence Cycle*, complexe à identifier en temps de guerre comme de paix mais qui apparaît toutefois structuré bien avant que Kent Sherman<sup>6</sup> le théorise en 1949. En France, c'est bien l'instruction du 30 novembre 1925 du Ministre de la Marine Georges Leygues, qui donne la première définition extensive du renseignement naval visant à recueillir des informations de deux ordres : technique et stratégique. Durant cette construction doctrinale du renseignement naval, quelle place occupent alors les sous-marins et quelles perspectives entend-on leur ouvrir dans la réalisation de ce double objectif définit ?

C'est un fait qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, le cheminement du submersible vers le sous-marin ne peut se réaliser que par le biais d'une succession, quasiment ininterrompue, de questionnements tantôt émis par l'État-major de la Marine, tantôt par les structures scientifiques et techniques consacrées à cet objectif. Ici se situe le Centre d'étude de Toulon (CET). Au gré des années, les commissions spécifiques comme celles d'études pratiques des sous-marins (CEPSM) ou de la télégraphie sans fil (CEPSTF), des acteurs civils et militaires vont stimuler et orienter, par divers moyens et outils de recherche, le renseignement au profit des sous-marins et de leurs équipages.

À la suite d'Hervé Coutau-Bégarie, nous pouvons affirmer que « tous les théoriciens s'accordent à reconnaître que le renseignement est indispensable à la décision stratégique »<sup>7</sup>. Alors quelle est sa place dans l'affirmation des forces sous-marines française comme arme navale

---

<sup>4</sup> Le germanocentrisme des services de renseignement est notamment conceptualisé et décrit par Gérald Arboit, *Des services secrets pour la France*, Paris, CNRS Éditions, 2014.

<sup>5</sup> Depuis les époques les plus reculées, les gens de mer, civils ou militaires, sont des relais et capteurs d'informations et de reconnaissance importants grâce aux navigations et escales dans les ports. Pourtant, ce n'est qu'à partir le début du XIX<sup>e</sup> siècle que la France engage la structuration de son réseau de renseignement et d'y être contrainte de la faire pour la Marine au regard des enjeux qui s'imposent avec les alliés au cours de la Première Guerre mondiale.

<sup>6</sup> Sherman Kent, *Strategic Intelligence for American World Policy*, Princeton, Princeton University Press, 1949.

<sup>7</sup> Hervé Coutau-Bégarie, « Le renseignement dans la pensée militaire française », *Stratégique*, n° 73, 1999/1, p. 9-36.

stratégique ? De fait, étudier, dans son aspect complémentaire, les forces sous-marines françaises comme objet et outil de renseignement de leur création jusqu'aux années 1970 n'a jusqu'alors, jamais été entrepris. Une démarche singulière qui vise à éclairer une zone d'ombre scientifique contemporaine en convoquant diverses sources pour créer un dialogue archivistique encore inexploré par ladite communauté universitaire.

Ces travaux s'appuient sur la consultation de plusieurs fonds d'archives comme ceux du Service historique de la Défense à Vincennes, dans son département de la Marine, où se trouvent les sous-séries consacrées aux bâtiments de la Première Guerre mondiale (MV SS YC). Nous consulterons également les archives des différents organismes du Centre d'études de Toulon (CET) de 1920 à 1940, anciennement Commission d'étude pratique des sous-marins (CEPSM), de la sous-série (DD6 et 1 DD6) consacrée à la Commission d'étude pratique de la TSF (CEPTSF) la sous-série MV 1 BB8 67-70, consacrée à la Commission d'études pratiques et de télémétrie (CEPOT). Cette convocation de sources vise à répondre à la l'interrogation générale qui est de savoir pourquoi les sous-marins sont-ils une arme faisant l'objet d'une attention particulière du renseignement et comment les différentes évolutions technologiques permirent à ses derniers de s'imposer comme un contributeur à part entière dans la chaîne du renseignement naval ?

#### *Les sous-marins : objet et outil du renseignement naval ?*

L'historiographie des forces sous-marines permet de supputer leur rôle comme objet d'intérêt du renseignement. Rappelons que l'intérêt pour le submersible a grandi dès lors que la Marine a su organiser l'émulation scientifique et technique nécessaire à son perfectionnement pour en déduire quelques dividendes tactiques et à plus long terme, commerciaux.

Comme le souligne Christopher Andrews, en matière de renseignement, la Première Guerre mondiale est régulièrement abordée sous l'angle de l'innovation, « et rarement sous celui de l'oubli »<sup>8</sup> de l'importance de la cryptologie et du renseignement. Le sujet des sous-marins ne doit pas occulter le rôle de certains acteurs en sa faveur, cependant que l'on occulte facilement le fait que, loin d'avoir accompli des exploits durant la Grande Guerre, les sous-marins remplirent des missions relativement simples car conditionnées à leurs capacités encore limitées et dont la veille scientifique s'attellera à dépasser. Objet d'intérêt, le sous-marin l'est également pour les autres puissances navales et celles en devenir à l'instar de l'outre-Rhin. L'étude visera à identifier les procédés de renseignement ayant permis à la firme allemande Krupp en 1902, de produire et de vendre le premier sous-marin allemand, sur la base des plans du *Narval* de Laubeuf.

Enfin, au regard des besoins exprimés par les différentes commissions du CET, il s'agit d'analyser par quels moyens et méthodes les attachés navals français vont recueillir du renseignement à la fois sur les sous-marins et

---

<sup>8</sup> Propos recueillis à l'occasion du Colloque « Renseignement et espionnage durant la Première Guerre mondiale » le 26 novembre 2014.



innovations étrangères au profit du perfectionnement des sous-marins français et des conditions de navigation de leurs équipages. Si quelques ouvrages et articles se penchent sur cet apport<sup>9</sup>, la littérature consacre une place restreinte à l'espionnage technologique et industriel répondant aux besoins militaires spécifiques. Toutefois, les témoignages et traces de ces efforts existent. Ils se trouvent en partie, dans diverses sources archivistiques du Service Historique de la Défense (SHD) du ministère des Armées ; des archives qui méritent d'être analysées pour apprécier d'une part les besoins exprimés par l'EMGM conjointement à ceux des services scientifiques et techniques et d'autres part pour cartographier les méthodes, moyens et interactions mis en œuvre pour collecter le renseignement visant à y répondre grâce aux plans de recherche de renseignement illustrant l'héritage de la Première Guerre mondiale qui, pour Olivier Forcade, érige une « logique de planification annuelle du Renseignement ».

À l'aune de ces enjeux, plusieurs questions de recherches apparaissent. Pour quelles raisons les travaux de Paul Langevin sur les ondes à ultra-son ne permirent pas à la France d'aboutir à un appareil de détection à ondes sous-marines comme le déployèrent les Britanniques ou les Allemands ? Comment, à partir de 1943, les sous-marins français parviennent à être équipés des appareils ASDIC ? Comment, après la Libération, la France organise la chasse scientifique et le rapatriement des ingénieurs allemands au profit de ses propres ambitions, soucieuse de rattraper le retard pris, avant et durant le conflit, afin d'engager une remontée en puissance et acquérir une autonomie industrielle, stratégique en la matière aux premières heures de la Guerre Froide ?

Concernant la contribution des submersibles et sous-marins aux missions de renseignement, bien que la littérature diachronique de la Seconde Guerre mondiale mette en exergue les missions des forces sous-marines françaises libres (FNFL), peu de sources s'attardent sur la complémentarité des chaînes de renseignement au profit et grâce à l'action des sous-marins et de leurs équipages (hormis l'exemple du *Casabianca* en Corse et en Espagne). Plus rare est la littérature qui s'attarde sur l'environnement global des missions dites clandestines (débarquement ou rembarquement d'armes et agents sur les côtes de Norvège et de la France). La littérature s'avère toutefois plus abondante sur les missions des sous-marins américains et soviétiques au cours de la Guerre Froide<sup>10</sup> mais relativement restreinte lorsqu'il s'agit des sous-marins français. Une zone d'ombre que les présents travaux entendent éclairer par l'étude de l'activité de plusieurs bâtiments au cours de missions particulières, d'en comprendre les enjeux, les procédés d'exécution et les retours d'expériences.

*Pour une définition du renseignement sous-marin ?*

---

<sup>9</sup> Actes du colloque international « *Internationalisation des méthodes de renseignements : le cas des attachés militaires* », 30-31 mars 2023, à paraître 2024.

<sup>10</sup> Alexandre Sheldon-Duplaix, Peter A. Huchthausen, *Guerre Froide et espionnage naval*, Paris, Nouveau monde Éditions, 2009.

Au gré des époques, les expériences permirent aux forces sous-marines de devenir un acteur du renseignement. Mais dans quelle proportion ? Cependant que leur capacité létale est utilisée lors d'hostilités, en temps de paix, ce sont tout autant ses fonctionnalités d'outil du renseignement qui sont accrues et sollicités. *In fine*, à l'aune des présentes constatations, ces travaux tenteront de répondre à une interrogation inédite : peut-on définir le renseignement sous-marin ? A première vue, cette définition serait aux confins des caractéristiques du renseignement d'origine électromagnétique et image, puisque concernant une source évoluant sous la surface de l'eau. Toutefois, au regard de la présentation et des différentes interrogations qui la jalonnent, des caractéristiques plus précises pourraient, si toutefois certaines hypothèses de recherche se confirment, tout en étant contredites, venir proposer une définition tout à fait originale, apportant une valeur ajoutée académique à ce domaine purement maritime et un nouveau chapitre d'une page de l'histoire du renseignement, inconnue voire sous-estimée.

## L'interview

Vincent Crouzet, **le Service Action, le renseignement, l'Afrique...**

Vincent Crouzet est un auteur prolifique, publiant sous son pseudonyme de « Victor K » *Louve Alpha*, le troisième volume de sa série sur le Service Action<sup>1</sup> de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), mais également sous son propre nom des romans, toujours en phase avec l'actualité du moment, qu'elle soit internationale comme personnelle. Vincent Crouzet est aussi un *Coldwarrior*, ayant participé à la fin de l'affrontement Est-Ouest par guérillas interposées, des jeunes de l'Unita angolaise aux moudjahidines afghans. Il l'a fait autant par conviction politique, chez les Jeunes giscardiens, que par pratique professionnelle. Il rejoint en effet, à l'issue de son service militaire, une unité qui n'apparaît pas dans l'organigramme de la DGSE, la même à laquelle aurait appartenu le journaliste-reporter Philippe de Dieuleveult. Au début des années 1990, il est de tous les combats du théâtre africain : l'Afrique australe est son domaine d'action, l'Angola, qui est son point d'intérêt pour la DGSE, le Mozambique, l'Afrique du Sud postapartheid, le Zimbabwe de la crise des fermiers. Et les trafics, des diamants jusqu'à la finance internationale qui vont amener le romancier à toucher du doigt l'un des scandales de la V<sup>e</sup> République, l'affaire Areva, indirectement au travers des rétro-commissions<sup>2</sup>, plus proche avec la question des gisements inexploitable d'uranium vendus frauduleusement à la société française<sup>3</sup>.

Ce passé sert aujourd'hui à Vincent Crouzet pour décrire, dans ses romans, des opérations clandestines plus vraies que nature. Fasciné par les écrivains-espions britanniques, d'Ian Fleming à John le Carré, il ne dédaigne pas les maîtres du roman d'espionnage comme Robert Ludlum. Évidemment, il lui est difficile d'échapper aux SAS de Gérard de Villiers, dont il emprunte la connexion avec les services et la documentation sur la société internationale actuelle.

*Les Forces spéciales sont à la mode des médias, et donc du public, depuis une petite dizaine d'années. Comment expliquez-vous cela ? Même chose pour la DGSE ? Un effet Bureau des légendes ?*

En ce qui concerne les forces spéciales, la fascination n'est pas nouvelle. Elle est en fait constante depuis la création du *Special Air Service* britannique, pendant la Seconde Guerre mondiale, qui a imprimé dans l'imaginaire occidental une fabrique de héros : un petit nombre de combattants

---

<sup>1</sup> *Cible Sierra, Sauvez Zelensky, Louve Alpha*, Paris, Robert Laffont, 2022 et 2023.

<sup>2</sup> *Radioactif*, Paris, Belfond, 2014.

<sup>3</sup> *Une affaire atomique*, Paris, Robert Laffont, 2017.

soudés et déterminés contre des structures souvent plus lourdes, œuvrant pour des régimes totalitaires. C'est finalement la poursuite du mythe de David contre Goliath, celle aussi de la première action commando : celle du Cheval de Troie, contée par Homère. Désormais ces forces spéciales, qui demeuraient assez confidentielles, en dehors de la presse spécialisée (*Raids*, *DSI...*), sont connues du grand public, le travail des régiments d'élite semblant analogue, alors que chacun d'entre eux développe une vraie spécificité d'emploi.

Sur la DGSE (ou le Service), et le monde du renseignement en général, c'est différent, notamment en France, où pendant très longtemps on a plutôt dénigré le travail des services secrets, la fiction s'en emparant essentiellement pour des pastiches ou des parodies. Le qualificatif péjoratif de « barbouze », né dans les années 1950, a longtemps marqué négativement le renseignement français. Par ailleurs, le Service ne revendiquant jamais ses succès, la presse n'a relevé que les échecs, et le plus retentissant d'entre eux : le sabotage du *Rainbow Warrior*. L'image du Service a mis très longtemps à s'en remettre. Mais son implication efficiente dans les conflits des Balkans, au Proche et Moyen Orient, en Afghanistan, et son inégalée expertise africaine ont permis à la DGSE d'apparaître comme l'un des services occidentaux de référence, et de le demeurer. Mais la fiction, en dehors de quelques exceptions, ne s'était jamais sérieusement emparée de ce service. On doit effectivement à Éric Rochant d'avoir enfin, à travers une série très réaliste, légitimé par la fiction, le travail au quotidien de la « Boîte ». C'est aussi ce que je m'applique à faire avec la collection « Service Action ». La fiction est aussi une arme de guerre. Les Anglo-saxons l'ont compris depuis longtemps, et ont su véhiculer, à travers la littérature de genre, le cinéma, puis les séries, la puissance de leurs services de renseignement. La CIA et le MI-6 existent dans le monde plus par l'imaginaire fictionnel que toute autre chose. On peut aujourd'hui affirmer que les agences de renseignement britanniques et américaines ont participé directement à la constitution d'un genre, l'espionnage, dans la fiction. Bernard Bajolet, l'ancien directeur général de la Sécurité Extérieure, a parfaitement compris l'avantage qui pouvait être retiré d'une œuvre fictionnelle en termes d'images (notamment à fins de recrutement) et d'influence, en venant en appui au *Bureau des Légendes*. L'actuel directeur général, Bernard Émié, poursuit cette tendance, avec en plus, une communication institutionnelle très positive, marquée autour de l'année mémorielle 2022 : les quatre-vingt ans du BCRA, et les quarante ans de la DGSE, la filiation BCRA-DGSE permettant d'autres développements romanesques.

*Pourquoi avoir choisi de travailler, dans la trilogie éponyme, sur le Service Action, déjà bien nimbé de mystères avec des ancêtres comme Foccard, Aussaresses, mais aussi Chaumien et Maloubier ?*

Curieusement, très peu de romans, ou d'œuvres cinématographiques ont traité du travail du Service Action (SA), alors qu'il s'agit de l'unité la plus fantasmatique qui puisse exister au service de la République. Sur le plan des longs métrages, seul Frédéric Schoendorffer s'en était emparé pour *Agents*

*Secrets* (2004). La difficulté réside peut-être dans le peu d'informations ouvertes disponibles sur le SA. Pour ma part, je me sens redevable concernant « l'Action », ayant travaillé plus de vingt ans pour une entité-sœur de la direction des Opérations, longtemps dénommée au sein de la DGSE « le service clandestin » car n'apparaissant pas sur l'organigramme de la Boîte. La plupart de mes officiers traitants provenaient du Service Action. Officiers des Armées, ils se sont rompus à la clandestinité. J'ai tellement d'estime pour leur fonction, et pour l'empathie qui accompagnait leur démarche d'officiers traitants. Et souvent, derrière ce que je pouvais ramener dans mes « files » en termes de recueil de renseignement sur zone de crise, je soupçonnais ensuite la poursuite du travail par « l'Action »... Aussi, j'ai caressé longtemps l'idée de raconter le quotidien du SA. En 2021, mes éditrices chez Robert Laffont, Sophie Charnavel et Françoise Delivet, ont donné le feu vert à cette nouvelle collection, dont l'objectif est de publier deux opus par an, avec un principe très excitant pour un écrivain : inscrire pleinement les intrigues dans l'actualité. Par exemple, dans le second tome, *Sauvez Zelensky !*, le Service Action est projeté à Kiev au cours des premières heures de l'agression russe. Dans le numéro 3, *Louve Alpha*, le SA affronte Wagner au Sahel et en République Centrafricaine.

À la réflexion, seule la fiction peut « raconter » le travail de cette unité, unique dans le monde du renseignement. La DGSE est le seul grand service secret occidental à disposer d'une entité « action » (comme en Russie, le FSB, ou le GRU avec ses détachements spetsnaz). La Direction du Renseignement Militaire, pour sa part, dispose d'un régiment spécialisé en matière de recueil de renseignement sur les théâtres d'opérations avec le 13<sup>e</sup> régiment de dragons parachutistes, mais qui n'est (en théorie) pas dédié à des actions violentes, dites d'entraves. Cette spécificité induit que la DGSE apparaît comme un service « intégré ». Avoir maintenu une composante action dans la Boîte est l'une des grandes fiertés de l'actuel directeur général, Bernard Émié, qui revendique haut et fort l'héritage de l'action clandestine, celle du Bureau central de renseignement et d'action (BCRA) de Londres, pendant la Seconde Guerre mondiale.

Mais le Service Action n'intervient pas uniquement sur les seules opérations d'entraves (dites *homos* pour éliminations, ou *armas* pour sabotages), mais aussi vient en soutien et en protection aux missions essentielles de renseignement et d'exfiltrations. Il est projeté en cas d'opérations d'extractions (Kaboul, Khartoum) de notre personnel diplomatique et de nos expatriés... Le champ d'action de l'unité est vaste, permettant à un romancier de diversifier facilement les thèmes et les conjonctures.

Depuis l'époque du BCRA, de Jacques Foccart, et celle plus tard des équipes du SA au sein du SDCE, les choses ont bien changé. « L'Action » sous Alexandre de Marenches fonctionnait avec une vraie autonomie. Seuls les succès étaient dévoilés à la hiérarchie, mais beaucoup de « coups » sont restés cachés. C'était une équipe restreinte, avec la création du groupe « nageurs » à Aspretto, qui a un peu tout inventé dans une certaine informalité. L'actuelle unité « nageurs », le Centre d'Entraînement aux Opérations Maritimes

(CPEOM), désormais basée à Quélern (presqu'île de Crozon), se veut pleinement dans l'esprit l'héritière de cette première génération de précurseurs. À partir de 1985, après le sabotage du *Rainbow Warrior* (commandité contre l'avis de « l'Action »), le SA a été beaucoup plus corseté dans ses opérations, mais sans jamais perdre de son efficacité première.

*Le renseignement est-il autant féminisé que vous semblez le laisser entendre ? Est-ce que cela se passe aussi mal ? Est-ce un effet induit de la civilianisation en cours depuis la fin des années 1990 ? Est-ce comparable à la baisse inéluctable, pour des raisons externes, de la part des militaires ?*

Il l'est indéniablement plus dans mes romans, notamment pour le SA commandé, dans ma série d'ouvrages, par un officier supérieur féminin, la colonelle Coralie Desnoyers, alias Athéna (son pseudo boutique). Sur la partie Opérations, le déficit est marqué, mais c'est normal, le recrutement s'effectuant prioritairement au sein des régiments spécialisés des Armées. C'est vrai que la baisse de la part de l'effectif militaire profite à la féminisation du Service. Pour la partie strictement renseignement, la parité règne plus, dans un recrutement quasi exclusivement civil. Je remarque seulement que la DGSE reste l'un des rares services occidentaux à n'avoir jamais été dirigé par une femme. Cela viendra vite, certainement. Je dois ajouter que depuis longtemps femmes et hommes sont traités de la même manière dans le Service, qui a intégré très tôt la notion d'égalité professionnelle. Évidemment, comme partout, il demeure parfois certains comportements misogynes, mais souvent ravalés au regard du boulot déblayé par le personnel féminin. C'est donc le respect qui prévaut avant tout. Enfin, de nombreux aménagements sont désormais proposés pour intégrer plus de femmes à la DGSE : favoriser les congés maternités, création d'une crèche...

*Vous évoquez l'Afrique dans plusieurs de vos ouvrages, mais dans Radioactif et Une affaire atomique, vous vous mettez en scène et donnez une image cruelle de la mondialisation, du renseignement économique, qui agite la communauté du renseignement à la même époque que la sortie de votre sixième roman à votre nom. Ce continent où la France était puissante est-elle réellement perdue par les services ? En quoi cette affaire est-elle représentative de l'impréparation de la France à cette guerre d'un autre genre ? Avez-vous réellement assisté, au Jules Verne, aux agapes de Steve Dattels et James Mellon ?*

C'est effectivement une image cruelle, mais hélas assez juste. Concernant l'influence de nos services de renseignement, nous avons baissé pavillon au milieu des années 2000, réorientant du personnel sur le contre-terrorisme, mais aussi géographiquement sur le Proche et Moyen-Orient, l'Iran, et bien entendu la Chine. C'est aussi le rôle de la DGSE de s'adapter constamment aux nouvelles menaces, et aux enjeux qui changent. Pour avoir travaillé longtemps sur le continent africain, je pourrais le déplorer, mais il est

compréhensible que le Service mette la priorité sur les zones « chaudes », et délaisse ses territoires traditionnels. Je pense surtout que la DGSE évolue en suivant les politiques gouvernementales en matière de politique extérieure. Nous hésitons beaucoup sur notre rapport à l'Afrique. Interventionnisme ou désengagement ? Le débat mérite d'être ouvert. Mais pour tempérer la notion d'abandon ou de déréliction sur cette question, on remarquera que jamais la DGSE n'est autant intervenue sur la bande sahélienne à partir de 2013, accumulant depuis une expérience inégalée sur cette zone.

L'affaire Areva-Uramin a surtout mis en valeur les problèmes de pilotage de nos grandes entreprises publiques. Les services de renseignement ont un rôle mineur dans ce type de dossiers. Ils peuvent intervenir en matière de *due-diligences*, en effectuant des rapports sur les « environnements », mais ne sont en aucun cas liés aux décisions. Ensuite, évidemment, ils informent l'État sur les développements et les conséquences de ces affaires. Le cas d'Areva-Uramin s'avérait très sensible, puisque pesant sur l'ensemble de la filière énergétique française. D'ailleurs, Areva n'a pas survécu à cette crise, devant se muer en Orano.... La question nucléaire est essentielle en France. Nous sommes une double puissance : militaire, garantissant notre place au Conseil de Sécurité des Nations Unies, et civile avec nos 56 réacteurs nous apportant notre indépendance énergétique. Il est donc légitime que la communauté française du renseignement, DGSIR comme DGSE, ait porté une attention très particulière à ce dossier, dont personnellement j'ai été donc été un acteur, un peu malgré moi. Oui, de manière très étrange, dans une coïncidence exceptionnelle, j'ai bien été témoin de ce dîner de réjouissances, au restaurant *Le Jules Verne*, de Steve Dattels et James Mellon, les deux principaux vendeurs d'Uramin à Areva... Un zeste de magie africaine ?

## L'actualité d'hier

### Laurence Rullan, Une vedette américaine au service du contre-espionnage français. La drôle de guerre de Joséphine Baker

Lorsque l'historienne Mona Ozouf évoque, en plein hiver 2013, la prochaine panthéonisation programmée par le président François Hollande, elle s'en étonne, estimant que « ce n'est plus la division politique de la France qui jette un doute sur le panthéonisable, mais la plate contrainte d'une époque prosaïque ». Pour autant, rejoignant le philosophe Régis Debray qui « a dit l'essentiel : le héros est un homme ordinaire, mais qui accomplit l'extraordinaire », elle estime que

« La résistance à l'occupant nazi est le dernier grand récit héroïque de l'histoire française, capable de réconcilier, autour des combattants de l'ombre, et dans la fierté commune, des Français si souvent portés au dénigrement de leur pays. »

Son choix se porte donc sur « Brossolette-liberté, Tillion-égalité, Anthonioz-fraternité »<sup>1</sup>, le tiercé retenu pour la cérémonie du 20 mai 2015. Régis Debray lui répond deux jours plus tard, proposant Joséphine Baker, « Américaine naturalisée en 1937, libertaire et gaulliste », que « tous ceux, toutes celles qui de par le monde ont deux amours, leurs pays et Paris », doivent plébisciter<sup>2</sup>.

Ce bruissement autour des « grands hommes » que la Patrie doit reconnaître, dont le dernier transfert date de la présidence de Nicolas Sarkozy, avec Alexandre Dumas, intervient moins pour de concurrence mémorielle, que par choix politique. Le 10 octobre précédent, un rapport du Centre des monuments nationaux, rédigé par son président Philippe Béval, préconisait que l' élu soit une élue, de préférence du XX<sup>e</sup> siècle, qui se serait illustrée par son « courage », sa « ténacité », son « engagement républicain ». Il avait été mandaté par le chef de l'État, en mai précédent<sup>3</sup>.

Le choix du panthéonisable doit donc disposer d'une aura civique et d'une temporalité politique. Huit ans plus tard, résultat d'un astucieux lobbying de Régis Debray, le nom de Joséphine Baker s'impose d'évidence, comme le tiercé de Mona Ozouf en 2013. Il s'agit d'une héroïne, d'un symbole qui se veut rassembleur, en un mot un modèle pour la société. N'est-elle

---

<sup>1</sup> Mona Ozouf, « La Résistance au Panthéon ! », *Le Monde*, 13 décembre 2013.

<sup>2</sup> Régis Debray, « Et si Joséphine Baker entrait au Panthéon ? », *Ibid.*, 16 décembre 2013.

<sup>3</sup> Agence France Presse, 10 octobre 2013.



justement, outre cette artiste innovante une « héroïne de la Résistance »<sup>4</sup> ? Bien plus, cette femme engagée, noire, étrangère qui a clamé son amour du pays qui l'a accueillie et son profond désir de le servir, correspond parfaitement à cette France meurtrie par le Covid. C'est ainsi que Freda Joséphine Baker entre au Panthéon le 30 novembre 2021, geste fort qui vise à bâtir cette « France réconciliée » que le président Emmanuel Macron appelle de ses vœux depuis le début de son mandat<sup>5</sup>.

Pour autant, rien ne destinait cette femme née en 1906 dans le Missouri, cette meneuse de revue à devenir l'héroïne que l'on met à l'honneur en ce jour froid de novembre 2021. Hormis ses spectacles, son excentricité et son grand cœur, on connaît finalement fort peu de choses d'elle. Et certainement pas de son action pendant la guerre. Cette étude inédite à plus d'un titre tant à présenter cette « honorable correspondante » qui de l'automne 1939 au printemps 1942, forme un duo avec le capitaine Maurice Léonard Abtey, officier du Service de renseignement. Entre ce traitant et son agente de renseignement, une drôle de guerre va se jouer, tout en étant emporté dans les vicissitudes inhérentes au conflit, notamment entre ceux qui, en juillet 1940, ont fait le choix de rester en France non occupée, et les rares qui sont partis à Londres.

### *Joséphine Baker, « honorable correspondante »*

On ne sait pas ce qui a déterminé Joséphine Baker à se lancer dans le renseignement. Peut-être sa foi de nouvelle Française, naturalisée par mariage depuis le 30 novembre 1937 ? À moins que « le prestige du 2<sup>e</sup> Bureau joue également son rôle<sup>6</sup> » ? Toujours est-il qu'avec la déclaration de guerre contre l'Allemagne nazie, elle estime que

« C'est la France qui a fait de moi ce que je suis (...). Je lui garderai une reconnaissance éternelle. Voyez-vous, la France est douce, il fait bon y vivre. J'ai donné mon cœur à Paris, comme Paris m'a donné le sien. (...) je suis prête à donner aujourd'hui ma vie à mon pays »<sup>7</sup>.

La demande émane donc de Joséphine Baker. Elle utilise les services de son manager Félix Marouani, dans l'agence Émile Audiffred<sup>8</sup>, dont le frère Daniel est directeur du Casino municipal de Nice et honorable correspondant *es*

---

<sup>4</sup> Jean-Baptiste Urbain, « osez Joséphine : une pétition pour panthéoniser Joséphine Baker », France musiques, 7 mai 2021, <https://www.radiofrance.fr/francemusique/podcasts/au-fil-de-l-actu/osez-josephine-une-petition-pour-pantheoniser-josephine-baker-5971054> [consulté le 13 juin 2023].

<sup>5</sup> Claire Gatinois, « L'entrée au Panthéon de Joséphine Baker, un symbole pour Emmanuel Macron », *Le Monde*, 23 août 2021.

<sup>6</sup> Michel Garder, *La guerre secrète des services spéciaux français (1935-1945)*, Paris, Plon, 1967, p. 84.

<sup>7</sup> Colonel Rémy, J.A. *Épisodes de la vie d'un agent du S.R. et du contre-espionnage français*, Paris, Galic, 1961, p. 8-9.

<sup>8</sup> Charley Marouani, *Une vie en coulisses*, Paris, Fayard, 2011, p. 26 ; Delphine Naudier, « La construction sociale d'un territoire professionnel : les agents artistiques », *Le Mouvement Social*, 243/2, 2013, p. 41-51.

*qualité* de la Section d'études régionales de Marseille. Joséphine Baker y a fait un séjour après son retour de sa tournée d'Amérique du Sud, de début août à fin septembre 1939<sup>9</sup>.

Comme Joséphine habite au Vésinet, dans la cossue villa Beau-chêne, depuis mai 1939, le dossier est transmis au Bureau régional d'études de Paris (BREP). Le recrutement des honorables correspondants étant une mission dévolue au contre-espionnage, le capitaine Maurice Léonard Abtey, dit Jacques, est chargé d'auditionner l'impétrante. Dans un premier temps, il demande une enquête aux renseignements généraux de la préfecture de police de Paris, qui rendent leur note le 22 octobre 1939<sup>10</sup>. L'intérêt pour cette recrue est double : elle semble prête à vouloir travailler pour la gloire et non pour l'argent, et elle dispose de ses entrées dans le monde diplomatique parisien. Mais Abtey semble moyennement emballé d'embarquer une vedette dans le monde de l'ombre ; la dernière fois, lors de la guerre précédente, la déconvenue Mata Hari, née Margaretha Zelle, avait suffi au 5<sup>e</sup> Bureau, nom de couverture du Service de renseignement (SR)<sup>11</sup>. Plus certainement, Abtey pense-t-il à Lydia Oswald, qui semble avoir ses activités au profit des Allemands<sup>12</sup>. Dans l'immédiat, il est dubitatif : « Quand il me proposa d'aller voir Joséphine, j'avoue que je fis la grimace », raconte-t-il plus tard<sup>13</sup>.

Une rencontre est rapidement programmée, apparemment fin novembre 1939, à l'instigation de Félix Marouani, au domicile de l'artiste. Militaire autant qu'Alsacien, Abtey, 31 ans, est suffisamment athlétique et blond pour que Joséphine Baker le trouve à son goût : « Capitaine (...) disposez de moi comme vous l'entendrez », lui lance-t-elle. Abtey, qui a choisi de se présenter sous la fausse identité de « Fox », décide de débiter son entraînement<sup>14</sup>. Six jours plus tard, il lui communique sa première mission d'essai. Ainsi qu'il l'a évoqué lors de la rencontre du Vésinet, il attend que l'apprenti agent pousse en avant ses relations avec « l'ambassade d'Italie ». Joséphine Baker lui avait répondu qu'il ne s'agit que d'« un simple attaché », le marquis Giuliano Capranica Del Grillo, seul diplomate italien à être à Paris du 8 février 1939 au 8 avril 1940<sup>15</sup>. Principal collaborateur de l'ambassadeur Raffaele Guariglia, il s'agissait d'une source importante pour les mandats de Joséphine. Six jours plus tard, le 29 novembre 1939, après qu'elle soit allée à l'ambassade d'Italie, Abtey lui fait part de sa nouvelle mission : rejoindre les

---

<sup>9</sup> Archives de la Préfecture de Police de Paris (APPP), Le Pré-Saint-Germain, 72.614, note 2 août 1939. *Le Figaro*, 5 août 1939.

<sup>10</sup> APPP, *op. cit.*, note 22 octobre 1939.

<sup>11</sup> Jacques Abtey, *La Guerre Secrète de Joséphine Baker*, Siboney, 1948, p. 5 ; cf. Gérald Arboit, « Mata Hari, Un escroc au renseignement », in Christophe Vuillemier (ed.), *Le renseignement dans les pays neutres*, Genève, Slatkine, 2018, p. 87-105.

<sup>12</sup> Cf. Fabien Lostec, « Lydia Oswald, une espionne de grande envergure ou un "mince chainon" de l'espionnage nazi ? », *Revue de recherche sur le renseignement*, n° 1, 2023, p. 127-151.

<sup>13</sup> Colonel Rémy, *op. cit.*, p. 8.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 8-9 et Jacques Abtey, *op. cit.*, p. 4-6.

<sup>15</sup> Ministero degli Affari Esteri (s.d. Mario Toscano), *I Documenti Diplomatici Italiani*, 8<sup>e</sup> Serie: 15 aprile 1935-3 settembre 1939 et 9<sup>e</sup> Serie: 4 settembre 1939-8 settembre 1943, vol. XII, XIII, I, II, III, IV, Roma, Libreria Dello Stato, 2006, *passim*.

Infirmières pilotes secouristes de l'Air (IPSA)<sup>16</sup>. Elle connaît une de ses fondatrices, la baronne Lilia de Vendevre, et est nantie d'un brevet de pilotage depuis le 7 juin 1937<sup>17</sup>. De fait, dès le 1<sup>er</sup> décembre, elle est facilement nommée IPSA d'honneur et « se prodigue gentiment dans les galas au bénéfice de l'Armée »<sup>18</sup>. Est-elle « Chef de Section des Jeux pour les aviateurs », comme elle le prétend<sup>19</sup>, ou cette mission aux IPSA est-elle un moyen de tenir au courant le BREP des réfugiés qui affluent à Paris ?

Une troisième mission lui est confiée pour réalisation après le 17 décembre<sup>20</sup>. Elle concerne l'autre relation qui intéresse Abtey, bien qu'il ne le mentionne nulle part<sup>21</sup>, Renzō Sawada, le nouvel ambassadeur du Japon en France, dont l'épouse Mikki est une amie très proche de Joséphine<sup>22</sup>.

« Passé le cap des missions d'essai, faciles en apparence mais recelant des pièges, la confiance s'établit peu à peu. Après avoir jeté l'impétrant à l'eau pour juger de ses réflexes, on commence patiemment sa formation. Il n'y a pour cela aucune école d'espionnage : le métier s'apprend sur le terrain, par la méthode directe. Dans ce métier, les grands coups sont rares, inutilement dangereux et finalement peu payants<sup>23</sup>. »

Le premier semestre 1940 est avare de missions qui peuvent avoir été accomplies par Joséphine Baker. Étant donnée sa notoriété, il est plus probable que l'agent d'Abtey soit restée en contact avec l'ambassade d'Italie, d'autant que les prétentions de Mussolini vers les Balkans et en Méditerranée, fin avril, puis l'incertaine alliance entre Rome, Paris ou Berlin, engendrent des tensions entre les deux gouvernements. Sa liaison avec les Sawada se trouve également stratégique, notamment à propos de l'Indochine. Et puis il ne faut pas oublier que l'artiste joue depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1939<sup>24</sup>, en matinée, au Casino de Paris, aux côtés de Maurice Chevalier, la revue « Paris London », et que ses soirées sont occupées par des missions de bienveillance, tant au profit des IPSA que des radios. Et quand elle n'est pas devant un public, elle tourne *Fausse alerte*, un film de Jacques de Baroncelli commencé le 14 février 1940, pendant un mois et demi<sup>25</sup>. Enfin, après le 10 mai, le flot de réfugiés venant de Belgique et du Luxembourg occupe l'IPSA d'honneur, affectée à l'Entr'aide Air et son dispensaire roulant où elle est volontaire.

Néanmoins, comme elle est immatriculée « honorable

<sup>16</sup> Jacques Abtey, *op. cit.*, p. 12.

<sup>17</sup> APPP, *op. cit.*.

<sup>18</sup> Germaine L'Herbier-Montagnon, *Jusqu'au sacrifice*, L'Isle-Adam, Éd. ECLAIR, 1960, p. 29.

<sup>19</sup> Joséphine Baker à Maurice Blech, 9 avril 1940, *Drouot*, « Collection Claude Signolle », 14-15 décembre 2022, lot 226.

<sup>20</sup> *Le Temps*, 18 décembre 1939.

<sup>21</sup> Service historique de la Défense (SHD), Vincennes, Guerre (GR) 16 P 28445, mémoire du général Bouscat à Edmond Michelet, s.d. [8 juillet 1946] et dans le décret d'attribution de la Légion d'honneur du 9 décembre 1957 (*Journal officiel*, 14 décembre 1957).

<sup>22</sup> Miki Sawada, 黒い肌と白い心 [Peau noire et cœur blanc], Nihon Keizai Shimbun, 1963 [rééd. 2001], p. 103-104.

<sup>23</sup> Michel Garder, *op. cit.*.

<sup>24</sup> *Le Figaro*, 2 décembre 1939.

<sup>25</sup> Jacques de Baroncelli, *Écrits sur le cinéma, suivi de : Mémoires*, Perpignan, Institut Jean Vigo, 1996, p. 262-263, 293-294.

correspondante » auprès du BREP, qu'Abtey rappelle qu'ils se voient deux fois par semaine, et que ce dernier, après avoir mis à l'abri son épouse et son jeune fils en Bretagne, lui demande également de quitter Paris<sup>26</sup>, il est évident que Joséphine a été employée pour une ou des missions de renseignement. Le 7 juin 1940, elle décide de se replier en Dordogne, aux Mirandes, dans ce château qu'elle loue depuis plus de deux ans. Deux camions quittent le Vésinet, chargés des biens de l'artiste. Elle est suivie, entre le 18 juillet et le 25 août, par les Sawada. L'ambassadeur sachant que Joséphine est une « honorable correspondante » des services français, il entend lui parler de cette *Unternehmen Felix*, c'est-à-dire une conquête de Gibraltar depuis le territoire espagnol, que son collègue à Berlin, Kurusu Saburō, avait surpris dans les conversations de la Wilhelmstrasse, alors qu'il négocie le Pacte Tripartite.

Il s'agit-là d'un « grand coup », trop important pour le traitant de Joséphine, d'autant qu'Abtey n'est plus qu'un « ancien de la Maison-mère »<sup>27</sup>, mais a été remis à son corps d'origine, l'intendance. Il devait prendre son poste à Toulouse, mais a préféré passer l'été aux Milandes, son salaire étant assuré sur les fonds anciennement affectés au 5<sup>e</sup> Bureau, duquel dépendait le BREP. À moins qu'il n'attende la reconstitution clandestine du Service de renseignement pour reprendre une activité clandestine. À la nouvelle des informations de Sawada, il rompt les règles de cloisonnement auxquelles il s'est astreint, comme ses collègues, lors de ses serments du 26 juin<sup>28</sup>. Il contacte le capitaine Bernard d'Hoffelize, justement chef d'une officine du SR toulousain, l'Office de retour à la terre, rebaptisée Travaux ruraux (TR) 117. Celui-ci l'oriente directement sur le commandant Paul Paillole à Marseille<sup>29</sup>. Une seconde rencontre intervient dans la première quinzaine de septembre, le chef du réseau TR demandant alors à Abtey d'assurer une mission de liaison auprès de l'*Intelligence Service*, à Lisbonne. Joséphine Baker feindra la préparation d'une tournée en Amérique du Sud et Abtey, qui prendra l'identité de son secrétaire.

Le choix de cet officier pour cette liaison s'explique aisément. D'abord, il connaît le responsable de la France de l'*Intelligence Service*, Wilfred (Biffy) Dunderdale, qui a représenté son service auprès du SR depuis au moins 1937, soit au même moment qu'Abtey, intégré en juillet de cette année-là. Ensuite, il pourrait bien être ce « Victor », ainsi baptisé du nom du poste de commandement du chef du SR, le colonel Louis Rivet, d'août 1939 à la défaite ; arrivant à Lisbonne le 24 novembre 1940, il évoque son précédent séjour, « quatre mois plus tôt arrivant d'Angleterre »<sup>30</sup>. Trois mois serait la date juste, puisque le 5 septembre précédent, un émissaire français, « Victor », avait rencontré Biffy Dunderdale, l'informant notamment de l'*Unternehmen Felix*, puisqu'il offrait l'appui du SR pour des sabotages en Espagne<sup>31</sup>. Enfin, le

<sup>26</sup> SHD, GR 16 P 28445, *op. cit.* ; Jacques Abtey, *op. cit.*, p. 18-21 ; Colonel Rémy, *op. cit.*, p. 22.

<sup>27</sup> Michel Garder, *op. cit.*, p. 251.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 218-229 ; Colonel Rémy, *op. cit.*, p. 30-32.

<sup>29</sup> Colonel Rémy, *op. cit.*, p. 34.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 48.

<sup>31</sup> Keith Jeffery, *MI6: The history of the Secret Intelligence Service, 1909-1949*, Londres,

même « Victor » tente d'organiser à Tanger, en février 1941, un rendez-vous entre un représentant du SR métropolitain et un membre de la station locale de l'*Intelligence Service*, ce type de liaison étant de la mission d'Abtey<sup>32</sup>.

Bien que simple dans son exécution, mais non dénuée de risques, une telle opération prend du temps à monter, en temps de paix comme de guerre. La première étape consiste à forger de vrai-faux papiers pour Abtey, qui prend désormais le nom de Jean-François Hébert, né six ans avant l'ancien officier originaire d'Alsace, soit le 16 septembre 1899, à Toulouse ; en effet, la législation française du moment interdit toute sortie du territoire national aux citoyens français âgés de moins de cinquante ans. Aux délais de confection des documents d'identité s'ajoutent ceux d'obtention des visas portugais. Le consul José Augusto Magalhães leur a rappelé qu'il faut compter sur un délai de trois semaines<sup>33</sup>. En effet, depuis une circulaire de 1938, une autorisation de délivrer ce précieux sésame doit être émise par la *Polícia de Vigilância e Defesa do Estado* (PVDE, Police de vigilance et de défense de l'État), très certainement par l'agent Jose Correia de Almeida, du bureau du directeur, membre de la section de contre-espionnage et indicateur de la légation allemande<sup>34</sup>. Ces événements se passent vers le 15 septembre 1940.

À la mi-septembre, Abtey rentre aux Mirandes où Joséphine lui dit qu'en contactant l'ambassadeur du Brésil, Luiz Martins de Souza Dantas<sup>35</sup>, qu'elle « connai[t] très bien », elle aurait pu les avoir en vingt-quatre heures. Le départ de l'artiste et de son secrétaire se fait pourtant le 21 novembre, via Toulouse, Pau, Canfranc, où la présence de Joséphine Baker affolent douaniers et policiers français comme espagnols, Madrid et Sintra. Après trois jours de voyage, les deux se séparent, Joséphine descendant dans un hôtel de luxe à ses frais, l'Aviz, tandis qu'Abtey (Hébert) en choisit un plus dans les moyens que Paillolle lui a octroyés, l'Avenida Palace, où il avait séjourné lors de son précédent séjour. Un contact britannique, Harry J.<sup>36</sup>, le met en relation avec le Wing Commander Paul Chamberlain, attaché de l'Air, qui le dirige vers l'attaché financier, Richmond Stopford. Ce dernier se présente à Abtey (Hébert) sous le nom de Bacon ; originaire du renseignement intérieur (*Security Service*), il fait office de chef de station pour l'*Intelligence Service*, en raison de l'indolence de son titulaire, le Commander de la Royal Navy Austin Walsh<sup>37</sup>.

---

Bloomsbury, 2010, p. 393-394. Louis Rivet (Olivier Forcade, Sébastien Laurent, eds.), *Carnets du chef des services secrets 1936-1944*, Paris, Nouveau Monde, 2010, p. 414, n'en dit rien, consacrant un paragraphe succinct pour la période du 31 août au 9 septembre 1940.

<sup>32</sup> The National Archives, Londres, HW 14/12, « Victor » à Denniston, 11 et 20 février 1941.

<sup>33</sup> Colonel Rémy, *op. cit.*, p. 45.

<sup>34</sup> Douglas L. Wheeler, "In the Service of Order: The Portuguese Political Police and the British, German and Spanish Intelligence, 1932-1945", *Journal of Contemporary History*, 18, 1983, p. 11-12. Cf. Mary Jane Gold, *Crossroads Marseilles. 1940*, New York 1980

<sup>35</sup> Cf. Fábio Koifman, *Quixote nas trevas : o embaixador Souza Dantas e os refugiados do nazismo* [Quichotte dans les ténèbres : l'ambassadeur Souza Dantas et les réfugiés nazis], Sao Paulo, Record, 2002.

<sup>36</sup> Colonel Rémy, *op. cit.*, p. 49.

<sup>37</sup> SHD, GR 28 P<sup>9</sup> 14280, Abtey, 24 juillet 1943 ; Nigel West, *M16 British Secret Intelligence Service Operations 1909-45*, Glasgow, Collins, 1985, p. 150, 229.

La rencontre a lieu le 28 novembre. Abtey (Hébert) n'est pas venu les mains vides. Sur des partitions de Joséphine, il a repris le rapport de Paillole à l'encre sympathique : principales divisions allemandes stationnées dans l'Ouest de la France, désignation des effectifs et du matériel ; synthèse complète des terrains auxiliaires d'aviation, indication du type et du nombre d'appareils repérés ; précisions sur les formations de parachutistes ; noms d'agents allemands désignés pour se rendre en Angleterre (Irish Republican Army, Abwehr et autonomistes gallois), notamment depuis la Yougoslavie ; photos des péniches prévues pour un débarquement sur les côtes anglaises<sup>38</sup>. L'absence des données Sawada plaide une nouvelle fois pour cette mission « Victor » du 5 septembre par Abtey.

Quatre jours plus tard, le 2 décembre donc, Stopford (Bacon) lui confirme l'intérêt de Londres pour une mission de liaison, dont les modalités lui sont communiquées le 20 décembre. Entretemps, après avoir organisé un tour de chant au Portugal et en Espagne au printemps 1941, Joséphine est retournée à Marseille rendre compte à Paillole du succès de la mission, de la prolongation du séjour d'Abtey (Hébert) à Lisbonne et de la programmation d'un nouveau voyage du 19 avril 1941 au 21 mai. Paillole l'enjoint à monter *La Créole* d'Offenbach à l'Opéra municipal ; en raison de l'absence d'Abtey (Hébert), il lui met à disposition, comme impresario, un officier de marine en congé d'armistice, Emmanuel Bayonne, qui assurait la liaison avec le SR avant-guerre. La première a lieu le 24 décembre soir<sup>39</sup>, au moment où Abtey (Hébert) rentre du Portugal. Paillole est mis au courant du souhait de l'*Intelligence Service* d'installer une liaison depuis Casablanca.

Immédiatement, Bayonne est envoyé aux Mirandes, préparer la mise en gérance des biens de Joséphine Baker<sup>40</sup>, tandis qu'Abtey (Hébert) s'arrange pour obtenir la levée du contrat de Joséphine avec l'Opéra municipal ; l'« irrévocablement dernière représentation » a lieu le 7 janvier 1941<sup>41</sup>. Joséphine prétexte une congestion pulmonaire qui lui fait fuir le froid marseillais<sup>42</sup>. Une semaine plus tard, Paillole annonce le passage de Joséphine Baker, son secrétaire Abtey (Hébert) et son impresario Bayonne sur le *Gouverneur Général Gueydon* qui part le 16 janvier suivant.

### *Joséphine Baker, agent de renseignement ?*

Le lendemain, le petit équipage débarque à Alger, où Joséphine entend faire un court séjour avant de se rendre à Casablanca<sup>43</sup>. Ce délai semble être un stratagème pour éloigner les suspicions pour le cas où une fuite sur l'opération en cours. Arrivés à l'hôtel Aletti, l'établissement le plus symbolique et chargé d'histoire de la ville, un policier attend Joséphine :

<sup>38</sup> Paul Paillole, *Services Spéciaux (1935-1945)*, Paris, Laffont, 1975, p. 251-252.

<sup>39</sup> *Le Petit Marseillais*, 24 décembre 1940.

<sup>40</sup> Pouvoirs entre Joséphine Baker et Robert Delord, 10 janvier 1941, *Ader Nordmann*, « Lettres & manuscrits, autographes », 26 novembre 2015, lot 48.

<sup>41</sup> *Le Petit Marseillais*.

<sup>42</sup> Colonel Rémy, *op. cit.*, p. 64.

<sup>43</sup> *L'Echo d'Alger*, 19 janvier 1941.

l'Opéra municipal de Marseille l'a poursuivi pour rupture de contrat<sup>44</sup>. Abtey (Hébert) téléphone à Paillole, qui se charge de régler l'affaire, et délègue l'affaire à Bayonne. Puis il part pour Casablanca, mettre en œuvre la liaison dans les moindres détails :

- un contact avec le directeur de la Compagnie chérifienne d'armement, Louis Lantz, un capitaine de réserve français que Stopford (Bacon) lui a demandé de contacter. L'*Intelligence Service* devait acquérir un voilier phosphatier et en était encore à sa recherche avant Noël précédent.
- Obtenir des visas pour Joséphine et lui auprès d'António Adérito Carmona, le consul général portugais à Casablanca. Il n'a pas oublié que la demande doit être adressée à Lisbonne et que le retour de la PVDE est notoirement long. Or, Joséphine s'est engagée pour des tours de chants du 19 mars au 21 avril 1941.

En attendant la résolution de son affaire marseillaise à Alger, qui prend une semaine à Paillole, Joséphine est rattrapée par son engagement de la Drôle de guerre avec les IPSA. Le 1<sup>er</sup> février, elle se produit au Gala de l'aviation d'Algérie en « attraction sensationnelle (...) de passage ». Puis, l'« étonnante Joséphine Baker »<sup>45</sup> prend le premier train pour Casablanca. Là, elle apprend que son visa portugais est bien là, mais que celui d'Abtey (Hébert) a été refusé. Les démarches de ce dernier auprès de Lantz, qui mobilisa son contact à Lisbonne, qui est également celui de Stopford (Bacon), Albert Oulman, de la maison de navigation Louis-Dreyfus. Sa démarche eut l'effet inverse recherché, à savoir qu'elle accredit le soupçon de la PVDE qu'Abtey (Hébert) est bien un agent de l'*Intelligence Service*<sup>46</sup>. Dorénavant, les portes du Portugal lui sont fermées et les relations de Joséphine ne peuvent rien non plus, comme l'ambassadeur suisse Henri Martin, qu'elle actionne en vain à Lisbonne<sup>47</sup>.

Le 13 mars, Joséphine prend donc seule le train pour Tanger. La synthèse de renseignement de Paillole a été transcrite à l'encre sympathique sur une partition. Pour attendre le départ de son avion pour Lisbonne, elle est prise en charge par un protégé britannique, Si Abderrahman Menebhi, et assiste ainsi à la fin au mandat du Mendoub par les autorités espagnoles, qui se réfugie à Rabat, le diplomate Herbert Conrad Nöhring s'installant dans le bâtiment pour installer le consulat du *Reich* (16 et 17 mars 1941). Lors d'un dîner, elle approche également des officiers d'état-major espagnol. Les notes des événements de son séjour à Tanger sont jointes à la synthèse de Paillole et transmises à Albert Oulman, à charge pour lui de les remettre au Commander de la Royal Navy Philipp Jones, qui vient de remplacer Stopford (Bacon)<sup>48</sup>.

Ce changement n'est bien évidemment pas communiqué, ni à

---

<sup>44</sup> Colonel Rémy, *op. cit.*, p. 65.

<sup>45</sup> *L'Echo d'Alger*, 30 janvier, 1 et 2 février 1941.

<sup>46</sup> SHD, GR 16 P 2170, Abtey, exposé succinct des états de service du commandant Abtey..., 5 mars 1954.

<sup>47</sup> Colonel Rémy, *op. cit.*, p. 68.

<sup>48</sup> Nigel West, *op. cit.*, p. 299.

Joséphine, ni à Abtey. Tout juste, le lieutenant Pierre Beckhardt, envoyé par Paillole, lui signifie la fin de la liaison avec les Britanniques. La raison est moins à rechercher du côté du renvoi du contact lisboète d'Abtey ou de l'impossibilité de ce dernier d'obtenir un visa portugais que du côté du SR métropolitain. En effet, ce dernier dispose dorénavant d'une liaison radio sécurisée<sup>49</sup>. Autrement dit, la liaison par voilier phosphatier, de Tanger à Gibraltar, vient de perdre tout intérêt pour les Français comme les Britanniques.

Le séjour portugais de Joséphine est autrement rythmé de spectacles aux Teatros da Trindade et Variedades à Lisbonne, puis Sá da Bandeira à Porto, entre le 19 mars et le 21 avril<sup>50</sup>. À son retour, elle apprend la fin de la liaison d'Abtey et son placement en congé d'armistice à compter du 15 février 1941<sup>51</sup>. Autrement dit, il rejoint le TR 120, commandé par le capitaine Albert Bréteil, mais ne conservant plus la totalité de son traitement pour trois mois<sup>52</sup>, le temps que le complément en fonds secrets soit mis en œuvre. Dans l'immédiat, Abtey prend un congé avec Joséphine à Marrakech<sup>53</sup>. Puis, Joséphine entend repartir sur scène, en Espagne cette fois. N'étant plus chargé de la liaison avec l'*Intelligence Service*, Abtey reste au Maroc. Mais de nouveau passage à Tanger, puis la tournée des Teatros de la Zarzuela à Madrid, à la Casa Mariana de Valence et au Principal Palacio de Barcelone, du 1<sup>er</sup> mai au 21 mai. A son retour, elle rapporte moult renseignements sur son périple et les personnalités rencontrées ; cette fois, « les notes sont accrochées à l'intérieur de sa robe par une grosse épingle de nourrice »<sup>54</sup>.

Le retour de Joséphine marque assez rapidement le début de la maladie qui la tient alitée jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1942, hôte de la clinique Comte de Casablanca. Abtey y prend également ses quartiers. La présence de l'artiste et de son chevalier servant ne passe pas inaperçue. Notamment du vice-consul américain David W. King, présent à Casablanca depuis avril 1941<sup>55</sup>. Une indiscretion du chef de poste de l'*Intelligence Service* à Gibraltar, le lieutenant-colonel John Codrington, au colonel Robert Solborg, de l'*Office of Strategic Service* (OSS) américain, lui avait été communiquée : Joséphine Baker est la couverture de Jacques Hébert, du SR français. L'entrée de la chanteuse à l'hôpital et ses origines américaines offrent une possibilité d'entrer en contact avec le « S.R./C.E. français, qui était passé à la clandestinité lorsque le Deuxième bureau a été officiellement aboli par les termes de l'armistice

---

<sup>49</sup> Gérald Arboit, *Des services secrets pour la France. Du Dépôt de la Guerre à la DGSE (1856-2013)*, Paris, CNRS Éditions, 2014, p. 220-221.

<sup>50</sup> Cf. João Moreira dos Santos, *Josephine Baker em Portugal. Crónica da artista, agente secreta, mãe universal e activista dos direitos cívicos (1933-1960)*, Cascais, Casa Sassetti, 2010, p. 45-64.

<sup>51</sup> SHD, GR 16 P 2170, extrait des États signalétique et des services, s.d [juillet 1959].

<sup>52</sup> *Journal officiel. Lois et décrets*, 25 août 1940, p. 4812 ; État français, ministère de la Guerre, *Bulletin officiel. Édition chronologique*, Paris, 1940, pp. 1100, 1112, 1241.

<sup>53</sup> Colonel Rémy, *op. cit.*, p. 70.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 72.

<sup>55</sup> Leon Borden Blair, "Amateurs in Diplomacy: The American Vice Consuls in North Africa 1941-1943", *The Historian*, 35(4), 1973, p. 607-620.



allemand »<sup>56</sup>. Abtey (Pump) devient à nouveau l'« homme de liaison » qui, en quatorze mois, permet à l'OSS de se constituer un réseau à travers les services de sécurité français au Maroc. Il commence par en référer à Breitel (Patron), « chef de service mais qui n'est pas le chef du groupe ». Abtey (Pump) a été approché par le commandant Michel Despax (Pinkeye), « chef de confiance » pour King<sup>57</sup>, qui partage avec lui son origine légionnaire. Ce dernier se fait représenter d'abord par son collègue Franklin Olmsted Canfield jusqu'en août 1941, puis Sidney L. Bartlett, jusqu'en juillet 1942, enfin W. Stafford Reid. Pour plus de discrétion, les rencontres d'Abtey (Pump) et de ses contacts américains se font dans la chambre de Joséphine Baker<sup>58</sup>. Canfield accède à la demande de l'officier français d'être mis en relation avec Dunderdale, ce qui est réalisé fin juin 1941. Il accepte également que Paillole soit mis dans la confiance. Ce qui ne l'empêche pas de rejoindre, en octobre 1942, comme responsable du 2<sup>e</sup> Bureau du commandement clandestin de Casablanca, sous les ordres du lieutenant-colonel Paul Lorillard, patronné par le TR 120<sup>59</sup>.

Cette opération dans les mois précédents la réalisation du plan Torch, c'est-à-dire du débarquement alliée en Afrique du Nord, est la dernière à laquelle participe la chanteuse. Les combats durant jusqu'au 11 novembre au Maroc et Joséphine ne sort de l'hôpital qu'au 1<sup>er</sup> décembre, avant de passer sa convalescence dans le palais de Menebhi. Il lui faut encore surmonter une crise de typhoïde avant qu'elle ne puisse remonter sur les planches à Casablanca, en février 1943, pour le compte des troupes américaines.

Abtey reste en charge de la liaison avec les Alliés. Il continue de s'occuper d'activités proprement liées au contre-espionnage (récolte et analyse des documents saisis dans les consulats et commissions d'armistice allemandes de Casablanca, puis contrôle des engagements dans le Corps franc d'Afrique<sup>60</sup>). Mi-janvier 1943, il retrouve à Rabat son chef, le commandant Paillole, un peu plus de huit mois après leur dernière rencontre à Marseille en mai dernier. Il récuse la proposition que Paillole lui fait de rejoindre la Sécurité militaire, préférant rejoindre les Perchoirs, ainsi que l'Armée d'Afrique nomme les gaullistes en raison de leur Croix de Lorraine<sup>61</sup>. Son choix n'est pas des plus certains, ainsi que le confirme un renseignement du 11 avril du contre-espionnage des autorités algéroises avant la fusion des services décidée par de Gaulle<sup>62</sup>. La véritable mue d'Abtey intervient fin juillet 1943, lorsqu'il intègre le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA), rompant définitivement avec sa vie d'avant. Cette évolution lui est permise par sa rencontre avec le chef d'escadron Amédée Brousset, chef du Deuxième bureau de la 1<sup>re</sup> division française libre. La rencontre avec cet officier est décisive pour

<sup>56</sup> CIA-RDP13X00001R000100440008-8, David W. King à Donovan, 26 janvier 1943.

<sup>57</sup> CIA-RDP13X00001R000100330006-2, [David W. King], "part III", s.d. [avant 3 août 1942].

<sup>58</sup> Jacques Abtey, *op. cit.*, p. 123-126 ; Colonel Rivet, *op. cit.*, p. . Paul Paillole, *op. cit.*, p. 252 ; Gilbert Guillaume, *Mes missions face à l'Abwehr*, 2, Paris, Plon, 1971, p. 90.

<sup>59</sup> SHD, GR 28 P<sup>9</sup> 14280, Abtey, 24 juillet 1943. Marie Gatard, Fabienne Mercier-Bernadet, *Combats de femmes, d'une guerre à l'autre*, Paris, Esprit des livres, 2009, p. 134.

<sup>60</sup> SHD, GR 16 P 13224.

<sup>61</sup> Michel Garder, *op. cit.*, p. 417n1.

<sup>62</sup> SHD, *op. cit.*

Joséphine également : elle lui permet de partir en mission de divertissement auprès des troupes françaises en Tunisie, puis d'être reçue par de Gaulle, le 13 août, puis de partir pour une tournée de trois mois au Proche-Orient pour le compte de la France libre. Si Menebhi l'accompagne comme lieutenant-interprète et Abtey assure sa sécurité.

De retour à Alger fin novembre suivant, l'officier du BCRA laisse la chanteuse repartir à Marrakech. Il la rejoint subrepticement, à la demande de Paillole, responsable de la sécurité militaire de la Direction général des services spéciaux (DGSS), après la fusion des services de renseignement français d'Afrique du Nord et de Londres. Il ne retourne au Maroc que deux fois, fin décembre 1943, moins pour les fêtes de fin d'année que pour suivre le nationalisme, puis en janvier 1944, après les événements qui ont suivi la remise au souverain d'un manifeste nationaliste. Les effets annonciateurs qui ont amené la mission de Joséphine et Abtey au Proche-Orient à achever leur séjour à Alexandrie, le 10 novembre 1943, se reproduisent dans ce protectorat français. Grâce à Joséphine, Abtey est en contact avec des dirigeants marocains de premier plan, dont Moulay Larbi al Alaoui, « chef occulte du mouvement nationaliste »<sup>63</sup>, qu'il avait mis en contact avec l'OSS un an plus tôt. Moulay Larbi l'accompagne dans la mouvance nationaliste pendant quinze jours. Il en ressort un rapport que Brousset, devenu chef du renseignement des services extérieurs de la Direction technique (Rivet) de la DGSS, adresse directement au général de Gaulle<sup>64</sup>. Joséphine Baker a accompli à cette occasion une dernière mission de renseignement, de manière officieuse cette fois. À Tanger, elle a rencontré un agent britannique, la comtesse normande Madeleine de Montgomery. Joséphine a pu obtenir de cette dernière une copie d'un courrier que René Massigli lui a adressé, tandis qu'Abtey découvrait la rencontre du ministre français et de l'espionne britannique à Marakech, le 13 janvier précédent. Non seulement le soulèvement nationaliste est le fait des alliés britanniques, mais une complicité française est avérée.

Ce rapport vaut à Abtey et à Brousset la sourde opposition de Jacques Soustelle, directeur général de la DGSS. Quant à Joséphine, elle est invitée à rejoindre les unités féminines de l'Armée de l'Air, signant son engagement pour la durée de la guerre plus trois mois le 23 mai 1944<sup>65</sup>. Abtey cherche à la soutenir dans cette initiative du mieux qu'il peut, allant jusqu'à demander son aide au général Louis Rivet, leur ancien chef. En effet, après un amerrissage épique en Corse le 6 juin 1944, Joséphine est « en souffrance » à Oran trois mois et demi plus tard. Dans un de ses derniers actes d'autorité, Rivet lui permet de gagner

Paris le 1<sup>er</sup> octobre suivant<sup>66</sup>. Quant à Abtey, son sort est remis entre les mains du directeur de la DGSS : il l'envoie d'abord dans un poste sédentaire, à Aïn Sefra, dans la circonscription d'Oran, jusqu'au débarquement

<sup>63</sup> Archives nationales, Paris, AG/3(1)/284/2, Abtey, « Aspect du Maroc en mai 1944 », sd.

<sup>64</sup> *Ibid.*, Cf. Brousset, notes des 8 mars et 8 avril 1944.

<sup>65</sup> SHD, GR 16 P 28445.

<sup>66</sup> Louis Rivet, *op. cit.*, p. 727 (25 septembre 1944).

de Provence, puis lui permet de rejoindre Marseille pour surveiller la frontière méditerranéenne<sup>67</sup>.

*Joséphine Baker et Maurice Abtey, victime des règlements de compte du renseignement après 1945 ?*

Le retour à Paris de Joséphine et Abtey marque pour eux la fin d'une étape de leur vie, marquée par la guerre. Celle-ci a amené la première à rejoindre un monde qui, sans être vraiment étranger à son état d'artiste, n'aurait pas dû ni l'attirer, ni l'employer. Ce sont ses accointances avec l'ambassade d'Italie, pour des raisons familiales — sa relation avec Giuseppe (Pepito) Abatino lui a permis d'assister à un discours du *Duce* qui produisit son effet — sinon idéologique<sup>68</sup>, qui lui permettent de devenir « honorable correspondante ». À Lisbonne, le 2 décembre 1940, alors qu'elle assure la couverture d'Abtey, dans une mission de liaison, elle charme l'ambassadeur d'Espagne, Nicolás Franco Bahamonde, pour un visa de transit<sup>69</sup>. Cette relation lui permet, en mai suivant, d'organiser un tour de chants en Espagne, et de mener sa seconde véritable mission de renseignement, après celle de Tanger. L'ironie de l'histoire veut qu'elle se déroule au moment où la liaison avec l'*Intelligence Service* s'achève.

La guerre en Afrique du Nord place seulement Abtey en position de faire du renseignement avec les Alliés, mais toujours en relation avec Paillole. Certes, dès sa rencontre avec Stopford (Bacon), il demande que son action soit portée au crédit de la France libre. Mais, en août 1943, « le nom du capitaine Abtey était inconnu (...) jusqu'à ce » moment du contre-espionnage gaulliste. Bien entendu, l'*Intelligence Service* confirme la version d'Abtey du 24 juillet précédent. Toutefois, le service britannique reconnu ne plus rien recevoir de l'officier français depuis sa liaison avec Canfield, soit au printemps 1941<sup>70</sup>. La suite de sa carrière immédiate est tributaire de cette suspicion supposée quant à sa loyauté envers la France libre. Celle-ci commence dès l'arrivée des structures de la France libre au Maroc. Un rapport de janvier 1943 pointe les amitiés de Joséphine et Abtey avec des notabilités de Tanger et Casablanca, au prétexte que l'un ou l'autre est suspecté de « sentiments germanophiles », précisé d'un rajout manuscrit<sup>71</sup>. Trois mois plus tard, un nouveau rapport pointe l'affairisme d'Abtey. Il est ni plus, ni moins accusé d'acheminer des juifs en Angleterre, « moyennant larges finances »<sup>72</sup>. Dans les deux cas, les rapports ont abouti sur le bureau de Paillole, le second émanant directement

---

<sup>67</sup> SHD, GR 16 P 2170, Abtey, exposé succinct des états de service du commandant Abtey..., 5 mars 1954 ; Jacques Abtey, Fritz Unterberg-Gibhardt, 2<sup>e</sup> *Bureau contre Abwehr*, Paris, La Table Ronde, 1967, p. 127.

<sup>68</sup> Michel Georges-Michel, « Un message de Joséphine Baker à ses frères de couleurs », *Le Journal*, 1<sup>er</sup> octobre 1935.

<sup>69</sup> Colonel Rémy, *op. cit.*, p. 50.

<sup>70</sup> SHD, GR 28 P<sup>9</sup> 14280, Thierry-Mieg (Vandreuil) à Pélabon, 24 août 1943 ; Westmacott à Passy, 17 août 1943.

<sup>71</sup> *Ibid.*, GR 28 P<sup>9</sup> 390, De Couedic, 11 janvier 1943.

<sup>72</sup> *Ibid.*, et GR 28 P<sup>9</sup> 14280, 17 avril 1943.

d'Alger. À chaque fois, la probité et l'utilité de Joséphine est saluée, tant pour la méfiance dans laquelle « les services américains » la tiennent que pour les « milieux des grands Chefs marocains, où elle est on ne peut mieux introduite ». À chaque fois, le discrédit retombe sur Abtey, sur qui pèse le reproche d'être passé aux gaullistes.

Cette accusation de prévarication, qui plus est à propos de réfugiés cherchant à quitter la législation vichyste pour un avenir meilleur, ne tient pas une seconde. En effet, Abtey et Joséphine disposaient chacun des meilleurs réseaux pour établir des passeports vers la liberté. La présence d'Elie Cohen et de Moulay Larbi al Alaoui, sur le même rapport du contre-espionnage vichyste, contribue à révéler la seule opération clandestine que les archives ne soutiennent pas, sauf à des recherches spécifiques. Surtout si l'on prend en compte la mention manuscrite qui met en relation les deux hommes à propos de « la location d'une villa » à un dénommé « Sublet »<sup>73</sup>, qui n'est autre que Jean Sublet, un architecte de Tanger, impliqué dans les opérations humanitaires, avant même de devenir, en octobre suivant, correspondant du Comité international de la Croix-Rouge<sup>74</sup>. Si l'on ajoute que Cohen est un ancien membre de l'administration de Tanger et un activiste de Fédération sioniste, que Moulay Larbi dispose de l'oreille du souverain, et que Joséphine, dont la générosité est bien connue<sup>75</sup>, suscitera à Jérusalem « la ruée des journalistes juifs »<sup>76</sup>, on voit se dessiner une organisation de secours aux réfugiés juifs. Mais il manque le financement, et c'est là que l'accusation de « trafic de devises » prend tout son sens. Il faut payer les faux passeports, dont Tanger s'est fait une spécialité. Il faut payer pour les visas, que Joséphine semble négocier habilement, notamment au consulat espagnol. Cette pratique est de tout temps un moyen affectionné par les services de renseignement pour se créer des fonds nécessaires à des opérations qui ne peuvent arriver en comptabilité et nécessitent une utilisation rapide autant que constante. Et en 1943, plus de trois mille réfugiés cherchent un havre avant un départ.

À ce mépris de Paillolle et de la Sécurité militaire, s'ajoutent des relations houleuses avec André Pélabon. Il l'a connu à Casablanca ingénieur principal du Génie maritime et recrue de Dempaix (Pinckey) sous le nom de Penguin ; comme responsable du renseignement, peut-être Abtey n'a-t-il pas été étranger à son départ de Casablanca en août 1942. Il le retrouve à Alger comme chef de l'annexe locale du BCRA en mars suivant, où Pélabon se met à dos beaucoup de monde. Mais Pélabon revient en novembre et participe à la fusion des services de renseignement venus de Vichy et de Londres<sup>77</sup>. Pélabon commence d'abord par s'opposer aux équipées de Baker au Proche-Orient, obtenant le renvoi du service d'Abtey en novembre 1943<sup>78</sup>. Il demande ensuite la tête de l'officier, toujours en poste au Maroc pour le compte des services

<sup>73</sup> *Ibid.*, GR 28 P<sup>9</sup> 390, De Couedic, 11 janvier 1943.

<sup>74</sup> François Bugnion, "ICRC Action during the Second World War", *International Review of the Red Cross*, 37/317, avril 1997, p. 167- 168.

<sup>75</sup> APPP, *op. cit.*, note 22 octobre 1939.

<sup>76</sup> Colonel Rémy, *op. cit.*, p. 271.

<sup>77</sup> Gérald Arboit, *op. cit.*, p. 211-218.

<sup>78</sup> Colonel Rémy, *op. cit.*, p. 255-256, 277, 286.

non-gaullistes, suite à son rapport mettant en cause Massigli<sup>79</sup>. À chaque fois, Abtey avait été protégé, mais c'est dans l'intendance, son arme d'origine, qu'il rejoint Aïn Sefra, avant d'être rappelé par le général Gaston Schmitt, alors commandant de la subdivision de Marseille, pour prendre la direction du service des frontières de la XV<sup>e</sup> région militaire<sup>80</sup>. Il n'y reste pas longtemps, puisque en décembre 1944, il rejoint Paris où il retrouve Joséphine. Le 10 septembre 1945, il est renvoyé au Maroc, officiellement au titre d'une liaison avec les armées américaines, officieusement pour reprendre contact avec son réseau au sein de la mouvance nationaliste. Il est envoyé par le ministère de la Guerre, puis par Henri Ribière, directeur général du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), sans pour autant en faire partie<sup>81</sup>. À son retour en France, le 21 janvier 1948, il rejoint le Service de sécurité aux forces armées...

Pour sa part, Joséphine est officiellement démobilisée le 1<sup>er</sup> septembre 1945. En fait, elle a déjà quitté l'armée de l'Air à la mi-juillet précédente, pour un congé réglementaire<sup>82</sup>. Son service lui vaut, sans autre explication que l'appui du général René Bouscat, éphémère ancien chef d'état-major général (1943-1944, 1946) qui l'a détectée à Alger au printemps 1943, la médaille de la Résistance. Elle pensait se voir décerner la Légion d'honneur<sup>83</sup>, mais le manque d'action probante dans l'armée de l'Air ne convainc pas la commission militaire. Surtout, le manque de conviction de Paillole « en toute sincérité », à évoquer les actions de Joséphine dans le renseignement, tant pour des raisons de confidentialité que pour la même acrimonie qu'envers Abtey, lui barre la route du ruban rouge<sup>84</sup>. Il ne leur reste plus qu'à médiatiser leur situation. Au fond, Joséphine reste une artiste et réussit à pousser l'officier du contre-espionnage à partir de son profond attachement à la discrétion. Seulement, la mise en scène à laquelle ils s'adonnent dans cette affaire ne va pas arranger leurs situations.

Lors de sa tournée d'adieu au Maroc et à l'Afrique du Nord, à l'été 1946, Joséphine laisse entendre au public marocain :

« Je ne puis vous dévoiler le nom de l'auteur qui m'écrit actuellement un livre sur mes missions secrètes et mon rôle dans la résistance<sup>85</sup>. »

Il s'agit évidemment d'Abtey, qu'elle voit lors de son séjour à Marrakech. Il lui écrit e effet un livre héroïque, mais pas uniquement ; il cherche aussi à rendre évident son service pour la France combattante, qu'il n'appelle jamais la France libre. Mais ses assauts de gaullisme sonnent aussi mal qu'en 1943, où la sécurité militaire de Paillole trouvait qu'il « sembl[ait] regretter son

<sup>79</sup> *Ibid.*, p. 298.

<sup>80</sup> SHD, GR 16 P 2170, Abtey, exposé succinct des états de service du commandant Abtey..., 5 mars 1954 ; GR 28 P<sup>9</sup> 14280, Abtey, 2 juillet 1948.

<sup>81</sup> GR 28 P<sup>9</sup> 14280, tlg Richard à Verneuil, 29 janvier 1948

<sup>82</sup> SHD, AI 1 P 6679 1, Gouet, 10 août 1945.

<sup>83</sup> *Le Petit Marocain*, 4 juillet 1946.

<sup>84</sup> SHD, *op. cit.*, Paillole, sdnl [1946].

<sup>85</sup> *Le Petit Marocain*, 4 juillet 1946.

admission chez de Gaulle »<sup>86</sup>. Le ton de l'ouvrage peut également ne pas avoir plu à Joséphine, ainsi qu'elle le dit, le 14 mars 1948, à *L'Aurore*, ce quotidien qui s'affirme aussi *L'organe de la résistance républicaine*. Elle est certes « sans rancune », mais craint « d'être "doublée" »<sup>87</sup>. Est-ce la raison pour laquelle, un an plus tard, elle ajoute un chapitre à ses mémoires<sup>88</sup> ? Certes non. Le 17 avril, elle est au côté d'Abtey pour dédicacer *La Guerre Secrète de Joséphine Baker* au Club des Champs-Élysées à Paris, où elle « assure (...) la direction artistique »<sup>89</sup>. Mais sa rodomontade de *L'Aurore* rejoint le dossier militaire de Joséphine<sup>90</sup>. On ne trouve toutefois pas l'interview de l'artiste montrant que tout était arrangé entre les deux anciens « compagnons d'arme ». Malgré ses erreurs intentionnelles, ce premier livre établit une légende Joséphine Baker, qui nourrit jusqu'aux notes des Renseignements généraux de la Préfecture de police de Paris<sup>91</sup>. Ces derniers continuent de la suivre jusqu'en février 1957, en liaison avec les deux demandes de promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur, qu'elle obtient finalement le 9 décembre 1957<sup>92</sup>.

Incapable d'obtenir réparation quant à l'évolution de sa carrière militaire, notamment en direction de Jacques Soustelle, ancien directeur de la DGSS, Abtey tente de profiter une dernière fois de la notoriété de son ancienne agente, en demandant à l'auteur gaulliste repentí, Gilbert Renault, plus connu comme le colonel Rémy, de revoir la *Guerre secrète de Joséphine Baker* dans un sens plus grand public. Le plumitif le noie dans un verbiage où le vrai est aisément vérifiable en archives et où Abtey règle ses comptes avec « une certaine personne », ce « "Q" qui lui ira comme un gant »<sup>93</sup> qui désigne l'ancien chef de l'antenne algérienne du BCRA, puis éphémère directeur général de la Sûreté nationale de novembre 1944 à septembre 1946, avant de rejoindre la préfectorale et finalement le secteur privé en 1956, André Pélabon. Ce témoignage, sous la forme d'un entretien où l'on ne sait si les innombrables démonstrations d'adhésion au gaullisme sont d'Abtey ou de Rémy, ne peut que plaire à l'ancienne « honorable correspondante ». Elle dispose ainsi du dossier éditorial complet du livre<sup>94</sup>. Si les deux hommes sont des parias du gaullisme en 1961, Joséphine et Abtey ne se sont jamais rien cachés. Jamais Abtey n'a d'ailleurs manqué de la défendre, allant jusqu'à faire, comme dix ans plus tôt, le voyage de New York<sup>95</sup>. Ces États-Unis d'Amérique qui sont au centre de leurs problèmes pour faire reconnaître leurs faits de résistance, c'est-à-dire leur activité de renseignement de 1940 à 1941 pour Joséphine, à 1945 pour Abtey. Cet ostracisme est courant à l'égard des résistants qui ont servi dans les

<sup>86</sup> SHD, GR 28 P<sup>9</sup> 390 et GR 28 P<sup>9</sup> 14280, 17 avril 1943.

<sup>87</sup> *L'Aurore*, 13 mars 1948.

<sup>88</sup> Marcel Sauvage, *Les mémoires de Joséphine Baker*, Paris, Corrêa, 1949.

<sup>89</sup> APPP, *op. cit.*, note 14 mars 1949.

<sup>90</sup> SHD, GR 28 P<sup>9</sup> 390.

<sup>91</sup> APPP, notes 14 mars 1949, février 1954 et février 1957.

<sup>92</sup> SHD, GR 16 P 28445 ; *Journal officiel*, 14 décembre 1957.

<sup>93</sup> Colonel Rémy, *J. A.*, *op. cit.*, p. 255.

<sup>94</sup> Gilbert Renault (Rémy) à Abtey, 29 septembre 1961 et dossier (correspondance avec l'éditeur, publicité, contrat...), *Ader Nordmann*, *op. cit.*, lots 68 et 72.

<sup>95</sup> Joséphine Baker à Jacques et Jacqueline Abtey, 21 et 26 novembre 1951, 16 décembre 1951 et 23 janvier 1952, *Ibid.*, lot 60. *Combat*, 24 décembre 1951.

services de renseignement alliés, tant britanniques qu'américains. Abtey a seulement payé un pris plus cher en cumulant son service pour Paillole et son activité clandestine au Maroc pour le compte d'« une personne de la métropole »<sup>96</sup>, en marge du SDECE...

---

<sup>96</sup> SHD, GR 28 P<sup>9</sup> 14280, C8 (Rabat) à Verneuil, 27 décembre 1948.

## Comptes-rendus

**David Omand, *How Spies Think : Ten Lessons in Intelligence*, Londres, Viking, 2020, 344 p.**

Ancien directeur général du Government Communications Headquarters (GCHQ), Sir David Omand est professeur invité en études sur la guerre au King's College de Londres et chercheur associé de l'ESDR3C. Il est aussi l'auteur d'un livre *How Spies Think : Ten Lessons in Intelligence* (Comment pensent les espions : dix leçons en matière de renseignement), véritable introduction pour ceux qui recherchent la vérité dans une époque où l'on peut douter de l'information et où les fausses nouvelles sont courantes, ouvrant la porte à l'avènement d'une fausse réalité. L'ouvrage est construit autour de quatre séances en se plaçant du point de vue de l'analyste : « ordonner nos pensées », « vérifier nos raisons », « utiliser intelligemment le renseignement » et une « dernière leçon d'optimiste ». Chaque partie se décompose de trois leçons progressives, à l'exception de la première qui en comprend trois et de la dernière une seule.

La première partie entend présenter les techniques des analystes du renseignement pour réduire « l'ignorance des décideurs », en l'occurrence du lecteur qui souhaiterait développer un esprit critique pour découvrir ce qui se passe dans son environnement et au-delà. Pour conserver cette compréhension de l'actualité, il faut à même d'en évaluer les informations, afin de déterminer les messages cachés et reconnaître ses propres biais. En s'appuyant sur la réalité de sa vie au plus près des hautes autorités gouvernementales britanniques, David

Omand rappelle que le défi consiste toujours à « dire les choses telles qu'elles sont ».

Pour cela, il existe des techniques d'analyse que se partagent les professionnels du renseignement et que l'auteur entend mettre à la disposition de personnes ordinaires soucieuses d'évaluer les informations rencontrées dans leur vie quotidienne, afin de déjouer les théories du complot qui les environnent, élaborées par différents groupes soucieux de réaliser une myriade d'objectifs, parfois contradictoires. Il propose ainsi un processus de base fondé sur un modèle simple de pensée analytique, baptisé SEES :

- ✓ Situation : avoir conscience de ce qui se passe.
- ✓ Explication : pourquoi des événements surviennent.
- ✓ Estimations : comment les événements peuvent se dérouler.
- ✓ Stratégique : impact des événements.

Cette méthode est une reconfiguration inédite de la technique analytique conventionnelle. En suivant ces étapes analytiques, le lecteur peut parvenir à des évaluations réalistes des différentes théories auxquelles la société est confrontée en permettant des déterminations objectives et statistiques des récits. Encore faut-il avoir conscience des biais cognitifs, véritable obstacle de toute évaluation du renseignement. D'autant que ces convictions fortement ancrées en chacun ne sont pas, contrairement à la croyance commune, partagées universellement par tout le monde. Il faut alors se plonger dans l'histoire, la culture et les croyances d'un adversaire pour parvenir à sa



compréhension. Mais ces observations ne seront pas impartiales. Le biais de confirmation amène les décideurs à choisir l'explication qui correspond le mieux à leurs idées préconçues et à leurs préjugés.

La deuxième partie de l'ouvrage entend explorer ce vécu qui influence l'interprétation de l'environnement de tout individu. Omand souligne qu'il existe de nombreuses versions différentes de ce défi : l'image-miroir, le transfert de jugements et la pensée de groupe en sont autant d'exemples. Il explique que la connaissance de ces biais cognitifs est la première étape pour réduire leur influence. Lorsque l'auteur était analyste du renseignement, le dilemme était expliqué de la manière suivante : ce n'est qu'en se mettant dans la tête d'un adversaire que l'on pouvait voir le monde de son point de vue et prendre des décisions comme lui. Il est impératif d'expliquer les événements avec précision. Omand souligne que les faits ne sont pas neutres. Leur contexte est un facteur d'interprétation.

L'auteur montre très bien le processus de détermination du niveau de risque (allant de « très improbable » à « presque certain »), mais n'aborde pas suffisamment l'éternelle question de savoir si le niveau de risque diffère subjectivement d'une personne à l'autre. De fait, il est très difficile d'attribuer un degré de certitude à des choses qui sont intrinsèquement incertaines tant l'importance accordée à la probabilité d'un événement reflète un parti pris personnel qui diffère d'une personne à l'autre. Ce problème se pose moins lorsqu'il s'agit d'émettre des jugements aux extrêmes de la probabilité. Ce qui est plus problématique, c'est la fourchette étroite de la croyance en la survenue ou non d'un événement détecté. Tous les analystes du renseignement sont confrontés à ce dilemme. Celui-ci devient plus aigu lorsqu'il s'agit de déterminer les surprises stratégiques par rapport aux surprises tactiques. Elles ouvrent la voie vers l'existence de tromperies jetées sur nos chemins par les adversaires. Aujourd'hui, les « fake news », en se répétant, gagnent en crédibilité dans certains milieux. Dans le monde du renseignement, la tromperie est employée par chaque partie avec un effet spectaculaire, en temps de guerre comme en temps de paix.

La troisième partie permet de tester les outils et la méthodologie présentés dans la

première. Les théories du complot ont ainsi toujours existé, mais aujourd'hui elles semblent l'emporter sur le bon sens. Les théories du complot s'appuient sur une série de données supposées correctes et apportent des réponses faciles, et souvent satisfaisantes, à des questions complexes. Aucune théorie du complot ne s'est jamais avérée vraie. La plupart reposent juste sur une croyance profonde en une réalité alternative. Ce type de faussetés se répand à travers les médias sociaux à l'occasion du référendum sur le Brexit et des élections présidentielles aux États-Unis et en France notamment, ainsi que des tentatives délibérées d'accroître les divisions dans les sociétés démocratiques. Omand souligne que ce genre de déstabilisation existe également dans le domaine du renseignement. Et d'évoquer la quasi-destruction de la CIA, et par extension des services occidentaux, par la chasse obsessionnelle à la taupe lancée par James Angleton, son chef du contre-espionnage. Aucune taupe n'a été trouvée dans l'immédiat, jusqu'à ce qu'une vraie taupe, Aldrich Ames, soit identifiée des années plus tard.

Les conspirations sont difficiles à démanteler, mais Omand fournit certains outils. Son modèle analytique SEES est un moyen pour les personnes ordinaires de donner un sens au monde. Il permet d'éviter l'erreur inductive qui consiste à passer directement des faits à la prédiction, sans disposer d'une explication solide de ce qui se passe réellement sous la surface. C'est un piège pour les imprudents. Autrement dit, dans toute prise de décisions critique, la satisfaction et la compréhension des besoins émotionnels liés à la décision elle-même et à ses résultats doivent être liées à la compréhension des contraintes rationnelles de la prise de décision. Les récentes contestations judiciaires des élections américaines de 2020 en sont un bon exemple. Omand suggère qu'un nouveau monde dangereux se profile à l'horizon. Nous sommes dans une nouvelle sphère politique, où les opinions seront formées artificiellement sans que l'on sache qui les a créées et dans quel but. La subversion par le biais de l'espace numérique est la nouvelle norme. Elle est plus facile à percevoir et à contrer lorsqu'elle est dirigée de l'extérieur, mais plus insidieuse et dangereuse lorsqu'elle vient de l'intérieur. Le ciblage des électeurs

avec des informations qui confirment leurs croyances et répondent à leurs craintes est en train de se produire. Omand raconte en détail l'intervention électorale russe dans l'élection américaine de 2016 en faveur de Trump et avec des attaques contre Hillary Clinton. Il fournit des détails précis sur les efforts déployés pour influencer le vote et détaille l'implication des associés de Trump.

L'espérance d'Omand réside dans de meilleures décisions prises en toute connaissance de ses propres préjugés inconscients. Les analystes ne peuvent pas totalement échapper à leur cadre émotionnel inconscient des problèmes, précisément parce qu'ils sont inconscients. Les informations sont obtenues par nos sens et vont directement dans notre esprit, et sans le savoir, le processus de cadrage émotionnel commence. C'est pourquoi l'analyse devrait être un sport d'équipe, afin que d'autres puissent repérer ce qu'un seul individu ne peut pas faire. Les décideurs politiques peuvent également bénéficier d'une telle approche. Parfois, il peut y avoir des défaillances d'alerte spécifiques qui se situent entre la connaissance préalable adéquate et l'action de précaution appropriée, souvent parce que les décideurs politiques ne parviennent pas à sonder la position de chacun, et l'adoption du modèle SEES rend de telles lacunes moins probables.

**Gérald Arboit**

**Étienne Augris, *Philippe Rondot maître espion*, Paris, Novice/Nouveau Monde Éditions, 2023, 329 p.**

Il est rare qu'une biographie, répondant aux canons de l'exercice, soit consacrée par un historien à une personnalité disparue depuis si peu de temps. C'est pourtant ce qu'a réalisé Étienne Augris, professeur agrégé d'histoire, avec la figure de Philippe Rondot, disparu en décembre 2017. Six ans plus, alors que le personnage était empêtré dans les affres de l'affaire politico-financière Clearstream à la fin de sa vie, l'auteur lui redonne cette perspective humaine que lui avait ôtée le présentisme recommencé médiatique. Surtout, il offre une promenade dans le monde du renseignement français de son entrée au service Action du Service de documentation et de contre-espionnage

(SDECE), aux lendemains de la guerre d'Algérie (1964), jusqu'à sa mise en œuvre de la coordination des services, en tant que conseiller pour le renseignement et les opérations spéciales (CROS, 1997-2005). Dans cet intervalle, et c'est un mérite de l'auteur d'en faire apparaître les contours, Rondot connaît une traversée du désert, (1977-1982), qu'il passe au Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie moderne (CHEAM), comme chargé d'études, tout en enseignant au Centre des hautes études militaires. Il rejoint ensuite le Centre d'analyse et de prévisions du ministère des Affaires étrangères (1982-1984), première étape pour son intégration à la Direction de la surveillance du territoire (DST, 1984-1997), avec deux intermédiaires, l'un court auprès du ministre de l'Intérieur (1991-1993), où il participe à la création de la Direction du renseignement militaire (DRM), l'autre définitif auprès de celui de la Défense comme CROS.

Le point de départ de cette errance, sur lequel l'auteur donne enfin des informations puisées dans les archives roumaines, est la mission que le jeune capitaine Rondot réalise, pendant deux ans, à Bucarest. Chef de poste à trente ans, on imagine aisément le potentiel offert par l'officier. Dès son arrivée en Roumanie, comme attaché militaire adjoint, cette couverture des agents du renseignement extérieur affecté en ambassade jusqu'au milieu des années 1990, il est pris en filature par le *Departamentul Securității Statului* (Département de la sécurité de l'État, *Securitate*), qui tente même de le recruter. Après deux ans au-delà du rideau de fer (1966-1968), Rondot retourne à Paris, au service Action. Jusqu'à ce que la question de confiance, cette condition sans raison ni logique qui préside, mieux que le secret, à toute carrière dans les services, lui soit posée, en 1977, pour des raisons multiples touchant la Roumanie. Les réponses de Rondot sont jugées peu convaincantes et le condamnent à interrompre sa carrière au sein du SDECE. En 1982, profitant du changement de direction à la tête du service, devenu Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), il tenta bien un retour, mais sa réincorporation lui est refusée. Pour autant, Rondot ne met pas fin à sa carrière dans le renseignement. Il reste proche du patron du service Action, Alain de Marolles, qui n'hésite pas à l'utiliser

comme « consultant ». Son père Pierre Rondot lui ouvre les portes de cet Orient mystérieux, plus que compliqué, où l'actualité le projette rapidement. Il oriente son fils vers une thèse de sociologie à l'École des hautes études en sciences sociales, sous la direction de Jacques Vernant, sur *Les projets de paix araboisraéliens : 1947-1978*, qu'il soutient en mars 1980. Pour cela, son père lui ouvre ses réseaux levantins. En outre, Philippe Rondot apprend à communiquer avec les journalistes. En 1983, il peaufine sa maîtrise des réseaux en suivant la session nationale de l'Institut des hautes études de défense nationale. L'alternance politique fait de lui un expert en affaires moyen-orientales, dont la nouvelle équipe semble dépourvue. Il accomplit ainsi des missions pour l'Élysée auprès des Palestiniens et des Irakiens. Quatorze ans plus tard, il retrouve des anciens de sa promotion de Saint-Cyr à la tête de la communauté du renseignement, Jacques Dewatre dirige la DGSE, Bruno Elie la DRM, Michel Théodoly-Lannes la jeune brigade de renseignement et de guerre électrique, tandis que Rondot est CROS au cabinet du ministre de la Défense Alain Richard (1999-2002).

De cette époque date la spécialisation de Rondot dans l'antiterrorisme. Dès l'apparition de Carlos, avec l'attaque parisienne, rue Toullier à Paris, qui coute la vie à deux policiers de la DST, l'inspecteur divisionnaire Raymond Dous et l'inspecteur Jean Donatini, et en blesse gravement un troisième, le commissaire Jean Herranz, le 27 juin 1975, Rondot est chargé du dossier. D'abord au SDECE, puis à la DST, il traque le terroriste sans relâche, jusqu'à le loger au Soudan en novembre 1993. Homme du renseignement, il laisse l'arrestation et l'extradition aux politiques et aux diplomates. Lui, il retourne à ses opérations clandestines. Étienne Augris montre bien la différence de traitement qu'affecte Rondot entre Carlos et cet autre terroriste qui ensanglante la France au début des années 1980, Abu Nidal. Autant il refuse de rencontrer le Vénézuélien, autant il met en place une liaison avec le Palestinien, jusqu'à son assassinat en Irak en 2002, en raison de ses relations avec des gouvernements étrangers... Par ce biais, Rondot dispose, et en fait profiter à la communauté française des services de renseignement, d'informations provenant de la sphère terroriste qui ensanglante la

France, qu'elle soit originaire du Maghreb comme du Maghreb. Les otages du *Silco* sont libérés grâce à cette liaison... C'est ainsi que l'arrestation de Carlos a pu avoir lieu. Rondot a été également le négociateur impliqué dans la libération d'otages français en Irak, les journalistes Hervé Brusini, en 1991, Georges Malbrunot et Christian Chesnot en 2004, enfin Florence Aubenas six mois plus tard. Il a organisé l'exfiltration (*Opération Hortensia*) du président libanais, le général Michel Aoun, en 1991. Il intervient également dans les actions cherchant à libérer les moines de Tibhirine, enlevés dans des circonstances troubles par des jihadistes algériens manipulés par des services algériens, le Département du renseignement et de la sécurité (DRS), qui manipulent les services français, eux-mêmes en concurrence. Rondot en garde quelque amertume. Cet imbroglio, qui conduit à l'assassinat des religieux, conduit les décideurs politiques à instituer le CROS. Les missions en ex-Yougoslavie qui suivent, avec de nouveaux acteurs turbulents comme le bureau des recherches humaines de la DRM, aux mains du lieutenant-colonel Christophe Gomart (1999-2004), mais également la DGSE, qui cherche ni plus ni moins à le déstabiliser à l'automne 2001.

L'auteur ne cache rien des réussites et des échecs de Rondot au cœur du renseignement français pendant trente ans. Dans l'exercice d'histoire immédiate auquel il se livre pour expliquer le temps présent, Étienne Augris montre d'évidentes compétences de chercheur, multipliant les sources indirectes, faute d'accès à celles directes, notamment les fameux carnets de Philippe Rondot, afin d'approcher au plus près de l'activité, non seulement de son héros, mais de tous les acteurs avec lesquels il est amené à travailler. Ce faisant, il nous montre un Philippe Rondot en creux. L'Algérie ne correspondait pas pour lui qu'à un simple épisode de jeunesse, au début de sa carrière militaire. Elle s'inscrivait aussi dans le parcours intellectuel qui rattachait Rondot au monde arabe. Ainsi peut s'expliquer cette naïveté que note l'auteur dans la relation du CROS avec Smaïn Lamari, hier dans le viseur de l'officier des commandos de chasse qu'il avait été, et qu'il retrouve trente ans plus tard chef du contre-espionnage du DRS. Certes, il n'est pas dupe, quand Lamari exige que le contact passe par lui. Il est

même conscient de sa dépendance en matière informationnelle envers le DRS. Mais, comme le note Étienne Augris, Lamari l'a probablement manipulé, en assurant que les moines avaient été tués par un groupe islamiste.

Les méthodes de travail de Rondot peuvent également être responsables de cette forme de naïveté. L'auteur montre qu'il partage peu, n'hésitant pas à court-circuiter les chaînes de commandement afin d'aller vite et d'être plus efficace. Il s'agit là du meilleur moyen pour se créer des adversaires. C'est aussi la clé de la réussite des Rondot, père et fils, tant ce comportement, comme l'habitude de tout noter, Philippe la tenait de Pierre. Il travaillait seul parce qu'il était solitaire, qualité essentielle dans les services. Toutefois, il n'était pas un électron libre. Il était loyal, très humble, même s'il avait un ego qu'il savait entretenir auprès de quelques journalistes. Il était incontestablement courageux. Son supérieur en Algérie a confié à Étienne Augris que Rondot était celui qui accrochait le plus face à l'ennemi et qui allait le plus au feu. Ajoutons une chance tout au long de sa carrière, trait de caractère important pour un homme de l'ombre, comme lorsque, au Liban, son chauffeur a sauté sur une mine, alors qu'ils se rendent à un rendez-vous. Mais cette solitude va noircir cette carrière prolifique au service du renseignement. C'est l'affaire Clearstream, sur laquelle se referme aussi bien la vie de Rondot que le livre d'Augris. Rondot est impliqué dans ce règlement de comptes politique entre Nicolas Sarkozy et Dominique de Villepin par ses relations. D'abord son vieil ami de la traversée du désert Jean-Louis Gergorin, qui le met ensuite en contact avec une source, l'homme d'affaires français Imad Lahoud. Par naïveté envers ce Levantin, Rondot a cru qu'il pouvait ainsi recevoir des informations sur le réseau financier d'Oussama Ben Laden. Et sa faiblesse a été de croire qu'en le traitant directement, il ferait mieux que la DGSE, laquelle s'était rendue compte que Lahoud n'avait rien à fournir. Et puis la justice s'en est mêlée, livrant en pâture aux médias les carnets de Rondot, au point de le mettre très mal à l'aise, même si ses notes avaient servi de juge de paix entre les déclarations des uns et des autres. Il s'en sort néanmoins indemne au plan juridique. Mais son image

est irrémédiablement brouillée, au point qu'il ne s'en remet pas.

Étienne Augris livre ici un ouvrage fondamental, qui s'appuie sur un travail précis de recherche, alliant sources archivistiques et orales, et une écriture très agréable. Il rend justice à un homme qui a joué un rôle central dans le renseignement français pendant plus de trente ans. Et comme souvent en France, sa carrière brillante a été menée en marge des services et s'est achevée dans une confusion politico-médiatique rappelant d'autres affaires similaires qui marquèrent l'histoire du renseignement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

**Laurence Rullan**

Résumé/Abstract/Resumen/

L'armée française dans les rapports  
de l'attaché militaire allemand en France,  
Detlof von Winterfeldt, 1909-1914

L

L'exploitation des lettres  
et carnets de notes des soldats allemands  
par les services de renseignement français  
(1914-1918)

L

Un « obsédé du renseignement » :  
le docteur Henri Martin

L

Les achats d'armes de la Cagoule  
en Belgique (1936-1937).  
Chronique d'un échec annoncé

L

Remonter aux sources de *Lucie*  
Enquête sur le réseau de Rudolf Roessler

L

L'affirmation du rôle des forces sous-

marines françaises dans la chaîne du  
renseignement militaire de 1890 à 1970

L

Une vedette américaine au service du  
contre-espionnage français. La drôle de  
guerre de Joséphine Baker

L